

هكراسن الاصل

«Le Monde des livres» : Montreuil, capitale de la jeunesse

Le Monde



QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14884 - 7 F - VENDREDI 4 DÉCEMBRE 1992 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Le développement de l'intégrisme dans le monde arabe

Les autorités algériennes accentuent la lutte contre les islamistes

L'Iran montré du doigt

L'ALGÉRIE n'est pas au bout de ses peines : « afin d'accélérer la lutte contre le terrorisme », le ministre délégué à la sécurité vient d'annoncer l'instauration, à partir du samedi 5 décembre et pour une durée indéterminée, d'un couvre-feu de 22 h 30 à 5 heures du matin - à Alger et dans les départements limitrophes de Bledja, Tipaza, Boumerdes, Ain-Delfa et Bouira. M. Mohamed Toiba a précisé que cette mesure « sera levée en fonction des résultats obtenus sur le terrain », ajoutant que les noyaux durs des groupes armés sont « isolés, ciblés et identifiés ».

Le premier ministre, M. Belaid Abdessalam, avait annoncé, samedi, à l'issue d'une réunion consacrée à « l'évaluation de la situation sécuritaire », un renforcement drastique de la lutte antiterroriste qui, quel qu'en soit le haut lieu, n'a pas encore réussi à mettre les « barbus » au pas. Dernière en date de leurs violences : la tentative d'assassinat commis, mardi, contre le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), M. Abdelhak Benhamane, alors qu'il quittait son domicile, dans la banlieue d'Alger.

CES nouvelles mesures vont entrer en vigueur dès l'aube du 5 décembre, du début de deux mois accordés aux éléments subversifs pour se repentir : une certaine seule-ment ont officiellement saisi cette occasion. Le renforcement du dispositif de sécurité va s'accompagner de la dissolution des multiples associations caritatives, culturelles et syndicales qui gravitaient autour de l'« Front islamique du salut (FIS) » ainsi que des assemblées populaires communales et départementales encore aux mains des islamistes.

M. Abdessalam n'a pas caché que le renforcement de la répression pourrait « causer du désagrément » à la population et « perturber quelque peu sa vie quotidienne ». Mais, à son avis, le succès de cette lutte dépend essentiellement de la compréhension et de la contribution des citoyens. Ceux-ci paraissent se résigner à cet état de choses. L'instauration du couvre-feu ne semble pas les tracasser outre mesure, habitués qu'ils sont, depuis de long mois, à se calfeutrer chez eux, dès la tombée de la nuit.

L'ÉTAT est ainsi résolu à « passer à la vitesse supérieure », pour tenter de « coiffer » un terrorisme qui, depuis le 28 novembre 1991 - date de l'attaque du poste-frontière de Guemmar par un groupe de militants du Mouvement islamique armé (MIA) - aurait fait, selon un décompte réalisé par le quotidien « le Matin », 535 tués et 598 blessés et abouti à l'arrestation de près de 2 500 personnes.

Faut-il voir, dans cette libération qui va de l'Atlantique au Golfe, selon les termes du très officiel « El Moudjahid », la seule main des mollahs iraniens ? En tout cas, Alger a résolument pris le parti de dénoncer « le Khomeinisme intégriste » - « selon l'imam Khomeiny - dont Téhéran tirerait les ficelles, allant même jusqu'à lever en cela un « événement » « aussi bellé ». Comme si ceux qui souffrent sur le feu étaient aussi ceux qui l'avaient allumé.

M0147 - 1204 0 - 7 00 F



La ministre algérienne déléguée à la sécurité a annoncé, mercredi 2 décembre, l'imposition de l'état d'urgence, « pour une période indéterminée », à Alger et dans cinq départements limitrophes. Les autorités algériennes entendent ainsi renforcer considérablement la lutte contre la violence des islamistes, qui ont, d'après elles, partie liée avec le « grand banditisme ». Elles accusent notamment l'Iran, via le Soudan, de commanditer, « du Golfe à l'Atlantique », cette campagne de déstabilisation.

Le Coran, mode d'emploi

par Jacques de Barrin

« Le commencement de la fin », « Les derniers soubresauts », « Les intégristes aux abois... » : on se lasse de répertorier les communiqués de victoire de ceux qui, du côté d'Alger, ont en main les leviers de commande et qui, pour se rassurer, entretiennent la fiction d'un retour prochain à la normale. Comme s'il n'y avait plus vraiment « péri vert » en la demeure.

Aujourd'hui, pourtant, des bords du Nil aux rives de l'Atlantique, du Proche-Orient au Maghreb, et même en Turquie qui fut si passionnément laïque, les islamistes n'en finissent pas de faire parler d'eux, d'inquiéter ceux qui combattent leur singulière vision du monde. Jamais autant de « pioches » contre les « fous de Dieu » n'ont été aussi abondamment nourris, de tous côtés, de leurs violences et de leurs anathèmes. Il n'est pas même un pays à feu et à sang comme la Somalie qui, par-delà les vieux clivages tribaux, n'ait échappé à la « sollicitude » des intégristes.

Tous, du président égyptien au chef de l'OLP en passant par le secrétaire général de la Ligue arabe, pointent un doigt accusateur en direction de l'Iran, soupçonné - peut-être quelquefois abusivement - d'être le grand

ordonnateur de cette agitation islamique. Même si, pour arriver à leurs fins, avec autant de discrétion que possible, les ayatollahs de Téhéran se sont habilement assurés le concours - intéressé ou non - d'amis étrangers, soudanais notamment, qui servent d'utile relais à leur propagande.

Ce parrainage iranien paraît d'autant plus redoutable qu'il dissimule non seulement les ambitions ordinaires d'une puissance régionale qui tente de profiter des déboires de l'adversaire irakien, mais encore les rêves peu banals d'un régime théocratique qui cherche à préparer le règne absolu d'Allah dans l'ensemble du monde musulman, qu'il soit d'obédience chiite - comme lui - ou sunnite. La crédibilité d'une telle démarche repose sur le succès très prochain de Téhéran de mobiliser, pour sa réussite, une part de ses moyens financiers et militaires.

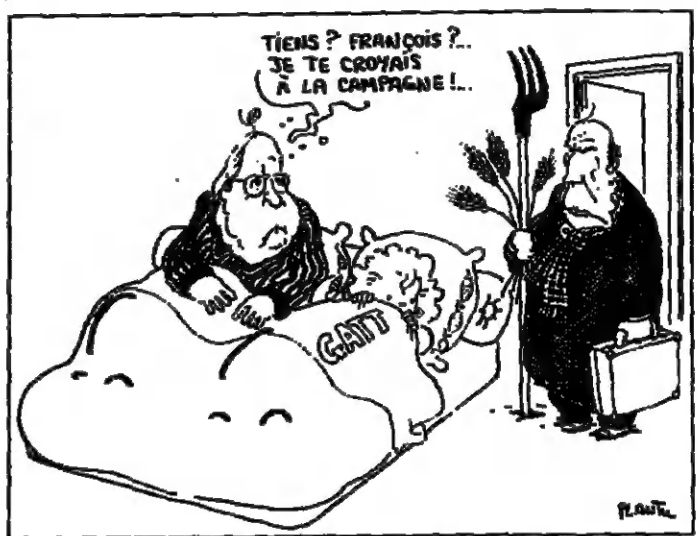
La vague intégriste s'élève aussi des vents qui soufflent depuis l'Arabie saoudite, grossit de la surechère qui oppose, en la matière, Ryad à Téhéran. Traditionnel gardien des lieux saints de l'islam, le souverain wahhabite se considère comme investi d'un rôle de protecteur de la religion musulmane face à un modernisme envahissant.

Lire la suite page 4

Le soixantième sommet franco-allemand

MM. Mitterrand et Kohl cherchent une entente sur le GATT

Le soixantième sommet franco-allemand s'est ouvert jeudi 3 décembre à Bonn. MM. François Mitterrand et Helmut Kohl devaient préparer ensemble le conseil européen d'Edimbourg des 11 et 12 décembre et tenter de rapprocher leurs positions sur le projet de compromis agricole CEE-Etats-Unis dans le cadre du GATT. Mais les dirigeants français et allemands ne semblaient pas décidés à annoncer dans l'immédiat un rapprochement franc-mark.



Lire page 3 l'article d'ERIC LE BOUCHER et page 16 nos informations sur les négociations du GATT et la préparation du sommet d'Edimbourg

Le Bundestag a plébiscité le traité de Maastricht

Le traité de Maastricht a été approuvé à une très forte majorité, mercredi 2 décembre à Bonn, par la Chambre des députés allemands (Bundestag) : 543 députés ont voté en faveur de la ratification, 17 l'ont rejetée et 8 se sont abstenus. A l'issue du scrutin, le chancelier Helmut Kohl et les membres de son gouvernement se sont levés comme un seul homme pour applaudir. Le 18 décembre, la Chambre des Länder, le Bundestag, devrait approuver à son tour le texte et les amendements constitutionnels qui y sont joints, afin de rendre définitive la ratification du traité sur l'Union européenne.

Lire page 3 l'article d'HENRI DE BRESSON

Nouvelles violences à la Réunion

Une forte tension régnait encore, jeudi matin 3 décembre, dans le quartier du Chaudron, à Saint-Denis-de-la-Réunion, où s'étaient produits, dans la nuit, de graves incidents. Le nouveau préfet a demandé des renforts.

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION de notre correspondant

Moins de deux ans après les émeutes qui avaient secoué toute sa banlieue, entraînant la mort de huit personnes, le chef-lieu de la Réunion a connu, mercredi soir 2 décembre, une nouvelle flambée de violence. Le quartier du Chaudron brûlait, jeudi matin, les mêmes signaux qu'au lendemain des événements de février-mars 1991 : vitrines brisées, commerces pillés, carcasses de voitures incendiées dans les rues, population encore sous le choc des graves incidents qui se sont poursuivis jusque vers la fin de la nuit.

A peine arrivé sur l'île pour prendre ses fonctions de préfet de région, M. Hubert Fournier a immédiatement demandé au gouvernement l'envoi d'un escadron de gendarmerie qui devait débarquer jeudi dans l'île.

Selon les premières estimations, plusieurs personnes, dont un gendarme, ont été blessées, une au moins l'ayant été par balle. Les casseurs, des jeunes pour la plupart, se sont en effet heurtés aux vigiles mis en place par les commerçants depuis plus d'un an. Une vingtaine de commerces ont été pillés, saccagés, voire incendiés.

ALIX DJOUX Lire la suite page 9

La sécurité des établissements scolaires

Polémique après l'incendie du lycée Robert-Schuman de Colombes, qui n'a fait heureusement aucune victime.

page 11

Nouvelle rupture à la FEN

Les enseignants du technique devraient, à leur tour, quitter la Fédération de l'éducation nationale.

page 11

Le Festival des trois continents

A Nantes, depuis quatorze ans, deux frères invitent un public fidèle à découvrir des films jamais présentés en France.

page 12

LE MONDE DES LIVRES

■ Liviu Rebreanu, l'inconnu du Coran et les mystiques
■ Le feuilleton de Michel Braudeau : « Les joies de la famille »
■ Histoires littéraires par François Bott : « Le retraité de Saint-Amour »
■ D'autres mondes par Nicole Zand : « Le sang pur »

pages 25 à 36

Le sommaire complet se trouve page 24

Survivre à Mogadiscio

« Bermuda », quartier retranché de la capitale somalienne, a résisté à tous les assauts

Le Conseil de sécurité de l'ONU metait, jeudi 3 décembre, la dernière main à une résolution autorisant le déclenchement d'une opération militaire internationale en Somalie. L'adoption du texte pouvait intervenir dans la soirée. Les Etats-Unis joueraient un rôle prédominant dans cette opération, menée au nom du devoir d'ingérence humanitaire, et à laquelle la France a décidé, en principe, de se joindre.

MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

Dans un crissement de pneus, le pick-up pile devant trois parpaings alignés sur l'asphalte, canon pointé vers le prochain carrefour. Des adolescents sautent à terre. Deux d'entre eux se sont déjà postés en couverture derrière un mur à demi brouillé. La manœuvre s'effectue comme à la parade, mais avec un luxe de précautions qui trahit une mentalité d'assiégés. Les jeunes militaires, aux aguets, n'ont pas un geste pour l'étranger qui franchit la ligne de démarcation : ils le toisent sans un mot lorsqu'il monte à bord du véhicule qui fait

assaut demi-tour. Le canon a vité à 180 degrés pour garder le croisement dans sa ligne de mire.

Ici commence « Bermuda », l'enclave qui effraie tant de gens, de l'« autre côté » : « On n'en revient pas ; ce sont des démons ! Vous ne les voyez jamais, mais eux suivent tous vos gestes ! » « Bermuda », au cœur de Mogadiscio-Sud, a résisté à tous les assauts du général Aidid, le puissant chef de faction qui contrôle la partie méridionale de la capitale. De rage, il aurait jeté un jour : « Ici, c'est comme le triangle des Bermudes. On n'en ressort pas vivant ! »

Sous les vieux acacias, s'alignent les maisons basses d'un quartier populaire aujourd'hui couronné de cicatrices. Pas un logis qui n'ait été souillé par les mortelles éclaboussures de l'artillerie lourde. Les rangées de chaumières sont effondrées, les barques en tôle aplatis dans la poussière ; ça et là, un mur de pisé ou un toit éclaté tiennent encore debout. Dans les ruelles mangées par les herbes folles, le long de la ligne de front, il n'y a plus âme qui vive.

JEAN HÉLÈNE

Lire la suite et nos informations page 6

PRIX GONCOURT



Patrick Chamoiseau
TEXACO

roman

« Chamoiseau, le "marqueur de parole" se promène en équilibre parfait sur la frontière qui sépare l'écrit et l'oralité écrite. »

Josyane Savigneau/Le Monde

nrf

GALLIMARD

A L'ÉTRANGER : Angleterre, 4,50 £ ; Belgique, 4,50 F ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14,00 D ; Espagne, 190 PTA ; États-Unis, 3,50 \$; France, 7,00 F ; Grèce, 220 Dr ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 F ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F S ; Suisse, 1,50 S ; USA (NY), 2,50 \$; USA (other), 2,50 \$

DÉBATS

Commerce international

Le téléphone qui apporte le chômage

par François-Henri de Virieu

Le phénomène commence à inquiéter le gouvernement. Mais celui-ci se fait : ce n'est pas le moment d'ajouter aux angoisses des Français, déjà troublés par la montée du chômage. Et pourtant, les faits sont là. Le télétravail se développe dans le Sud-Est asiatique comme à l'île Maurice ou en Jamaïque, faisant par son ampleur récente peser de nouvelles menaces sur l'emploi dans nos pays d'Occident.

Le télétravail, c'est un peu la ruse à la crème de ces dernières années. Cela fait plus d'une décennie qu'on nous explique que le mariage des télécommunications et de l'informatique va changer nos habitudes professionnelles et qu'un certain nombre de métiers pourront demain s'exercer à distance, par exemple sans quitter son domicile. Mais les années passent et rien ne vient : le bouleversement annoncé ne se produit pas en France, malgré les expériences ponctuelles qui peuvent être faites ici ou là.

Le fait alarmant, c'est que le télétravail gagne du terrain dans le monde, introduisant une dimension complètement nouvelle dans la division internationale du travail. Aujourd'hui, grâce aux télécommunications, on peut apporter de la richesse dans certains pays et du chômage dans d'autres sans avoir besoin de déplacer un seul homme, un seul baril de pétrole ou un seul quintal de blé.

Les journées internationales de l'Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe (IDATE) — qui se sont tenues, la semaine dernière, à Montpellier, comme chaque année à pareille époque — ont permis de mettre en évidence l'ampleur de cette forme pernicieuse d'importation de chômage qu'est le télétravail. Les témoignages croisés d'un chef d'entreprise américain installé aux Philippines et des représentants des gouvernements de la Jamaïque et de l'île Maurice ont permis de donner un tour très concret aux débats organisés par l'IDATE. Le nombre de manuscrits littéraires, de traités de jurisprudence ou d'annuaires, qui sont aujourd'hui mis sur disquettes informatiques aux Philippines par une main-d'œuvre sous-payée, docile et le plus souvent ignorante de notre langue, est en augmentation constante.

Les prix de revient sont de trois à cinq fois moins élevés que si le même travail était fait dans nos imprimeries. Ce qui se fait avec les Philippines en matière de saisie de données peut se faire dans le domaine plus sophistiqué du traitement des dossiers ou du renseignement téléphonique quand la langue est la même dans les deux pays.

Les États-Unis font ainsi travailler des Jamaïcains qui restent, en Jamaïque et des Irlandais qui ne quittent pas la verte Irlande.

Tous les métiers où l'on traite de l'information — qu'il s'agisse de la banque, des assurances, du renseignement téléphonique ou des services de réservation des places d'avion — sont concernés par le télétravail. Certains de nos concurrents européens s'organisent officiellement pour exploiter le filon de la différence des coûts de production entre continents. Ainsi l'Allemagne a-t-elle créé un organisme public qui met en relation les entreprises du Sud-Est asiatique et ses propres industries.

Biens
Immateriels

Il devrait y avoir là un thème de réflexion pour le GATT, le jour où les problèmes de l'agriculture cessent d'être les négociations de leur poids. Lors des premières discussions, celles du Kennedy Round, du Nixon Round ou du Tokyo Round, on ne parlait que de lever les barrières aux échanges de marchandises. C'était normal puisque le commerce international, en ce temps-là, n'était fait que de biens matériels. Aujourd'hui, grâce aux télécommunications, le « commerce » international est fait de plus en plus de biens immatériels : ce sont les « services » qui, les satellites aidant, se jouent des frontières terrestres. Le GATT l'a compris qui a décidé que les négociations de l'actuel Uruguay Round porteraient aussi — et cela pour la première fois — sur les services.

Il faut fixer un cadre à la concurrence des compagnies mondiales de téléphone entre elles : la question est inscrite à l'ordre du jour de l'Uruguay Round. Mais on voit bien qu'il faudra aussi organiser, quelque part, un jour, cette autre concurrence qui est en train de naître du simple fait que les compagnies de téléphone existent et qu'elles tissent à la surface de la planète un réseau qui permet — et qui permettra de plus en plus — l'importation et l'exportation invisibles du chômage.

L'apparition de cette menace extérieure de nature complètement inédite devrait avoir des répercussions saluaires en France même. La délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) devrait arriver à faire passer plus facilement son message. Cela fait trois ans déjà qu'elle tire le signal d'alarme en prédisant que nous assistons actuellement aux signes avant-coureurs d'une mutation comparable par ses effets à la révolution industrielle du XIX^e siècle. « Nous allons entrer, explique M^{me} Anita Rozenholtz-Bensaid, chargée de mission à

la DATAR, dans une sorte de télé-économie qui va nous conduire à inverser les mouvements que la révolution industrielle, fondée sur la marchandise, avait générés. »

Jusqu'à une époque récente, on considérait que la concentration des activités était la condition sine qua non de la compétitivité. Donc, on concentrait. Concentration industrielle, concentration urbaine, Ile-de-France hypertrophiée. Embouteillages. Banlieues invivables. Métropoles d'équilibre en province et désert autour. Aujourd'hui, on commence à se rendre compte que seuls les pays sous-développés restent encore fidèles à un tel modèle. Les nations qui recherchent simultanément l'efficacité économique et l'efficacité sociale — comme l'Italie du Nord-Est, l'Allemagne ou la Scandinavie — s'engagent dans le mouvement inverse et fondent, au contraire, leur développement sur des réseaux de villes moyennes irriguées des arrières-pays dynamiques. Dans une économie régionalisée, comme le sera celle de la France au XXI^e siècle, l'avenir appartient aux territoires qui ne seront pas handicapés financièrement par les surcoûts imputables à la concentration.

Un moyen d'arrêter
l'immigration clandestine

Le télétravail est appelé à accompagner cette révolution copernicienne. Son essor donnera à la fois un contenu à l'irréversible politique de développement rural de M. Jean-Pierre Soisson et un coup d'arrêt au cancer des banlieues et de leurs problèmes sociaux qui menacent d'emporter nos finances publiques. Mais l'inversion du mouvement séculaire de concentration urbaine ne pourra se faire sans une forte impulsion de l'État qui devra lui-même donner l'exemple. La concentration était le sous-produit du laissez-faire et de la loi du marché. Le redéploiement

ne peut être que le résultat d'une action volontariste de la puissance publique.

La France n'est pas mal placée pour relever ce défi-là. Grâce à la DATAR, elle dispose, dans le domaine du télétravail, d'une expertise de qualité et d'une bonne vision de la situation mondiale qui nous sera précieuse. Car le défi ne va pas consister seulement à répartir de façon plus harmonieuse les activités sur le territoire national. Il faut aussi penser au rôle que le télétravail peut jouer dans la prévention de l'immigration clandestine. Ce que les Américains font avec les Jamaïcains et les Irlandais, nous pouvons le faire par exemple, avec les Algériens qui parlent notre langue. Nous pouvons aider nos voisins du sud de la Méditerranée à « vivre et travailler au pays » au lieu de venir grossir nos banlieues à problèmes.

Nous pouvons aussi organiser la riposte. Il n'y a aucune fatalité à ce que la télé-économie du XXI^e siècle fonctionne dans un seul sens. Les réseaux de télécommunications sont, par définition, réversibles. Cela signifie que, si nous pouvons importer de la main-d'œuvre bon marché par téléphone, nous pouvons par le même canal exporter des services à forte valeur ajoutée. « La France pourrait par exemple être le plus grand vendeur du monde de téléformation et de télé-entretien », elle pourrait gérer « en temps réel », de n'importe quelle petite ville du Massif central, le réseau de distribution d'eau de la ville de Moscou », dit M^{me} Rozenholtz-Bensaid, initiatrice de la réflexion sur la nouvelle division internationale du travail que permettent les réseaux. Encore faudrait-il le vouloir.

► François-Henri de Virieu est journaliste et président de l'IDATE.

Vive le GATT !

par Roger Fauroux

La France offre ces jours-ci, à propos du GATT, un bien étrange spectacle : sur les trottoirs, les hommes politiques se précipitent, les paysans cassent les meubles, tandis que les industriels, figurants muets dissimulés dans les coulisses, essaient de faire croire qu'ils ne jouent pas dans la pièce.

Mais la pièce est tragique : que les hommes politiques, avec une belle unanimité, préfèrent le parler faux au parler vrai, c'est affligeant, presque effrayant ; mais le scepticisme de l'opinion à l'égard de ses dirigeants présents et futurs est tel qu'un coup de menton électoral de plus ou de moins n'y changera, hélas !, pas grand-chose. Que des paysans lèvent les fourches et défendent leurs avantages acquis et, au-delà, leur mode de vie et, au-delà encore, pour donner de l'air à leur indignation après tant d'illusions entretenu, c'est compréhensible. Les sidérurgistes de Lorraine, en leur temps, ont fait de même et ont eu un combat honorable et point désemparé pour défendre eux aussi un métier, une certaine manière de vivre et un orgueil blessé. Eux, du moins, ont eu le courage de trouver à temps des patrons, des syndicalistes et enfin des hommes politiques qui ont eu le courage de dire la vérité et d'entreprendre solidement avec eux et avec toute la nation un lent et douloureux travail de reconstruction.

Trois
évidences

Mais où sont aujourd'hui les industriels qui gagnent ceux qui vendent des Airbus aux compagnies américaines à la barbe de Boeing, qui installent un métro français à Chicago, exportent le TGV au Texas et raillent aux États-Unis 80 % du marché des fusées spatiales ? Où se cachent les pétroliers, les chimistes, les assureurs et bien d'autres qui ont investi en force sur le continent américain et regardent maintenant sans sourcilier des manifestants brûler le drapeau étoilé dans les rues de Paris comme au beau temps du PC et du PCF et de Ridgway la passe ? Et le CNPF, si prompt à dénoncer le moindre manquement à l'égard des droits sacro-saints du libéralisme, comment a-t-il brusquement perdu la voix quand on menace de mettre en pièces cet immense effort interna-

tional de progrès et d'échanges qui a nom le GATT ? A vrai dire, ceux qui mentent, parce qu'ils croient que leur métier est de parler et ceux qui se taisent parce qu'ils n'osent pas dire ce qu'ils pensent connaissent parfaitement trop évidences qu'il faut bien rappeler.

1) Le traité du GATT sera signé et il est de l'intérêt de la France qu'il le soit, parce que nous aurions tous, agriculteurs compris, en ces temps de stagnation économique et de chômage, tout à perdre à une guerre commerciale ou seulement à un freinage des échanges entre le bloc nord-américain en train de se constituer et l'Europe. La France n'est pas le Japon et nous sommes incapables de survivre dans un espace clos, fût-il européen. A nous de faire valoir vigoureusement nos atouts dans la partie qui va s'ouvrir à Genève sur l'industrie et les services et dont les enjeux pour l'ensemble de l'économie dépassent de loin ceux du volet agricole.

2) La PAC agonise depuis des années : cette extraordinaire machine à redistribuer les revenus, technocratique et dirigiste s'il en fut à un tel point de faire confier par nos voisins la modernisation de nos campagnes et le redoutable inconvénient d'encourager, à un prix d'ailleurs fabuleux, une idéologie et une pratique productivistes qui ont conduit nos agriculteurs dans le mur. A nous de faire entrer dans un peu plus de libéralisme, beaucoup plus de solidarité entre les agriculteurs les mieux nantis et les autres et entre les agriculteurs et le reste de la nation. Mais sachons que personne ne traitera ce problème à notre place et qu'il est désastreux et malhonnête d'imputer à d'autres les conséquences de nos propres erreurs de prévision et de gestion.

3) Il n'y a pas pour la France d'alternative à l'Europe et aujourd'hui pas d'autre Europe que celle de Maastricht. Il est temps pour menacer et pour flatter, et un temps pour signer et ratifier. Les Anglais feraient bien de s'en souvenir. En ce qui nous concerne, la chose est faite. Ne faisons pas semblant de croire que nous construisons l'Europe seuls contre onze et renouons notre veto dans l'armoire de nos grands-mères.

► Roger Fauroux est ancien ministre de l'Industrie et président d'honneur de Saint-Gobain.

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Ce que Maastricht ne dit pas

La campagne et l'issue du référendum ont montré que le traité de Maastricht était loin de faire l'unanimité. Si cet épisode ne remet pas en cause le principe de la construction européenne, il montre que de nombreuses divergences demeurent sur ses modalités.

On croyait à une promenade de santé et un triomphe assuré. Ce fut une campagne difficile et un résultat médiocre. Après le court majorité de Maastricht, les tergiversations britanniques et les coups du GATT, où en est l'Europe ? Les articles que plusieurs revues consacrent à l'après-référendum illustrent les hésitations du moment, même si dans l'ensemble la confiance dans la construction européenne demeure. L'impression qui domine est qu'en passant des déclarations d'intention et des professions de foi à l'application concrète, on est entré dans une nouvelle phase, plus tendue, plus réaliste, dans laquelle on ne peut plus se payer de mots.

La discussion qui a réuni autour d'Edgard Pisani, directeur de l'« Evénement européen », trois hommes politiques de philosophies différentes — le libéral Jacques François-Foncet, le socialiste Lionel Jospin et le communiste Philippe Harzog — est une bonne illustration de l'état d'esprit des responsables français, à ce tournant de l'histoire européenne. Le consensus sur la nécessité de construire un espace politiquement autonome, entre les États-Unis et le Japon, sort renforcé de l'évolution de la situation internationale (effondrement du communisme, crise interne des États-Unis, instabilité du tiers-monde). L'idée progresse également que ce n'est pas « l'annexion » d'un territoire original de fonctionnement, à la fois sur le plan politique, culturel, économique et social. Le poids de l'histoire est trop fort, dans ce continent, pour imaginer que les États-nations puissent s'effacer d'un trait de plume. L'Europe aura à inventer un système institutionnel capable de gérer ses spécificités. « Elle ne sera ni tout à fait une confédération, ni tout à fait une fédération », écrit Bernard Laguerre, résumant le point de vue des débats.

La réhabilitation
du politique

Mais ce consensus de base recouvre de fortes divergences de ce qu'on en analyse les implications pratiques : jusqu'où doit aller l'intégration ? Doit-elle être totale ou se limiter à quelques domaines stratégiques ? A quel rythme doit-elle s'opérer ? Faut-il y avoir à l'intérieur de la Communauté des modèles différents d'intégration, conduisant à des « Europes » à plusieurs vitesses ? Quels seront ses rapports avec ses voisins, candidats déclarés ou potentiels ?

Ces questions qui suscitent des réponses contradictoires sont généralement repoussées à plus tard, pour éviter de casser l'élan communautaire. Mais il ne faut pas s'étonner que, lorsque le moment vient de les poser carrément, les unanimités de façade se fassent. « Pour une bonne part », écrit Bernard Laguerre, le consensus que nous avons constaté recouvre plus un défaut d'approfondissement qu'un accord véritable (...). Il n'y a pas nécessairement consensus de la classe politique sur les modalités de la construction de l'Europe. Il y a en revanche volonté de consensus, volonté à tout le moins de ne pas donner trop d'importance aux dissensions. »

Ces prudenances — et les contradictions qu'elles dissimulent — n'échappent pas aux observateurs étrangers, et notamment aux Américains qui peuvent se réjouir de l'impudence qui en résulte. C'est ce qui fait sans retenue l'éditorialiste de l'« International Herald Tribune », William Pfaff, interrogé dans *Esprit* : « Aujourd'hui je doute sérieusement de la capa-

chité de l'Europe à jouer un rôle majeur, de façon indépendante, dans la politique internationale », affirme-t-il, appuyant son scepticisme à la fois sur l'épisode Maastricht et sur la paralysie de l'Europe face au drame yougoslave : « Que personne ne prenne une initiative et que dans chaque pays on s'en remette à la politique américaine montre que l'Europe est incapable de s'imposer sur la scène mondiale », affirme-t-il.

Olivier Mongin, le directeur d'*Esprit*, aborde une question qui rejoint les préoccupations des débateurs de l'« Evénement européen » : la nécessité de réintroduire la politique dans la construction européenne et d'éviter en particulier qu'il ne soit peu à peu remplacé par le juridique. Que la loi prenne une importance croissante dans le règlement des conflits, à la mode anglo-saxonne, est certainement une bonne chose. Mais, estime Olivier Mongin, il ne faudrait pas en conclure que cette pacification apparente éliminerait définitivement la violence. Si les tensions sociales ne peuvent s'exprimer dans un cadre politique et démocratique, elles continuent de couler « dans les poches de souffrance » et peuvent exploser à tout moment, comme le montrent les révoltes des banlieues ou des prisons. Autrement dit, estime Mongin, l'effacement actuel du politique n'est nullement de bon augure pour la démocratie.

Un directoire
des continents

Renforcement du politique pour assurer la cohésion interne et l'expression démocratique des citoyens, mais aussi pour affirmer la présence de l'Europe dans le jeu international. C'est le thème que défend Jacques François-Foncet dans son article de *Commentaire*, où il plaide pour « un directoire des continents » — c'est-à-dire une sorte de gouvernement mondial, associant les États-Unis, le Japon et l'Europe, sous l'égide des Nations unies. « Encore faut-il, écrit-il, pour qu'un tel directoire voie le jour et soit accepté, que l'Europe y soit présente, non sous la structure « étatique » que nous lui connaissons, mais comme un ensemble homogène et uni sur lequel les États-Unis pourraient s'appuyer et, le cas échéant, se décharger. »

D'autres voix réclament un renforcement politique de l'Europe : ce sont celles des écologistes — du moins de ceux qui s'expriment dans *Ecologie politique*. Thierry Leroux, président de la Fédération européenne des professionnels de l'environnement, souhaite vivement que la Communauté — enrichie par le renfort des pays scandinaves et de la Suisse — exerce le rôle de leader écologique mondial et introduise la préoccupation de l'environnement dans les grands dossiers qu'elle a à traiter, notamment l'agriculture et les transports.

Pour Jean-Paul Delage, le directeur de la revue, le traité de Maastricht est un pas dans cette direction, dans la mesure où « il réhabilite le primat du politique » et où, en « visant un niveau de protection élevé », il donne à la lutte pour l'environnement une ambition forte. Mais il reconnaît qu'il y a plusieurs lectures possibles du traité de Maastricht. Ces divergences de lecture ne font évidemment que refléter les prudenances des négociateurs. Mais elles expliquent les craintes des peuples au moment où on leur demande de se prononcer. Le moment est sans doute venu pour l'Europe de mettre les points sur les i.

► L'« Evénement européen », n° 20, novembre 1992, 50 F., Seuil.

► *Esprit*, novembre 1992, 75 F., 212, rue Saint-Martin, 75003 Paris.

► *Commentaire*, n° 58, automne 1992, 100 F., Plon.

► *Ecologie politique*, n° 3-4, automne 1992, 110 F., 9 bis, rue Abel-Hovellacque, 75013 Paris.

(Publicité)



**POUR DEVENIR PILOTE PROFESSIONNEL
ENTRAÎNEZ-VOUS AVEC DES PROFESSIONNELS !**

NORTH AMERICAN INSTITUTE OF AVIATION

OFFRE SPÉCIALE

Afin de vous rendre plus accessible une passionnante carrière dans l'aviation, NAIA accorde une réduction exceptionnelle aux étudiants inscrits à ses cours de Juin 1993.

Nous pouvons offrir 6 mois de cours professionnels pour seulement :
US \$ 17.600 (-*)

Si vous voulez profiter de cette occasion exceptionnelle, prévoyez de nous rencontrer à Paris pour participer aux tests d'admission en Février 1993.

Si vous réussissez ces tests vous pourrez participer à notre classe de Juin 1993 à ce prix incroyable.

Maintenant il est temps de penser à votre avenir en économisant des sommes importantes, tout en vous entraînant.

LES DIPLOMÉS DE NAIA VOLENT SUR LES LIGNES AÉRIENNES À TRAVERS LE MONDE :

Aer Lingus	Dan-Air	Ryanair
Air France	Finnair	SAS
Aviaco	Garda	Swedair
British Airways	KLM	Swissair
Crossair	Martinair	Transavia

(ET BEAUCOUP D'AUTRES !!)

Venez à NAIA pour votre formation professionnelle et restez aux USA, en toute légalité, pendant deux ans.

L'Ecole est agréée pour accueillir des étudiants étrangers :
« J-1 Status Exchange-Visitor Program No. 4-4759 »

TELEPHONEZ OU ÉCRIVEZ POUR PLUS D'INFORMATIONS A :

NORTH AMERICAN INSTITUTE OF AVIATION

PO Box 680
Conway South Carolina 29526, USA
Téléphone : 803-397-8111
Fax : 803-397-3778

(*) Moins de 100 000 FF au cours de change actuel.
Si vous le souhaitez, possibilité de logement et d'allocation repas pour un supplément de US \$2390.

هكذا ان التمثيل

ÉTRANGER

A la veille du sixième sommet franco-allemand

Le Bundestag a ratifié le traité de Maastricht à une très large majorité

Le président François Mitterrand et le chancelier Helmut Kohl devaient se retrouver, jeudi 3 et vendredi 4 décembre, à Bonn, à l'occasion du 60^e sommet franco-allemand, dont le principal objectif sera de préparer le conseil européen d'Edimbourg (11-12 décembre). Ce sommet franco-allemand est marqué par les tensions qui existent actuellement sur le GATT. Même si ce n'est

pas l'objet principal, ce délicat dossier devait être abordé. La France compte en effet sur la solidarité allemande pour appuyer sa position. Il s'agit de « débloquer le terrain » et d'harmoniser les positions avant Edimbourg, a déclaré, mercredi 2 décembre, le porte-parole de la présidence de la République, M. Jean Muscatelli. « Les relations franco-allemandes ont été soumises à

une épreuve au cours des derniers mois », a-t-il reconnu. Mais la « solidarité », qui n'a jamais fait défaut, est « nécessaire pour affronter les étapes suivantes ».

A propos de l'état des ratifications du traité de Maastricht, qui devait également être débattu à Edimbourg, le porte-parole a relevé « de part et d'autre » une « grande compréhension » vis-à-vis

des difficultés rencontrées par le premier ministre britannique, M. John Major, et de la nécessité d'un « petit délai » supplémentaire, sans pour autant que la ratification britannique soit « renvoyée aux calendes grecques ». Bonn et Paris estiment, en outre, qu'il doit « être possible de répondre aux exigences danoises » par des « déclarations adéquates ».

BONN
de notre correspondant

Le traité de Maastricht a été approuvé à une très large majorité, mercredi 2 décembre, par le Bundestag, la Chambre des députés allemands (543 « oui », 17 « non » et 8 abstentions). A l'annonce du résultat, le chancelier Helmut Kohl et les membres de son gouvernement se sont levés comme un seul homme pour applaudir. Seuls les députés du Parti du socialisme démocratique (PDS, ex-communiste), avec à leur tête M. Hans Modrow, ainsi que quelques francs-tireurs de droite comme de gauche ont voté contre. Le 18 décembre, la Chambre des Länder, le Bundestag, devra approuver à son tour le texte et les amén-

dements constitutionnels nécessaires afin de rendre définitive la ratification. Il n'y a pas de surprise à attendre, le Bundestag étant majoritairement favorable à Maastricht.

Les sept heures de débat qui ont précédé le vote n'ont sans doute pas apporté de grande nouveauté sur la vision allemande de l'Europe. Tout avait été dit auparavant, notamment à propos des réserves concernant les garanties de stabilité du futur système monétaire européen ou l'insuffisante transparence des institutions européennes.

Le chancelier Kohl ainsi que le social-démocrate Günter Verheugen, président de la commission sur l'Europe, ont rappelé que l'union européenne était plus que

jamais, pour l'Allemagne réunifiée, une question de destin. Les conflits en Europe de l'Est, et du Sud, la vague de violence contre les étrangers qui connaît actuellement l'Allemagne, n'incitent pas les sceptiques à prendre le risque de repousser Maastricht. « Une profession de foi claire en l'Europe est pour moi une profession en ses valeurs fondamentales, en l'humanisme, la tolérance, la fraternité, et ainsi en même temps une profession de foi contre le nationalisme et la violence », a souligné M. Verheugen.

Les députés ont adopté mercredi quatre textes. Celui du traité de Maastricht proprement dit ; une série de modifications constitutionnelles ainsi que deux déclarations précisant les intentions du Parle-

ment allemand sur les deux thèmes qui ont été au cœur du débat ici : la crainte d'une Europe bureaucratique et boulimique et celle concernant l'abandon du deutschemark, la monnaie fédérale, pour un système monétaire européen qui reste pour la grande majorité complètement flou.

Une assemblée vigilante

L'automatisme du passage à la troisième phase de l'union monétaire a été l'un des points de blocage les plus difficiles pour la ratification. Sans remettre en cause le traité, les députés ont affirmé que ce passage « exige aussi une évaluation par le Bundestag allemand ». Ils ont précisé, en outre, que le

gouvernement devra obtenir un « vote d'approbation » des parlementaires lors des décisions qui seront prises au sein du conseil européen pour la mise en application de la phase finale de l'union monétaire. Le Bundestag entend ainsi vérifier que les critères très stricts de convergence économique et de stabilité retenus pour passer part au système monétaire européen seront respectés au pied de la lettre.

Dans son intervention, le chancelier Kohl a pris solennellement l'engagement que l'Allemagne ne transigerait pas sur ces critères. Il a affirmé qu'il comprenait et prenait au sérieux les inquiétudes émises dans la population et que « la future monnaie européenne serait aussi sûre » que le deutschemark. Il

a rappelé que les États s'étaient engagés à accepter l'indépendance de la future Banque centrale européenne et qu'il espérait bien voir celle-ci s'installer à Francfort.

Il a, d'autre part, indiqué qu'il comptait obtenir de ses partenaires une décision sur l'accroissement du nombre des députés allemands au Parlement européen. Il demandait 18 nouveaux sièges pour représenter, sans droit de vote, les nouveaux Länder de l'ex-Allemagne de l'Est. Le chancelier a également souhaité que le problème de la ratification de Maastricht par les Britanniques et les Danois puisse trouver une solution à Edimbourg. M. Kohl a enfin mis en garde cependant ceux qui seraient tentés par une « Europe à la carte ».

HENRI DE BRESSON

Un rapprochement franc-mark pourrait présenter actuellement des risques politiques importants

BONN
de notre correspondant

L'annonce d'un rapprochement franc-mark pourrait apparaître en effet à l'opposé de la stratégie de M. Mitterrand et Kohl, une stratégie consistant à ne rien faire qui puisse être interprété comme un abandon ou une esquive d'abandon du traité de Maastricht. Sur tout au lendemain de la ratification du traité par le Bundestag et l'annonce de la question d'un lien franc-mark, révisé ou d'une réforme du système monétaire européen (SME), a été bien entendu examiné comme à Paris. En particulier après les nouveaux mouvements sur les marchés des changes. Mais elle a été repoussée immédiatement comme la plus dangereuse qu'utilise Maastricht, rien que Maastricht : telle est la stratégie. Si le traité est abandonné par la faute des Danois ou des Britanniques il sera alors temps d'examiner les autres hypothèses. Pour l'instant, toute autre idée est jugée « prématurée ».

Le mark et le franc, suivant le mécanisme du SME, fluctuent chacun de 2,25 % de part et d'autre d'un cours pivot. L'idée de resserrer les liens entre les deux monnaies a été formulée en France et en Allemagne par de nombreuses personnalités comme M. Raymond Barre ou M. Karl Otto Pöhl, le président de la Bundesbank. Pour être l'envie aux cambistes de spéculer contre le franc il s'agit de faire une déclaration, comme les Belges l'ont fait, qui indique que les autorités monétaires françaises et allemandes s'engagent à intervenir sur les marchés

des changes dès qu'une monnaie - le franc - a dépassé un niveau fixé (1 % par exemple, mais le chiffre resterait secret). D'autre part, il serait dit que les cours pivots sont fixés à tout jamais. Autrement dit, toute dévaluation du franc vis-à-vis du mark serait interdite. L'avantage attendu d'une telle démarche serait de solidifier institutionnellement le couple franc-mark, ce qui permettrait peut-être de décaler une mise en œuvre pour abaisser les réserves d'or de la Bundesbank.

Mais les inconvénients d'une telle stratégie sont nombreux. D'abord, remarque-t-on, le franc n'est plus véritablement attaqué depuis « sa victoire » de septembre 1991. Ensuite, ce projet de rapprochement a coûté si cher aux spéculateurs. Les turbulences actuelles ont pour origine une revalorisation générale du mark. Ensuite et surtout, un resserrement des liens franc-mark donnerait inévitablement l'impression que Paris et Bonn s'engagent dans la voie d'une « petite union européenne » comprenant la France, l'Allemagne et le Benelux. En Grande-Bretagne, nombreux sont ceux qui en tireraient argument pour repousser encore la ratification du traité de Maastricht, voire pour en demander une renégociation. En Italie, le geste franco-allemand pourrait donner le sentiment d'une exclusion et inciter à relâcher le considérable effort que Maastricht impose à ce pays. En d'autres termes, pour un objectif limité, la question des parités remettrait en question l'Europe à douze telle que les gouvernements l'ont voulue il y a un an à Maastricht. Le petit

avantage monétaire déboucherait sur un gros risque politique.

Les risques sont d'autant plus sérieux qu'il y a d'autres obstacles. Une Europe à cinq aboutirait à institutionnaliser la zone mark. La Banque de France n'a plus guère de liberté mais cette fois elle n'en aurait quasiment plus aucune. Ce serait quasiment introduire le mark en France. C'est un paradoxe

de voir que ce sont les mêmes qui dénonçaient hier « la perte d'indépendance » contenue dans Maastricht, qui réclament aujourd'hui de se précipiter sous l'aile de la Bundesbank. Mais cette fois-ci sans la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne, pour faire, avec la France, contrepoids. Comme l'indiquent un banquier allemand, « la Belgique peut se rallier au mark. Mais la France est un grand pays. Elle ne peut accepter sans obtenir en échange de participer aux décisions économiques et monétaires allemandes ».

Resserrer les liens monétaires des cinq pays imposerait, exposé-on à Bonn et à Francfort, de créer une institution économique commune et de permettre un dialogue plus équilibré qu'actuellement entre banques centrales. Cela impose en premier lieu de donner à la Banque de France un statut d'indépendance qui lui permettrait de dialoguer au même niveau que la Bundesbank. Et cela impliquerait aussi de résoudre une série de questions juridiques et monétaires.

Que de difficultés donc derrière ce qui est une « déclaration » monétaire franco-allemande. Ni M. Mitterrand ni M. Kohl ne veulent l'envisager pour l'instant. On verra à Edimbourg s'il est possible de faire à nouveau entrer les Danois dans l'Union, puis dans six mois si les Britanniques ont ratifié le traité. L'Europe à douze reste jusqu'à l'objectif unique.

ERIC LE BOUCHER

Pour régler le problème danois

La présidence britannique de la CEE propose un plan en trois points

La présidence britannique de la CEE doit adresser, jeudi 3 décembre, aux gouvernements des États membres une proposition en trois points pour régler le problème du rejet par le Danemark du traité de Maastricht. Selon la télévision danoise, cette proposition contiendrait les trois points principaux : une déclaration du sommet d'Edimbourg assurant plus de démocratie, d'ouverture et de subsidiarité au sein de la Communauté européenne ; un document des Douze portant sur les dérogations demandées par le Danemark dans le domaine de la monnaie unique, la défense commune, la citoyenneté européenne et la coopération judiciaire commune ; enfin, une déclaration unilatérale danoise sur ces points, les onze autres pays déclarant en prendre acte sans être toutefois obligés de la signer officiellement. - (AFP)

La brigade franco-allemande va se replier sur trois sites

Trois ans après sa création à titre expérimental, la brigade franco-allemande va se redéployer autrement qu'elle n'est constituée à l'heure actuelle. Entre 1992 et 1994, elle devra être cantonnée sur trois sites en Allemagne, au lieu des six qu'elle occupe présentement. A défaut d'être composée de véritables unités mixtes, la brigade va ainsi se répartir en garnisons mixtes, où stationneront des unités des deux armées sous un commandement unique qui s'installera à Millheim.

La brigade franco-allemande fera partie du corps européen, aux côtés, principalement, d'une division blindée française et de deux brigades de combat allemandes, soit 35 000 hommes.

A l'issue de son redéploiement, qui lui fera abandonner les sites de Boellingen, Pforzheim, Horb, Villingen et Stetten, la brigade installera à Millheim son état-major (280 hommes), le bataillon de commandement et de soutien (500), la compagnie d'instruction et un escadron d'éclairage français (100) ; à Immeningen, le 3^e régiment de hussards français (900), le Feldartillerie, bataillon allemand (300), une compagnie anti-

chars (100) et une compagnie blindée du génie (150) allemande ; à Donaueschingen, le Jägerbataillon allemand (650) et le 110^e régiment d'infanterie français (900 hommes).

Ce regroupement autour de trois garnisons est en partie lié à la réduction des effectifs qui touche aussi bien la Bundeswehr que les forces françaises primitivement stationnées outre-Rhin. D'une manière générale, les armées allemandes devraient se stabiliser autour de 370 000 hommes et la seule armée de terre française compter 225 000 hommes d'ici à 1997. Mais un autre objectif de cette réorganisation de la brigade franco-allemande est de faciliter les échanges et la cohésion - par l'intensification des activités communes d'instruction - en disposant de garnisons mixtes où se côtoieront militaires français et allemands. Contrairement, en effet, à une opinion souvent exprimée, la brigade n'est pas une formation mixte : seuls, l'état-major, sa compagnie d'état-major et le bataillon de commandement et de soutien, soit au total quelque 780 hommes, sont des unités élémentaires binationales, sur un ensemble de vingt-huit unités.

J. I.

Réchauffement des rapports entre l'Autriche et Israël

Après le froid qui a marqué les relations entre Israël et l'Autriche pendant les six années de la présidence de M. Kurt Waldheim - en raison du passé de ce dernier dans l'armée hitlérienne -, le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Peres, qui effectue depuis mercredi 2 décembre une visite à Vienne, a invité le prési-

dent Thomas Klestil et le chancelier Franz Vranitzky à se rendre en Israël. A l'issue de son entretien avec M. Peres sur le processus de paix au Proche-Orient, M. Klestil s'est félicité de l'amélioration des rapports entre les deux pays et du climat de la rencontre avec le chef de la diplomatie israélienne. - (AFP)

Compte tenu du nouvel environnement mondial

M. Joxe souhaite que la France participe à la rénovation de l'Alliance atlantique

La France et l'Allemagne ont présenté formellement, mercredi 2 décembre, au conseil de l'Atlantique nord, à Bruxelles, leurs propositions concernant les accords de commandement futurs qui feront l'OTAN à l'Eurocorps, une unité de 35 000 hommes, dont le PC sera à Strasbourg et à laquelle Belges, Espagnols et Luxembourgeois pourraient se joindre.

Devant un aréopage d'officiers supérieurs des trois armées, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a une nouvelle fois plaidé pour que la France soit active dans la rénovation de l'Alliance atlantique. Déjà, à deux reprises, il y a plusieurs mois, M. Joxe avait souhaité que la France cesse de pratiquer la politique de la chaise vide au sein des instances alliées. Il a réitéré ses propos, il y a quelques jours, devant les stagiaires du cours supérieur interarmées (CSI), une encense où se fon-

ment des officiers supérieurs appelés à devenir des cadres importants. « L'ensemble de ces coopérations bilatérales, trilatérales, a déclaré M. Joxe, compose la fabrication solide d'une construction européenne de notre défense qui n'est pas opposée à la démarche atlantique, au contraire, à un moment où les bases de ce qui était à l'origine de l'Alliance atlantique sont remises en cause par une transformation géopolitique ».

« Il est souhaitable, a ajouté le ministre de la défense, que l'Europe - et c'est ce à quoi la France travaille - réfléchisse elle-même sur ses objectifs, parce que, évidemment, les accords France-OTAN devront être révisés pour tenir compte des évolutions géostratégiques en Europe. Il est évident que l'Alliance atlantique elle-même est en train et sera sans cesse conduite à reconsidérer son organisation, puisque ses objectifs et la problématique à laquelle elle a à faire face changent. Au moment où le Canada a à peu près retiré la totalité de ses forces stationnées en Europe, et au pire moment où les

Etats-Unis d'Amérique ont déjà annoncé qu'ils descendraient à 100 000 hommes et qu'on s'interroge sur ce que sera finalement la décision de l'administration Clinton, il est évident que nous devons nous à notre façon, participer à la rénovation de l'Alliance atlantique. Ce qui, encore une fois, n'est pas la mise en cause de l'Alliance, au contraire ».

De nouveaux accords d'état-major

La présidence de la République, tout comme le premier ministre et le Quai d'Orsay ont, jusqu'à présent, adopté une position de prudente réserve quant à une participation plus active de la France au sein de certaines structures de l'OTAN.

Toutefois, l'Élysée ne s'est pas opposé au fait que les états-majors français soient aujourd'hui habilités à négocier de nouveaux accords avec le commandement suprême allié en Europe (SACEUR) sur l'emploi prévisible par l'OTAN du corps européen constitué, dans un premier temps, de la brigade franco-alle-

mande, d'une division blindée française outre-Rhin et de deux brigades allemandes (le Monde du 21 mai). C'est le sens de l'annonce faite par M. Joxe sur la conclusion de nouveaux accords France-OTAN qui précéderont les conventions d'état-major Aillères-Lemaitre et Valentin-Forbes signées après le départ des forces françaises de l'OTAN en 1966-1967.

Ces futurs accords techniques traitent des conditions dans lesquelles sera transférée, en temps de guerre, à un commandement de l'OTAN l'autorité exercée par l'Eurocorps par son propre état-major binationnel du temps de paix. Ils feront, dans ce cas, référence à la procédure dite du « contrôle opérationnel » qui est un point d'équilibre à trouver entre la notion de coopération avec les états-majors alliés (qui est la position spécifique aux forces françaises) et le concept traditionnel d'intégration (le statut particulier aux unités affectées en permanence à l'OTAN, comme l'armée allemande).

J. I.

Le Monde
EDITIONS

Laurent Greilsamer
présente

Le procès du sang contaminé

Pour la première fois, voici les documents clés d'un scandale médical, politique et moral

- Le réquisitoire du procureur de la République
- Les comptes rendus d'audience du Monde
- Le jugement du tribunal correctionnel
- La chronologie des événements

LE LIVRE QUI VOUS FAIT JUGER

En vente en librairie

ASIE

CAMBODGE : après l'échec de leur mission de désarmement

Les « casques bleus » vont donner la priorité à l'organisation des élections

Les signes se multiplient sur le terrain d'un échec de la mission des Nations unies au Cambodge, huit mois et demi après son lancement. C'est peu dire que l'objectif de désarmer 70 % des combattants des quatre factions a échoué. Moins de 10 000 hommes - au lieu de plus de 150 000 hommes prévus - se sont présentés aux lieux de cantonnement organisés par l'APRONUC (Autorité provisoire de l'ONU). Un nombre non

négligeable d'entre eux n'étaient d'ailleurs que des déserteurs cherchant à régler une situation personnelle. Quant aux milliers d'armes récupérées, elles ne comptent pas parmi les plus modernes que possèdent les combattants. De façon ouverte, pour leur part, les Khmers rouges ont défilé l'ONU, exposant avec fierté, sinon crédibilité, les raisons de leur abstention à appliquer des accords qu'ils ont pourtant

De sérieux incidents sont venus, ces dernières heures, accentuer l'impression de précarité de la mission de paix de l'APRONUC, indiquent les agences de presse. Le plus récent est un enlèvement (le trentième environ) tir contre un hélicoptère de l'ONU, mercredi 2 décembre. Un officier français y a été blessé d'une balle dans le dos. Lorsqu'il a été touché, à 70 km au nord de Phnom-Penh, l'appareil se rendait vers la province de Kompong-Thom où, la veille, six « casques bleus » - trois Britanniques, deux Philippins et un Néo-Zélandais - avaient été enlevés, alors que, à bord d'un canot pneumatique, ils observaient, depuis un affluent du lac Tonlé-Sap, des mouvements de troupes dans cette zone centrale du pays. Comme il est fréquent, les Khmers rouges baignent sur leurs vraies intentions, laissant entendre que l'initiative de l'incident est locale, mais aussi que les « casques bleus » étaient en mission « d'espionnage » pour Phnom-Penh - ce qui est conforme à leur perception de la situation.

La vie des six hommes, demeurés en contact radio avec leur base arrière, n'apparaît pas menacée. Par pragmatisme peut-être, les hommes de terrain - à commencer par le général français Robert Rideau, numéro 2 de l'APRONUC militaire - minimisent l'affaire. Mais un nouvel incident, mercredi (cinq « casques bleus » blessés, dont trois sérieusement, lorsque leur jeep a sauté sur une mine dans la région de Siem-Reap), démontre que l'APRONUC agit de plus en plus dans des conditions incertaines.

Dès lors, elle doit bien repenser sa mission, ce à quoi l'invité d'honneur la résolution, votée lundi 30 novembre par le Conseil de sécurité, en faveur de sanctions limitées contre les Khmers rouges. Sur le terrain déjà, vient de constater l'envoyé de l'AFP, les « casques bleus » ont commencé de se redéployer, avec l'objectif désormais prioritaire de protéger les 600 équipes de l'ONU qui travaillent, notamment par un recensement des populations, à préparer les élections, toujours prévues pour mai 1993. Si, pourtant, le désarmement a échoué - faute, clairement, que les esprits des Cambodgiens soient eux-mêmes pacifiés, - la consultation risque de n'être que le dernier acte, très formel, d'une communauté internationale qui pleie bagages après avoir, tardivement, tenté de penser les plaies d'un pays ensanglanté.

FRANCIS DERON

J.-P. C.

CHINE : en dépit de la vente de F 16 à Taïwan

Le chef du Parti communiste a reçu aimablement une mission américaine

Par trois initiatives en apparence bien pesées, la Chine a confirmé de façon éclatante, lundi 30 novembre, qu'elle ne traiterait pas de la même manière Washington, Paris et Londres, trois capitales avec lesquelles elle entretient un « front chaud » : les ventes d'avions américains F 16 et d'appareils français Mirage à Taïwan, et l'avenir de la colonie britannique de Hongkong. Par ailleurs, Pékin a annoncé, mercredi 2 décembre, l'achat aux États-Unis d'un satellite de télécommunications.

PEKIN

de notre correspondant

Les autorités de Pékin ont décliné lundi une invitation à assister à l'arrivée, sur l'aéroport de la capitale, du dernier-né des avions Airbus, l'A 340, long-courrier ultramoderne qui faisait ce jour-là son vol inaugural depuis Paris. Seul un chef-pilote s'est présenté pour visiter l'appareil, qui arborait les couleurs d'Air France. C'était là réitérer le mécontentement chinois envers Paris à propos des Mirage vendus à Taïwan - et ce alors que Pékin s'est déjà porté acquiescent à six exemplaires de l'avion de ligne.

Le même jour, le secrétaire général du PC chinois, M. Jiang Zemin, recevait M. Patricia Schroeder, présidente d'un sous-comité de la Chambre des représentants des États-Unis. M. Schroeder, démocrate, était la première personnalité américaine de marque à se rendre à Pékin depuis l'élection de M. Bill Clinton. Selon le compte rendu officiel de la rencontre, le chef en

CHAUMET PARIS

12, PLACE VENDÔME - 75001 PARIS - TEL. : (1) 44.77.24.00

PROCHE-ORIENT

Le Coran, mode d'emploi

Suite de la première page

C'est ainsi qu'aujourd'hui, jouant de ces rivalités, les « barbus » algériens recroqueraient, sans gêne apparente, des subsides de bailleurs de fonds aussi bien iraniens que saoudiens.

Ce prosélytisme ne date pas d'hier : la puissante confrérie des Frères musulmans, dont les idées se sont répandues à travers le monde islamique, a pris naissance, dans les années 30, à Ismaïlia, la ville la plus... européenne d'Égypte. Si le message des intégristes a, aujourd'hui, plus d'écho et plus de force, la raison en est que ceux qui le diffusent ont davantage de moyens à leur disposition, et surtout que ceux auxquels il est destiné ont davantage de raisons d'y prêter attention.

Islamisme, valeur-refuge ? Il l'est, à coup sûr, pour les millions de déshérités et de marginalisés du tiers-monde musulman, qui ont d'autant plus de mal à supporter cette « mal-vie » qu'elle paraît devoir leur coller indéfiniment à la peau. D'où la disponibilité de ces gens sans défense à accueillir un discours simplificateur, voire simpliste, qui leur fait miroiter, tout proche, des lendemains qui chantent puisque l'idéologie marxiste est, maintenant, passée de mode.

Le réseau des mosquées

L'intégrisme ne se nourrit pas seulement de frustrations socio-économiques, ne draine pas que des « gueux » en révolte. Il attire aussi à lui nombre d'intellectuels à la dérive. En Égypte - comme ailleurs - les facultés des sciences exactes servent de viviers aux islamistes, qui ont, d'autre part, la haute main sur l'ordre des médecins, celui des avocats et le syndicat des ingénieurs. Plus mobilisatrice que l'arabité, cette islamité revendiquée, de manière souvent violente, répond à une recherche d'identité, à une quête angoissée de repères dans un environnement qui tend à les brouiller.

Par sa seule proximité qui ne se mesure plus simplement en termes de distance, le monde occidental crée, dans la tête de ceux qui subissent ses « agressions » répétées et multiformes - notamment par le canal des médias et des touristes, - un besoin de se rassurer, de trouver ses marques. La guerre du Golfe a réveillé, dans les pays arabes,

une violente allergie aux prétentions des gens du Nord à vouloir, coûte que coûte, exporter leur code de bonnes vie et mœurs démocratiques. D'où la tentation de nombreux fidèles d'Allah de se placer sous le parapluie de la loi islamique (la charia).

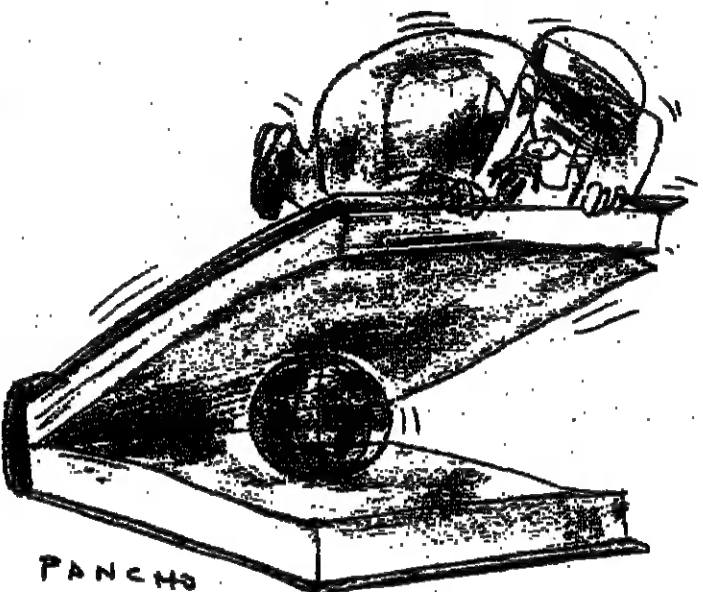
Les tenants de la théocratie disposent d'atouts variés pour essayer d'imposer leurs vues. Le fait que leur message puisse être véhiculé par des États - avec tout ce que cela suppose en moyens humains, matériels et financiers - facilite grandement leur mission. Le réseau des mosquées - l'Algérie, par exemple, en compte quelque dix mille - sert d'utile relais à la diffusion de la bonne parole, même si, comme au Maroc, elles sont, à dessein, fermées en dehors des heures de prières et si les imams sont contraints de soumettre leur

violence tout court sont les quatre armes dont les islamistes se servent pour hâter l'avènement, sur terre, du royaume d'Allah. Méthodes très empiriques, choisies en fonction des circonstances et des lieux.

Pour contrer ce danger diffus, la riposte est malaisée. Impossible d'aligner, face à des idées, des divisions armées jusqu'aux dents. À terme, la répression - si elle ne s'accompagne d'aucune mesure d'ordre économique et politique crédible - ne conduit à rien, car elle masque le problème de fond plus qu'elle ne le résout.

Quelles ripostes ?

Outre le fait que l'islamisme ne prend pas uniquement racine sur le terrain de la misère, les solutions économiques qui peuvent en limiter le développement sont fort onéreuses et, surtout, sans effet immédiat. C'est ainsi que, commentant son programme de gouvernement à la fin du mois d'octobre, le premier ministre algérien, M. Belkaid Abdesslam, demandait un répit « d'au moins



préche du vendredi au ministère de l'Intérieur.

L'argent est aussi le nerf de la « guerre sainte » (le jihad), et les intégristes ne manquent pas de bailleurs de fonds publics et privés pour subvenir à leurs besoins. Des trafics de toutes sortes assurent, souvent, un appréciable complément de ressources. Qu'il s'agisse d'écouler, sous le manteau, des contrefaçons vestimentaires ou - plus gravement - de la « poudre blanche ».

La prédication, l'entraide sociale - on l'a vu lors du récent tremblement de terre au Caire, - l'intimidation et, si nécessaire, la

trois à cinq ans » pour sauver le pays de la déconfiture.

Le projet intégriste d'une sorte de « cité céleste », à portée de main parait avoir d'autant plus de consistance que ne lui est encore opposé aucun contre-projet. D'aucuns en imaginent un, bâti sur une autre vision de l'islam : celle-là plus tolérante, qui assimilerait certaines valeurs de la modernité dans la conception du droit des gens et la conduite des affaires de l'État. Mais, entre l'un et l'autre de ces credos, la majorité silencieuse qui se dispute le pouvoir ne serait-elle pas tentée de choisir celui qui lui propose un schéma d'organisation de la société à la fois simpliste et familier ?

D'aucuns, au contraire, jouant artificiellement le distinguo entre islamistes radicaux et islamistes modérés, défendent un contre-projet d'inspiration franchement moderniste et laïque, qui tiendrait pour acquise l'impossibilité de gérer un État selon les canons du Coran. Mais les masses musulmanes sont encore loin d'être psychologiquement préparées à vivre sous un régime dans lequel le temporel serait complètement séparé du spirituel, comme s'y sont essayées, à des époques différentes, la Turquie d'abord sous la férule de Kemal Atatürk, la Tunisie ensuite sous la conduite de Habib Bourguiba.

Faute de mieux, les pouvoirs en place tentent, pour le moment, de parer au plus pressé, de combattre les intégristes sur leur propre terrain, et, selon le dictionnaire, de leur « tirer le tapis sous les pieds ». Ils ont beau leur reprocher de réduire le Coran à un peu comme une leçon mal apprise, les « fous de Dieu » n'en sont pas moins déterminés à « installer l'islam partout dans le monde ». À leur manière et à leur rythme. Sans s'encombrer de rien ni de personne. Sans rien craindre d'autre, en fin de compte, que la colère d'Allah.

JACQUES DE BARRIN

ISRAËL : première étape de l'abrogation de la loi interdisant les contacts avec l'O.L.P. - Par 37 voix contre 36, le Parlement israélien a voté, mercredi 2 décembre, en première lecture, un projet de loi prévoyant la suppression de la loi interdisant tout contact avec l'O.L.P. Ce vote, a indiqué le ministre de la justice, M. David Libai, n'implique aucune reconnaissance par Israël de la centrale palestinienne, toujours considérée comme une organisation « terroriste ». - (AFP)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

M. Bill Clinton invite « tous les Américains » à fêter son entrée à la Maison Blanche

« Tous les Américains » sont invités à participer aux cinq journées de festivités qui marqueront l'entrée en fonctions, le 20 janvier, de M. Bill Clinton comme quarante-deuxième président des États-Unis, et même à venir « lui serrer la main » à la Maison Blanche.

Voyage en bus d'environ 200 km le 17 janvier, déjeuner le lendemain avec des Américains moyens « dont les vies et les expériences ont ému le président élu et M. Clinton », et même ouverture au grand public de la Maison Blanche le 21 pendant trois heures, avec le nouveau couple présidentiel serrant les mains de milliers de « citoyens ordinaires » : les cérémonies, présentées officiellement mercredi 2 décembre à Washington et intitulées « Une réunion de l'Amérique, un nouveau début, un espoir renouvelé », seront placées sous le signe du populisme qui avait déjà marqué la campagne électorale du candidat Clinton.

« L'ensemble des cérémonies ressemblera beaucoup à l'Amérique », a déclaré au cours d'une conférence de presse M. Ron Brown, nommé par M. Clinton à la tête du comité chargé d'organiser le spectacle de la passation des pouvoirs. Les cérémonies seront donc « ouvertes, accessibles » pour le citoyen moyen, tout en restant « dignes », a-t-il précisé.

Il s'agit pour le comité de montrer que l'arrivée au pouvoir de M. Clinton et de son vice-président M. Al Gore représente « un changement réel ». Celui-ci se matériali-

sera de deux façons : par comparaison avec ce qui a été fait pour MM. Reagan et Bush, « il y aura davantage d'événements publics », et MM. Clinton et Gore « seront plus accessibles », a résumé M. Brown. « Tous les Américains sont invités à participer », a-t-il ajouté. Seuls dix bals, pour lesquels l'entrée a été fixée à 125 dollars (environ 650 F), ne seront pas gratuits.

M. Brown a pris un plaisir évident à souligner que ces cérémonies coûteraient « moins de 20 millions de dollars », c'est-à-dire « moins que pour M. Reagan et Bush ». Les cérémonies d'entrée en fonctions de M. Bush, en 1989, étaient revenues à 29 millions de dollars. - (AFP)

SALVADOR : l'adieu aux armes de la guérilla. - Devant les observateurs de l'ONU, les guérilleros du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) ont entrepris, mercredi 2 décembre, la destruction de leurs armes, au cours de cérémonies chargées d'émotion organisées en une quinzaine d'endroits du pays. L'opération doit se poursuivre jusqu'au 15 décembre. Le FMLN gardera une partie des fusils-mitrailleurs, lance-roquettes et autres armes décapées au chalumeau pour élever un monument de la paix et en couvrir d'autres dans les musées « pour que l'histoire n'oublie pas ». - (AFP, UPI)

EUROPE

Le renforcement de l'embargo contre la nouvelle «fédération yougoslave»

La Roumanie victime de représailles serbes

BUCAREST

de notre correspondant

traité l'affaire avec une extrême discrétion, l'immobilisation près du port danubien d'Apetin, en Voïvodine (Serbie), de six péniches roumaines et de leur remorqueur, le *Dragasani*, venant d'Allemagne, n'en commence pas moins à faire des vagues à Bucarest. D'autant plus que le ministre roumain des transports, M. Paul Theodoru, a souligné que les autorités de Belgrade avaient interdit, samedi, aux seuls bateaux roumains d'emprunter leurs échelles des Portes de fer, sur le Danube.

Il s'agit «apparemment» d'une «mesure de rétorsion» après l'arraisonnement, le jour précédent, d'un bateau serbe chargé de gazole venant du port ukrainien d'Izmail et violant l'embargo de l'ONU con-

tre la Serbie et le Monténégro, a expliqué prudemment le porte-parole du ministère roumain des affaires étrangères, M. Traian Chebeleu. Un autre navire serbe chargé de combustible a été arrêté dans le port de Calati (mer Noire) par les autorités roumaines, mardi 1^{er} décembre, en application de la résolution 787 des Nations unies qui autorise l'arraisonnement dans l'Adriatique et sur le Danube des embarcations violant l'embargo. Bucarest a demandé des «informations» à Belgrade et envisage de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU ainsi que la CSCE si la thèse des représailles est confirmée, a ajouté le porte-parole de la diplomatie roumaine.

Les autorités serbes ont donc

pour la première fois fait un geste qui s'apparente à un acte de piraterie et risque d'entamer leurs bonnes relations avec la Roumanie voisine, l'un de leurs rares soutiens dans la région. Bucarest, qui donne peu de publicité aux mesures contre la Serbie et traite cette affaire avec beaucoup de retenue, applique les sanctions - sous surveillance internationale - à la lettre, ne serait-ce que pour éviter d'être totalement isolée sur la scène mondiale. Le président roumain Iliescu a, en tout état de cause, exclu que son pays puisse participer ou être à la base d'une intervention militaire contre Belgrade.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

RUSSIE : intervenant devant le Congrès des députés

M. Egor Gaïdar a défendu fermement sa politique économique

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Programme ou testament ? C'est la question qui se pose après le discours musclé que le premier ministre russe en exercice, M. Egor Gaïdar, a prononcé, mercredi 2 décembre, devant le Congrès des députés. Programme, car M. Gaïdar, tout en reconnaissant les erreurs commises par son gouvernement, a clairement indiqué que la politique menée depuis un an était en fait la seule possible pour tenter de sortir le pays de la crise et qu'un arrêt des réformes serait criminel. Testament, car avec un tel discours, qui n'a fait que peu de concessions aux députés de l'opposition, le premier ministre risque fort de se voir désavoué par le congrès.

Reste que M. Gaïdar a pris date, et de belle manière. Après le discours éloquent prononcé la veille par M. Eltsine, son intervention a en effet réveillé un congrès sommeillant. Parlant sans pratiquement aucune note à la main, il a tenu des discours se sont contentés de lire des discours, M. Gaïdar - applaudi par les uns et hué par les autres - a défendu sa politique avec un brio reconnu même par ses adversaires les plus farouches. Il n'a pas hésité, pourtant à attaquer de front le Parlement - auquel il a reproché de ne pas avoir donné au gouvernement les moyens financiers d'une réelle politique sociale - et à s'en prendre au président du Parlement (le Monde du 3 décembre).

Après avoir reconnu l'échec de la politique monétaire de son gouvernement, M. Gaïdar a mis en garde contre le «catastrophisme» ambiant : «La question n'est pas de jouer à se faire peur mais de savoir quoi faire ensemble pour sortir de la crise.» Rappelons-nous nos discussions de l'automne dernier, n'est-il lancé aux députés, nous

évoquions des menaces de famine, de froid, de blocage des transports, de crise de l'état et de la société ; or, tout cela ne s'est pas produit.

«Concessions trop timides»

M. Gaïdar, tout en affirmant sa détermination à poursuivre la politique entreprise, a toutefois fait quelques concessions aux députés «centristes» : nécessité de stimuler des entreprises pour les empêcher de licencier, ralentissement du programme de libéralisation des prix de l'énergie, protection d'une «sphère sociale qui est un acquis important du socialisme». Sans oublier (voir ci-dessous) la détermination à poursuivre les ventes d'armes, réclamée par l'influent complexe militaro-industriel.

Ces concessions ont été jugées trop timides par les responsables de l'opposition «modérée». Ainsi, un des dirigeants de l'Union civique, M. Vassili Lipitski, a reproché au premier ministre de n'avoir «même pas mentionné» le programme élaboré conjointement la semaine dernière par le gouvernement et des experts de l'Union civique.

Pourtant, selon le ministre des privatisations, M. Anatoli Tchoubaïs, le gouvernement reste prêt à un «compromis raisonnable» avec l'opposition parlementaire. Mais l'incertitude sur le sort de M. Gaïdar et l'avenir politique du pays restent entière après deux jours de congrès, si l'on en juge par cette autre déclaration, d'un autre ministre, M. Vladimir Choumefko : «M. Eltsine aurait, selon lui, l'intention de proposer aux députés, jeudi, ce qu'elle soit acceptée, une nouvelle candidature de M. Gaïdar, au poste de premier ministre.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Le premier ministre justifie les ventes d'armes russes

Un objectif important du gouvernement est de «stabiliser le volume des exportations d'armes», a déclaré, mercredi 2 décembre, devant le congrès, le premier ministre en exercice, M. Egor Gaïdar, en révisant le montant des devises que doivent lui rapporter des récents contrats. «Nous avons déjà signé, a-t-il dit, un contrat de près d'un milliard de dollars avec la Chine, 650 millions de dollars avec l'Inde et 600 millions avec l'Iran : nous avons vendu également des armes à la Syrie et à d'autres pays».

Confirmant ainsi les informations occidentales sur ces ventes, M. Gaïdar a souligné que la Russie n'entend pas «utiliser les conflits» en livrant des armes dans des zones sensibles, mais qu'elle n'a aucune raison de «se tenir à l'écart de ce marché important». Le premier ministre en exercice a ajouté qu'il ne s'agit plus pour Moscou d'armer des partenaires idéologiques insolubles, mais d'obtenir des devises «ou des marchandises dont la Russie a besoin». - (AFP, UPI.)

Un «casque bleu» danois enlevé puis libéré après huit heures de détention

Un «casque bleu» danois a été enlevé, mercredi 2 décembre, près de Sarajevo, puis il a été relâché, sain et sauf, par ses ravisseurs après huit heures de détention, a annoncé la Force de protection de l'ONU.

Le caporal Brian Nielsen, vingt-deux ans, affecté à la garde du QG de la FORPRONU pour la Bosnie-Herzégovine installé à Kiseljak, a été kidnappé, alors qu'il faisait du jogging, par deux hommes en tenue civile qui l'ont obligé à monter dans leur voiture, lui ont recouvert le visage, puis l'ont emmené dans un garage, où il a été retenu pendant sept à huit heures. Les ravisseurs «étaient calmes et organisés» et l'ont relâché «sans le prévenir de leurs intentions», a précisé l'ONU. - (AFP.)

EN BREF

□ GÉORGIE : nouveaux combats en Abkhazie. - Douze civils au moins ont été tués, mercredi 2 décembre, lors de tirs d'artillerie des forces abkhazes contre Soukhoumi, qui ont atteint le marché central de cette ville aux mains des Géorgiens. Des informations non confirmées d'une agence géorgienne ont aussi fait état d'un grand nombre de morts - «quatre-vingts civils», deux combattants Géorgiens et un journaliste russe - ainsi que d'un «millier d'habitations brûlées», lors d'une offensive abkhaze sur le front d'Otchamchira, au sud de cette ville. - (AFP.)

□ PORTUGAL : M. Alvaro Cunhal abandonne le secrétariat général du PC. - Le leader historique du PC portugais, M. Alvaro Cunhal, soixante-dix-neuf ans, va abandonner la charge de secrétaire général qu'il exerçait depuis trente ans, mais sans pour autant perdre les commandes du parti, puisqu'il devrait être élu président du conseil national, un nouvel organe dans la hiérarchie communiste qui doit être créé au congrès du PCP qui s'ouvre vendredi 4 décembre à Lisbonne. M. Carlos Carvalhas, cinquante ans, devrait succéder à M. Cunhal au secrétariat général du parti. - (AFP.)

SERIES 3 NE COUTE QUE 2490 F. ET SI VOUS AVEZ UNE VIEILLE CALCULATRICE, VOUS POUVEZ L'AVOIR POUR 1690 F*.

C'est le moment de faire évoluer votre calculatrice.

Regardez bien Series 3. C'est l'agenda électronique le plus puissant du monde. Mais aussi le plus simple. Il s'utilise intuitivement, sans lire le manuel. Sa mémoire peut s'augmenter jusqu'à des millions de caractères et son procédé multi-tâches vous évite de perdre du temps pour passer d'une fonction à une autre. Il est léger et son design élégant permet de le loger dans une poche de veste ou dans un sac à main. Son écran reste lisible, même dans des circonstances difficiles. Le tout est livré avec des logiciels simples d'emploi : une gestion multi-fichiers, un vrai traitement de texte, un agenda pratique, une formidable calculatrice...



Tableur, gestion de comptes bancaires, traducteur multilingue, échecs, finance...

Pour n'en citer que quelques-uns. Car vous pouvez ajouter Tableur, Gestion de comptes bancaires, Traducteur multilingue, Echecs, Finance...

- Ou vous connecter à un micro, Mac ou PC, ou à une imprimante.

Mais la meilleure nouvelle, c'est que vous pouvez avoir un Series 3 128 Ko pour 1690 F* (au lieu de 2490 F) en apportant votre vieille calculatrice.

En vente à la Fnac et chez les Centres Agrés Psion.

Pour une documentation gratuite et la liste des points de vente, appelez le (1) 46 36 46 47.

Le produit Adapté français par

PSION Aware

de caractères et son procédé multi-tâches vous évite de perdre du temps pour passer d'une fonction à une autre. Il est léger et son design élégant permet de le loger dans une poche de veste ou dans un sac à main. Son écran reste lisible, même dans des circonstances difficiles. Le tout est livré avec des logiciels simples d'emploi : une gestion multi-fichiers, un vrai traitement de texte, un agenda pratique, une formidable calculatrice...

Pour n'en citer que quelques-uns. Car vous pouvez ajouter Tableur, Gestion de comptes bancaires, Traducteur multilingue, Echecs, Finance...

- Ou vous connecter à un micro, Mac ou PC, ou à une imprimante.

Mais la meilleure nouvelle, c'est que vous pouvez avoir un Series 3 128 Ko pour 1690 F* (au lieu de 2490 F) en apportant votre vieille calculatrice.

En vente à la Fnac et chez les Centres Agrés Psion.

Pour une documentation gratuite et la liste des points de vente, appelez le (1) 46 36 46 47.

Le produit Adapté français par

PSION Aware

Chaque fois que vous avez une vieille calculatrice PSION, vous pouvez l'échanger contre un Series 3 128 Ko pour 1690 F (au lieu de 2490 F) en apportant votre vieille calculatrice.

Le produit Adapté français par

PSION Aware

Cette puce rend les Cartes Bancaires "CB" encore plus sûres

La puce vous permet de valider vos achats, chez de nombreux commerçants, simplement en tapant votre code secret.

Cette pratique vous assure désormais une sécurité maximale, à condition que vous respectiez deux règles essentielles :

• Tapez votre code secret à l'abri des regards indiscrets !

• Ne communiquez ce code à personne, vraiment à personne : ni à un commerçant ou un banquier, ni même à un commissaire de police ou un gendarme qui vous le demanderait par téléphone !

GROUPEMENT DES CARTES BANCAIRES «CB»

AFRIQUE

SOMALIE : l'envoi d'une force internationale

La France déploiera un détachement militaire qui sera placé sous commandement américain

La France a pris la décision de principe de se joindre à la force internationale qui doit assurer la distribution de l'aide alimentaire aux populations de Somalie. Elle a accepté que ce dispositif soit placé sous commandement américain, les États-Unis fournissant l'essentiel des effectifs et des moyens. Mais, à ce jour, rien n'a encore été arrêté sur les détails de la composition du détachement déployé en Somalie. Seule la frégate *Georges Leygues* est en observation au large des côtes somaliennes, et une autre frégate, la *Dupleix*, se prépare à la relayer dans le cadre de l'action décidée par l'ONU.

Selon des sources militaires à Paris, la participation des armées françaises - les effectifs et leur armement - variera selon les termes dans lesquels sera rédigée la résolution des Nations unies et selon la définition retenue des mis-

sions. Dans un premier temps, la France pourrait déployer une partie de ses forces stationnées en République de Djibouti. Elle y maintient, en accord avec le gouvernement local, un dispositif de 4 300 hommes, dont 3 200 appartiennent à l'armée de terre (trois régiments) et bénéficient de l'appui d'avions Mirage F1 et d'hélicoptères.

Ce dispositif a été resserré la semaine dernière, avec le retour à Djibouti-Ville d'éléments déployés aux postes-frontières avec la Somalie et l'Éthiopie. Si le président Hassan Gouled Aptidon donne son accord, ce sont les anciens éléments français de ces postes-frontières qui pourraient arriver parmi les premiers en Somalie, suivis par des détachements prélevés sur des garnisons en France.

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a souhaité, mercredi 2 décembre, que l'accompagnement militaire de

l'aide humanitaire en Somalie soit organisé par l'ONU. « Il est souhaitable que ce soit les Nations unies qui assurent la mise en place et l'organisation de l'accompagnement armé de l'aide humanitaire destinée aux victimes, aux femmes et aux enfants qui souffrent cruellement de la situation présente », a-t-il dit au conseil des ministres, selon M. Louis Morin, porte-parole du gouvernement.

Alors que le Conseil de sécurité s'appretait à voter, en principe jeudi, une résolution autorisant un groupe de pays à intervenir en Somalie, la question du commandement de l'opération a fait l'objet d'intenses discussions à New-York. Le projet de résolution ne mentionne pas spécifiquement, mais il est pratiquement acquis qu'un général américain commandera la force. Les États-Unis, qui ont offert jusqu'à 30 000 hommes pour cette opération multinationale, ont

affirmé à plusieurs reprises que le commandement devait nécessairement être américain. Selon des diplomates, Washington a d'ailleurs exprimé des réserves sur un point essentiel du projet de résolution, selon lequel il appartiendrait au secrétaire général de l'ONU de décider du moment où il faudra mettre fin à toute opération militaire.

M. George Bush a téléphoné mercredi à M. Bill Clinton pour l'informer des consultations au Conseil de sécurité. Le président américain a indiqué qu'il restait « beaucoup de consultations » à effectuer avant qu'une annonce ne soit faite. Les 1 800 marines américains qui se trouvent à bord du navire amphibie *Trippoli* et de ses bâtiments d'escorte sont prêts à installer une première tête de pont en Somalie dès vendredi, selon une source occidentale à New-York.

ZAÏRE

Les bureaux du premier ministre encerclés par des blindés

Une dizaine d'engins blindés a pris position, jeudi 3 décembre, à Kinshasa, autour des bureaux du premier ministre, dont les accès ont été bloqués par des troupes de la garde civile. La veille les États-Unis, la France et la Belgique ont réaffirmé leur soutien au premier ministre, M. Etienne Tshisekedi, dans la nouvelle épreuve de force qu'il oppose au président Mobutu.

« La préoccupation des trois pays s'est trouvée aggravée par la réouverture du gouvernement Tshisekedi, projeté le 1^{er} décembre », indique un communiqué commun.

Le premier ministre a rejeté deux ordonnances de M. Mobutu mettant fin aux fonctions du cabinet et le désignant à nouveau

comme chef du gouvernement, chargé de former un « gouvernement de large union nationale ». En outre, le gouvernement ne réussit pas à contrôler les finances de l'État : la Banque du Zaïre vient de mettre en circulation un billet de 5 millions de zaires (environ 15 francs), billet que M. Tshisekedi avait déclaré « démonétisé ». Mercredi, des hommes de la garde civile ont fait évacuer plusieurs ministères. Au Palais du peuple, où siège la Conférence nationale (CNS), les accès sont restés libres, mais les moyens de retransmission télévisée des débats ont été saisis par des hommes de la Division spéciale présidentielle. (AFP.)

EN BREF

■ **ANGOLA** : cinq postes réservés à l'UNITA dans le nouveau gouvernement. - Le nouveau premier ministre angolais, M. Marcelino Moco, a rendu public, mercredi 2 décembre, la liste de son gouvernement, dans lequel il a proposé cinq postes de ministères à l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) de M. Jonas Savimbi. Il s'agit du poste de ministre de la santé et de quatre postes de vice-ministres, dont celui de la défense. Le gouvernement, qui comprend vingt et un ministres, essentiellement composés de membres du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), a également proposé à l'UNITA deux postes à l'état-major général des armées, dont celui de commandant en chef de l'armée. Les milieux militaires à Luanda se montrent sceptiques sur une éventuelle participation de l'UNITA au gouvernement, alors que M. Savimbi a engagé ses troupes dans plusieurs offensives à travers le pays. (AFP.)

■ **CONGO** : accord sur la mise en place d'un gouvernement d'union nationale. - Face à la grave crise politique qui, selon le chef d'état-major des armées, menaçait de mener « à une guerre civile », les responsables des partis d'opposition et des formations proches du chef de l'État, M. Pascal Lissouba, ont parvenu mercredi 2 décembre, à un accord sur la mise en place d'un gouvernement d'union nationale. Après de longues négociations, organisées par l'armée, les participants ont accepté que le président Lissouba nomme un nouveau premier ministre « après consultation des partis politiques ». Il a également été décidé de reporter les élections législatives anticipées, initialement fixées au 30 décembre. (AFP.)

■ **GHANA** : report des élections législatives au 29 décembre. - Les élections législatives ont été à nouveau reportées et fixées au 29 décembre, a annoncé, mercredi 2 décembre, la commission nationale électorale. Initialement prévu pour le 8 décembre, le scrutin avait été reporté une première fois au 22 décembre. (AFP.)

■ **GUINÉE** : les élections législatives reportées « sine die ». - Initialement fixées au 27 décembre, les élections législatives ont été reportées par le conseil des ministres à une date non précisée, en raison « des difficultés matérielles et financières et du soulèvement des élections dans de bonnes conditions ». Le Ghana avait fait appel la semaine dernière aux principaux bailleurs de fonds internationaux pour financer le coût de ce scrutin, estimé à 9 millions de francs CFA (180 millions de francs). Le gouvernement ne dispose que de tiers de cette somme. (AFP.)

■ **INDE** : seize activistes sikhs tués par les forces de sécurité. - Les forces de sécurité indiennes ont tué seize militants sikhs, a annoncé, mercredi 2 décembre, la police du Pendjab. État troublé depuis une décennie par une lutte pour l'indépendance lancée par des extrémistes. Un combat de quinze heures aurait opposé les forces de l'ordre aux militants de la Force de libération du Khalistan, dans le district de Ferozepur. Certaines des victimes suraient, selon la police, participé au massacre, la veille, de seize passagers hindous d'un autobus près de Ludhiana (le Monde du 3 décembre). Les forces de l'ordre n'ont pas eu à déplorer de victime dans leurs rangs. (AFP.)

■ **MAROC** : les corps de vingt-deux juifs transférés en Israël. - Hassan II a autorisé le transfert, en Israël, des corps de vingt-deux juifs marocains qui s'étaient noyés en 1961 alors qu'ils venaient de quitter clandestinement le pays à bord d'un bateau pour se rendre dans l'État hébreu, a annoncé, mercredi 2 décembre, la télévision israélienne. Les cercuils ont été transportés à bord d'un avion spécial, au terme d'une opération menée dans le plus grand secret. Le premier ministre, M. Itzhak Rabin, a salué, dans un communiqué, le

« geste humanitaire » du roi qui « constitue un pas en avant dans la réconciliation et vers la paix avec les pays arabes ». (AFP.)

■ **PAKISTAN** : le gouvernement reconnaît implicitement qu'il dispose de la capacité de construire une arme nucléaire. - Un porte-parole du ministère pakistanais des affaires étrangères a indiqué, mercredi 2 décembre, que le Pakistan avait acquis, dans le domaine nucléaire, « une capacité technique qui peut être utilisée pour plusieurs objectifs » et a ajouté que son pays « ne pouvait prendre l'engagement d'utiliser cette capacité uniquement à des fins pacifiques » (le Monde du 3 décembre).

■ **SAÏLANE** : 15 soldats tués par des Tamouls. - Une quinzaine de soldats ont été tués et plusieurs autres ont été portés disparus, mercredi 2 décembre, après que la guérilla tamoule du LTTE ait attaqué simultanément trois camps de l'armée saïlanaise à 230 kilomètres au nord de Colombo, ont indiqué des sources militaires. Les attaques ont duré trois heures. (UPI.)

■ **TIMOR-ORIENTAL** : un appel de M. Gusman. - Dans un communiqué vidéo rendu public, mardi 1^{er} décembre, par la télévision indonésienne, M. Gusman, chef du Front de libération de Timor-Orient (FRETILIN), a appelé ses compagnons de lutte à se rendre aux forces du pays occupant. Pour les membres en exil du FRETILIN, comme pour certains diplomates en poste à Jakarta, la déclaration de M. Gusman a été arrachée sous la pression : elle intervient, en effet, une semaine après son arrestation. D'autres observateurs avancent l'état de fatigue du dirigeant au moment de sa capture, après seize ans de clandestinité. (AFP, UPI.)

■ **La visite du premier ministre chinois au Vietnam a donné peu de résultats.** - Au troisième jour de la visite à Hanoï de M. Li Peng, premier ministre chinois, peu de résultats ont été enregistrés, notamment pour ce qui touche aux différends territoriaux, maritimes et terrestres, qui opposent Pékin à Hanoï. Une solution « prendra du temps », a déclaré le ministre des affaires étrangères du Vietnam, M. Nguyen Manh Cam. M. Li Peng, pour sa part, a assuré que son pays ne nourrissait pas d'ambitions hégémoniques dans la région et entendait résoudre les problèmes par « des moyens pacifiques ». (AFP.)

■ **Les présidents du Mali et du Gabon ont été reçus à l'Élysée.** - Le président gaboïse, M. Omar Bongo, a été reçu, mercredi 2 décembre, par le président François Mitterrand, avec lequel il a fait un tour d'horizon « déprimant » de la situation de pratiquement tous les pays africains, constatant qu'elle était « soit fragile, soit catastrophique, soit désespérée », a-t-on indiqué à l'Élysée à l'issue de cette rencontre. Le chef de l'État malien, M. Alpha Oumar Konaré, également en visite officielle en France, a pour sa part été reçu mardi par le président Mitterrand.

Survivre à Mogadiscio

Suite de la première page

Déserte aussi, l'avenue Makamuram, autrefois si animée, où se succèdent les bâtiments abandonnés aux murs noirs, dominés par la silhouette fauve de l'hôtel Mala, propriété du président par intérim. M. Ali Mahdi préside aux destinées du nord de la ville, mais il n'a pas remis les pieds dans son hôtel depuis le déclenchement des combats, le 17 novembre 1991, entre ses partisans et ceux du général Aidid.

« Une mauvaise publicité »

« C'était le Vietnam », affirme Farah Gouled, un ancien étudiant de vingt ans, en gérant ses souvenirs de vieux combattant devant le Nouveau Parlement, là où « l'ennemi est revenu à la charge, plusieurs jours de suite ». En contrebas, dans l'enceinte du garage d'Ibrahim Ma'alli, une vingtaine de véhicules criblés d'éclats, une maison à moitié incendiée, un puits devant lequel se pressent toutes les femmes du quartier et quelques mendicants qui attendent leur ration de riz. Baptisé du nom prestigieux de « mère de Bermuda », l'endroit symbolise le courage et la ténacité des Weyyals (un sous-clan abgali) qui ont défendu coûte que coûte leur fief.

« L'offensive d'Aidid nous a pris

par surprise, et Ali Mahdi, coincé dans les quartiers nord, ne pouvait nous envoyer du renfort », raconte Ibrahim Ma'alli. Plusieurs fois, il a dû traverser les lignes pour aller acheter des munitions chez les Murusadés, qui contrôlaient le dépôt de l'ancien camp militaire de l'ex-président Syaad Barre et vendaient au plus offrant. « Ils me mettaient en concurrence avec Osman Ato, le financier du général Aidid ».

Depuis le cessez-le-feu du 3 mars, le calme est revenu. Mais les quelques six mille habitants restent sur leur garde et survivent dans les ruines grâce aux parents restés à l'intérieur ou à l'étranger, deux mots qui, ici, ont presque le même sens. On passe une journée dans la rue à écouter la BBC et les radios des deux camps. On discute des mérites de la dernière kalachnikov, dite « libyenne », et du cours des munitions. « J'imite simplement ceux qui travaillent, soupire un joueur de dominos, et parfois je vais me distraire de l'autre côté, au marché de Baccaro ». C'est là aussi que les femmes vont faire leurs courses. De bon matin, elles passent la « frontière », un cabas sous le bras, glissant au passage quelques billets dans la main de la sentinelle.

C'est le seul moyen de s'approvisionner, négocié avec les Murusadés voisins, et toléré par les

Habars-Guidirs, qui imposent un certain blocus : impossible, par exemple, de faire entrer un camion de vivres. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) n'a pas installé de soupes populaires comme partout ailleurs en Somalie. « On nous fait une mauvaise publicité », se plaint Tahil Hadji, vice-président du comité de Bermuda, les ONG s'imaginant que nous sommes des sauvages. Médecins sans frontières et Save the Children livrent tout de même des médicaments et soutiennent deux ou trois dispensaires.

Pourquoi les gens de « Bermuda » s'acharment-ils à ces ruines où l'isolement et la tension rongent les nerfs, où l'on vit encore plus chichement que « à la base », dans le reste de la capitale ? « Nous ne savons pas où aller », murmure un vieux qui attend l'heure de la prière devant la mosquée. « Nous sommes nés ici », répondent les jeunes, fuyant en bandoulière.

Une question de territoire

Et si la rivalité Aidid-Mahdi, sur laquelle ploient tant d'analystes politiques, était avant tout une question de territoire, dans la plus pure tradition des conflits tribaux somaliens ? Le général Aidid, qui nourrit des ambitions présidentielles (« dictatoriales », précisent ses ennemis), a promis à son clan habar-guidir de lui offrir Mogadiscio en échange de son soutien. Un marché qui a fait briller dans les yeux de ces nomades les lumières de la capitale, pourtant privée d'électricité depuis deux ans.

Aujourd'hui, des milliers de broussards, descendants de leur région semi-désertique du Mudug

avec femmes et enfants, « squattent » les villas des beaux-quartiers abandonnées par les dignitaires de l'ancien régime et par les Darods, victimes de la vague d'exclusions ethniques qui a suivi la chute du président Barre.

Malgré sa supériorité militaire, le général Aidid n'a réussi qu'en partie. Il s'est heurté à la résistance désespérée des Abgals qui, à l'image des Weyyals de « Bermuda », se sont battus farouchement pour garder leurs terres. « Si la paix survient un jour, les exilés reviendront pour récupérer leurs biens, fait remarquer un observateur, et il y a peu de chances que les nouveaux occupants acceptent de leur bagage ». « Ceux-là ne partiront plus, sauf à détruire la ville entière », renchérit un autre.

Malgré la « Bermuda », on échafaude des stratégies dans lesquelles les « Hawadis », qui tiennent l'aéroport, vont s'allier à Bermuda et Médina (une autre enclave irréductible). On assure que « l'ennemi cédera puisqu'il n'est pas chez lui à Mogadiscio ». On imagine même un pays débarrassé du général Aidid, « ce cancer de la Somalie ».

Le « check-point Ouganda » se franchit dans l'autre sens avec la même méfiance. Retour à la ville avec ses marchés criards devant chaque hôpital, ses miliciens parading bruyamment sur leurs « mad max » (véhicules aménagés pour la guerre), ses réfugiés agglutinés sous les drapeaux des organisations humanitaires, ses terrasses vagues pestilentielles au relief marqué par les tombes. Un autre monde, la même tragédie.

JEAN HÉLÈNE

TUNISIE

France 2 censurée pour diffusion de nouvelles diffamatoires

TUNIS

de notre correspondant

La diffusion des bulletins d'information de France 2, dont les programmes sont retransmis en direct en Tunisie depuis 1989, est interrompue depuis plusieurs jours.

Cette censure, explique une « mise au point » publiée mercredi 2 décembre dans la presse locale, est motivée par la manière dont la chaîne française a couvert le procès, à Paris, des trafiquants de drogue dans lequel vient d'être condamné le frère du président Ben Ali (le Monde du 2 décembre) et, plus encore, par l'affirmation selon laquelle les gains ainsi obtenus servaient à renflouer l'économie du pays.

La diffusion de ces « nouvelles fausses et diffamatoires », qui « font le jeu de certains aventuriers de la politique et de charlatans de la religion », a donné à la Tunisie « la certitude que les bulletins d'information de France 2 ne respectent pas les règles de la déontologie et, à la limite, n'offrent plus aucun intérêt parce que tendancieux et manipulés », lit-on notamment dans cette « mise au point ».

M. D.

L'INDE VRAIE

Cet hiver, quittez les pistes de ski encombrées et découvrez d'autres rois... des Himalayas aux îles Maldives, des palais de Maharajas aux grands temples du Sud... des découvertes « Voyageurs du Monde ».

Car nous sommes les défenseurs du « voyage vrai », des vraies sensations, de la vraie découverte (y compris de soi).

Nous rendons directement, sans intermédiaire.

Et vous êtes en contact direct

avec une équipe de vrais spécialistes pour l'Inde.

VOIS A/R AU DÉPART DE PARIS :

DELHI 4.850 F, MADRAS 5.600 F

COLOMBO 5.330 F, KATMANDOU 6.150 F

CONCOURS : DE LA MER D'OMAN AU NÉPAL, 30 JOURS

21.900 F, 21 JOURS, 13.150 F

RAMADHAN, 21 JOURS, 13.150 F

RENDEZ-VOUS VISITE, CONTACTEZ-NOUS. VOYAGEURS EN INDE - 45, RUE

SAINT ANNE - 75001 PARIS - TÉL. :

42 86 16 00 - FAX : 42 81 45 05



VOYAGER PLUS VRAI

Bon à découper pour recevoir brochure à l'attention de : M. ou Mme, 75001 Paris

VOTRE NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ VILLE : _____

TÉLÉPHONE : _____

VOYAGEURS EN INDE FAIT PARTIE DU GROUPE VOYAGEURS DU MONDE.

مركز التوثيق

POLITIQUE

La révision de la Constitution

Le comité consultatif est officiellement créé

Le conseil des ministres a approuvé, mercredi 2 décembre, le décret créant le comité consultatif pour la révision de la Constitution. Ce comité est chargé de donner son avis, d'ici au 15 février 1993, sur les propositions de révision de la Constitution que le président de la République a rendues publiques le 30 novembre. Aux termes du communiqué officiel, « il pourra formuler toutes recommandations qu'il jugera utiles pour adapter les institutions de la V^e République ». Sur proposition de M. Michel Vauzelle, garde des sceaux, le conseil a adopté les nominations suivantes :

Est nommé président du comité consultatif :

M. Georges Vedel. — Né le 5 juillet 1910 à Audi (Gers), agrégé de droit public, professeur aux Facultés de droit de Poitiers, Toulouse, puis Paris, conseiller technique au cabinet de M. Maurice Faure de 1956 à 1958, secrétaire d'Etat (radical) aux affaires étrangères, M. Georges Vedel, doyen de la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris de 1962 à 1967, a siégé de 1980 à 1983 au Conseil constitutionnel, où il avait été nommé par M. Valéry Giscard d'Estaing. Président de l'Association française de science politique, il a été choisi par M. Pierre Bérégovoy, en juin dernier, pour présider la commission chargée de réfléchir à une réforme du mode d'élection des députés.

Sont nommés membres

En qualité de magistrats de l'ordre administratif et de l'ordre judiciaire

M. Marcen Long. — Né le 22 avril 1926 à Aix-en-Provence, ancien élève de l'ENA, conseiller d'Etat, M. Marcen Long a été conseiller technique au cabinet de M. Maurice Faure, secrétaire d'Etat (radical) aux affaires étrangères, en 1957, directeur général de l'administration et de la fonction publique de 1961 à 1967, président-directeur général de l'ORFIF en 1973 et 1974, secrétaire général du gouvernement de 1975 à 1982. Président-directeur général d'Air Inter de 1982 à 1984, président d'Air France de 1984 à

1987, il est, depuis 1987, vice-président du Conseil d'Etat et, depuis 1990, président du Haut Conseil à l'intégration.

M. Pierre Drai. — Né le 3 juillet 1926 à Constantine (Algérie), licencié en droit, juge aux tribunaux de Tunis, Grenoble, puis Paris, M. Pierre Drai a présidé le tribunal de grande instance de Paris de 1982 à 1985, avant d'être nommé premier président de la Cour d'appel de Paris en 1985, puis premier président de la Cour de cassation en 1988.

M. Guy Brabant. — Né le 5 septembre 1927 à Paris, ancien élève de l'ENA, conseiller d'Etat, M. Guy Brabant a été chargé de mission au cabinet de M. Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports (communiste), de 1981 à 1984. Il a présidé la section du rapport et des études du Conseil d'Etat de 1985 jusqu'à sa retraite en septembre dernier. Il préside depuis juillet l'Institut international des sciences administratives (I).

M^{me} Suzanne Grévisse. — Née le 4 novembre 1927 à Jellien (Isère), ancienne élève de l'ENA, conseillère d'Etat, M^{me} Suzanne Grévisse a siégé au Conseil supérieur de la magistrature de 1983 à 1985 et présidé la section sociale du Conseil d'Etat de 1985 à 1991, année où elle a pris sa retraite.

En qualité de professeurs d'université

M. Jean-Claude Colliard. — Né le 15 mars 1946 à Paris, agrégé de droit public et de science politique, M. Colliard est professeur à l'université Paris-I. De 1981 à 1983, il a été directeur adjoint, puis directeur de cabinet du président de la République. Il a été, ensuite, jusqu'en 1992, directeur de cabinet de M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale.

M^{me} Mireille Delmas-Marty. — Née le 10 mai 1941 à Paris, agrégée de droit privé, M^{me} Delmas-Marty est professeur à l'université Paris-I. Elle a présidé la commission Justice pénale et droits de l'homme mise en place en 1988 par M. Pierre Arpeillange, garde des sceaux, pour préparer une réforme de la procédure pénale. Elle est présidente de l'Association de recherches pénales européennes.

M. Olivier Duhamel. — Né le 2 mai 1950 à Neuilly-sur-Seine, agrégé de droit public, M. Duhamel est professeur à l'université Paris-I et chargé de cours à l'Institut d'études politiques de Paris. Collaborateur et codirecteur de la revue, *Fourmi*, conseiller de la SOFRES, il est depuis 1983 conseiller

du président du Conseil constitutionnel.

M. Louis Favoreu. — Né le 5 septembre 1936 à Lucq-de-Béarn (Pyrénées-Atlantiques), agrégé des Facultés de droit, M. Favoreu est professeur à l'université d'Aix-Marseille, dont il a été le président de 1978 à 1983. Président de l'Association française des constitutionnalistes, il est codirecteur de la *Revue française de droit constitutionnel*.

M. Alain Lancelot. — Né le 12 janvier 1937 à Chêne-Bougeries (Suisse), docteur en études politiques, M. Lancelot est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, dont il est le directeur depuis 1987. Il a été de 1970 à 1975 secrétaire général de l'Association française de science politique et de 1975 à 1986 directeur du Centre d'étude de la vie politique française contemporaine.

M. François Luchaire. — Né le 1^{er} janvier 1919 à La Rochelle (Charente-Maritime), agrégé des Facultés de droit, M. Luchaire est depuis 1989 conseiller d'Etat en service extraordinaire. Président de l'université Paris-I de 1971 à 1976, il a été membre du Conseil constitutionnel de 1965 à 1974 et juge à la Cour internationale de justice de 1983 à 1986. Il est vice-président d'honneur du Mouvement des radicaux de gauche.

M. Didier Maus. — Né le 4 mars 1947 à Boulogne-sur-Seine, ancien élève de l'ENA, M. Maus est depuis 1988 professeur associé à l'université Paris-I. De 1977 à 1980, il a été conseiller technique au cabinet de M. Monory, ministre (centriste) de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, puis à celui de M. Jean-Pierre Proust, secrétaire d'Etat (radical) chargé de la petite et de la moyenne industrie.

De 1986 à 1988, il a été le directeur du cabinet de M. André Rossinot, ministre (radical) des relations avec le Parlement. Membre du bureau national du Parti radical, il est depuis 1984 secrétaire-rapporteur du comité national chargé de la publication des travaux préparatoires des Institutions de la V^e République. Il est également codirecteur de la *Revue française de droit constitutionnel*.

En qualité de personnalités qualifiées

M. Pierre Mauroy. — Né le 5 juillet 1928 à Cartignies (Nord), professeur de l'enseignement technique, M. Mauroy est depuis 1973 maire socialiste de Lille. Il a été élu la même année député du Nord et en septembre der-

nier sénateur. Il a été premier ministre de mai 1981 à juillet 1984. Premier secrétaire du PS de mai 1988 à janvier 1992, il préside depuis septembre l'Internationale socialiste.

M. Daniel Soltes-Larivière. — Né le 19 mars 1942 à Angers (Maine-et-Loire), avocat à Paris depuis 1965, M. Soltes-Larivière a été en 1966-1967 chargé de mission au cabinet de M. Edgar Pisani, alors ministre de l'équipement et du logement dans le gouvernement de Georges Pompidou. Défenseur des « faux époux » Turange dans l'affaire Greenpeace en 1985, il a aussi été l'auteur de plusieurs ouvrages dont, en 1988, un rapport sur la réforme des professions juridiques et judiciaires.

M. Pierre Sudreau. — Né le 13 mai 1919 à Paris, licencié en droit, M. Sudreau a commencé sa carrière dans l'administration préfectorale en 1945, comme sous-préfet, après avoir été responsable, à vingt-trois ans, d'une organisation de résistance. Il devait être arrêté par la Gestapo en 1943 et déporté à Buchenwald. Directeur de plusieurs services au ministère de l'intérieur, puis préfet, il a été membre du cabinet d'Edgar Faure avant de devenir lui-même ministre, en charge d'abord de la construction, de 1958 à 1962, puis de l'éducation nationale, en 1962. Elu en 1967 député de Loir-et-Cher, réélu jusqu'en 1981, il a été maire de Blois de 1971 à 1989 et président du

conseil régional de la région Centre de 1976 à 1979.

En qualité de rapporteur général

M^{me} Marie-Françoise Bechtel. — Née le 19 mars 1946 à Courmayeur (Pyrénées-Atlantiques), agrégée de philosophie, ancienne élève de l'ENA, M^{me} Bechtel est maître des requêtes au Conseil d'Etat. Conseiller technique au cabinet de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, de 1984 à 1986, elle est chargée de mission au cabinet de M. Michel Vauzelle, garde des sceaux, où elle s'occupe des affaires constitutionnelles.

(1) Le nom de M. Guy Brabant ne figure pas dans la liste que nous avons publiée dans nos éditions du 3 décembre.

Une composition incontestable

par Thierry Bréhier

PRESSÉ par le temps, M. François Mitterrand a lancé sans tarder la procédure qui devrait lui permettre de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale, avant les élections législatives du mois de mars, son projet de révision de la Constitution. Le *Journal officiel* du 3 décembre publie les décrets, adoptés la veille par le conseil des ministres, créant le comité consultatif et nommant ses membres. En annexe est jointe la lettre que le président de la République a adressée, lundi 30 novembre, aux présidents du Sénat, de l'Assemblée nationale et du Conseil constitutionnel.

Dès lors que M. Mitterrand avait choisi d'indiquer à ce comité dans quel sens il souhaitait que s'orientent ses réflexions et ses propositions, sa composition allait de soi. A la différence de la commission mise en place par le premier ministre pour proposer un nouveau mode de scrutin législatif, le comité consultatif n'a pas pour mission de dégager un consensus entre les principales forces politiques : aussi les partis n'étaient-ils pas appelés à y participer, ni directement ni à travers leurs groupes parlementaires.

Chargé de conseiller, formellement, le gouvernement — qui,

d'après la Constitution, doit proposer au chef de l'Etat un projet de réforme — et, en fait, le président de la République lui-même, le comité ne pouvait comprendre que des personnalités librement choisies par le pouvoir exécutif.

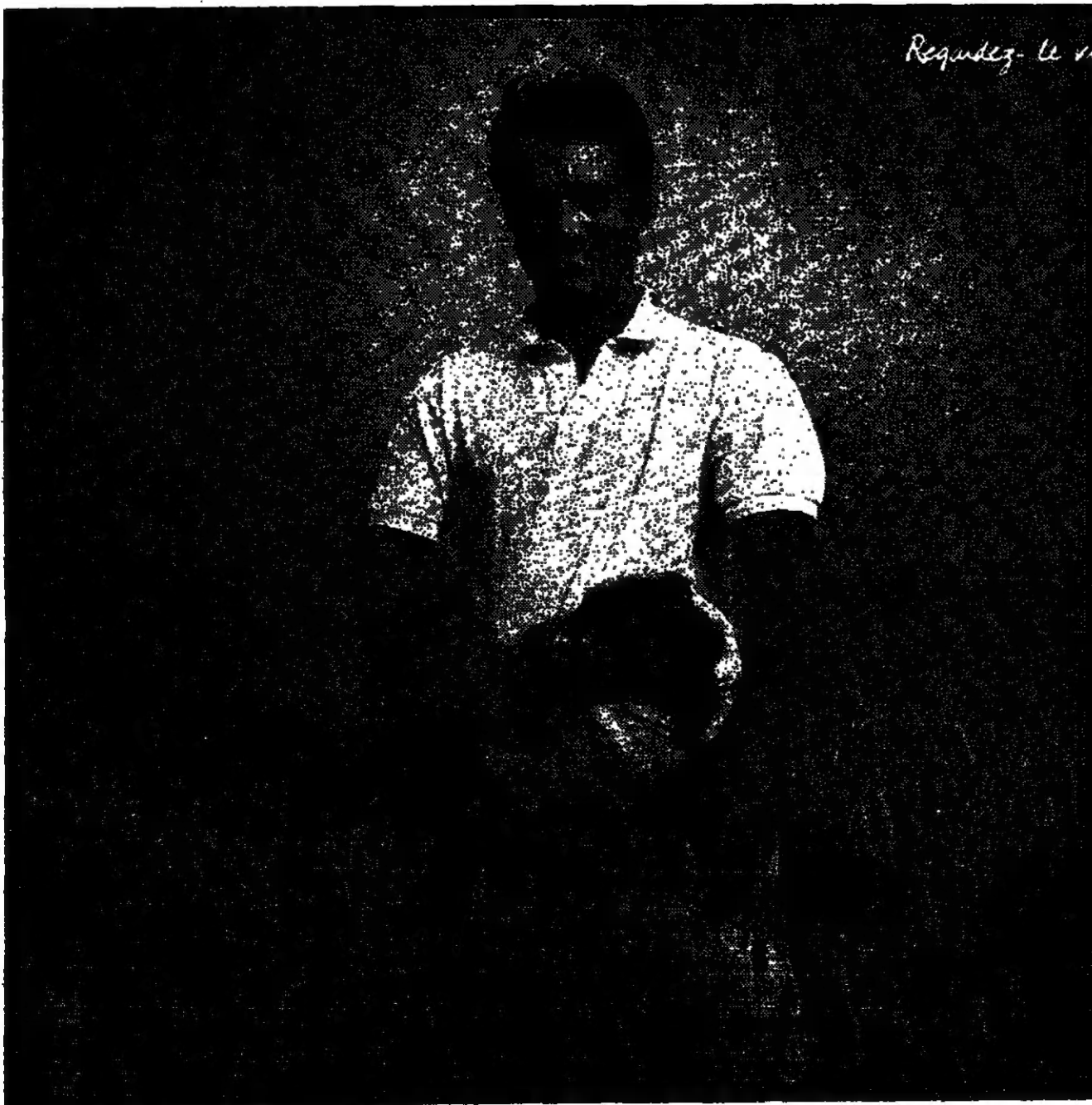
Dans ce cadre-là, sa composition du comité ne souffre guère de contestation. Certes deux hommes politiques y siègent : l'un, M. Pierre Mauroy, appartient à la majorité, l'autre, M. Pierre Sudreau, appartenait à l'opposition. Mais si ce dernier a été ministre du général de Gaulle, il a quitté le gouvernement en 1962 parce qu'il était en désaccord avec la réforme instituant l'élection du président de la République au suffrage universel ; de plus, depuis plusieurs années, il n'est plus associé aux travaux de la droite.

Les quatorze juristes membres de ce comité, en tant que magistrats ou en tant que professeurs d'université, sont de l'avis général parmi les plus compétents de leurs professions. Nombre d'entre eux ont, ouvertement ou plus discrètement, un engagement politique, ce qui permettra au moins que les analyses de l'opposition aient des porte-parole dans ce groupe de travail, comme MM. Louis

Favoreu, Didier Maus, voire Alain Lancelot.

Sa composition a un autre avantage : cinq de ses membres siègent aussi dans la commission préparant la réforme du mode de scrutin (M. Georges Vedel, qui préside les deux, ainsi que MM. Guy Brabant, Jean-Claude Colliard, Louis Favoreu et Alain Lancelot) : ils pourront donc coordonner les réflexions de ces deux instances, ce qui est indispensable, tant le choix du système électoral des députés est un élément essentiel du fonctionnement des institutions.

Mais si du retard a pu être pris sans inconvénient sur cet aspect particulier (le rapport, qui devait être remis le 15 janvier 1992, ne le sera que le 15 janvier 1993), puisque le premier ministre avait promis que la réforme proposée ne serait pas mise en œuvre pour les élections de mars, il ne pourra pas en être de même pour la révision de la Constitution : le président de la République ne peut la déposer sur le bureau du Parlement que tant qu'il est assuré de la collaboration du gouvernement. Il lui faut donc pouvoir la faire avant les élections législatives.



Pascal Bécart, agriculteur céréalière à Voisenon, avec son meilleur complice Gini

Requêtes. Le réme. De quoi est faite sa vie ? De produits

biodégradables, comme ALLIE*, quand

il passe dans ses cultures pour protéger

ses céréales. De lubrifiants, tout le temps

que ses machines doivent tenir la cadence.

De QUALLOPIL*, lorsqu'il gèle et qu'il

faut mettre une chaude veste d'hiver.

Ces produits découverts par Du Pont font

partie de son confort, de sa sécurité,

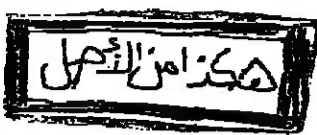
de son bien-être. De sa Vie. De la vôtre.

Depuis près de 200 ans, Du Pont est une des sociétés qui comptent le plus au monde pour ses recherches et ses découvertes. Aujourd'hui, elle est une des premières en Europe pour les produits et les technologies qui protègent et améliorent notre vie quotidienne. Si vous pensez que vous devriez avoir Du Pont pour partenaire, ou si vous désirez de plus amples informations sur ses activités en France comme en Europe, veuillez écrire à : Jean-Louis Tronc, Du Pont de Nemours (France) S.A. 137, rue de l'Université, 75334 Paris Cédex 07

DU PONT

Tous les jours de nos vies

*Marque déposée de Du Pont de Nemours



De (1) Ap 130 Jea cet des 501 qui et 1 por Mu Jau Jou noc mu 14 me Fl 45(ten ven dit Ber tou Sch plu l'ia Mu 11, Tel tun 17 qu' Pe La ro d'u sio leu Pa Alj Ca con doi

Vente au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 17 DÉCEMBRE 1992, à 14 h 30
PIÈCE
et salle d'eau, au 2^e étage, 1^{re} porte à gauche dans le couloir
PARIS (9^e)
MISE A PRIX : 80 000 F
S'adr. à la SCP HOCQUARD & MASSON, av. à PARIS-9, 7, r. Saint-Philippe-du-Roule, T. 42-56-44-82
SCP BLIAH-STIBBE-ULLMO, avocats à Paris-1^{er}, 18, rue Duphot, T. 42-60-39-13.

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 17 DÉCEMBRE 1992, à 14 h 30
En un seul lot, dans un imm. à PARIS-10^e :
UNE BOUTIQUE au rez-de-chaussée et une cave, dans le bât. 21, rue Jean-Moignon et UN LOGEMENT d'une pièce principal, au 2^e ét. dans le bât. 19, rue Jean-Moignon.
MISE A PRIX : 456 500 F
S'adr. à la SCP HOCQUARD & MASSON, av. à PARIS-9, 7, r. Saint-Philippe-du-Roule, T. 42-56-44-82 - M. Bernard MALINVAUD, av. à PARIS-16^e, 1 bis, place de l'Alma, T. 47-23-73-70 - M. Marie-Josée JOSSE, syndic judiciaire, mandataire-liquidateur à PARIS-1^{er}, 4, rue du Marché-St-Honoré, M. Jean-Claude NEBOY, avocat à PARIS-10^e, 36, bis, rue de Dunkerque, T. 42-81-15-30.

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 17 DÉCEMBRE 1992, à 14 h 30
APPARTEMENT A IVRY-SUR-SEINE (94)
43-45, r. Westermeier, Bât. A, 3^e ét., esc. A. Porte droite.
3 PCES PPALLES, Ent. cuis. WC - CAVES au sous-sol
M. A PRIX : 350 000 F
S'adr. à M. S. M. TACNET, avocat, 20, r. Jaurès, CRÉTEIL (94), T. 47-96-94-32, M. H. ROBERT (SCP ROBERT MOREAU), avocat, 64, rue du Rocher, PARIS-8^e, T. 42-93-31-30.

Vente s/arrachée de l'U/P, au Palais de Justice PARIS le JEUDI 17 DÉCEMBRE 1992, à 14 h 30
UN APP. de 5 P.P. à PARIS (16^e)
184, AVENUE VICTOR-HUGO
et 1, rue DUFRENOY - Bât. A, 1^{er} ét., communiquant avec UN LOGEMENT de 2 P.P. mansardées, 1^{er} ét., Bât. B
M. A PRIX : 1 650 000 F
S'adr. à M. LEOPOLD, avocat, 130, av. de Suffren, 75015 PARIS - T. 43-06-71-99.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 17 DÉCEMBRE 1992, à 14 h
APPARTEMENT à SURESNES (92)
50-52, rue des Nouvelles
au 2^e étage, comprenant : entrée, 5 PIÈCES PRINCIPALES, cuisine, w.c., 2 salles de bains - balcon - TERRASSE au 3^e étage - CAVES
MISE A PRIX : 2 500 000 F
S'adresser à M. Marc VAN BENDEN, avocat à NANTERRE (92000), « Le Vallonné » - 43, allée du Terre - T. 47-54-42-53
M. VIU-GAUDIN, avocat à PARIS (6^e), 66, boulevard Raspail - T. 42-22-76-37.

Vente sur licitation au Palais de Justice de PARIS le LUNDI 14 DÉCEMBRE 1992 à 14 h en un lot :
UNE PROPRIÉTÉ d'AGREMENT
dite « Les Granges »
26-28, rue des Fours et ruelle des Fourneaux sans numéro
à CHAMPIGNY-sur-YVONNE (89)
compr. un triple corps de bâtiment, deux cours - Et sur la même commune CINQ PARCELLES DE TERRE
Ldits « Les Petits Usages », « Les Usages », parcelles la Vignette, et Livroye
Mise à PRIX : 400 000 F
S'adresser pour renseignements à M. PROS, avocat à PARIS 6^e, 30-32, rue de Fleury, T. 42-22-27-31 - M. BROUARD, avocat à Paris 17^e, 97, bd Malesherbes, T. 45-63-72-11. A tous avocats près le Tribunal de Grande Instance de PARIS, et sur les lieux pour visiter.

Vie sgr. L. JUD. PAL. JUST. CRÉTEIL (94), JEUDI 17 DÉCEMBRE, 9 h 30, en 1 lot
à ABLEON-SUR-SEINE (94)
1) PARCELLE DE TERRAIN Contenance 36 ca
Rue Henri-Gilbert-Prorogée adjointe avenue G.-Clemenceau
2) PROPRIÉTÉ Contenance 2 a 58 ca
23, av. Gambetta, n. d'habitation et COMMERCE, R.D.C., BOUTIQUE, Cuis. FOURNIL avec FOUR - 1^{er} ét. 2 CHAMBRES A FEU - CHÈBRE FROIDE, CHAMBRE A FARINE - WC - GRENIER au-dessus - cour
M. à PRIX : 150 000 F
S'adr. M. TH. MAGLO, avocat, 4, allée de la Toison-d'Or, CRÉTEIL (94), T. 49-80-01-85 (exclusivement de 9 h 30 à 12 h).

Vente sur licitation au Tribunal de Grande Instance de VERSAILLES, Palais de Justice, 3, place André-Mignot le Mercredi 16 décembre 1992 à 9 h 30 en QUATRE LOTS - 1^{er}, 2^e et 3^e lots :
Sur la commune de BRIEULES-s/Meuse (55)
1) UNE MAISON d'habitation
7, rue du Ruisseau et rue du Grand-Jour
compr. : cave, rez-de-chaussée, étage - Grange et JARDIN
2) PARCELLE DE TERRE de 3a 10, route de Montfaucon à Dun-s/Meuse
3) PARCELLE DE TERRE de culture, de 60a 60ca Lieudit « la Cimetière »
4^e lot :
UN IMMEUBLE COLLECTIF
Comp. : 2 sous-sol, r.-de-ch., 5 étages droits et un 6^e ét. en retrait à PARIS 17^e - 20, rue Brey
Contenance cadastrale de 1 a 15 ca
Mises à prix : 1^{er} lot : 75 000 F - 2^e lot : 1 000 F
3^e lot : 3 000 F - 4^e lot : 5 000 000 de francs
S'adr. pour ren. à M. Emmanuel GUEILHERS, avocat, 21, r. des Etats-Général, VERSAILLES, 3, rue Madame, T. 39-50-56-41 et 39-50-56-42
la SCP VERKEN-KERNADEC, avocats associés à VERSAILLES 21, rue des Etats-Général, T. 30-21-71-71 et 39-50-03-12
A tous autres avocats à Versailles.

Libres anciens sur les PROVINCES DE FRANCE
Catalogues par Provinces
Librairie GUÉNÉGAUD
10, rue de l'Odéon
75006 Paris
Tél. : 43-26-07-91

Le Monde sans visa

SUPER AFFAIRE ! RIDEAUX PRÊTS-À-POSER LA PAIRE : 199 F
Chez ARTIREC, le spécialiste des revêtements sols et murs à prix dégriffés (achat lots d'usine), les rideaux prêts-à-poser sont proposés à partir de 199 F la paire : chaque 16 140 x 270 cm, coupé au record, ajustable en hauteur. Nombreux coloris et dimensions. A 199 F la paire. Il est vraiment difficile de trouver moins cher l'art et la manière d'avoir du beau moins cher.
- 5 % de réduction sur tout le magasin sauf articles en promotion sur présentation de cette annonce.
ARTIREC - 5 dépôts en rég. par. Paris-11^e - 8, imp. St-Sébastien (parking). Tél. : 43-55-66-50.

POLITIQUE

Les conséquences de l'affaire

La commission d'enquête sur le sida a commencé ses auditions

Préside par M. Bernard Derosier (PS-Nord), la commission d'enquête de l'Assemblée nationale « sur l'état des connaissances scientifiques concernant la transmission du sida au cours des dix dernières années en France et à l'étranger », à laquelle ont refusé de s'associer les groupes parlementaires de l'opposition, a procédé, mardi 1^{er} et mercredi 2 décembre, à ses premières auditions de personnalités médicales et scientifiques.

Le docteur Jean-Baptiste Brunet, directeur du Centre européen pour la surveillance du sida, a rappelé que la France était l'un des pays les plus touchés par l'épidémie. Rappelant qu'il y a, à ce jour, mille cent cinquante cas de sida post-transfusionnels en France et soixante-dix en Grande-Bretagne, et ce alors que le dépistage obligatoire du virus du sida a été mis en place le 1^{er} août 1985 en France et seulement le 1^{er} octobre 1985 en Grande-Bretagne, le docteur Brunet a estimé qu'en France le problème de fond avait été celui de l'organisation des collectes de sang dans des milieux à hauts risques, notamment en prison.

Pour sa part, le professeur Jean Bernard, président d'honneur du Comité national consultatif d'éthique et ancien président du conseil d'administration de la Fondation contre national de transfusion sanguine, a estimé que le drame du sang contaminé démontre les relations trop importantes entre la médecine et l'argent, ainsi que l'insuffisance de la formation continue et de l'informa-

tion des médecins. Il a déclaré que la contamination des personnes transfusées était quantitativement moins importante que les ravages que pouvait provoquer, par exemple, la drogue. Enfin, il a expliqué que le Comité national d'éthique ne s'était pas auto-saisi de cette question car l'alerte n'avait pas été assez importante.

Ancien membre du Haut Comité de santé publique, le professeur Claude Got a, pour sa part, estimé que la faiblesse du système français de santé publique avait été en partie responsable des erreurs et des retards qui ont conduit au drame du sang contaminé. « Depuis vingt ans que je collabore avec le ministère de la santé », a déclaré celui qui fut conseiller technique de M^{me} Simone Veil et de M. Jacques Barrot quand il était ministre de la santé, « j'ai toujours été frappé par la difficulté de transmission de l'information, l'ab-

sence de moyens pour la prise de décisions et l'absence totale d'évaluation des décisions. » Soulignant le problème du fonctionnement des cabinets ministériels, le professeur Got a estimé qu'entre le pouvoir politique ministériel et le pouvoir de la haute administration « il y avait un intervalle de plus en plus large d'irresponsabilité. On demande aux conseillers techniques de décider à propos de tout, parfois dans des domaines où ils n'ont aucune compétence. » Dernière personnalité à avoir, à ce jour, été auditionnée, le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur, Paris) a estimé que l'affaire du sang contaminé avait d'abord été « un scandale médico-administratif », dans lequel les ministres des affaires sociales et de la santé de l'époque (M^{me} Georgina Dufoix et M. Edmond Hervé) portaient une « responsabilité ». Selon le découvreur

du virus du sida, « un homme politique doit assumer les erreurs de ses subordonnés. Si des erreurs et des retards administratifs ou techniques ont été commis, a-t-il poursuivi, les responsables politiques de l'époque ont une responsabilité. »

« En mon âme et conscience, à tout-fois ajouté le professeur Montagnier, je pense que personne n'a voulu tuer quelqu'un, ni les responsables du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), ni les responsables de la santé qui ont laissé écouler des produits potentiellement contaminés. » Au total, a résumé le professeur Montagnier à l'AFP à l'issue de son audition, « la France a, dans cette affaire, subi sept mois de retard : cinq mois en 1983 et 1984 quand la communauté scientifique refusait de nous croire, et deux mois en 1985 lors de la mise en place des tests de dépistage et du chauffage des produits sanguins. »

F. N.

ministres, on n'aura plus de premier ministre demain et on ne pourra plus gouverner notre pays. » M. Toubon (RPR) craint un « effacement » de la procédure d'accusation. M. Jacques Toubon, député RPR de Paris, a exprimé, mercredi 2 décembre, la crainte que la procédure de mise en accusation de MM. Laurent Fabius, Edmond Hervé et de M^{me} Georgina Dufoix devant la Haute Cour de justice ne soit « enterrée ». « Il y a un certain nombre de comportements et de finesses qui sont en train de ralentir une affaire qui pourrait parfaitement se résoudre de manière beaucoup plus rapide », a souligné M. Toubon.

En Sénat

La majorité UDF-RPR ampute le projet contre la corruption de ses dispositions sur le financement des activités politiques

Les sénateurs ont poursuivi, mercredi 2 décembre, l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre la corruption et à la transparence de la vie économique. La majorité UDF-RPR a supprimé les dispositions concernant le financement des activités politiques, ainsi que la plupart des articles du projet consacrés à la publicité.

La majorité sénatoriale UDF-RPR n'a pas hésité à procéder,

mercredi, à des coupes claires dans le texte gouvernemental à la suite de M. Christian Bonnet (RI, Morbihan), rapporteur de la commission des lois, promu « bûcheron en chef » par les socialistes. En fin de journée, M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication, a dressé un bilan alarmiste de la situation. « Ce n'est plus une déclaration, c'est un carnage », a-t-il assuré ironiquement.

Sur un point au moins, le gouvernement a pu pourtailler sa fléchette de cette ardeur. La suppression

de la totalité des articles consacrés au financement de la vie politique lui a fait économiser un débat entre les sénateurs socialistes, favorables, comme M. Bérégovoy, à la suppression des dons des personnes morales, et leurs collègues du Palais-Bourbon. La majorité sénatoriale n'a eu, elle, aucune hésitation. « Le projet initial interdisait tout financement par les personnes morales ; après un débat confus, l'Assemblée nationale n'a pas maintenu cette interdiction ; il est donc inutile de modifier la loi de 1990,

reste inappliquée jusqu'à ce jour », a expliqué M. Bonnet pour justifier cet « élagage », adopté en définitive par le RPR et l'UDF contre le PC et le PS.

A la hache et au sécateur

L'encadrement des pratiques publicitaires, particulièrement décrié, a été, lui aussi, ramené à la portion congrue. M. Robert Laucourt (PS, Haute-Vienne) s'est ému des suppressions d'articles à répétition. « Le Sénat donne un bien mauvais exemple de la démocratie », a-t-il affirmé. Les dispositions soustraites par le gouvernement ont en effet été successivement « trucidées » puis « occises », selon la terminologie de M. Jeanneney, parfois même contre l'avis de M. Adrien Gouteyron (RPR, Haute-Loire), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles.

En fin de journée, M. Bonnet a cependant troqué la hache contre le sécateur. En effet, il a considéré avec plus de mansuétude les modifications apportées par le gouvernement et l'Assemblée à la loi Royer sur les implantations de grandes surfaces commerciales. Les sénateurs n'ont modifié qu'à la marge la composition de la commission départementale d'équipement commercial qui délivre les autorisations d'implantation.

Parmi les sept membres de cette commission, les maires des deux communes les plus peuplées de l'arrondissement ont été remplacés, d'une part, par un représentant de l'établissement public de coopération intercommunale à vocation générale dont est membre la commune (ou, à défaut, par un maire désigné pour un an par la réunion des maires du département), et d'autre part par le maire d'une commune de moins de deux mille habitants de l'arrondissement (ou, à défaut, par le maire de la commune la moins peuplée).

Les sénateurs, soutenus, une fois n'est pas coutume, par le gouvernement en la personne de M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, se sont enfin opposés au remplacement, souhaité par la commission des affaires économiques, de la Commission nationale d'équipement commercial, prévue comme instance d'appel, par des commissions régionales.

GILLES PARIS

A l'Assemblée nationale

Les députés se prononcent pour une déréglementation progressive des pompes funèbres

Les députés ont adopté en première lecture, dans la nuit du mercredi 2 au jeudi 3 décembre, le projet de loi réformant le secteur des pompes funèbres présenté par M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales (1). Ce texte vise à introduire une concurrence dans la profession, qui relève jusqu'à présent du monopole communal, mais suivant une procédure de transition que les députés ont souhaité préciser. Seuls les socialistes ont voté « pour ». Le PC a voté « contre », tandis que l'UDF, l'UDC et le RPR se sont abstenus.

Des prix variant du simple au double, des familles endeuillées se heurtant à un monde d'une absolue opacité où sévissent quelques indélébiles ; des controverses juridiques byzantines conduisant que les croix, les housses et les capotons des cercueils relèvent du monopole communal, tandis que les vis de fermeture en sont octroyés ; des entreprises violent d'autant plus allègrement ce monopole communal qu'elles se savent à l'abri de sanctions pénales depuis un célèbre arrêt rendu par la Cour de cassation en février 1990 : à l'évidence, quelque chose ne tournait plus rond dans l'univers funéraire. Le projet de loi présenté par M. Sueur (le Monde des 21 août et 3 décembre) vise, précisément, à y remettre bon ordre. Si lobby il y a, ce doit être le « lobby des familles », a insisté le secrétaire d'Etat aux collectivités locales.

Est-ce à dire que les clivages poli-

tiques n'ont pas leur place dans ce type de débat ? « Ce qui est en jeu, c'est d'accompagner l'homme dans ce grand saut vers l'inconnu, c'est d'aider des familles en détresse. Sur un tel sujet, le clivage droite-gauche devrait être dépassé », a déclaré M. Claude Barrot (RPR, Pyrénées-Orientales), mais son élan consensuel s'est, en fait, brisé sur les pesanteurs conjuguées de l'idéologie et du corporatisme.

Les communistes ont été les premiers à faire sécession, en contestant le principe même de la réforme, c'est-à-dire l'instauration d'une concurrence progressive dans un secteur verrouillé par le monopole des communes depuis la loi de 1904. « Dans ce contexte de concurrence, on imagine déjà des hôpitaux encadrés d'agences de funérailles, des halls d'accueil occupés par des agents à l'affût du moindre signe de désespoir », s'est alarmé M. Paul Lombard (PC, Bouches-du-Rhône), avant de prédire que ce projet de loi allait consacrer « la mise à mort du service public funéraire ».

Un régime à une ou deux vitesses

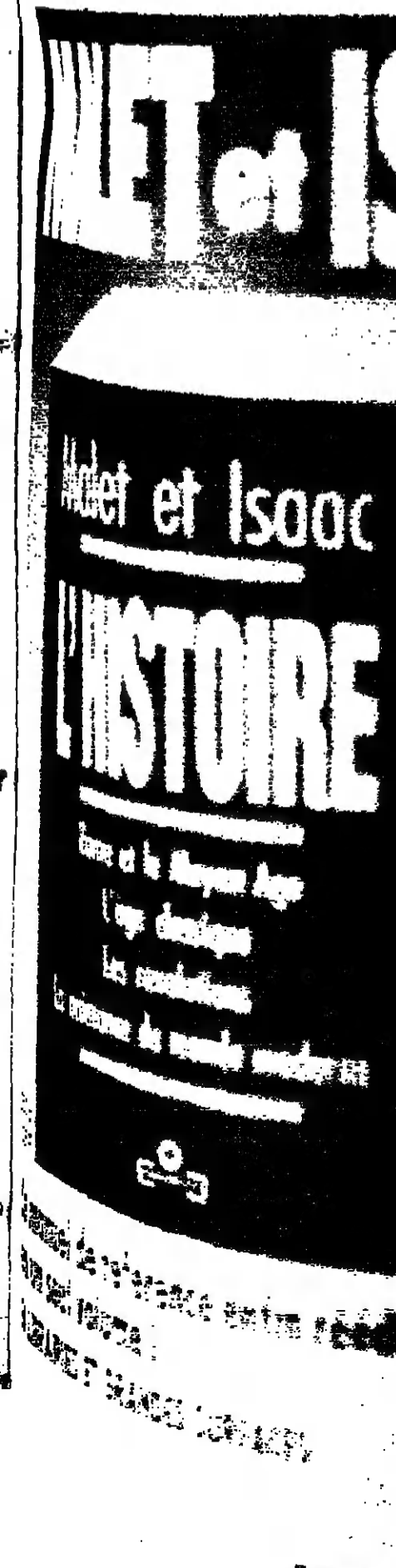
En face, l'opposition et le PS faisaient bloc pour soutenir l'initiative gouvernementale, mais l'écuménisme de ces tenants de la déréglementation a fini par s'éroder dès que l'on a évoqué les modalités de la transition de l'ancien au nouveau dispositif. Dans son texte, M. Sueur proposait de mettre les régies municipales et les concessionnaires privés, jusque-là titulaires exclusifs du monopole communal, à l'abri de la concurrence de nouveaux venus durant une période de six ans

nécessaire à leur adaptation. M. François Colcombet (PS, Allier), rapporteur de la commission des lois, et le groupe socialiste ont plaidé pour un régime à deux vitesses, accordant une protection de six ans pour les régies municipales, politiquement plus proches du PS, et de six mois seulement pour les concessionnaires privés, politiquement moins proches du PS.

Les députés de l'opposition ont alors voté au secours des concessionnaires en réclamant un « parallélisme parfait », selon la formule de M. Francis Delastre (UDF, Val-d'Oise), entre les deux types d'opérateurs. L'adoption in fine d'un amendement de compromis entre le gouvernement et le PS - six ans de protection pour les régies et trois ans pour les concessionnaires - ne les a pas satisfaits. M. Barate, a fustigé cette « discrimination arbitraire », et M. Jean-Jacques Hystet (UDC, Seine-et-Marne) a dénoncé la « rupture du principe d'égalité, qui sous-tend le principe de concurrence ».

FREDERIC BOBIN

(1) Les députés ont adopté un amendement de M. Colcombet, inscrit dans le droit commun les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, qui ne relèvent pas de la loi de 1904 instituant les pompes funèbres, ont continué de dépendre, jusqu'à maintenant, des institutions religieuses en matière funéraire.



هكذا في النجلى

POLITIQUE

du sang contaminé

L'accusation de faux témoignage contre M. Mérieux

Réuni mercredi 2 décembre à la demande de M. Claude Estier, président du groupe socialiste, le bureau du Sénat n'a pas pu répondre à la question qu'il lui avait posée, M. Alain Mérieux, président-directeur général de l'Institut Mérieux, a-t-il commis un faux témoignage devant la commission d'enquête du Sénat, le 21 avril, en laissant entendre que sa firme n'avait pas travaillé sur des facteurs antihémophiliques, alors qu'il a reconnu dans le Monde daté 1-2 novembre 1985 le facteur antihémophilique VII?

Selon l'ordonnance du 17 novembre 1988 relative au fonctionnement des assemblées,

seul le bureau du Sénat, qui compte vingt-deux membres, a le droit d'engager des poursuites pour faux témoignage.

Le bureau a décidé, après deux heures de débat, et par 16 voix contre 4 (3 PS et 1 UC), de renvoyer cette décision à une prochaine réunion fixée au 18 décembre. Au cours de la discussion, MM. Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire de Belfort) et Etienne Dailly (RDE, Seine-et-Marne) ont indiqué que la « crédibilité » du Sénat était en jeu.

Dans un communiqué publié à l'issue de la réunion, le président du Sénat a indiqué qu'elle procédera les jours prochains à « une consultation juridique appro-

fondée et indépendante, afin de vérifier ainsi la matérialité » de l'éventuel faux témoignage.

Le bureau devrait entendre MM. Jacques Sourdille (RPR, Ardennes) et Claude Hurler (UC, Meurthe-et-Moselle), président et rapporteur de la commission d'enquête sénatoriale. « Jamais en effet, par le passé, ni l'Assemblée nationale ni le Sénat n'ont estimé devoir engager des poursuites sur le fondement d'une telle incrimination, a conclu la présidence du Sénat. La décision de mettre en œuvre une telle action judiciaire revêt donc une importance particulière (...), elle ne peut être prise à la hâte. »

G. P.

Nouvelles violences à la Réunion

Suite de la première page

La plupart de ces magasins avaient déjà subi les assauts des manifestants en février 1991 et beaucoup de leurs propriétaires s'étaient engagés dans des mouvements associatifs et sportifs auprès des jeunes du quartier pour renouer le dialogue.

Témoignant sur les ondes de RFO-Réunion, jeudi matin, le colonel Marcellin, commandant le groupement de gendarmerie, a indiqué que les forces de l'ordre avaient été contraintes, au cours de la nuit, de faire usage de leurs armes pour repousser un camion qui essayait d'écarter plusieurs militaires.

Présent sur le terrain en fin d'après-midi, alors que les actes de pillage commencent dans une galerie marchande située en face d'une grande surface, le maire socialiste de Saint-Denis, M. Gilbert Annette, n'a pas pu, comme il l'espérait, discuter avec les manifestants. Il a rejeté la responsabilité de ces troubles sur le président de la section locale de la Confédération de défense des artisans et des commerçants (CDCA), M. Frédéric Malbrouck. Celui-ci avait,

en effet appelé ses adhérents à manifester au Chaudron pour protester contre le prix de la vignette et de la taxe professionnelle.

Mardi, les adhérents du CDCA s'étaient déjà affrontés aux forces de l'ordre après avoir posé un barrage sur la route à quatre voies desservant l'aéroport de Gillot. Au cours de ces affrontements, l'un des syndicalistes avait été blessé à la tête d'un coup de matraque. En déversant mercredi après-midi plusieurs tonnes de gravats aux principaux carrefours du Chaudron, les camionneurs ont fourni indirectement des projectiles aux casseurs - une dizaine ont été interpellés dont deux enfants de moins de douze ans, - qui ont profité de la situation pour descendre dans la rue.

En février 1991, M. Malbrouck avait été placé en garde-à-vue après avoir été photographié au Chaudron à la tête d'un cortège conduisant la manifestation contre la saisie des émetteurs de Télé Free-DOM, la station appartenant à M. Camille Sudre, élu en mars dernier président du conseil régional.

S'exprimant mercredi soir sur les

ondes des radios locales, plusieurs commerçants et chefs d'entreprise de Saint-Denis ont fait part de leur désarroi face à la détérioration du climat social. La population du Chaudron, elle aussi, s'est exprimée ouvertement contre les casseurs.

Ces actes de violence mettent en cause le processus de concertation ouvert en mars 1991 dans ce quartier qui avait reçu la visite de M^{me} Danielle Mitterrand, processus qui avait été concrétisé par un plan de soixante mesures mis en œuvre par le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Penec, sous l'autorité de M. Michel Rocard.

Cette nouvelle flambée de violence témoigne d'une situation jugée « explosive » par le préfet, mais elle traduit surtout le déphasage qui existe entre la portée des remèdes prescrits depuis un an et leurs effets superficiels dans une île malade du chômage (plus de 40 % de la population active est sans emploi) et à la recherche d'un équilibre à la fois culturel et social, entre son passé d'ancienne colonie dotée d'une économie de plantation et sa position de département d'outre-mer, au cœur d'une région où les coûts de production sont parmi les plus bas au monde.

ALIX DIJOUX.

La préparation des élections législatives

Les socialistes renvoient au second tour la question des rapports avec les écologistes

La question des rapports avec les écologistes a été évoquée de nouveau par les dirigeants socialistes lors de la réunion du bureau exécutif du PS, mercredi 2 décembre. M. Gérard Lindeberg, rocardien, numéro deux du PS, a observé que les socialistes tendent la main aux Verts et à Génération Ecologie, mais qu'ils donnent l'impression de leur « tendre la selle » et que le PS est perçu comme en situation de dépendance par rapport aux écologistes.

M. Lindeberg a souligné que les propos tenus lors de la convention nationale du parti, les 28 et 29 novembre dernier à La Villette, étaient sans ambiguïté, mais il a relevé que l'attitude des socialistes avait été mal comprise à l'extérieur. Aussi souhaite-t-il que le PS prenne acte du fait que son offre n'est pas acceptée par ceux auxquels elle s'adresse pour les élections législatives - « réserves » lors de la convention soient pourvues d'ici à Noël et que les socia-

listes concentrent leurs efforts sur la préparation du premier tour des élections législatives.

M. Gérard Le Gall, jospiniste, s'est montré plus nettement critique envers la direction du parti, en mettant en cause la ligne de conduite adoptée depuis plusieurs mois vis-à-vis des écologistes. L'insistance apportée à ce que M. Laurent Fabius ait appelé, lors de la convention, une « offre permanente de partenariat » en direction des Verts et de Génération Ecologie paraît à M. Le Gall relever du « harcèlement », qui n'est pas, a-t-il plaisanté, « la meilleure méthode de séduction ».

M. Daniel Percheron, fabiusien, premier secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais, a expliqué, pour sa part, que la question écologiste doit être considérée désormais, par les socialistes, comme celle du second tour des élections législatives - déstabilisation réciproque ou non - et non plus comme celle d'éventuels candidats communs au

premier tour. M. Fabius avait souligné d'ailleurs, dans son intervention introductive, que le PS devait démontrer aux écologistes, c'est-à-dire à leur électorat, sa volonté d'ouverture. Pour le premier secrétaire, cette démonstration, impliquant jusqu'à l'offre d'un accord de premier tour, était indispensable pour mettre les écologistes et leurs électeurs devant leurs responsabilités au second tour, lorsqu'ils devront choisir entre favoriser l'arrivée d'une large majorité de droite à l'Assemblée nationale ou préserver, au contraire, les chances d'une alternance future.

D'autre part, M. Jean-Pierre Soisson, ministre de l'Agriculture et de l'Aménagement rural, ayant protesté contre la désignation d'un candidat socialiste dans sa circonscription de l'Yonne (le Monde du 1^{er} décembre), les dirigeants socialistes ont fait savoir que des discussions auront lieu avec le dirigeant de France unie.

P. J.

L'UDF et le RPR ouvrent la discussion sur les investitures

Les commissions d'investiture du RPR et de l'UDF devaient tenir, jeudi 3 décembre, au siège de l'UDF, leur première séance de travail afin de préparer les élections législatives. Hormis les départements et territoires d'outre-mer, les négociations internes à l'UDF au sein de la commission présidée par M. Jean-Claude Gaudin sont terminées. Le bureau politique de l'UDF en a pris acte mercredi.

Ces ultimes pourparlers entre les différents composants ont notamment laissé pour compte M^{me} Michèle Barzach et M. Michel

Mouillot, tous deux soutenus par le Parti républicain. L'ancien ministre de la Santé du gouvernement de cohabitation de M. Jacques Chirac ne bénéficiera pas de l'investiture UDF pour se présenter dans la première circonscription du Loiret contre M. Jean-Pierre Sueur, maire d'Orléans et secrétaire d'Etat aux collectivités locales. M. Antoine Carré (RPR), qui avait été battu en 1988 par M. Sueur, lui a été préféré.

Euphorie et candidatures « sauvages »
Dans la huitième circonscription d'Alpes-Maritimes, l'investiture de l'UDF, en vertu du principe de reconduction automatique des sortants, a été donnée à M^{me} Louise Morceau, ce qui ne devrait pas pour autant empêcher le maire de Cannes de se présenter.

Le bureau politique de l'UDF a renouvelé mercredi son souhait de voir le RPR accepter des candidatures communes de l'opposition dans l'ensemble des circonscriptions. Dans leur communiqué, les dirigeants de l'UDF estiment que « dans les circonstances de grave crise économique, politique et morale que traverse notre pays, la présentation de candidats communs dans l'ensemble

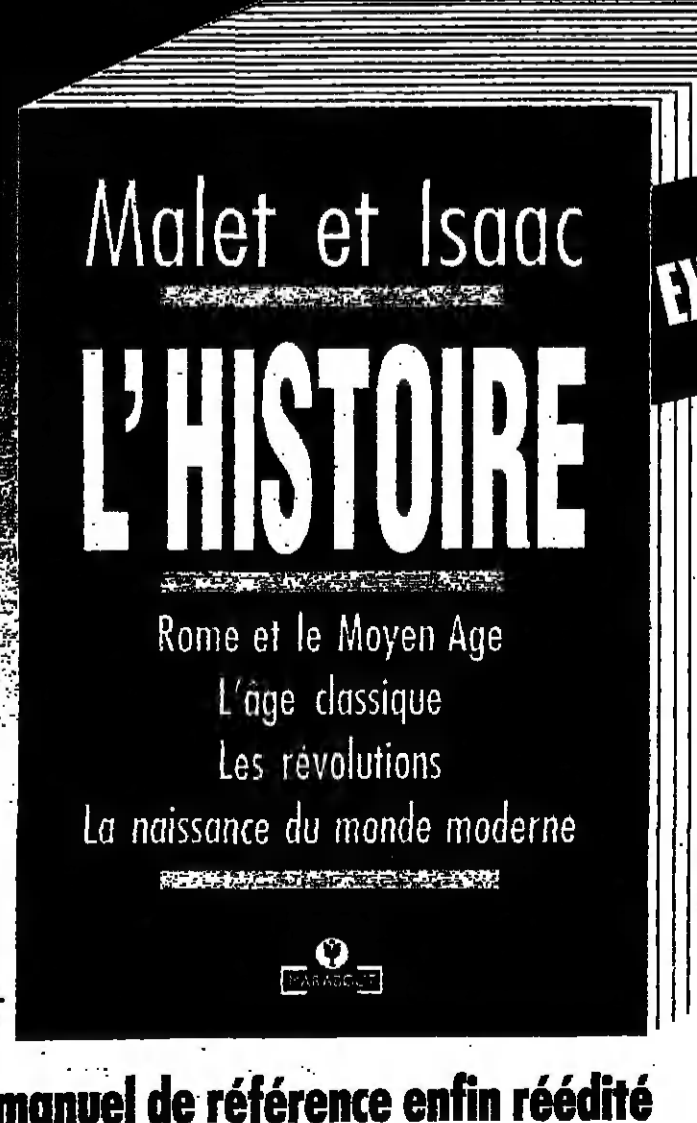
des circonscriptions est le premier signe de responsabilité qui puisse rendre confiance et espoir aux Français ». Jusqu'à présent, l'état-major du RPR n'a pas écarté l'hypothèse de primaires dans une centaine de circonscriptions à conquérir et à l'abri du Front national. Animé d'un grand zèle unioniste, l'UDF s'insurge contre une telle stratégie mais affirme ne pas en craindre l'éventualité.

Ces négociations ne peuvent cependant cacher une certaine inquiétude au regard des candidatures « sauvages » qui se multiplient dans l'euphorie de la confortable victoire annoncée. Elles ne dissimulent pas non plus une sorte de mauvaise conscience devant la reconduction automatique de tous les sortants, en contradiction avec les beaux discours sur la volonté de changement de l'opposition.

En même temps, l'UDF entend mener avec le RPR des conversations sur la plate-forme commune de gouvernement, ainsi que sur le système des primaires pour l'élection présidentielle. Au cours d'un récent entretien téléphonique, MM. Giscard d'Estaing et Chirac seraient convenus, pour sortir de l'impasse, de reconsidérer entièrement ce système.

D. C.

MALET et ISAAC



Malet et Isaac L'HISTOIRE

Rome et le Moyen Age
L'âge classique
Les révolutions
La naissance du monde moderne

1250 p.
135 F

Le manuel de référence enfin réédité en un seul volume !

EN LIBRAIRIES ET GRANDES SURFACES

MARABOUT

M. Chirac dénonce « l'immoralité qui se déploie un peu partout »

MULHOUSE.

de notre correspondant

M. Chirac a commencé un voyage de trois jours en Alsace qui prend place dans la campagne pour les élections législatives. Au terme de sa première journée de visite, l'ancien premier ministre a tenu une réunion publique, devant sept cents personnes, à Bollwiller, au cœur du bassin potassique, afin de soutenir M. Michel Habib, candidat chiracien dans la septième circonscription du Haut-Rhin. Le président du RPR a violemment dénoncé la politique agricole du gouvernement. Il a indiqué que « M. Mitterrand n'a jamais eu l'intention d'user de son droit de veto » dans le cadre des négociations du GATT. « Le président a déclaré depuis qu'il s'opposait à l'accord général du GATT est contraire aux intérêts français, ce qui veut dire que l'accord sera terminé dans au moins six mois... suivra mon regard sur qui devra alors assumer les responsabilités », a poursuivi M. Chirac.

« Après douze ans de mitterrandisme, la crise est profonde », a constaté l'ancien premier ministre, dénonçant, notamment, « l'immoralité qui se déploie un peu partout ». Selon M. Chirac, « il faudra du temps, de l'imagination, pour recréer la confiance perdue ». Afin d'y parvenir, le RPR se donne quelques priorités, comme l'encouragement à la croissance par un allègement des charges des entreprises, la réforme de l'éducation nationale ou le développement du travail à temps partiel et des emplois de proximité.

BERNARD LEDERER

ISTH ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PRIVE

EXPERTISE COMPTABLE

- D.P.E.C.F.
- D.E.C.F.
- D.E.S.C.F.

TOUTES EPREUVES Enseignements annuels et stages intensifs


SUCCES CONFIRMES

45 27 10 15 + 42 24 10 72 +

PLUS D'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

POUR LES FETES DE FIN D'ANNEE

"Offrez-lui le journal du jour de sa naissance!"



Le journal anniversaire en coffret cadeau

Cadeau précieux, le journal anniversaire est présenté dans un luxueux coffret. C'est un vrai journal puisé dans un stock unique de journaux de collection parus de 1890 à nos jours.

Il est accompagné d'un certificat d'authenticité du Musée de la Presse.

Il est expédié chez vous, sans risque, sous 48 heures.

Bon de Commande

A envoyer, accompagné d'un chèque bancaire, CCP, ou mandat du montant de votre commande à : Boutique du Musée de la Presse, 45, rue de l'Arbre Sec 75001 PARIS

Dates des journaux commandés		
Jour	Mois	Année

Prix: 190F par journal avec son coffret et son certificat d'authenticité. Frais d'envoi inclus.

Ce bon est valable de

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le meurtre de Céline Jourdan devant la cour d'assises de l'Isère

Les chemins du doute

Didier Gentil a reconnu, mercredi 2 décembre, devant la cour d'assises de l'Isère, qu'il avait menti sur plusieurs points afin de « charger Roman ». Un aveu qui n'innocente pas pour autant Richard Roman, car Gentil continue à le désigner comme l'auteur du meurtre de Céline Jourdan, tuée à l'âge de sept ans, le 26 juillet 1988 à La Motte-du-Caire (Alpes-de-Haute-Provence).

GRENOBLE

de notre envoyé spécial

« Voyant qu'il n'y avait rien contre Richard, j'ai inventé des choses », déclare benoîtement Didier Gentil en racontant ses premiers avers en garde à vue. Et comme ses déclarations ne sont pas immédiates, il explique : « J'attendais que Roman soit interpellé et puisse parler lui-même. Comme il ne parlait pas, j'en ai chargé et il est évident que j'en ai chargé ». Aussi, Didier Gentil admet-il maintenant qu'il n'y avait « aucune préméditation », tout en soutenant que Roman lui avait demandé de rechercher « une jeune fille du nom de Céline, sans me dire si elle était grande ou petite ». Et Gentil précise : « La seule que j'ai trouvée, c'était la petite Céline qui, d'ailleurs, connaissait Roman ». Lui, il affirme qu'il ne la connaissait pas, même si, au cours de l'instruction, il avait déclaré que Céline, la fille du propriétaire du Café de la Poste, l'appelaient « Dédé ».

De la même manière, il reconnaît que Roman ne lui a jamais parlé de secte, de magie et du projet de réaliser un viol qui

serait « un sacrifice ». Ses premières déclarations sont, d'après lui, à moitié vraies et à moitié fausses. Dans la partie fautive, il distingue deux sortes de déclarations : celles qu'il a inventées et celles que les gendarmes lui ont suggérées. Sans violence, car il affirme : « Aucune insulte, j'ai dit des trucs bien traités, très humains ». Mais Gentil, décrit par les experts comme un homme fruste, à l'intelligence « infra-normale », a un regard étonnamment lucide sur les conditions habituelles de la garde à vue. Lorsqu'on discute certains détails de ses déclarations, il remarque : « Je parlais avec mes mots à moi. Si j'avais dit : la bagnole s'est cassée la gueule dans le fossé, le gendarme aurait mis le véhicule est tombé dans le fossé... ». Ainsi, il ne se souvient pas du viol qu'il a avoué mais, s'il a fourni des détails dans le dossier d'instruction, cela ne l'étonne pas : « Les faits, je ne m'en souviens pas. Mais les juges, ils veulent les détails, ils veulent un dossier complet ».

Toutefois, Gentil maintient toute la partie de ses déclarations où il raconte le viol subi par Céline et le meurtre dont il accuse Roman. Ces déclarations, le président Dominique Fournier était contraint de les lire. Gentil a souvent varié, puisque treize versions peuvent être recensées. Mais, si les circonstances changent, les mots restent, avec leur charge d'horreur et d'obscurité. Les parents de la petite Céline ne le supportent pas. La mère est prise de malaise dans la salle, et le père s'effondre dans un couloir. Deux réactions courageusement discrètes, sans un cri, comme pour ne pas troubler les débats. Après les aveux de Gentil, il fallait bien parler de ceux de

Roman, recueillis au cours de la garde à vue et aussitôt rétractés devant le juge d'instruction. Aujourd'hui, Roman continue d'affirmer qu'il est rentré à la bergerie le soir du crime sans trouver Gentil à La Motte-du-Caire. Mais, après quatre heures de garde à vue, il avait notamment déclaré : « Lorsque j'ai cherché Didier (...), j'ai la certitude de l'avoir rencontré, mais je ne sais pas où ; il devait être accompagné d'une petite fille (...). Ce qui est possible, c'est qu'avec Didier j'ai eu des relations homosexuelles ce jour-là et j'ai également la certitude d'avoir été présent au moment du drame ».

Plus tard, il donnera beaucoup plus de détails, même si ses déclarations sont brèves et ne concordent pas avec celles de Gentil.

Carcan procédural

« J'ai perdu la tête, comme les gendarmes, comme tout le monde, comme les gens du village », déclare-t-il aujourd'hui. Et il raconte l'horreur qu'il a vécue à La Motte-du-Caire devant le crime et le cheminement de sa pensée : « Le gendarme Ramette me voyait déjà une haine terrible. Quand j'ai compris qu'il m'accusait (...), la garde à vue a duré des heures (...). On m'a dit que les analyses prouvaient que j'étais coupable (...). Je n'ai jamais été amical, j'ai pensé que c'était un échec (...). Je disais simplement : « oui » aux gendarmes et ils faisaient des phrases, car c'est leur devoir de faire des phrases ».

Roman parle longuement. Parfois, sa voix s'éteint ; à pleurer, il s'essuie les yeux. Son propos engendre tour à tour deux formes

de doute : le doute sur la culpabilité et le doute sur l'innocence. Pour l'accusation, son discours manque de logique. Certes, la garde à vue semble avoir été sévère face à des gendarmes outrés par un crime odieux. Elle a duré très longtemps, mais les premiers aveux interviennent au bout de quatre heures et demie ; et l'avocat général, Michel Legrand, sans contester les usages rugueux de certaines gardes à vue, estime que Roman était parfaitement capable de les supporter quelques heures.

Le profil « psychotique » de Roman, qui a fait deux séjours en hôpital psychiatrique, pourrait expliquer son comportement, mais les débats n'ont pas permis d'approfondir cet aspect du dossier. Car la discussion n'a pas eu lieu. Pour préserver la sérénité de l'audience, le président Fournier exige l'application rigoureuse de la procédure. Chaque partie ne peut poser ses questions que par l'intermédiaire du président et encore doit-elle le faire en les formulant à la troisième personne. De même, une chronologie trop rigide, mais imposée par le code, empêche toute compensation avec d'autres pièces du dossier au moment où elle serait souhaitable. Ce carcan procédural donne donc à l'audience un caractère parfois surréaliste, qui pourrait donner raison à Gentil, décidément très philosophe lorsqu'il déclare : « La vérité, on ne la saura jamais tant que Richard se déclarera innocent. Et même s'il parlait, on ne saurait jamais vraiment la vérité. Dans aucun procès, on ne sait la vérité ».

MAURICE PEYROT

Dans l'attente d'une décision sur sa demande de mise en liberté

M. Botton a été entendu par le juge d'instruction

LYON

de notre bureau régional

La première audition sur le fond de M. Pierre Botton par M. Philippe Courroy, juge d'instruction à Lyon chargé du dossier, a eu lieu, mercredi 2 décembre au matin, et a duré plus de cinq heures sans interruption. L'homme d'affaires lyonnais, inculpé « d'abus de biens sociaux, de banqueroute et de faux en écriture privée, de commerce et de banque », qui était assisté par deux de ses avocats, a principalement été interrogé sur l'organisation de son « groupe », constitué de plus d'une douzaine de sociétés, y compris trois sociétés civiles immobilières. Il a ainsi dû reconstituer de mémoire le montage, la création, l'objet social, le capital et sa répartition, le nombre et la qualité des actionnaires et des administrateurs, les chiffres d'affaires, etc.

Sur l'ensemble de ces entreprises utilisées depuis quelques années comme des « pompes à finances », seuls la SA Regia et ses satellites, spécialisés dans la dialyse et le traitement des affections rénales et pulmonaires, fonctionnent encore en dégageant des bénéfices. Outre Boisson SA, mis le printemps dernier en liquidation judiciaire, les autres sociétés spécialisées dans l'agencement de pharmacies et la décoration sont, soit en sommeil soit, comme Vivien SA, en voie de liquidation amiable - l'activité est suspendue, un bilan est dressé et les actionnaires s'engagent à rembourser les dettes.

Selon l'un de ses défenseurs, M. Jean-Marie Chanon, bâtonnier du barreau de Lyon, M. Botton, qui n'est « pas prêt à se laisser abattre », a fait preuve « d'une

lucidité et d'une disponibilité d'esprit remarquables » pour établir avec le juge une sorte de « scanner juridique ». En précisant que son client restait sur un système de défense consistant à ne pas mettre en cause d'autres personnes, M. Chanon n'écarter pas l'idée que le juge puisse décider d'organiser des confrontations dès lors qu'apparaîtraient des contradictions. Quelle que soit la décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon qui se prononcera, vendredi 4 décembre, sur la demande de mise en liberté de M. Pierre Botton, celui-ci pourrait être amené à comparaître une nouvelle fois devant le juge dans les deux semaines à venir. Son principal associé, M. Marc Bathier, inculpé des mêmes chefs et également écroué, devrait être pour sa part convoqué dans le courant de la semaine prochaine.

ROBERT BELLERET

□ L'un des avocats de M. Pierre Botton dénonce une « violation du secret de l'instruction ». M. Jean-Marie Chanon, défenseur de M. Pierre Botton, a dénoncé, mercredi 2 décembre, « la violation évidente du secret de l'instruction » que constitue, selon lui, la publication dans nos éditions du 3 décembre d'éléments du dossier judiciaire et, notamment, de l'enquête préliminaire menée par la police judiciaire. Interrogé par l'AFP, l'avocat a précisé qu'il s'agissait effectivement du « dossier pénal » avant d'ajouter : « La publication de certains éléments de ce dossier est d'autant plus inacceptable que M. Botton se trouve dans l'incapacité de répondre à ce qui constitue des accusations et des insinuations inadmissibles ».

A la périphérie de grandes villes

Près de cent cinquante quartiers sont identifiés comme lieux d'exclusion

Les quelques cinq cents quartiers considérés comme prioritaires par la politique de la ville ne sont pas tous les « ghettos » souvent décriés. Si la plupart cumulent les handicaps - taux de chômage vertigineux, forte concentration d'étrangers et de jeunes, d'autres ne se distinguant de leur environnement que par la présence de logements sociaux. Ce constat résulte d'une analyse spécifique à ces quartiers, réalisée pour la première fois à partir des résultats du recensement de 1990 et publiée le mardi 1^{er} décembre par l'INSEE (1). Il pourrait conduire à la concentration des crédits de l'Etat sur les quartiers les plus exposés.

Trois millions de personnes vivent dans les cinq cent quarante-six quartiers qualifiés couramment de « difficiles ». Ces poches de pauvreté ont été choisies par les pouvoirs publics pour bénéficier de la procédure de développement social des quartiers (DSQ) ou de convention de quartiers. Leur point commun est de s'inscrire dans un « tissu urbain déchiré », constate la note de l'INSEE, qui analyse les statistiques du dernier recensement dans ces zones. Statisticiens et experts de la délégation interministérielle à la ville ont dépouillé les données spécifiques à ces quartiers prioritaires sur lesquels n'existaient, jusqu'à présent, aucun renseignement fiable. La tâche a été difficile, car ces « quartiers » dévalorisés, morceaux de ville aux contours flous, chevauchent parfois plusieurs communes et ne correspondent à aucune entité administrative existante.

Situés à la périphérie des villes, ces « cinq cents quartiers » se présentent le plus souvent comme de « grands ensembles » de barres et tours HLM. Ils sont coupés des centres-villes par des voies routières ou ferroviaires. Si 83 % d'entre eux sont longés par une voie rapide ou une route nationale, seuls 40 % sont desservis par une gare. Les fameuses ZUP tiennent

une place considérable dans ce palmarès des échecs urbanistiques : 62 % des logements qui y sont situés relèvent aujourd'hui d'un traitement de type DSQ.

Les trois critères étudiés par l'INSEE - chômage, population étrangère, taille des familles - reflètent une accumulation de difficultés largement supérieures à la moyenne nationale, qui justifie la priorité donnée à la réhabilitation et aux investissements sociaux. Le taux de chômage mesuré en 1990 dans l'ensemble de ces quartiers (19,7 %) est double de celui de la France entière (10,8 %). Les jeunes sans emploi forment 34 % de la population masculine des 20-24 ans de ces cités (14,8 % en moyenne nationale), et même 34 % chez les jeunes femmes (25,3 % pour la France entière). Les familles étrangères sont elles aussi sur-représentées (18,3 % contre 6,3 %), tout comme les familles nombreuses (7,5 % des ménages y comptent six personnes ou plus contre 3,4 %).

Mauvaise image

La physionomie des quartiers « prioritaires » n'a cependant pas l'uniformité souvent décriée. A côté des parallélogrammes caractéristiques des ZUP, on trouve des cités ouvrières pavillonnaires (Nord, Lorraine) ou des centres-villes anciens dégradés (Provence). Des quartiers classés en DSQ n'abritent que quelques centaines d'habitants (Abbeville). D'autres sont de vraies villes (35 000 âmes dans la ZUP des Hauts-de-Garonne, à Bordeaux).

Certains de ces quartiers ne font que refléter, en l'exagérant, le déclin économique de l'agglomération où ils sont situés (Nord, Lorraine, Provence). Leur mauvaise image tient à la seule concentration de logements sociaux, les autres indicateurs n'y étant guère plus défavorables que dans les autres zones de la même ville. La priorité accordée à ces cités (23 % de l'ensemble), parfois choisies en fonction de pressions politiques locales, pourrait être remise en cause lors du renouvellement des contrats de ville, à l'occasion du XI^e Plan (1993-1997). Les efforts seraient alors concentrés sur les 30 % de

quartiers présentant le profil de vrais « lieux d'exclusion », soit environ cent cinquante cités situées à la périphérie de villes peu touchées par le chômage. En Alsace, Midi-Pyrénées, Centre et Bourgogne, des quartiers « prioritaires » affichent des taux de chômage plus de deux fois supérieurs à ceux des centres-villes correspondants. « Tous se passent comme s'il se constituait un « noyau » sur lequel la croissance économique n'a aucun effet, tant la qualification des postes offerts est en rupture avec le profil des demandes d'emploi », souligne l'INSEE. Ce « noyau dur » de quartiers difficiles recense « des populations incapables d'accéder à une autre partie de la ville, à un emploi stable et à un logement de qualité ».

A ces « ghettos » sociaux s'ajoutent ou se superposent des concentrations ethniques particulièrement repérables, non seulement en région parisienne et lyonnaise, mais dans des régions de faible immigration (Bretagne, Pays de la Loire, Basse-Normandie), où le taux d'étrangers peut être dix fois supérieur à celui de la commune prise dans son ensemble. Cependant, contrairement à un préjugé répandu, un quart des quartiers « difficiles » présentent des taux de population étrangère inférieurs à la moyenne des agglomérations concernées.

Parmi les zones qui cumulent les records de chômage, de population jeune et de présence étrangère, se trouvent une trentaine de quartiers, les plus explosifs. Y figurent non seulement les cités qui alimentent régulièrement la chronique des violences urbaines près de Paris et de Lyon, mais aussi des banlieues de quelques villes bourgeoises comme Bordeaux, Toulouse, Pau, Rennes, Agen, Mont-de-Marsan. Ces quartiers-là, qui ne figurent pas encore dans la géographie de la protestation sociale, arrivent cependant en tête du tableau noir de l'exclusion.

PHILIPPE BERNARD

(1) « Les quartiers prioritaires de la politique de la ville » par Michel Castellan, Marie-Margot et Marie-Françoise Goldberg, INSEE première. Le document publie des statistiques nationales, mais aucune donnée locale.

La mise en application des accords de Schengen

Un rapport sénatorial sur le trafic de drogue après l'ouverture des frontières en Europe

A la suite des travaux d'une mission d'information chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application des accords de Schengen (1) sur l'ouverture des frontières en Europe, un rapport sénatorial, rendu public mercredi 2 décembre, préconise d'en « redéfinir la stratégie » en raison des menaces accrues de trafic de stupéfiants. La ministre de l'Intérieur, M. Paul Quilès, a par ailleurs déclaré, mercredi, que « la mise en œuvre des accords de Schengen serait effective courant 1993, sans doute dans le premier semestre », et non pas le 1^{er} janvier 1993 comme prévu. S'exprimant devant la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes, M. Quilès a justifié ce délai en expliquant que « les mesures compensatoires nécessaires à l'application pratique des accords avaient pris quelques retards ».

Estimant que « l'exploitation du commerce de la drogue par le syndrôme mafieux est le grand défi posé aux démocraties européennes en cette fin de vingtième siècle », le rapporteur de la mission sénatoriale, M. Gérard Larcher (RPR, Yvelines), énonce un constat alarmant : « Malgré l'ampleur des moyens de lutte engagés, le trafic de la drogue progresse dans l'espace Schengen ». Les indicateurs du trafic et de la consommation sont, en effet, à la hausse dans les neuf pays concernés. « L'énormité des gains résultant du commerce de stupéfiants met en danger la démocratie dans l'espace Schengen », considère le rapporteur. Avec un chiffre d'affaires évalué à 292 milliards de francs, ce commerce vient menacer le système économique européen. « La rationalité de l'opération de recyclage ne correspond pas nécessairement à une rationalité économique », poursuit M. Larcher, qui

n'hésite pas à illustrer ce constat par l'effondrement du marché parisien de l'immobilier : « L'investissement dans le marché de l'immobilier de bureaux a sans doute été une formule trop largement utilisée par les recycleurs ».

Face à ces menaces, les Etats membres de l'espace Schengen ont mis en place « un arsenal impressionnant de moyens législatifs réglementaires et techniques », qui réprime le trafic, la cession et la détention de stupéfiants, concède le rapport. Mais « les différences sont plus sensibles au maître de possession de stupéfiants en vue de l'usage » : l'Allemagne, la Grèce, les Pays-Bas et le Portugal n'incriminent pas l'usage de stupéfiants. Les sénateurs se réjouissent toutefois de la volte-face opérée par l'Espagne qui, désormais, incrimine l'usage de stupéfiants dans une loi adoptée le 21 février 1992. Néanmoins, les dispositifs mis en œuvre pour déjouer le blanchiment de l'argent sale semblent très insuffisants. « Lorsque l'économie souterraine, qui résulte de l'ensemble des trafics criminels, atteint (...) environ 10 % du PIB des économies de l'espace Schengen, les Etats doivent réagir », écrit M. Larcher, qui propose notamment d'élargir le champ de répression du « blanchiment de l'argent illicite ».

Trois Etats mis en cause

De plus, un vigoureux sermon est adressé en direction de trois Etats, les Pays-Bas, le Luxembourg et le Maroc. La culture de la marijuana aux Pays-Bas ne se place-t-elle pas « maintenant en extrême position parmi les cultures de serre, après les tomates » ? « Est-il raisonnable, poursuit le rapport, que le Luxembourg, qui a le record absolu du nombre de décès par surdose, maintienne chez lui le secret bancaire et facilite de la sorte le blanchiment « à grande échelle des profits illicites du commerce international de stupéfiants » ? Enfin, « principal fournisseur en résine de cannabis de l'Europe de Schengen », le Maroc tolère « la culture de plans de cannabis sur

40 000 hectares dans le Rif marocain, culture qui assure près d'un tiers de l'approvisionnement de l'Europe ».

C'est au nom de ce constat alarmant que les sénateurs s'inquiètent du « pari qu'ils constituent la mise en œuvre effective des dispositions de l'Acte unique au 1^{er} janvier 1993 ». Ils relèvent les incohérences du calendrier retenu par les Douanes. « La décision de lever la totalité des contrôles sur les marchandises sera, elle, effective dès le 1^{er} janvier 1993 », tout comme seront supprimés, à cette même date, les contrôles fixes douaniers et les contrôles de bagages à main à l'entrée de la Communauté européenne. En sens inverse, les mesures compensatoires prévues par les Etats membres ne pourront pas entrer en vigueur d'ici au 1^{er} janvier 1993. « Ni le système d'information sur les personnes (SIS, Système d'information Schengen) ni le système d'information sur les marchandises (SID, Système d'information douanier) ne fonctionneront à cette date. « Aucune des autres mesures compensatoires ne semblent non plus opérationnelles », poursuit le rapport, qu'il s'agisse du contrôle aux frontières intérieures des citoyens extérieurs de l'espace Schengen, de l'aménagement des aéroports ou de la création d'une police européenne (Europol) ».

« La faiblesse du dispositif ne peut donc être compensée par le seul report de la mise en application des accords de Schengen », conclut la mission sénatoriale, qui préconise de « redéfinir la stratégie d'ouverture des frontières intérieures en Europe » et de « reprendre en main le dispositif de contrôle des marchandises pour lutter contre tous les trafics illicites ».

ERICH INCINYAN

(1) L'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, et, depuis le 6 novembre 1992, la Grèce, ont signé la Convention d'application des accords de Schengen du 14 juin 1985, relative à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes.

Le sabbat de Daniel Larrieu

Appétit du monde

Des jeux et du rock

ACTUELLEMENT

Née en 1930, Niki de Saint-Phalle passe les vingt premières années de sa vie à New-York, avant de revenir à Paris, où elle pratique, dès 1952, peintures, collages et assemblages. Elle est membre du mouvement des Nouveaux Réalistes et surréalistes. En 1960, elle rencontre Jean Tinguely. En 1961, elle rejoint les nouveaux réalistes. Les *Tableaux-Surprises*, sur lesquels les spectateurs sont invités à tirer à la carabine, sont alors sa première série. Elle s'est depuis démentie, renforcée par les *Nanas* énormes et baroques et les sculptures burlesques de celle qui se veut l'incarnation des *contémbres*, du

مركز العمل

CULTURE

monde



THÉÂTRE

Les dockers de Brooklyn

Arthur Miller témoigne pour les immigrés clandestins

VU DU PONT
ou Théâtre 13

Arthur Miller écrit un théâtre de gauche (« de progrès », préférent dire, « politique »). Les qu'il sur les planches n'ont de phrases, formules, montent leurs idées en épingle, comme chez Sartre. Miller s'en tient à bien faire voir, par l'instrument dont il dispose - la scène - l'urgence des situations. Il a donné *Vu du pont* en 1955. New-York connaissait alors une difficulté qui est aujourd'hui l'une des nôtres, celle de la main-d'œuvre immigrée - qui inclut le cas des immigrés clandestins.

Le protagoniste *Vu du pont*, Eddie Carbone, est italien, en situation régulière. L'immigration italienne, c'est connu, est la-bas ancienne. Lorsque nous allions l'été en Sicile, dans les îles Eolieennes, nous voyions bien, si nous logions chez l'habitant, que les photos de mariage, les pendules, parfois

même des lits, ont été rapportés de Denver ou Cincinnati par des familles ouvrières revenues à la fin leur vie - Antonioni indique cela dans une séquence de *L'Avventura*. Eddie Carbone, docker à Brooklyn, juste de quoi tenir, qui n'est pas si facile - des gangs ratissent les quais; les hommes qui, chaque matin, font l'embauche, arborent, glissés dans le ruban de leur chapeau, des allumettes qui indiquent la somme qu'ils prêtent sur la paie: au docker d'accepter ou pas. La mal-vivre de Carbone est d'autre chose: dans son logement presque insalubre, sa femme héberge une jeune parente.

Promiscuité. Désir tournant à l'obsession. Miller montre bien comment une addition de nécessités, de servitudes, sociales et économiques, déterminent les désordres privés. Désordres qui vont basculer dans le drame, le crime, lorsque vont débarquer, chez Eddie Carbone, deux Siciliens, parents de

M. Carbone, qui, sont des destins. L'art d'Arthur Miller, qui n'a fait que croître et s'épurer au fil du temps, se distingue par une alliance très prenante d'une rigueur entière, brutale, dans la situation, et d'une extraordinaire douceur fraternelle dans l'auscultation de chaque personnage.

C'est un metteur en scène assez jeune, directeur de l'école régionale d'acteurs de Cannes, qui présente aujourd'hui *Vu du pont*. Travail simple, clair, intelligent. Sans maniérisme, sans m'as-tu-vuisme (presque rare). Énergie du de Michel Lirio (Carbone), qui indique son état de fuite avant, juste. Catherine Rouvel dessine avec beaucoup de retenue l'inquiétude de l'épouse, sa fatigue. Toute l'interprétation est intéressante, personnelle (Michèle Murcia, la jeune parente; Denis Fau, François Font, les deux clandestins; Pierre Bianco, l'avocat qui est un peu comme un « autre » spectateur, un peu comme le chœur d'après-fois). Même des exploits d'arrière-plan (Eric Kailey et Bernard Lepenest, deux dockers) sont tenus avec un talent rare. Il est clair que Jacques Monas aime les acteurs et sait les orienter.

MICHEL COURNOT

■ Du mercredi au vendredi à 20 h. Samedi à 18 h 30 et 20 h 30. Dimanche à 15 h.

Carnaval d'Europe

Succès du premier festival de l'Union des théâtres

DÜSSELDORF

de notre envoyée spéciale

La scène s'éclaircit, la musique s'élève, s'interrompt, reprend au début après un moment d'hésitation. Pour *Ce soir on improvise*, Pirandello a indiqué une « marche », mais que les interventions prévues par les spectateurs arrivent tout naturellement. La suite défie la logique tant s'imbriquent, se croisent, se heurtent les comportements des personnages de théâtre - les quatre filles de *Matrimonia Ignacia*, leur amour pour l'opéra, leurs amours douteuses avec les officiers, dans une ville de garnison - et ceux des institutions comme les interpréter. Ils finissent par se battre contre leur metteur en scène, fonction d'œuvre. Pirandello dénonce, avec force moqueries amères, la tyrannie mégalomane.

Pourtant, la construction pleine de la pièce - malgré les indications scéniques d'ailleurs trop précises pour être suivies - offre au vrai metteur en scène une liberté d'interprétation quasi totale. Au Schauspielhaus de Düsseldorf, David Lohmeyer Samorai traite le mélo désordonné en carnaval sombre, plus allemand que sicilien. Il apporte un grand sens aux inter-médiums, notamment un opéra

des coulisses qui permet un équilibre fascinant jeu de reflets. La salle, la substance, la force, l'enveloppe vide.

Ce soir on improvise a clos, le 27 novembre dernier, le premier Festival de l'Union des théâtres de l'Europe. Il a commencé le 7, avec *Barauf à Chioggia*, de Goldoni, par Giorgio Strehler, président de l'Union (*Le Monde* du 28 octobre). Ce dernier n'était pas encore mis en cause à Milan par le juge Fabio De Pasquale qui lui reproche de ne pouvoir justifier l'utilisation de 718 millions de lire, partie de la subvention accordée par la CEE au Festival (*Le Monde* du 1^{er} décembre). Entre-temps, la plupart des institutions adhérentes de l'Union ont présenté un spectacle. On a pu voir, notamment, *Peer Gynt*, de Ibsen, par Ingmar Bergman, *Angels in America*, par le Royal National de Londres, *Le Mariage de Figaro*, par le Lirio de Barcelone, *Le Songe d'une nuit d'été*, par le Bulandra de Bucarest, *Mausier*, de et par Heiner Müller avec le Theater, *Frères et sœurs*, par le Maly de Saint-Petersbourg, *Platonov*, par le Katona de Budapest, de et mon- tés à Paris. *En attendant Godot*, il y a un événement toujours dans les

L'Union des Théâtres de l'Europe, dirigée par Eli Malka, rassemble donc des institutions qu'elle connaît mieux et qu'elle connaît mieux. Si chaque d'elles subventionnée, le travail de l'Union est indépendant. L'an prochain, le Festival tiendra à Budapest. Échanges de spectacles, d'informations, de techniques, de textes... Les frontières seront ouvertes, les théâtres devraient en profiter davantage, former un où, peut-être, pourrait définir une « culture européenne ». En cas, le Festival première manifestation, dans une ville où le public n'est pas frustré le restant de l'année, témoigne d'une vraie curiosité, d'une nécessité.

COLETTE GODARD

Godot tchèque. - Le Festival de Branou de Prague donne, en langue tchèque, *En attendant Godot*, de Samuel Beckett, dans une mise en scène d'Otmar Krejca et la dramaturgie de Karel Kraus pour quatre trop nombreuses représentations au Centre Georges-Pompidou, du 3 au 5 décembre. Quand Krejca présente le même *Godot* dans la Cour d'honneur d'Avignon, il y a un événement toujours dans les

ARTS

La dame de verre et de fer

Les œuvres récentes d'une artiste américaine

LOUISE BOURGEOIS
à la galerie Karsten Greve

Louise Bourgeois est une figure mythique de l'art de l'Amérique, en dépit de son nom et de son lieu de naissance. Elle y est née en 1911, y a suivi l'enseignement de l'école des Beaux-Arts, puis celui de Bissière, avant de s'établir à New-York en 1938.

Son œuvre a commencé là, pendant la guerre, parmi les surréalistes émigrés de Paris, par des sculptures de bois où une structure géométrique se confondait avec des formes organiques.

Mais d'autres, elles ressemblaient à des objets de la vie, d'autres à des objets de la virilité ou de la fertilité, souvent des arts primitifs, iconographie explicitement sexuelle. C'est du désir, cet art provoquant récapitulait les données primaires du surréalisme. Tout au long des années 40 et 50, Louise Bourgeois a ainsi décliné ses variations sur un thème unique. A la longue, la provocation s'est éteinte, le scandale a perdu de sa vigueur.

La stupéfaction n'en est que plus vive, à découvrir des sculptures récentes qui n'ont à peu près aucun rapport avec les œuvres anciennes. Celle que l'on croyait enfermée dans un rôle unique, celui de grande prêtresse de la pulsion, s'en échappe. Sentiment de l'urgence, lassitude, perpétuelle de la création? On ne sait. La métamorphose, si tardive, surprend d'autant plus que les pièces, pour la plupart, très réussies. D'un socle horizontal s'élève une courbe de fer. Sur celle-ci, en équilibre, des globes de verre, des sortes de pendeloques suspendues à des tiges minces, un rouleau de chanvre qui imite une chevelure, ou, sous un globe transparent, un nid écarquillé. Sur le sol, des objets de bois, comme des têtes coupées. Du corps, il ne demeure que des frag-

ments et ces métonymies, soutenues par la courbe de métal au bout pointu comme un javalot. Ces constructions éparpillées suggèrent des évocations cruelles, mutilations, écorchés, dissections.

Deux autres, moins anthropomorphiques, accentuent la sensation: des pièces de fer noir sont disposées en pyramide, un présentoir forgé dans le même matériau supporte une courbe de vase, globes et autres formes de laboratoire. L'éclairage, théâtral, dramatise l'exposition. Il s'en dégage, tantôt à peine perceptible, tantôt plus appuyé, un sentiment fœtal - mais d'un fœtus ni pompier ni pathétique, sans dolorisme ni apitoiement. Avec le temps, avec l'approche de la mort, Louise Bourgeois joue sans trembler, avec des élégances et des ironies de dandy. Belle leçon de fermeté.

PHILIPPE DAGEN

■ Galerie Karsten Greve, 5, rue Debelleyme, 75003; tél. 42-77-15-37. Jusqu'au 31 janvier.

Le charme de Panachronique

JEAN-MARC HAROUTIOUNIAN
à la galerie Delsol et Innocenti

Jean-Marc Haroutiounian a vingt-huit ans et fait de la peinture, toutes sortes de peintures, en manière d'éloge de son art. Comme il est né à Marseille, il lui arrive d'exécuter des paysages méditerranéens, châteaux d'If, pins parasols et Alpilles - paysages très simples qui tiennent par la vertu des tons et de la touche. Ce serait des variations décoratives et pittoresques si leur auteur ne les présentait dans des cadres roses à pois blancs ou en série, comme des clichés de magazines touristiques ou des chromes pour calendriers. Telle est l'ambiguïté délibérée de ces œuvres: elles oscillent entre la parodie et la sensation, le post-conceptuel et un impressionnisme anachronique, entre le sérieux et la dérision, sans choisir.

Selon le même principe d'équivoque calculée, Haroutiounian copie les chefs-d'œuvre des musées, une nature morte cubiste, un Mondrian, en les réduisant au format d'une carte postale. La référence est ainsi tempérée par l'irrévérence. Selon son goût, l'amateur peut ainsi se réjouir de voir Haroutiounian revenir à la peinture ou s'amusser de ces citations ironiques. Le procédé, car c'en est un, culmine dans des tableaux de canards très bien faits, trop habiles, et lourdement encadrés. Ainsi systématiquement, il devient par trop explicite et

En dépit de cette réserve, cette exposition, pour une première, est plutôt réussie. Elle compte des tableaux séduisants. Elle respire l'ardeur et le plaisir de l'invention. Elle donne confiance, en somme.

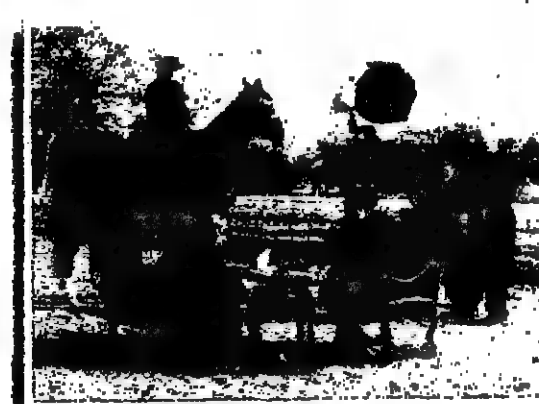
Ph. D.

■ Jusqu'au 6 janvier, 18, rue Charlot, 75003 Paris. Tél. 48-87-41-63.



"SI JE MONTRE TOUT CE SANG, C'EST PARCE QU'UN TYPE QUI PREND UNE BALLE DANS LE VENTRE PISSE LE SANG. C'EST UNE QUESTION DE RÉALISME".

Entretien avec Quentin Tarantino réalisateur du film "Réservoir Dogs". N° 2225.



"A quoi sert d'avertir logiquement les hommes des dangers qui les menacent? ■ n'écourent rien et, gaiement, s'en vont à la chasse aux papillons".

À propos du film "La chasse aux papillons" d'Otmar Isseliani. Télérama N° 2234.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication Bruno Freytag directeur de la rédaction Jacques Gode directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général
Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction) Yves Agnès Jacques Amato Thomas Ferey Philippe Harouin Jacques-François Simon Daniel Vernet (directeur des relations internationales)
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1991)
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUBOURG 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-85-25-25 Télécopieur : 40-85-25-99
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 NRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-85-25-25 Télécopieur : 40-80-30-10

La meilleure façon de choisir est de se faire sa propre opinion. Télévision, radio, cinéma, livres, arts, musique, théâtre, actualité, chaque mercredi. Télérama est un lieu de rencontres et de confrontations. **Télérama**

PRENEZ VOTRE CULTURE EN MAIN

EXPOSITIONS

Nous publions le **jeudi** (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection complémentaire figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 22 h.

L'ART D'AMÉRIQUE LATINE. 1911-1968. Grande galerie. Jusqu'au 11 janvier 1982.

L'ART EN JEU. 1911-1968. Jusqu'au 28 mars 1982.

GLEN BAXTER. Jusqu'au 24 janvier 1982.

GÉRARD COLLIN-THÉBAUT. Œuvres contemporaines. Jusqu'au 21 janvier 1982.

PETER FISCHL et DAVID WEISS. Œuvres contemporaines. Jusqu'au 11 janvier 1982.

GARY HILL. Œuvres contemporaines. Jusqu'au 24 janvier 1982.

IMAGINAIRES D'ILLUSTRATEURS EUROPÉENS. Salle d'actualité. Jusqu'au 18 janvier 1982.

CHARLOTTE SALOMON : VIE OU THÉÂTRE ? Salle d'art graphique, 4 étages. Jusqu'au 3 janvier 1982.

L'UNIVERS DE BORGES. Amérique latine. Galerie mezzanine Nord. Jusqu'au 11 janvier 1982.

Musée d'Orsay

Place Henry-de-Matthias, quai d'Orléans (44-48-48-10). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jui. de 10 h à 18 h 45, dim. de 10 h à 18 h. Fermé le lundi.

HILL et ADAMS. Photographie. 1911-1968. Exposition-dossier. Entrée : 31 F. Jusqu'au 10 janvier 1982.

PIERRE LAPIN AU MUSÉE D'ORSAY. 1911-1968. Entrée : 31 F. Jusqu'au 10 janvier 1982.

OSLEY. Œuvres de 1911-1968. Entrée : 31 F. Jusqu'au 10 janvier 1982.

LA FAMILLE D'ARTISTES EN 1900 : LES SAINT-MARCEAUX. Exposition-dossier. Entrée : 31 F. Jusqu'au 10 janvier 1982.

Palais de Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-51-51). T.J. et mar. de 10 h à 22 h. Remontez avec l'escalier vert. 5 décembre à 16 h l'ascenseur du Louvre. Entrée libre.

LE BRUIT DES MUSÉES : PARTI PRIS D'ART. PETER GREENAWAY. Hall Napoléon. Entrée : 35 F. Billet couplé avec Byzance. Jusqu'au 11 janvier 1982.

BYZANCE, L'ART BYZANTIN DANS LES COLLECTIONS NATIONALES. Hall Napoléon. Entrée : 35 F. Billet couplé avec le bruit des musées. Jusqu'au 11 janvier 1982.

LES NOCES DE CALE. VERNÈSE. Une œuvre et sa restauration. Entrée : 35 F. Billet couplé avec le bruit des musées (31 F.). Jusqu'au 29 mars 1982.

PANNINI (1691-1765). Pavillon de Flore. Entrée : 31 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 16 février 1982.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New-York (40-70-11-10). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 12 h 30.

HANS-PETER FIEDMANN. Mols de la photo. Entrée : 35 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 17 janvier 1982.

LES GIGIS DU MODERNE. L'art en Allemagne de 1911 à 1914. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 mars 1982.

PARCOURS EUROPÉEN III : L'ALLEMAGNE. Œuvres de 1911 à 1914. Entrée : 30 F. Jusqu'au 17 janvier 1982.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. B. S. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 mars 1982.

LES ETRUSQUES ET L'EUROPE. Galerie nationale (44-12-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 40 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 18 mars 1982.

MAC 2000 - 1982. Peinture jusqu'au 8 décembre. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 22 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

PICASSO ET LES CHOS. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

RODIN. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

RETROSPECTIVE ALFRED MANESSIER. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

Galerie nationale du Jeu de paume

Place de la Concorde (42-60-69-69). T.J. et mar. de 12 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Projection de films et vidéos de Rayne. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

MARTIAL RAYSE, RETROSPECTIVE. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

MUSÉES.

LES BIJOUX DE TORIN. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 12 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

CHINE CONNUE ET INCONNUE. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 12 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

LA DANSE, UNE FAÇON D'ÊTRE. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 12 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

EUGÈNE DELACROIX. Le voyage au Maroc.

Musée Delacroix, 6, rue de Furstenberg (43-54-04-87). T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 4 janvier 1982.

DESIGN. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 12 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 28 février 1982.

DES LIVRES ET DES LIVRÉS. Bibliothèque royale de la Bibliothèque nationale, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 12 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 28 février 1982.

DIGITAL 1982. Musée national des arts et métiers, 13, av. du Président Wilson (47-33-35-53). T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 4 janvier 1982.

L'ÉCHAPÉE EUROPÉENNE. Musée d'art, 101, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 12 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 janvier 1982.

L'ÉPREUVE NUMÉRIQUE. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président Wilson (47-33-35-53). T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

FRAGONARD ET LE XVIIIÈME SIÈCLE. Musée de la Ville de Paris, 13, av. du Président Wilson (47-33-35-53). T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

HERNANDES ARCHER. Musée de la Ville de Paris, 13, av. du Président Wilson (47-33-35-53). T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

LE TRIENNALE DU BIJU CONTEMPORAIN. Musée de la Ville de Paris, 13, av. du Président Wilson (47-33-35-53). T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

LES PALAIS D'ARGENT, L'ARCHITECTURE BANCAIRE EN FRANCE DE 1950-1980. Exposition-dossier. Entrée : 31 F. Jusqu'au 10 janvier 1982.

PIERRE LAPIN AU MUSÉE D'ORSAY. 1911-1968. Entrée : 31 F. Jusqu'au 10 janvier 1982.

Musée d'Orsay

Place Henry-de-Matthias, quai d'Orléans (44-48-48-10). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jui. de 10 h à 18 h 45, dim. de 10 h à 18 h. Fermé le lundi.

HILL et ADAMS. Photographie. 1911-1968. Exposition-dossier. Entrée : 31 F. Jusqu'au 10 janvier 1982.

PIERRE LAPIN AU MUSÉE D'ORSAY. 1911-1968. Entrée : 31 F. Jusqu'au 10 janvier 1982.

OSLEY. Œuvres de 1911-1968. Entrée : 31 F. Jusqu'au 10 janvier 1982.

LA FAMILLE D'ARTISTES EN 1900 : LES SAINT-MARCEAUX. Exposition-dossier. Entrée : 31 F. Jusqu'au 10 janvier 1982.

Palais de Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-51-51). T.J. et mar. de 10 h à 22 h. Remontez avec l'escalier vert. 5 décembre à 16 h l'ascenseur du Louvre. Entrée libre.

LE BRUIT DES MUSÉES : PARTI PRIS D'ART. PETER GREENAWAY. Hall Napoléon. Entrée : 35 F. Billet couplé avec Byzance. Jusqu'au 11 janvier 1982.

BYZANCE, L'ART BYZANTIN DANS LES COLLECTIONS NATIONALES. Hall Napoléon. Entrée : 35 F. Billet couplé avec le bruit des musées. Jusqu'au 11 janvier 1982.

LES NOCES DE CALE. VERNÈSE. Une œuvre et sa restauration. Entrée : 35 F. Billet couplé avec le bruit des musées (31 F.). Jusqu'au 29 mars 1982.

PANNINI (1691-1765). Pavillon de Flore. Entrée : 31 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 16 février 1982.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New-York (40-70-11-10). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 12 h 30.

HANS-PETER FIEDMANN. Mols de la photo. Entrée : 35 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 17 janvier 1982.

LES GIGIS DU MODERNE. L'art en Allemagne de 1911 à 1914. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 mars 1982.

PARCOURS EUROPÉEN III : L'ALLEMAGNE. Œuvres de 1911 à 1914. Entrée : 30 F. Jusqu'au 17 janvier 1982.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. B. S. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 mars 1982.

LES ETRUSQUES ET L'EUROPE. Galerie nationale (44-12-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 40 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 18 mars 1982.

MAC 2000 - 1982. Peinture jusqu'au 8 décembre. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 22 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

PICASSO ET LES CHOS. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

RODIN. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

RETROSPECTIVE ALFRED MANESSIER. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

Galerie nationale du Jeu de paume

Place de la Concorde (42-60-69-69). T.J. et mar. de 12 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Projection de films et vidéos de Rayne. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

MARTIAL RAYSE, RETROSPECTIVE. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

MUSÉES.

LES BIJOUX DE TORIN. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 12 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

CHINE CONNUE ET INCONNUE. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 12 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

LA DANSE, UNE FAÇON D'ÊTRE. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 12 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

SCULPTURE CONTEMPORAINE

Musée national des arts et métiers, 13, av. du Président Wilson (47-33-35-53). T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

STARS EN UNIFORME. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

SYNAGOGUES D'ALBAIS. Musée d'art, 101, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 12 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 janvier 1982.

LE TEMPS DU SILENCE. Photographie, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 12 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 janvier 1982.

THÉÂTRES DU SILENCE. Photographie, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 12 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 janvier 1982.

VIVE LA RÉPUBLIQUE ! 1792 - 1982. Musée de la Ville de Paris, 13, av. du Président Wilson (47-33-35-53). T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

LES VOTURES D'ART. Musée de la Ville de Paris, 13, av. du Président Wilson (47-33-35-53). T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

CENTRES CULTURELS

ACCUMULI A CORPUS. Collection de la photo. Maison de la culture, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 12 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 janvier 1982.

AMÉRIQUES LATINES : ART CONTEMPORAIN. Musée de la Ville de Paris, 13, av. du Président Wilson (47-33-35-53). T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

AMÉRIQUES LATINES : ART CONTEMPORAIN. Musée de la Ville de Paris, 13, av. du Président Wilson (47-33-35-53). T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

AMÉRIQUES LATINES : ART CONTEMPORAIN. Musée de la Ville de Paris, 13, av. du Président Wilson (47-33-35-53). T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

AMÉRIQUES LATINES : ART CONTEMPORAIN. Musée de la Ville de Paris, 13, av. du Président Wilson (47-33-35-53). T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

GALERIES

ABIDINE. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

ADRIEN. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

ADRIEN. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

ADRIEN. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

ADRIEN. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

CARL GUSTAF LILJUS

Musée national des arts et métiers, 13, av. du Président Wilson (47-33-35-53). T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

HELMUT NEWTON. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

HELMUT NEWTON. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

HELMUT NEWTON. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

HELMUT NEWTON. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

GALERIES

ABIDINE. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

ADRIEN. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

ADRIEN. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

ADRIEN. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

ADRIEN. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

CORNELIUS

Musée national des arts et métiers, 13, av. du Président Wilson (47-33-35-53). T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

HELMUT NEWTON. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

HELMUT NEWTON. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

HELMUT NEWTON. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

HELMUT NEWTON. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

GALERIES

ABIDINE. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

ADRIEN. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

ADRIEN. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

ADRIEN. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

ADRIEN. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

AURÉLIE NEMOURS

Musée national des arts et métiers, 13, av. du Président Wilson (47-33-35-53). T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

HELMUT NEWTON. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

HELMUT NEWTON. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

HELMUT NEWTON. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

HELMUT NEWTON. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

GALERIES

ABIDINE. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

ADRIEN. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

ADRIEN. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

ADRIEN. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

ADRIEN. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

AURÉLIE NEMOURS

Musée national des arts et métiers, 13, av. du Président Wilson (47-33-35-53). T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

HELMUT NEWTON. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

HELMUT NEWTON. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

HELMUT NEWTON. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

HELMUT NEWTON. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 16 janvier 1982.

GALERIES

ABIDINE. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

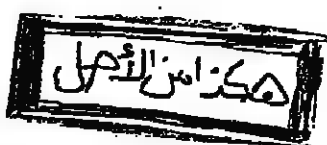
ADRIEN. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

ADRIEN. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

ADRIEN. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

ADRIEN. Œuvres de 1911 à 1914. T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Billet d'entrée au musée. Jusqu'au 11 décembre.

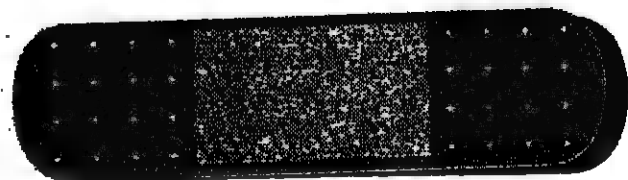
PENDANT
QUE D'AUTRES
COLLENT
DE DROLES
D'ETIQUETTES
SUR LEURS
MICRO-ORDINATEURS



Ogilvy

**PENDANT
QUE D'AUTRES
COLLENT
DE DROLES
D'ETIQUETTES
SUR LEURS
MICRO-ORDINATEURS,**

**COMPAQ
COLLE
UNE NOUVELLE
ETIQUETTE
SUR TOUS SES
MICRO-ORDINATEURS.**



**GARANTIE
3 ANS**

Tous les micro-ordinateurs Compaq vendus à partir du 1^{er} décembre 1992, sont garantis trois ans pièces et main-d'œuvre. Voilà qui est clair. Voilà qui indique qu'après avoir pris position depuis toujours sur l'innovation, puis sur le rapport prix-performance, Compaq prend position sur la garantie longue durée. Il faut être totalement sûr de ses produits, de leur conception, de leur utilisation quotidienne pour les

garantir ainsi. Compaq comprend très bien que d'autres n'en fassent pas forcément autant : Compaq ne garantirait pas trois ans des micro-ordinateurs qui ne sont pas des Compaq. Voilà qui est également clair.

3616 COMPAQ.

COMPAQ

à suivre.

* figurant au tarif ■ 09/11/92

Le textile contre le CNPF

Les exportations nippones dans la CEE

Différences d'appréciation réelles, mais pas redhibitoires. Officiellement, la Commission de Bruxelles minimisait, mercredi 2 décembre, les divergences de vues apparues entre Européens et Japonais sur le rôle du marché unique de la CEE en 1993. Les deux parties, qui se sont rencontrées au début de semaine à Tokyo, poursuivent une vision commune de l'avenir de l'Europe. Pour l'ACEA, l'association qui regroupe les principaux constructeurs de la CEE l'exception du PSA, le marché européen baisserait en 1993. Les Japonais, eux, ont estimé que le marché européen ne baisserait pas. Les deux camps, toutefois confiant, n'ont pas eu de discussion d'information réciproque. Ces réunions n'étaient pas destinées à être responsables.

L'acier et l'agriculture seront au centre du prochain conseil élargi des ministres européens

Le ministère des finances, qui prévoyait en février une croissance de 2,7 % du PIB (produit intérieur brut) en 1992 et de 4,5 % en 1993, ■

M. Bérégoov se dit avec le président

En réponse à une question posée à l'Assemblée nationale

tion, le gouvernement conservateur de M. Mulroney, dont la popularité s'est fortement ~~mis~~ en huit ans de pouvoir, avait promis de ~~leur~~ l'économie son ~~autres~~ priorité. L'approche de ~~des~~ législatives fédérales, qui ~~devaient~~ avoir lieu dans moins d'un an, plaçait ~~en~~ d'une politique de relance.

MARCEL SCOTTO

en « accord total » de la République

« Ma position est claire et elle a été comprise par les organisations agricoles », a souligné M. Bérégovoy, avant d'ajouter, en évoquant les prochaines élections législatives : « la position de la droite sur le GATT : « Ce que je redoute le plus, c'est que nos partenaires européens se lassent qu'après tout, dans quelques mois, la position de la France pourrait bien s'assouplir ».

Cherchant de relancer l'activité économique

Le gouvernement canadien ampute les prestations chômage et gèle les salaires publics

Le ministère des finances, qui prévoyait en février une croissance de 2,7 % du PIB (produit intérieur brut) en 1992 et de 4,5 % en 1993, ■

Nous en fait de stimulation économique, M. Harcourt dit qu'il y a eu des investissements de 2 milliards de dollars dans les infrastructures de transport et aériennes et une hausse de 300 millions du budget à la formation de la main-d'œuvre pour l'année budgétaire 1993-1994. Mais il s'y ajoute quelques exonérations fiscales pour les PME, des investissements dans la recherche pétrolière et gazière, et dans les technologies d'avenir. « On a prédit que ces investissements créeraient 300 000 emplois. L'agence Statistique Canada », sans doute nourri son optimisme en annonçant un taux de croissance de 4,4 % annuel de 1,4 % au troisième trimestre 1992 », dit-il, « faisait l'hypothèse que touchait peut-être à sa

Économies dans les budgets de fonctionnaires. Les budgets de fonctionnaires des ministères auront immédiatement réduits de 2 à 3% jusqu'au 31 mars prochain, puis de 3 à 5% pendant la période suivante. Le budget de la défense sera près de la moitié de ces coupures budgétaires, qui représentent 1,67 milliard de dollars et se traduisent par la suppression de 3 000 à 4 000 emplois dans le secteur public.

Les salaires des fonctionnaires, parlementaires et magistrats seront gelés du 1^{er} avril 1993 au 1^{er} avril 1995, ce qui représente 1,5 milliard. Les aides versées par le Canada à l'étranger seront réduites de 2 à 3% pendant la période, par millions de dollars.

CATHERINE LECONTE

FINANCES

Victime de la de l'immobilier

La Banque Worms va recevoir 1,4 milliard de francs

C'est finalement 1,4 milliard de francs qui va recevoir avant la fin de l'année la Banque Worms, de son côté, la CNAU (Caisse nationale des assurances de Paris). Une opération qui prendra la forme d'une augmentation du capital des deux sociétés de 100 millions de francs, soit 50 millions de francs d'émission et 50 millions de francs. L'importance de cette recapitalisation n'est pas sans être indispensable n'a cessé de gonfler au fil des mois, au fur et à mesure que les « surprises » se succèdent : les 10 millions de francs de portefeuille immobilier de la banque. A l'été dernier, l'opération était estimée entre 600 et 700 millions de francs.

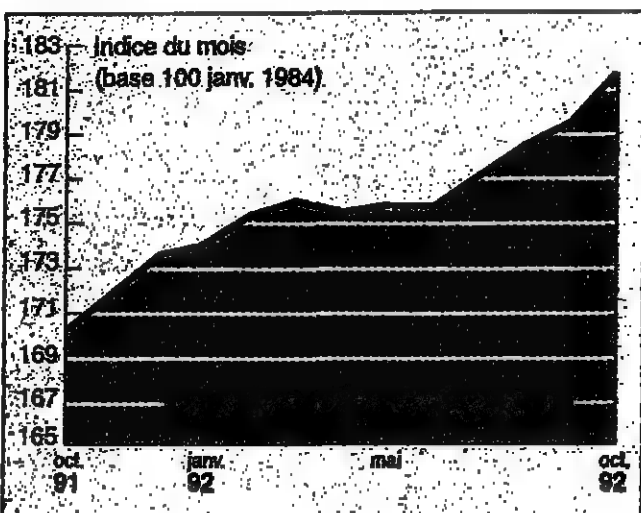
« Une partie des 1,4 milliards de francs » réinvestis dans des sociétés d'assurance, la CNAU, la Banque Worms », indique le mardi 2 décembre, M. Didier Pfeiffer,

Le directeur général de l'UAP, M. le comte de Montebello, a déclaré que la synergie entre la banque et la société mère, l'UAP, a permis à M.M. Pfeiffer. Trois milliards de financements ont été créés, dans lesquels la Banque Worms sera majoritaire.

Au Premier trimestre 1992, la Banque Worms a enregistré une baisse de 100 millions de francs de son portefeuille. L'UAP avait indiqué qu'il n'était pas question de se battre avec les mauvais placements et d'établir un portefeuille sur quatre ans. Les fonds propres de la banque étaient alors revenus à 1,4 milliard de francs et n'atteignent pas 1,5 milliard de francs par la norme internationale.

La Banque Worms est une des banques qui ont le plus de clients en France, avec 1,4 million de clients. Elle a été créée en 1993, après la fusion de la Peyrevalade, présente en UAP.

*La progression des dépenses
d'assurance-maladie reste soutenue*



En octobre, les dépenses d'assurance-maladie (32,1 milliards de francs) ont continué de progresser ■ un rythme très soutenu. Leur hausse atteint 1,2 %, soit un rythme annuel d'augmentation de 6,8 %, et trouve son origine essentiellement dans les prescriptions (1,8 %), les honoraires privés (1,6 %) et les remboursements de pharmacie (2,1 %).

Selon la Caisse nationale d'assurance-maladie, cette hausse s'explique en partie par « une conjoncture épidémique sensible ».

Succédant à M. Robert Lion
M. Philippe Lagayette
 est nommé directeur général
 de la Caisse des dépôts et consignations

Succédant à M. Robert Lion, il vient de donner sa démission (*le Monde* du 17 novembre). M. Philippe Lagayette, premier sous-gouverneur de la Banque de France, a été nommé, lors du conseil des ministres du mercredi 11 décembre, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations par le chef de l'Etat.

nomination de M. Philippe Lagayette attendue, car les deux personnes les plus qualifiées pour le poste ont été nommées. M. Jean-Claude Tardieu, directeur du Trésor, se réserve sans doute pour un autre poste, tel que gouverneur de la Banque de France, ou directeur actuel, M. Jacques de Larosière, prendra la retraite effective en 1994.

Quant à M. Pierre Richard, général adjoint de l'Institut de la monnaie et du crédit local, France, homme de maison, qui est publiquement candidat, son appartenance à la famille Lagayette et à Chausseaux lui interdit, pour des raisons d'opportunité, d'accéder à un poste d'inspection des banques auquel appartenirait tant M. Lagayette que M. Tardieu, ses prédécesseurs, M. Lemoine et François de Launay.

ne saurait imaginer températures plus différents que ceux de L. Laroche et Lagayette. Autant le premier est passionné, voire écœuré, autant le second se montre calme et prudent, sans, toutefois, manquer ses observations. Agé de quarante-neuf ans, M. Lagayette, élève de l'Ecole polytechnique, fit par deux fois partie du génie militaire et d'entrer à l'École nationale d'administration et d'en sortir en

L'inspection des Finances. Sous-recteur à l'administration centrale du ministère de l'économie et du budget, de sensibilité socialiste, dirige le cabinet de M. Jacques Delors rue du Lévy de 1981 à 1984, avant d'être nommé premier sous-gouverneur de la Banque de France et premier sous-gouverneur en 1990.

Partisan

[illegible]

Pragmatique et défense
convaincus que les investissements financiers
de l'Etat doivent être déterminés en fonction
du fort et de la monnaie unique, qui
défend publiquement. Ses arrivées
à la barre de la Caisse des dépôts
majestueuses et même le haut bord
avec ses échelles de 24 ou 25 por-
sonnes, et un chargement
1 600 milliards de francs de capi-
taux grâces, l'ont placé dans un rôle
très précis, très libre. Le ministre
normalement
régne de la Lion sous le
comme l'Etat la Société
■ Wagons-Lits a même l'inter-
l'opposition, qui a déjà présenté
son projet de réforme
sément l'apport Chiraud, préconise
de la transmission de la Caisse
de ses ressources, de sa mission et

Certes, M. Lian a déjà, particulièrement dans le terrain en présence, lui-même un certain projet, consistant à pas à banaliser la Caisse, mais à séparer ses missions de service public (consignations, versements, versements, versements d'épargne, financement du logement social) des activités concurrentielles, « importantes, qui pourraient être regroupées au sein d'une autre structure financière maternelle. Certains ont assez d'ailleurs, rapproché à M. Lion d'avoir ainsi préparé un nouveau schéma à découper suivant... pointillés ».

M. Lagayette, qui donne son avis, ne peut pas face à un nouveau gouvernement qui ne devrait pas lui faire exagération de cadeaux. « Mais un homme de bien, d'honnêteté, au service du peuple, saura en l'usage de son pouvoir, matic pour arrondir les angles et rassurer des troupes déjà un peu inquiètes ».

FRANÇOIS BERANGER

ÉCONOMIE

SOCIAL

L'ANPE renforçant son rôle de prévention

M^{re} Aubry définit de nouveaux moyens pour l'opération «chômeurs de longue durée»

L'opération «chômeurs de longue durée» sera poursuivie, a confirmé M^{re} Martine Aubry, ministre du travail, mercredi 2 décembre, en présentant un premier bilan.

Depuis février (Le Monde du 3 décembre), des mesures supplémentaires ont été prises, au vu des résultats obtenus, les axes d'intervention sont précisés.

L'ANPE est appelée à renforcer le rôle de la prévention et devra désormais recevoir tous les chômeurs de longue durée, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas obtenu de proposition depuis six mois. Ces chômeurs de longue durée n'ont pas obtenu de proposition depuis six mois. Ces chômeurs de longue durée n'ont pas obtenu de proposition depuis six mois.

Pour un tiers, l'ANPE a 400 emplois supplémentaires, qui s'ajoutent aux 300 postes prévus par le budget 1993.

Les appels du contingent ont été lancés dans les universités, les lycées, les collèges, les écoles.

Les psychologues de l'ANPE ont été recrutés. Par ailleurs, 100 emplois de contractuels ont été créés pour les chômeurs de longue durée.

Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions. Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions.

Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions. Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions.

Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions. Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions.

Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions. Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions.

Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions. Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions.

Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions. Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions.

Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions. Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions.

Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions. Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions.

Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions. Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions.

Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions. Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions.

Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions. Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions.

Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions. Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions.

Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions. Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions.

Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions. Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions.

Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions. Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions.

Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions. Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions.

Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions. Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions.

Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions. Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions.

Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions. Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions.

Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions. Les chômeurs de longue durée ont été répartis dans les régions.

frances, sont accordées, pendant un an, à des chômeurs de longue durée, qui ont obtenu un CES (certificat d'emploi) au logement.

Enfin, la mesure d'appui social individualisé, qui a été révisée, est mise en œuvre. En plus des 45 millions de francs disponibles, les bénéficiaires d'un contrat de 20 millions de francs.

A. L. Lire page 11 la chronique de Daniel Schneidermann

Refusant de s'associer à la demande des syndicats

Le CNPF se montre hostile à une hausse des cotisations pour les retraites complémentaires des cadres

Les représentants du CNPF au sein de l'AGIRC, la caisse de retraite complémentaire des cadres, ont refusé, mercredi 2 décembre, de s'associer à la demande des syndicats de parvenir «le plus rapidement possible» à un plan de cotisation généralisé à 16 %. Les entreprises peuvent en effet financer leur contribution (et celle des cadres) à 12 % et à 14 % la partie du salaire supérieure à 12 130 francs, mais les syndicats et une partie du patronat estiment nécessaire de délimiter le montant de l'AGIRC en portant progressivement la contribution des entreprises à 16 %.

La résolution adoptée le

1^{er} décembre lors de l'assemblée générale de l'AGIRC par les syndicats CGT, CFDT, CFE-CGC, FO souligne qu'une mesure d'équilibre du régime des cadres. Cependant, il n'est pas possible pour une personne qui l'hypothèse, maintes fois évoquée, de voir apparaître dans quelques années un fonds de pension par capitalisation n'est pas étrangère à une telle prise de position. En revanche, le CNPF a «regreté» de ne pouvoir s'associer à une telle mesure, soulignant que «tout prélevement supplémentaire sur l'entreprise nécessiterait une hausse de marge ainsi que de nouvelles mesures de réduction du rapport au salaire brut».

Ces divergences de principe apparaissent à quelques jours de la négociation qui s'ouvrira mi-décembre à l'ARRCO - l'organisme qui gère les cotisations de retraite complémentaire de l'ensemble des salariés du secteur privé - destinée à équilibrer le régime. L'ARRCO propose de fixer un taux de cotisation obligatoire de 5 % (alors que la contribution peut actuellement varier entre 3 % et 8 %). Or une partie du patronat - notamment le secteur privé - est très hostile à une telle mesure (Le Monde du 26 novembre).

J.-M. N.

Rectificatif. - Le plan de redressement de la Compagnie générale maritime (CGM) a été traduit par la création de filiales pour chacune des activités de Brest, Dunkerque, Marseille et Le Havre, et non par le regroupement de ces activités dans une filiale spécialisée, comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 3 novembre.

CLAUDE FRANCHILLON

COMMUNICATION

«Les marches de la gloire»

TF1 condamné à payer 25 millions de francs à France 2 pour concurrence déloyale

Le tribunal de Nanterre a, mercredi 2 décembre, condamné TF1 à verser 25 millions de francs de dommages-intérêts à France 2 pour concurrence déloyale. La chaîne publique avait assigné TF1 en justice estimant que son émission «Les marches de la gloire» représentait un plagiat de «La nuit des héros».

Le tribunal a cependant décidé de ne pas interdire à France 2 d'interdire «Les marches de la gloire», émission qu'anime Laurent Cabrol sur TF1 après son départ de France 2, où il avait animé quelques mois auparavant «La nuit des héros».

France 2 ni à TF1 - qui n'écarter pas l'éventualité d'un appel - ne souhaitait comment juger en l'absence d'attendus, qui ne seront connus qu'en fin de semaine prochaine.

«C'est un jugement sans précédent dans l'histoire de la télévision», font remarquer des experts juridiques, qui soulignent que «l'ampleur des dommages-intérêts» est «faute de faute», et que si le tribunal n'a pas interdit explicitement l'émission, il a «probablement voulu adresser un avertissement à TF1».

Grève de vingt-quatre heures à la rédaction

«France-Soir» devrait être absent des kiosques vendredi

France-Soir devrait être absent des kiosques vendredi 4 décembre, à la suite d'une grève de 24 heures des journalistes présents à l'assemblée générale du journal. En lançant la grève, les journalistes ont demandé la démission de la direction et la doctrine d'une direction «sachant manier le mépris et le catastrophisme».

Lors du dernier comité d'entreprise, M. Philippe Villin, PDG de France-Soir et vice-PDG du Figaro, a indiqué que la «situation est catastrophique» et a menacé de mettre la clef sous la porte, en justifiant la fusion de services entre France-Soir et le Figaro, prévoyant un déménagement du premier titre dans les locaux du second en janvier. Mais la rédaction s'oppose à la

fusion pure et simple des services de France-Soir (textes et photos) et des deux journaux. Les journalistes refusent aussi d'être régis par des statuts d'embauche et de salaires : Presse-Alliance d'une part, Grande Agence d'informations et communication-service (GAICS) d'autre part, - au détriment de la seconde.

La rédaction réclame en outre un plan FNE pour les 31 employés et cadres menacés de licenciement, comme il a été accordé aux ouvriers du Livre CGT.

Enfin, elle critique la nouvelle formule de France-Soir (Le Monde du 12 novembre) et réaffirme son attachement à une relance tenant compte de l'identité et du titre des personnes qui y travaillent.

(Publicité)

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs :
• INGENIEURS toutes spécialisations
• CADRES administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

DIRECTEUR HOTEL - 46 ans - Nationalité française - trilingue anglais, allemand - expérience internationale dans l'hôtellerie traditionnelle et chaîne dont 6 ans direction d'un hôtel de prestige.
RECHERCHE : poste de direction internationale ou province. (Section BCO/IV 2321.)

MANAGER DE TRANSITION - dipl. grande école de commerce - CSE - bilingue anglais - Expert en organisation, amélioration productivité qualité et compétences, avec expérience approfondie en gestion, négociation et d'animateur.
RECHERCHE : challenge motivant France ou étranger. (Section BCO/IV 2322.)

CADRE FRANÇAIS haut niveau hôtellerie de qualité, longue expérience prof. de direction régionale - dynamique, sensibilité relationnelle - challenge.
SOUHAITE : élargir perspectives et poursuivre essor - disponible rapidement.
ETUDE poste en regard ou conseil. (Section BCO/IV 2323.)

EXPERT RELATIONS INTERNATIONALES - capacités opérationnelles acquises par la gestion grands chantiers à l'étranger, la détection et le suivi d'affaires avec les pétroliers, les filiales en Afrique, Asie et Amérique du Sud - totale maîtrise de l'anglais, portugais, espagnol, micro-informatique.
approfondie pratiques (Section BCO/SDS 2324.)

VOUS ETES UNE PME PERFORMANTE. Vous désirez (RE) animer une filiale, un réseau du personnel.
Vous voulez décider : le lancement d'un produit, l'extension du réseau commercial, le rachat d'une entreprise, la réorganisation de la société... et vous vous sentez seul - Pas de doute : je suis votre homme. (Section BCO/SDS 2325.)

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER - 33 ans - 10 ans expérience gestion finance, comptable, droit fiscal, maîtrise anglaise.
RECHERCHE : à intégrer une direction juridique (droit immobilier) ou préférence secteur service Paris/étranger. (Section BCO/IV 2326.)

DEVELOPPEMENT PME-PMI - H. ayant exercé des fonctions de direction opérationnelle en centre de profit sur marchés variés - solide expérience de la stratégie d'entreprise, diversification, expertise en marketing, gestion, négociation, dynamique.
APPORTE : sa collaboration à votre croissance, possibilité temps plein ou partiel - missions ponctuelles. (Section BCO/IV 2327.)



ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 08
Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

93 Seine-Saint-Denis
FONTENAY-S/BOIS
TRIPLEX
Doble liv. + 4 chbres
Avec piscine
EXCEPTIONNEL
1000 F le m²
La pierre : 42-85-11-68

bureaux

Locations
VOTRE SÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
42-85-17-50

appartements achats

Recherche 2 à 4 P. Paris, prof. 5, 6, 7, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

fermettes

A SAISIR
VOS CAUSES SUCCESSION
MONTAGNE (40) à 1 P. Paris.
Direct AD, sortie ville. Tous
constr. ANCIEN CORPS DE
FERME, PARFAIT ETAT.
S.P. + deux greniers aménagés
+ dépend. Eau, électricité, chauffage.
L'ensemble sur ses terres
3 hectares.

viagers

AV. V. HUGO, 10^e
Ecole, superbes 4 + 100
dans Villa, 30 ans. 100 m².
100 m² 83 ans.
Boulevard + 200 m² d'arbres.
L'APPEL, 42-85-28-88

locations non meublées demandes

MASTER GROUP
Recherche appartements ou meublé, du studio au 7 P.
Paris, CERGY, ORLY, COLOMBES
de SOUS-LOIERS et BANQUE
47, r. Vauvray, Paris-7
Tél. : 42-85-88-70

REPUBLIC OF LEBANON REHABILITATION OF THE POWER SECTOR PRE-QUALIFICATION OF CONTRACTORS

For the rehabilitation of power, transmission and distribution facilities throughout Lebanon, the Republic of Lebanon has received a joint US\$ 110 million loan from the Arab Fund for Economic and Social Development and the Kuwait Fund for Arab Economic Development, US\$ 30 million equivalent from the Italian Government, and has applied for US\$ 175 million from the International Bank for Reconstruction and Development (IBRD), part of which will be applied towards the rehabilitation. Negotiations are underway with other donors to secure additional funding.

It is intended that the proceeds of the above loans will be applied to payments to prequalified contractors under contracts to be awarded for the following work packages:

- overhaul, repair and retrofitting of boilers, steam turbines and auxiliaries of the power stations of Zouk (3 x 140 MW and 1 x 170 MW), and Jieh (2 x 60 MW and 3 x 69 MW);
- overhaul, repair and retrofitting of six gas turbines at Zouk (4 x 30 MW and 2 x 20 MW);
- reconstruction, repair and retrofitting of 33 kV/11 kV substations (about 30);
- reconstruction of 150 kV and 66 kV overhead lines and underground cables;
- reconstruction, repair and retrofitting of distribution networks (33 kV, 11 kV and 0.4 kV lines substations) and consumer connections.

The works will be executed under the supervision of consultants appointed by Electricité du Liban/CDR under donors guidelines.

Due to the critical and urgent nature of the work packages the times allowed for bid preparation and, later, implementation at the works will be kept to a minimum. Therefore only contractors who are capable of working under tight schedules and controls need apply for prequalification and such ability will be expected to be demonstrated during the prequalification exercise. Reasons for not prequalifying any firm or consortia need not be given and no fee associated in prequalifying will be reimbursed. Invitations for bidding will only be sent to firms or consortia which are prequalified.

The Council for Development and Reconstruction (CDR) invites contracting firms or consortia interested in bidding for all of the packages, to obtain prequalification documents from the CDR, Beirut - Lebanon that will be available by December 3, 1992. Deadlines for submission of prequalification bids with all supporting material at the CDR offices in Beirut, Lebanon 12:00 noon on December 21 1992.

La publicité ci-dessus concerne la République du Liban : réhabilitation du secteur électrique - pré-qualification des entrepreneurs (appel d'offres).

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél.: 48 00 20 20 - Téléc.: DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au: 48 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur G.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 Paris. Tél.: 53 12 88.

SAMEDI 5 DÉCEMBRE

9 - Arts primitifs. - LOUDMER.

DIMANCHE 6 DÉCEMBRE

S. 1 et 7 - 15 h. Très important tableau de VINCENT VAN GOGH. Succès. HOPPENOT. Succès. SALACROU. Succès. FREDRIK ROOS. - M^{me} BINOCHÉ, GODEAU.

LUNDI 7 DÉCEMBRE

S. 5 et 6 - 14 h 15. Objets d'art et de bel ameublement des XVIII^e et XIX^e. - M^{me} ADER, TAJAN, M. J.-P. Dille, expert. Expo. le 5-12 S. 5 et 6 de 11 h à 18 h.S. 11 - 14 h 15. Art d'Estime-Orléans. - M^{me} ADER, TAJAN, M. Th. Portier, expert. Expo. le 5-12 S. 11 de 11 h à 18 h.S. 11 - Art nouveau. Art. Tableaux modernes. - M^{me} RIBEYRE, BARON.

MARDI 8 DÉCEMBRE

S. 4 - Bijoux. Orfèvrerie ancienne et moderne. - M^{me} PICARD, M^{me} Seret, et Portier, experts.S. 8 - Montres-bracelets. Bijoux. - M^{me} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.S. 9 - Précieux livres et documents. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

MERCREDI 9 DÉCEMBRE

S. 2 - Tableaux. Bijoux. Argentier. Art nouveau. Art déco. Estime-Orléans. Objets d'art et de bel ameublement. - M^{me} ADER, TAJAN, M. J.-P. Dille, expert. Expo. le 5-12 S. 2 de 11 h à 18 h.S. 9 - Livres anciens. Voyages. Livres d'heures enluminés. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, SUITE. CETTE VENTE LE 10 DÉCEMBRE.S. 11 - 14 h 15. Joaillerie. Objets de vitrine. Orfèvrerie ancienne et moderne. - M^{me} ADER, TAJAN, M. J.-P. Dille, expert. Exposition, Chantal Beauvois.S. 14 - Linges. Tableaux. - M^{me} CARDINET-KALCK.S. 15 - Bijoux. Meubles. Objets d'art. - M^{me} MILLON, ROBERT.

JEUDI 10 DÉCEMBRE

S. 8 - Bijoux. Orfèvrerie ancienne et moderne. - M^{me} PICARD, M^{me} Seret, et Portier, experts.S. 10 - Tableaux anciens. Céramiques. Art déco. Objets d'art et de bel ameublement. Tapis. - M^{me} PICARD.

VENDREDI 11 DÉCEMBRE

S. 2 - Tableaux. Art déco. Meubles anciens. Grès et céramiques. XVIII^e et XIX^e. - M^{me} DEURBERGUE-DELVAUX.S. 3 - Horlogerie de collection. - M^{me} MILLON, ROBERT.S. 4 - Tableaux. Meubles anciens. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.S. 5 et 6 - Importants tableaux anciens et modernes. Bel ameublement du XVIII^e. Tapisseries. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.S. 13 - 14 h 15. ARTS PRIMITIFS. Afrique - Océanie. - M^{me} ADER, TAJAN, M. G. Montbarbon, expert. Tél.: (1) 42-81-31-13. Rens. à l'étude. M. Jean BIGOT, tél.: (1) 42-61-80-07, fax: (1) 42-60-79-09.S. 16 - Meubles. Objets mobiliers. - M^{me} RICOLES.

SAMEDI 12 DÉCEMBRE

S. 16 - 14 h. VINS ET ALCOOLS. Vente au profit de l'Institut Pasteur et appartenant à divers donateurs. - M^{me} ADER, TAJAN, M. A. de Clouet, expert. Tél.: (1) 43-34-81-20, fax: (1) 47-88-01-07. Expo. le 12-12 S. 16 de 11 h à 12 h.

DROUOT MONTAIGNE
15, AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS
Tél.: 48 00 20 80
Téléc.: 650 873

MARDI 8 DÉCEMBRE 11 h

FUSILS DE CHASSE

M^{me} BOISCIARD, commissaire-priseur.

VENDREDI 11 DÉCEMBRE 11 h

TRÈS BEAUX MIROIRS

M^{me} LOUDMER, commissaire-priseur.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 47-70-67-68.
AUDAP, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BINOCHÉ, GODEAU, 2, rue de Provence (75009), 47-80-81-36.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
CARDINET-KALCK, 17, rue La Pélerine (75009), 48-24-06-11.
DELORE, 14, rue de Valenciennes (75008), 45-62-31-19.
DEURBERGUE-DELVAUX, 19, bd des Capucines (75002), 42-61-36-50.
JUTHEAU-de-WITT, 13, rue Grange-Batelière (75009), 48-00-99-22.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LOUDMER, 7, rue de Valenciennes (75009), 42-61-36-50.
MILLON, ROBERT, 19, rue Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
PICARD, 5, rue Drouot (75009), 47-70-77-22.
RIBEYRE, BARON, 5, rue de Provence (75009), 42-46-60-77.
RICOLES, 46, rue de la Victoire (75009), 42-74-38-93.

HOTEL GEORGE V

M^{me} BOISCIARD, commissaire-priseur.

MARDI 8 DÉCEMBRE à 11 h et 14 h 30

Collection Léon ANLEN

EXCEPTIONNEL ENSEMBLE DE MIROIRS DE BRONZE ANCIENS

M^{me} ADER, TAJAN, commissaires-priseurs. Expert: M. Cohen, Tél.: (1) 42-72-63-26 - Fax: (1) 42-72-63-70. Expo. Pub. Hôtel George-V le 7-12 de 11 h à 22 h. À l'étude, veuillez contacter Bernadette au (1) 42-61-80-07, 409 - Fax: (1) 42-61-80-07.

HOTEL GEORGE V

M^{me} BOISCIARD, commissaire-priseur.

SAMEDI 12 DÉCEMBRE à 15 h

FAIENCES - PORCELAINES - OBJETS D'ART

TRÈS BEL AMEUBLEMENT principalement du XVIII^e siècle.M^{me} ADER, TAJAN, commissaires-priseurs. Expert: M. G. Lefebvre, J.-P. Dille, O. Le Fuet et R. de l'Espée, Th. Samuel, Weis, experts. Expo. Pub. Hôtel George-V le 10-12 14 h/20 h, le 11-12 11 h/21 h. Et le 12-12 11 h/12 h. (Veuillez contacter Bernadette au (1) 42-61-80-07, 410 - Fax: (1) 42-61-80-07.)

HOTEL GEORGE V

M^{me} BOISCIARD, commissaire-priseur.

SAMEDI 12 DÉCEMBRE à 15 h

FAIENCES - PORCELAINES - OBJETS D'ART

TRÈS BEL AMEUBLEMENT principalement du XVIII^e siècle.M^{me} ADER, TAJAN, commissaires-priseurs. Expert: M. G. Lefebvre, J.-P. Dille, O. Le Fuet et R. de l'Espée, Th. Samuel, Weis, experts. Expo. Pub. Hôtel George-V le 10-12 14 h/20 h, le 11-12 11 h/21 h. Et le 12-12 11 h/12 h. (Veuillez contacter Bernadette au (1) 42-61-80-07, 410 - Fax: (1) 42-61-80-07.)

HOTEL GEORGE V

M^{me} BOISCIARD, commissaire-priseur.

SAMEDI 12 DÉCEMBRE à 15 h

FAIENCES - PORCELAINES - OBJETS D'ART

TRÈS BEL AMEUBLEMENT principalement du XVIII^e siècle.M^{me} ADER, TAJAN, commissaires-priseurs. Expert: M. G. Lefebvre, J.-P. Dille, O. Le Fuet et R. de l'Espée, Th. Samuel, Weis, experts. Expo. Pub. Hôtel George-V le 10-12 14 h/20 h, le 11-12 11 h/21 h. Et le 12-12 11 h/12 h. (Veuillez contacter Bernadette au (1) 42-61-80-07, 410 - Fax: (1) 42-61-80-07.)

HOTEL GEORGE V

M^{me} BOISCIARD, commissaire-priseur.

SAMEDI 12 DÉCEMBRE à 15 h

FAIENCES - PORCELAINES - OBJETS D'ART

TRÈS BEL AMEUBLEMENT principalement du XVIII^e siècle.M^{me} ADER, TAJAN, commissaires-priseurs. Expert: M. G. Lefebvre, J.-P. Dille, O. Le Fuet et R. de l'Espée, Th. Samuel, Weis, experts. Expo. Pub. Hôtel George-V le 10-12 14 h/20 h, le 11-12 11 h/21 h. Et le 12-12 11 h/12 h. (Veuillez contacter Bernadette au (1) 42-61-80-07, 410 - Fax: (1) 42-61-80-07.)

HOTEL GEORGE V

M^{me} BOISCIARD, commissaire-priseur.

SAMEDI 12 DÉCEMBRE à 15 h

FAIENCES - PORCELAINES - OBJETS D'ART

TRÈS BEL AMEUBLEMENT principalement du XVIII^e siècle.M^{me} ADER, TAJAN, commissaires-priseurs. Expert: M. G. Lefebvre, J.-P. Dille, O. Le Fuet et R. de l'Espée, Th. Samuel, Weis, experts. Expo. Pub. Hôtel George-V le 10-12 14 h/20 h, le 11-12 11 h/21 h. Et le 12-12 11 h/12 h. (Veuillez contacter Bernadette au (1) 42-61-80-07, 410 - Fax: (1) 42-61-80-07.)

HOTEL GEORGE V

M^{me} BOISCIARD, commissaire-priseur.

SAMEDI 12 DÉCEMBRE à 15 h

FAIENCES - PORCELAINES - OBJETS D'ART

TRÈS BEL AMEUBLEMENT principalement du XVIII^e siècle.M^{me} ADER, TAJAN, commissaires-priseurs. Expert: M. G. Lefebvre, J.-P. Dille, O. Le Fuet et R. de l'Espée, Th. Samuel, Weis, experts. Expo. Pub. Hôtel George-V le 10-12 14 h/20 h, le 11-12 11 h/21 h. Et le 12-12 11 h/12 h. (Veuillez contacter Bernadette au (1) 42-61-80-07, 410 - Fax: (1) 42-61-80-07.)

HOTEL GEORGE V

M^{me} BOISCIARD, commissaire-priseur.

SAMEDI 12 DÉCEMBRE à 15 h

FAIENCES - PORCELAINES - OBJETS D'ART

TRÈS BEL AMEUBLEMENT principalement du XVIII^e siècle.M^{me} ADER, TAJAN, commissaires-priseurs. Expert: M. G. Lefebvre, J.-P. Dille, O. Le Fuet et R. de l'Espée, Th. Samuel, Weis, experts. Expo. Pub. Hôtel George-V le 10-12 14 h/20 h, le 11-12 11 h/21 h. Et le 12-12 11 h/12 h. (Veuillez contacter Bernadette au (1) 42-61-80-07, 410 - Fax: (1) 42-61-80-07.)

HOTEL GEORGE V

M^{me} BOISCIARD, commissaire-priseur.

SAMEDI 12 DÉCEMBRE à 15 h

FAIENCES - PORCELAINES - OBJETS D'ART

TRÈS BEL AMEUBLEMENT principalement du XVIII^e siècle.M^{me} ADER, TAJAN, commissaires-priseurs. Expert: M. G. Lefebvre, J.-P. Dille, O. Le Fuet et R. de l'Espée, Th. Samuel, Weis, experts. Expo. Pub. Hôtel George-V le 10-12 14 h/20 h, le 11-12 11 h/21 h. Et le 12-12 11 h/12 h. (Veuillez contacter Bernadette au (1) 42-61-80-07, 410 - Fax: (1) 42-61-80-07.)

HOTEL GEORGE V

M^{me} BOISCIARD, commissaire-priseur.

SAMEDI 12 DÉCEMBRE à 15 h

FAIENCES - PORCELAINES - OBJETS D'ART

TRÈS BEL AMEUBLEMENT principalement du XVIII^e siècle.M^{me} ADER, TAJAN, commissaires-priseurs. Expert: M. G. Lefebvre, J.-P. Dille, O. Le Fuet et R. de l'Espée, Th. Samuel, Weis, experts. Expo. Pub. Hôtel George-V le 10-12 14 h/20 h, le 11-12 11 h/21 h. Et le 12-12 11 h/12 h. (Veuillez contacter Bernadette au (1) 42-61-80-07, 410 - Fax: (1) 42-61-80-07.)

HOTEL GEORGE V

M^{me} BOISCIARD, commissaire-priseur.

SAMEDI 12 DÉCEMBRE à 15 h

FAIENCES - PORCELAINES - OBJETS D'ART

TRÈS BEL AMEUBLEMENT principalement du XVIII^e siècle.M^{me} ADER, TAJAN, commissaires-priseurs. Expert: M. G. Lefebvre, J.-P. Dille, O. Le Fuet et R. de l'Espée, Th. Samuel, Weis, experts. Expo. Pub. Hôtel George-V le 10-12 14 h/20 h, le 11-12 11 h/21 h. Et le 12-12 11 h/12 h. (Veuillez contacter Bernadette au (1) 42-61-80-07, 410 - Fax: (1) 42-61-80-07.)

HOTEL GEORGE V

M^{me} BOISCIARD, commissaire-priseur.

SAMEDI 12 DÉCEMBRE à 15 h

FAIENCES - PORCELAINES - OBJETS D'ART

TRÈS BEL AMEUBLEMENT principalement du XVIII^e siècle.M^{me} ADER, TAJAN, commissaires-priseurs. Expert: M. G. Lefebvre, J.-P. Dille, O. Le Fuet et R. de l'Espée, Th. Samuel, Weis, experts. Expo. Pub. Hôtel George-V le 10-12 14 h/20 h, le 11-12 11 h/21 h. Et le 12-12 11 h/12 h. (Veuillez contacter Bernadette au (1) 42-61-80-07, 410 - Fax: (1) 42-61-80-07.)

HOTEL GEORGE V

M^{me} BOISCIARD, commissaire-priseur.

SAMEDI 12 DÉCEMBRE à 15 h

FAIENCES - PORCELAINES - OBJETS D'ART

TRÈS BEL AMEUBLEMENT principalement du XVIII^e siècle.M^{me} ADER, TAJAN, commissaires-priseurs. Expert: M. G. Lefebvre, J.-P. Dille, O. Le Fuet et R. de l'Espée, Th. Samuel, Weis, experts. Expo. Pub. Hôtel George-V le 10-12 14 h/20 h, le 11-12 11 h/21 h. Et le 12-12 11 h/12 h. (Veuillez contacter Bernadette au (1) 42-61-80-07, 410 - Fax: (1) 42-61-80-07.)

HOTEL GEORGE V

M^{me} BOISCIARD, commissaire-priseur.

SAMEDI 12 DÉCEMBRE à 15 h

FAIENCES - PORCELAINES - OBJETS D'ART

TRÈS BEL AMEUBLEMENT principalement du XVIII^e siècle.M^{me} ADER, TAJAN, commissaires-priseurs. Expert: M. G. Lefebvre, J.-P. Dille, O. Le Fuet et R. de l'Espée, Th. Samuel, Weis, experts. Expo. Pub. Hôtel George-V le 10-12 14 h/20 h, le 11-12 11 h/21 h. Et le 12-12 11 h/12 h. (Veuillez contacter Bernadette au (1) 42-61-80-07, 410 - Fax: (1) 42-61-80-07.)

HOTEL GEORGE V

M^{me} BOISCIARD, commissaire-priseur.

SAMEDI 12 DÉCEMBRE à 15 h

FAIENCES - PORCELAINES - OBJETS D'ART

TRÈS BEL AMEUBLEMENT principalement du XVIII^e siècle.M^{me} ADER, TAJAN, commissaires-priseurs. Expert: M. G. Lefebvre, J.-P. Dille, O. Le Fuet et R. de l'Espée, Th. Samuel, Weis, experts. Expo. Pub. Hôtel George-V le 10-12 14 h/20 h, le 11-12 11 h/21 h. Et le 12-12 11 h/12 h. (Veuillez contacter Bernadette au (1) 42-61-80-07, 410 - Fax: (1) 42-61-80-07.)

HOTEL GEORGE V

M^{me} BOISCIARD, commissaire-priseur.

SAMEDI 12 DÉCEMBRE à 15 h

FAIENCES - PORCELAINES - OBJETS D'ART

TRÈS BEL AMEUBLEMENT principalement du XVIII^e siècle.M^{me} ADER, TAJAN, commissaires-priseurs. Expert: M. G. Lefebvre, J.-P. Dille, O. Le Fuet et R. de l'Espée, Th. Samuel, Weis, experts. Expo. Pub. Hôtel George-V le 10-12 14 h/20 h, le 11-12 11 h/21 h. Et le 12-12 11 h/12 h. (Veuillez contacter Bernadette au (1) 42-61-80-07, 410 - Fax: (1) 42-61-80-07.)

HOTEL GEORGE V

M^{me} BOISCIARD, commissaire-priseur.

SAMEDI 12 DÉCEMBRE à 15 h

FAIENCES - PORCELAINES - OBJETS D'ART

TRÈS BEL AMEUBLEMENT principalement du XVIII^e siècle.M^{me} ADER, TAJAN, commissaires-priseurs. Expert: M. G. Lefebvre, J.-P. Dille, O. Le Fuet et R. de l'Espée, Th. Samuel, Weis, experts. Expo. Pub. Hôtel George-V le 10-12 14 h/20 h, le 11-12 11 h/21 h. Et le 12-12 11 h/12 h. (Veuillez contacter Bernadette au (1) 42-61-80-07, 410 - Fax: (1) 42-61-80-07.)

HOTEL GEORGE V

M^{me} BOISCIARD, commissaire-priseur.

SAMEDI 12 DÉCEMBRE à 15 h

FAIENCES - PORCELAINES - OBJETS D'ART

TRÈS BEL AMEUBLEMENT principalement du XVIII^e siècle.M^{me} ADER, TAJAN, commissaires-priseurs. Expert: M. G. Lefebvre, J.-P. Dille, O. Le Fuet et R. de l'Espée, Th. Samuel, Weis, experts. Expo. Pub. Hôtel George-V le 10-12 14 h/20 h, le 11-12 11 h/21 h. Et le 12-12 11 h/12 h. (Veuillez contacter Bernadette au (1) 42-61-80-07, 410 - Fax: (1) 42-61-80-07.)

HOTEL GEORGE V

M^{me} BOISCIARD, commissaire-priseur.

SAMEDI 12 DÉCEMBRE à 15 h

FAIENCES - PORCELAINES - OBJETS D'ART

TRÈS BEL AMEUBLEMENT principalement du XVIII^e siècle.M^{me} ADER, TAJAN, commissaires-priseurs. Expert: M. G. Lefebvre, J.-P. Dille, O. Le Fuet et R. de l'Espée, Th. Samuel, Weis, experts. Expo. Pub. Hôtel George-V le 10-12 14 h/20 h, le 11-12 11 h/21 h. Et le 12-12 11 h/12 h. (Veuillez contacter Bernadette au (1) 42-61-80-07, 410 - Fax: (1) 42-61-80-07.)

HOTEL GEORGE V

M^{me} BOISCIARD, commissaire-priseur.

SAMEDI 12 DÉCEMBRE à 15 h

FAIENCES - PORCELAINES - OBJETS D'ART

TRÈS BEL AMEUBLEMENT principalement du XVIII^e siècle.M^{me} ADER, TAJAN, commissaires-priseurs. Expert: M. G. Lefebvre, J.-P. Dille, O. Le Fuet et R. de l'Espée, Th. Samuel, Weis, experts. Expo. Pub. Hôtel George-V le 10-12 14 h/20 h, le 11-12 11 h/21 h. Et le 12-12 11 h/12 h. (Veuillez contacter Bernadette au (1) 42-61-80-07, 410 - Fax: (1) 42-61-80-07.)

HOTEL GEORGE V

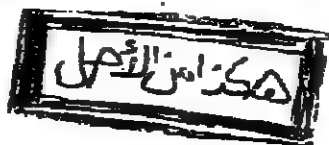
M^{me} BOISCIARD, commissaire-priseur.

SAMEDI 12 DÉCEMBRE à 15 h

FAIENCES - PORCELAINES - OBJETS D'ART

TRÈS BEL AMEUBLEMENT principalement du XVIII^e siècle.M^{me} ADER, TAJAN, commissaires-priseurs. Expert: M. G. Lefebvre, J.-P. Dille, O. Le Fuet et R. de l'Espée, Th. Samuel, Weis, experts. Expo. Pub. Hôtel George-V le 10-12 14 h/20 h, le 11-12 11 h/21 h. Et le 12-12 11 h/12 h. (Veuillez contacter Bernadette au (1) 42-61-80-07, 410 - Fax: (1) 42-61-80-07.)

HOTEL GEORGE V



BIENVENUE DANS UN MONDE DE RECHERCHE, D'INNOVATION, DE PROGRES.

BIENTÔT VOUS POURREZ DEVENIR ACTIONNAIRE DE RHÔNE-POULENC.

Une priorité stratégique : la recherche et l'innovation

Le développement de Rhône-Poulenc est fondé sur la recherche et l'innovation.

En 1991, Rhône-Poulenc a consacré 5,7 milliards de francs, soit 6,8 % de son chiffre d'affaires. Près de 9 000 personnes travaillent dans ses 14 principaux centres de recherche situés dans le monde entier (Europe, Amérique du Nord, Brésil, Japon). Cette recherche bénéficie des compétences de sommités scientifiques mondiales comme Jean-Marie Lehn, prix Nobel de Chimie et Pierre-Gilles de Gennes, prix Nobel de Physique, directeurs scientifiques à Rhône-Poulenc.

Afin d'accélérer le transfert des connaissances de la recherche fondamentale et la recherche appliquée, Rhône-Poulenc a lancé en 1991 le programme BIOAVENIR en collaboration avec les grands organismes publics de recherche (CNRS, INSERM, INRA, CEA, PASTEUR). Centré sur la santé humaine, la protection des cultures et la chimie, ce programme représente un budget de 1,6 milliard de francs sur 5 ans et mobilise plus de 200 chercheurs. Il ouvre de nouveaux horizons prometteurs tant en biologie qu'en chimie.

Une richesse de nouveaux produits

Rhône-Poulenc Rorer va commercialiser très prochainement dans le monde sept nouveaux médicaments ; plusieurs autres sont en phase d'homologation.

Dans le domaine des vaccins et de l'immunologie, Pasteur Mérieux Connaught (filiale de Rhône-Poulenc) a lancé cette année au niveau européen un nouveau vaccin contre la méningite du nourrisson.

En santé animale, Rhône-Mérieux a lancé un vaccin antirabique pour la faune sauvage, coupant ainsi le cycle de transmission à l'animal domestique et à l'homme.

D'ici à l'an 2000, Rhône-Poulenc Agrochimie lancera un nouveau produit par an dans les grandes familles : fongicides, herbicides, insecticides et régulateurs de croissance. Dès cette année, deux nouveaux produits ont été commercialisés et trois sont en phase d'homologation.

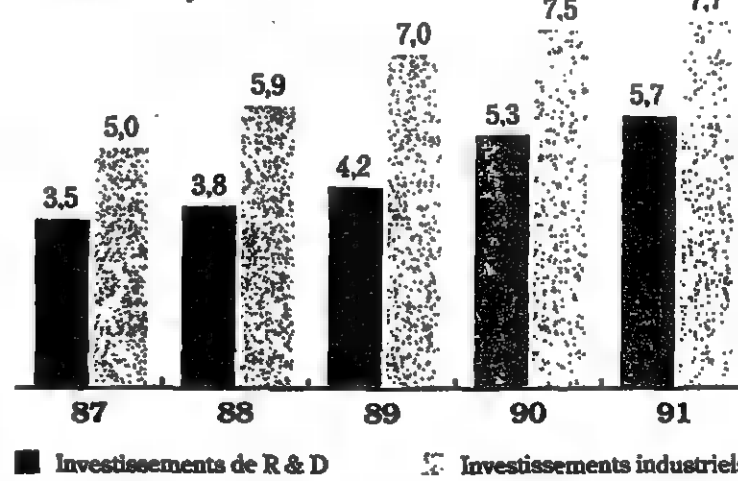
Parmi les nombreux nouveaux produits et procédés de la chimie : un additif anti-pollution pour le carburant diesel, un procédé protégeant les volailles contre la contamination par les salmonelles, un produit pour la détergence totalement biodégradable, etc.

Des investissements pour le progrès

Rhône-Poulenc a maintenu un effort d'investissements industriels important (9 % du chiffre d'affaires). Ces investissements industriels sont destinés à développer et améliorer les procédés afin de les rendre encore plus compétitifs, d'augmenter les capacités de production, à lancer de nouveaux produits.

L'objectif de Rhône-Poulenc est de tout mettre en œuvre pour concilier les défis industriels avec les exigences de la sécurité et de la protection de l'environnement.

Evolution des investissements
(en milliards de francs)



Bienvenue dans le capital d'un Groupe qui, pour conforter ses positions de leader et assurer son développement, donne une priorité stratégique à la recherche et à l'innovation.



Lorsque les conditions du marché le permettront et au plus tard le 1^{er} février 1993, l'Etat mettra sur le marché au moins 6 millions d'actions Rhône-Poulenc par une Offre Publique de Vente (OPV) en France, par un placement aux Etats-Unis et par un placement international. 10 % de ces actions seront réservés aux salariés et anciens salariés de Rhône-Poulenc. Dès l'ouverture de l'OPV, qui durera trois jours, le prix de l'Offre, net de frais, sera communiqué par voie de presse et une note d'opération visée par la COB sera publiée dans la presse et mise à la disposition du public. Aucune réservation d'achat ne peut être faite avant l'ouverture de l'OPV.

L'Etat proposera une Offre Publique d'Echange des Certificats d'Investissement Priviliégiés contre des actions Rhône-Poulenc. Rhône-Poulenc procédera par ailleurs à une Offre d'Echange des Titres Participatifs série A (TPSA) cotés à New York et à Londres (SEAO). Ces offres s'effectueront à raison d'une action ordinaire pour un CIP et d'une action ordinaire pour un TPSA.

Le document de référence enregistré par la COB et le communiqué soumis à son appréciation et publié dans la presse le 25 novembre 1992 sont disponibles auprès de la Société Générale, de la Banque Indosuez et de la Société Rhône-Poulenc.

Pour toute information sur la Société et sur l'opération :

MINITEL : 3616 CLIFF N° VERT : 05.00.75.00

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 3 DECEMBRE

[illegible]

COMPTANT (sélection)

VALEURS			VALEURS		VALEURS		VALEURS		Etrangers	
	% du nom.	% du coupon	Cours pré.	Dernier cours	Cours pré.	Dernier cours	Cours pré.	Dernier cours	Cours pré.	Dernier cours
Obligations			G.I.F.R.M. (R)		Prémont (C)		381			
Emp. Etat 8,9% 74...	...	3 88	2507	...	Publicis	834	128	A.E.G.	453	...
Emp. 10,00% 84,22	100 10	2 88	888	808	Radiofrance	118 80	128	Alcoy Ivre Sels	401	...
Emp. Etat 13,45 83	104 10	12 16	3380	3700	Renovo	128	128	Alcan Alumin.	81	...
Emp. Etat 12,2% 84	100 10	12 16	288	288	Roche	178	179 80	Amoran Benois	218	...
10,26% 88 66	106 02	7 47	908	920	S.A.P.E.T.	788	788	Arval	241 10	241 10
OAT 8,9% 5/2000	110 20	5 20	10 80	12 80	S.A.F.I.A.	188	193 80	American Brands	82 10	82 10
OAT 8,9% 12/1977	107 02	8 23	380	380	S.A.F.I.C. Alcan	360	360	Amoco Paper	800	804
OAT 8,9% 1/1998	104 44	8 24	612	612	Sage	120	120	B. Hengstenberg Int.	19200	19200
PT 11,2% 88	108 20	0 22	1840	1840	Saint Dominique P.L.	822	822	Car. Phillips	58 80	58 80
10,00% 88 98	108 8	0 28	698	678	Saint de Mid.	120	120	C.I.R.	3 48	3 33
CP 10,25% 98 80	109 72	7 38	598	578	Saline de Mid.	180	180	Corporation	825 18	825 18
CHA 10 % 1978	101 01	7 08	3000	3000	Switzerland M.	140	140	Dow Chemical	282 50	287 10
CHS Bques 5000F	86 60	3 81	270	270 20	S.E.C.A.	950	950	East	18	14 95
CHS Bques 5000F	86 60	3 81	3800	3800	Servis	818	818	GBL (Rus Lumb)	430	420
CHS 9 % 88	88 18	3 81	470	470	S. B. Ind. Par. 80	182	182	Gencor	680	...
CHS 10,50% 84 88	108 60	8 22	378	372	Silva	680	680	Glen Holdings Ltd.	64 10	64 80
CHS 10,50% 98 100	110 88	8 08	300	300	Silvini	70	68	Gladysco Fin.	380	371
CHCA	1000	...	88	88	S.M.C.I.	88	88	Globe Ind. (R.W.)	182	201 40
Comet	2202	...	401	452	Solel	478	478	Howell Ind.	33	...
Alcatel 6 % 95 88	1000	...	330	328	Sofico	1018	180	Industries	538	...
Ly. Eaux ex 6,5%	788	...	1470	1430	Sofico	81	85	Johnson	33	...
Thomson ex 8,2% 88	2000	2000	Sol. Gen. Par. 80	980	980	Koninklijke	70 25	...
	380	380	Soyouk	283 80	283 80	Kyocera	24	...
	488	488	Steel	856	856	Midland Bank	38	32
	348	348	Taloring	1880	1815	Noranda Min.	71	...
	788	788	Tenax-Aquinox	218	218	Olson priv.	4 21	4
	247	247	Tour Eiffel	340	320	Plaz Inc	416 40	415
	338	318	Union	1025	1025	Reich	28 25	28 80
	918	918	Vicat	459 50	440	Robeco	287 10	286 90
	4350	4350	Vieljeux	180	180	Robeco NV	143 30	143 30
	281	281	Vicat	108	108	Robeco	285 40	285 40
	348	348	Mercer Ind. Boursier	300	300	Sajom	4	3 80
	788	788						
	247	247						
	338	318						
	918	918						
	4350	4350						
	281	281						
	348	348						
	788	788						
	247	247						
	338	318						
	918	918						
	4350	4350						
	281	281						
	348	348						
	788	788						
	247	247						
	338	318						
	918	918						
	4350	4350						
	281	281						
	348	348						
	788	788						
	247	247						
	338	318						
	918	918						
	4350	4350						
	281	281						
	348	348						
	788	788						
	247	247						
	338	318						
	918	918						
	4350	4350						
	281	281						
	348	348						
	788	788						
	247	247						
	338	318						
	918	918						
	4350	4350						
	281	281						
	348	348						
	788	788						
	247	247						
	338	318						
	918	918						
	4350	4350						
	281	281						
	348	348						
	788	788						
	247	247						
	338	318						
	918	918						
	4350	4350						
	281	281						
	348	348						
	788	788						
	247	247						
	338	318						
	918	918						
	4350	4350						
	281	281						
	348	348						
	788	788						
	247	247						
	338	318						
	918	918						
	4350	4350						
	281	281						
	348	348						
	788	788						
	247	247						
	338	318						
	918	918						
	4350	4350						
	281	281						
	348	348						
	788	788						
	247	247						
	338	318						
	918	918						
	4350	4350						
	281	281						
	348	348						
	788	788						
	247	247						
	338	318						
	918	918						
	4350	4350						
	281	281						
	348	348						
	788	788						
	247	247						
	338	318						
	918	918						
	4350	4350						
	281	281						
	348	348						
	788	788						
	247	247						
	338	318						
	918	918						
	4350	4350						
	281	281						
	348	348						
	788	788						
	247	247						
	338	318						
	918	918						
	4350	4350						
	281	281						
	348	348						
	788	788						
	247	247						
	338	318						
	918	918						
	4350	4350						
	281	281						
	348	348						
	788	788						
	247	247						
	338	318						
	918	918						
	4350	4350						
	281	281						
	348	348						
	788	788						
	247	247						
	338	318						
	918	918						
	4350	4350						
	281	281						
	348	348						
	788	788						
	247	247						
	338	318						
	918	918						
	4350	4350						
	281	281						
	348	348						
	788	788						
	247	247						
	338	318						
	918	918						
	4350	4350						
	281	281						
	348	348						
	788	788						
	247	247						
	338	318						
	918	918						
	4350	4350						
	281	281						
	348	348						
	788	788						

SICAV (sélection)

VALUES	Emission Price Incl.	Ratchet net	VALUES	Emission Price Incl.	Ratchet net	VALUES	Emission Price Incl.	Ratchet net
Action	195 97	180 83	France-Pigeons	1084 02	1033 03	Privy, Estrad.	118 22	115 07
Acérol	777 81	747 78	Frans-Amoosions	38 90		Pw/Associations	30084 57	20864 67
Amplidex	819 05	801 06	Frans-Caps	44 48	43 78	Quartz	975 08	951 31
Asacul	016 94	104 84	Fraser	236 73	235 20	Querc		126 13
Asat Fuel	410 80		Fraser-Pine Assoc. C.	882 41		Rhalester		632 17
Asat Fuel	410 80		Fraser-Pine Assoc. D.	882 41		Roscon		
Asat Fuel	410 80		GAM Releasers	5376 78	5177 12	Roscon		
Asat Fuel	410 80		Gastrol	18947 25	15469 90	Roscon		6276 18
Asat Fuel	410 80		Gen. Assocations	172 68	169 63	Revers-Turn	1181 18	1132 89
Asat Fuel	410 80		Holman	1231 34	1198 26	St. Honoré Vie & Sec'd		
Asat Fuel	410 80		HM Monters	14620 40	14620 40	St. Honoré Bois de Tr.	11767 72	
Asat Fuel	410 80		Indes	1005 22	956 26	St. Honoré Blvd.	223 05	
Asat Fuel	410 80		Indes, Fam. Com. T.	1545 31	1545 31	St. Honoré Internat.	767 42	729 07
Asat Fuel	410 80		Interp.	107853 54	104721 68	St. Honoré Internat.	582 96	566 42
Asat Fuel	410 80		Intercity	14678 19	14280 36	St. Honoré P.W.E.	478 32	466 83
Asat Fuel	410 80		Intercity-Pine	511 89	501 81	St. Honoré Real	15718 54	
Asat Fuel	410 80		Jagons	241 49	241 49	St. Honoré Real	15718 54	
Asat Fuel	410 80		Jagons	255 25	255 25	St. Honoré Real	15718 54	
Asat Fuel	410 80		Landex	2389 48	2386 92	St. Honoré Real	15718 54	
Asat Fuel	410 80		Land C.T.	13149 28	13149 28	St. Honoré Real	15718 54	
Asat Fuel	410 80		Land C.T.	6794 24	6596 46	St. Honoré Real	15718 54	
Asat Fuel	410 80		Land Assocations	11783 77	11783 77	St. Honoré Real	15718 54	
Asat Fuel	410 80		Land Assocations	31048 92	30112 28	St. Honoré Real	15718 54	
Asat Fuel	410 80		Land Assocations	1022 65	10071 39	St. Honoré Real	15718 54	
Asat Fuel	410 80		Land Assocations	2222 85	2222 85	St. Honoré Real	15718 54	
Asat Fuel	410 80		Land Assocations	27476 67	27476 67	St. Honoré Real	15718 54	
Asat Fuel	410 80		Land Assocations	552 58	552 58	St. Honoré Real	15718 54	
Asat Fuel	410 80		Land Assocations	659 30	679 51	St. Honoré Real	15718 54	
Asat Fuel	410 80		Land Assocations	164 39	164 39	St. Honoré Real	15718 54	
Asat Fuel	410 80		Land Assocations	10185 31	10185 31	St. Honoré Real	15718 54	
Asat Fuel	410 80		Land Assocations	71542	71542	St. Honoré Real	15718 54	
Asat Fuel	410 80		Land Assocations	38020 93	38020 93	St. Honoré Real	15718 54	
Asat Fuel	410 80		Land Assocations	8614 28	8614 28	St. Honoré Real	15718 54	
Asat Fuel	410 80		Land Assocations	11712 31	11712 31	St. Honoré Real	15718 54	
Asat Fuel	410 80		Land Assocations	18112 38	18112 38	St. Honoré Real	15718 54	

PUBLICITÉ

Renseignements :
46-62-72-67

Hors-cote

Bqua Hydro Energy	310	.....
Calsolene	70	82
C&H Cogenerator	7 25	
Copacore	616	610
Danco Associates		
Drexel-Burnham		
Europ. Account	78	78
Europ. Securities Ind.	11	
Gacser S.A.	40	...
Gay Dagmar	355	
Lactura du Monde	175	...
Nicola	1685	
Paripol Pascor	250	250
Quadrant	40	
Romero H.V.	239 50	240 90
St-Gobain-Emballage	1612	
Schlenkerberg Ind.	450	450
S.E.P.R.	1440	1381
S.M.T. Group	0 65	0 65
S.P.R. ac. B.	226 10	
Watersman	1100	1100

[illegible]

MARCHE DES COURS				
COINDICATES	COURS prix	COURS 3/12	COURS DES BILLETS	
			achat	vente
Etats Unis (1 USD)	5	.....	
Ecu	6 871	.....	
Allemagne (100 DM)	340 920	.....	
Belgique (100 F)	10 553	.....	
Pays-Bas (100 fl)	303 140	.....	
Italie (1000 lire)	3 851	.....	
Danemark (100 kr.)	87 600	.....	
Sch.-Brétagne (1 L)	2 298	.....	
Grèce (100 drachmes)	2 802	.....	
Suisse (100 S)	381 320	.....	
Autriche (100 S)	79 080	.....	
Suède (100 kr.)	55 320	.....	
Norvège (100 kr.)	48 452	.....	
Espagne (100 pes.)	4 713	.....	
Portugal (100 esc.)	8 806	.....	
Canada (1 \$ can.)	4 179	.....	
Japon (100 yen)	4 310	.....	

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVICES	COURS préc.	COURS 3/12
Or fin (télé en barre).....	58000	58100
Or fin (en lingot).....	58000	58500
Répétition (20f).....	334	332
Pièce Fr (10 f.).....	409	.....
Pièce Suisse (20 f.).....	334	335
Pièce Latine (20 f.).....	338	337
Scovaine.....	437	440
Pièce 20 dollars.....	2320	2205
Pièce 10 dollars.....	1030	1020
Pièce 5 dollars.....	650	600
Pièce 10 pesos.....	2170	2170
Pièce 10 florins.....	341	345

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

**L'EUROPE
A LA DEBAND**

CARNET DU Monde

Naissances

M. Didier TRUCHET et M^{me} Delahy,
partagent
Charlotte, Marie et Camille,
la joie d'annoncer la naissance de
Thomas,
le 22 novembre 1991.

Décès

- Lyon, Paris.
Amieux,
époux,
Marie-Claude et Philippe Orsini-
Amieux,
Frédérique Amieux,
Mathilde Orsini-Amieux,
Eric et Michel Madignier,
ses petits-enfants,
familles Dupont, Amieux,
Sey, Le Fusc, Lartière, Mordant,
Mastard, Perrotte, Charlin, Leymarie,
Bessière et Mouriquand,
ses parents et alliés,
J.-V. Véron,
son amie,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

André AMIEUX,
né Jourdan,

le 1^{er} décembre 1992, à son soixante-
dix-neuvième anniversaire.
La cérémonie religieuse sera célébrée
en l'église Saint-Nizier, le vendredi
4 décembre, à 11 h 15, inhumation au
cimetière d'Ecully, à 11 h 15.

On avisera pour le faire-part.

Ils rappellent à votre souvenir son

Michel AMIEUX,
né Jourdan, à vingt-trois

13, rue Grégoire,
69002 Lyon,
4, rue de Lyon,
75012 Paris,
16, rue de Cambrai,
75011 Paris.

- M^{me} Pierre Arthaud,
Sylvie Arthaud,
Arthaud,
ont la douleur de faire part du

docteur Pierre ARTHAUD,
psychiatre,

survenu le 1^{er} novembre 1992, à l'âge
de cinquante-deux ans, à la suite d'une
maladie.

46, rue Reinhardt,
92100 Boulogne-Billancourt.

- On nous prie d'annoncer le

ASTON,

survenu à Rouen, le 20 novembre
1991.

Le fait par
M^{me} Colette Aston,
épouse,
Florence,
sa fille,
Benjamin,
son petit-fils.

116, rue de la République,
76000 Rouen,
Lycée de Tokyo.

- Marguerite et Henri Guilot,
époux de Barry,
Jacqueline et Philippe Westercamp,
enfants,

époux de Pol Guilot,
époux de Emmanuel,
époux de Guilot,
époux de Michel Fouques,
Clémence, Baptiste, Antonin,
Manon,
Isabelle et Richard Guilot-Guilot,
Sofie, Kim, Arthur, Marthe,
époux de Westercamp,
époux de Jean-Pierre Macluk,
époux de Loetitia,
Bertrand Westercamp,
petits-enfants,
arrière-petits-enfants,
M^{me} Westercamp et Barry,
sa belle-sœur,
la famille ont la douleur de faire part du décès de

Dieu, le 1^{er} décembre 1992, dans sa
quatre-vingt-quatrième année.

M^{me} Robert de BARY,
épouse Mary Schwelguth.

Le décès est dû à la grippe.
Le service religieux sera célébré le samedi 11 décembre, à 9 h 45, en l'église réformée de Versailles, 5, rue de la République.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

- M^{me} Carcassonne
Et sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger CARCASSONNE,
officier de la Légion d'honneur,
époux de M^{me} Carcassonne,
ont la douleur de faire part du décès de

Gilles FIECHTER,
survenu le 2 décembre 1992.

La cérémonie sera lieu le samedi
7 décembre, à 11 heures, au temple de
Genève.

L'ensevelissement suivra au cimetière
du Bois-de-Vaux, Ouchy-Lausanne,
à 14 heures.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

- François et Georges A. Fiechter,
Christine et Fiechter-Roy,
Cécile et Fiechter-Roy,
ont la douleur de faire part du décès de

Gilles FIECHTER,
survenu le 2 décembre 1992.

La cérémonie sera lieu le samedi
7 décembre, à 11 heures, au temple de
Genève.

L'ensevelissement suivra au cimetière
du Bois-de-Vaux, Ouchy-Lausanne,
à 14 heures.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

On avisera pour le faire-part.

SPORTS

TENNIS : en finale contre les Etats-Unis

Les Suisses à l'assaut de la Coupe Davis

Parvenus pour la première fois de son histoire en finale de la Coupe Davis, l'équipe de tennis suisse, menée par Marc Rosset et Jakob Hlasek, rencontre son homologue américaine du 4 au 6 décembre à Fort Worth (Texas).

LAUSANNE

de notre envoyé spécial

L'événement majeur du premier week-end de décembre est en Suisse la « votation » qui doit décider de l'entrée du pays dans l'espace économique européen (EEE). S'ils réussissent, les Suisses auront l'opportunité de sortir de leur isolement. Les derniers sondages indiquent une victoire des oui. Stimulé par son titre de champion olympique à Barcelone, il a gagné à novembre le tournoi de Munich, devenant le numéro un suisse juste avant son copain Hlasek, qui accumule les succès. Il a accumulé les succès après avoir remporté le septième tournoi en 1991.

Un nouveau capitaine

L'arbitrage des tournois individuels ne s'applique pas au problème de la Coupe Davis. Les Suisses ont choisi un capitaine d'équipe sans doute plus sincère que celui des Américains. Hlasek et Rosset sont deux amis, leurs victoires en double à Rome, à Roland-Garros et à Lyon témoignent de leur complicité. Il faut compter, aussi, avec la poigne du Français Georges Deniau, arrivé au 25 décembre, entraîneur national de la formation.

Directeur d'un centre de stages à Nîmes pendant dix-huit ans, « coach » Guy Forget (entraîneur en 1986) puis Jakob Hlasek, a mené d'hommes intrajoueurs remplis en depuis trois

ans une manière qui porte, en un mois de décembre, une première beaux fruits. « Nous sommes une grande équipe, explique-t-il. Nous gagnons parce que nous faisons notre travail sérieusement et nous prenons au sérieux ».

Dans cet ordre d'idées, l'entraîneur national cherche les successeurs de Hlasek et Rosset dans un pays où le tennis reste confidentiel, pratiqué par 150 000 amateurs, où les installations sportives ne manquent pas mais sont vieillissantes et, pour la plupart, en mauvais état. Georges Deniau a imaginé un ambitieux plan de bataille : rassembler un grand nombre d'entraîneurs d'Ecublens, un club de juniors venus de la Suisse romande, allemande et française (il en a deux, à peine, il y a cinq ans).

Ce projet s'est heurté à celui de l'Association suisse de tennis qui, à Burgdorf en Suisse allemande, considère comme le système nerveux économique et politique du pays à la fois de la Suisse romande. Alors que les relations difficiles entre les deux régions s'enveniment (attachées à l'Europe, les Suisses s'opposent aux Allemands), l'affaire a provoqué une jolte tempête. Georges Deniau a été fiché, menaçant de regagner la France. Jakob Hlasek et Marc Rosset ont fait cause commune avec lui. Ils ont obtenu que le capitaine de l'équipe de Coupe Davis, Roland Stadler, favorable au projet allemand, soit remplacé par Dimitri Sturza. L'aventure a renforcé la détermination des joueurs suisses. La Suisse ne prend ainsi à rêver qu'elle peut faire bien que la France l'an dernier, c'est-à-dire battre les Etats-Unis.

BÉNÉDICTE MATHIEU

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres au palais de l'Élysée, le mercredi 2 décembre. Au terme des délibérations, le service de presse de la présidence de la République a diffusé le communiqué suivant :

Nomenclature budgétaire des communes

Le ministre du budget et le secrétaire d'Etat aux collectivités locales ont présenté au conseil des ministres un projet de loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales. Ce projet de loi traite essentiellement de la nomenclature budgétaire des communes.

Il rapproche les règles de la comptabilité des communes de plus de trois mille cinq cents communes du plan comptable général de 1982. Il donne aux élus communaux un instrument de gestion plus moderne et facilite l'information des citoyens sur les finances de leur commune.

Il a été mis au point en concertation avec les représentants des élus locaux.

Les documents budgétaires établis selon une double présentation : la nature éco-

nomique des dépenses d'une part, selon leur fonction d'autre part. Pour les communes de trois mille cinq cents habitants, cette obligation sera progressivement mise en vigueur.

Les communes de moins de trois mille cinq cents habitants auront acquis, elles devront aussi provisionner les charges résultant de la dépréciation, constatée ou probable, de l'acquisition d'un emprunt comportant un différé d'amortissement du capital. Elles devront aussi constituer des provisions pour l'éventuelle mise en jeu de garanties d'emprunt consenties aux personnes de la commune pour le financement de leur projet.

Les dispositions du projet de loi entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1993. Ce texte sera soumis au conseil des ministres pour approbation.

Aucune modification n'est prévue pour les communes de moins de trois mille cinq cents habitants.

Le secrétaire d'Etat à la Défense a présenté un projet de loi relatif à certaines dispositions du code de service national relatives à la réserve militaire.

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

- M. Marc Dandolet, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommé directeur du service ordinaire.

Sur proposition du ministre du budget :

- M. André Barilari, administrateur hors classe, est nommé directeur adjoint au directeur général des impôts.

Sur proposition du ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, M. Philippe Marland, sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye, a été nommé mercredi 2 décembre par le conseil des ministres directeur adjoint pour la région de la Seine-Saint-Denis.

Sur proposition du ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, M. Philippe Marland, sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye, a été nommé mercredi 2 décembre par le conseil des ministres directeur adjoint pour la région de la Seine-Saint-Denis.

Sur proposition du ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, M. Philippe Marland, sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye, a été nommé mercredi 2 décembre par le conseil des ministres directeur adjoint pour la région de la Seine-Saint-Denis.

Sur proposition du ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, M. Philippe Marland, sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye, a été nommé mercredi 2 décembre par le conseil des ministres directeur adjoint pour la région de la Seine-Saint-Denis.

Sur proposition du ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, M. Philippe Marland, sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye, a été nommé mercredi 2 décembre par le conseil des ministres directeur adjoint pour la région de la Seine-Saint-Denis.

Sur proposition du ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, M. Philippe Marland, sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye, a été nommé mercredi 2 décembre par le conseil des ministres directeur adjoint pour la région de la Seine-Saint-Denis.

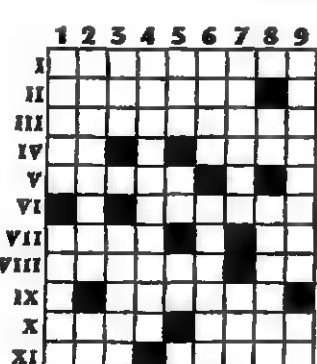
Sur proposition du ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, M. Philippe Marland, sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye, a été nommé mercredi 2 décembre par le conseil des ministres directeur adjoint pour la région de la Seine-Saint-Denis.

Sur proposition du ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, M. Philippe Marland, sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye, a été nommé mercredi 2 décembre par le conseil des ministres directeur adjoint pour la région de la Seine-Saint-Denis.

Sur proposition du ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, M. Philippe Marland, sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye, a été nommé mercredi 2 décembre par le conseil des ministres directeur adjoint pour la région de la Seine-Saint-Denis.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5925



HORIZONTALEMENT
1. Est généralement plus sobre que le vin. - 2. Une femme sou-

mise. - 3. Préparation réjouit ceux qui aiment la campagne. - 4. Préposition. Une fois, un. - 5. Un verbe qui signifie rejeter. - 6. Un verbe qui signifie rejeter. - 7. Un verbe qui signifie rejeter. - 8. Un verbe qui signifie rejeter. - 9. Un verbe qui signifie rejeter. - 10. Un verbe qui signifie rejeter. - 11. Un verbe qui signifie rejeter.

VERTICALEMENT
1. On se repose sur eux et pour-

tant ils nous font bien marcher. - 2. On se repose sur eux et pour-

tant ils nous font bien marcher. - 3. On se repose sur eux et pour-

tant ils nous font bien marcher. - 4. On se repose sur eux et pour-

tant ils nous font bien marcher. - 5. On se repose sur eux et pour-

tant ils nous font bien marcher. - 6. On se repose sur eux et pour-

tant ils nous font bien marcher. - 7. On se repose sur eux et pour-

tant ils nous font bien marcher. - 8. On se repose sur eux et pour-

tant ils nous font bien marcher. - 9. On se repose sur eux et pour-

tant ils nous font bien marcher. - 10. On se repose sur eux et pour-

1. Paraphrase. - 2. Agonie. Vient de. - 3. Rêver. - 4. Aléatoire. - 5. Des. - 6. Rose. - 7. Utile. - 8. Echange. - 9. Un bon bourgeois. - 10. Un bon bourgeois. - 11. Un bon bourgeois.

1. Paraphrase. - 2. Agonie. Vient de. - 3. Rêver. - 4. Aléatoire. - 5. Des. - 6. Rose. - 7. Utile. - 8. Echange. - 9. Un bon bourgeois. - 10. Un bon bourgeois. - 11. Un bon bourgeois.

1. Paraphrase. - 2. Agonie. Vient de. - 3. Rêver. - 4. Aléatoire. - 5. Des. - 6. Rose. - 7. Utile. - 8. Echange. - 9. Un bon bourgeois. - 10. Un bon bourgeois. - 11. Un bon bourgeois.

1. Paraphrase. - 2. Agonie. Vient de. - 3. Rêver. - 4. Aléatoire. - 5. Des. - 6. Rose. - 7. Utile. - 8. Echange. - 9. Un bon bourgeois. - 10. Un bon bourgeois. - 11. Un bon bourgeois.

1. Paraphrase. - 2. Agonie. Vient de. - 3. Rêver. - 4. Aléatoire. - 5. Des. - 6. Rose. - 7. Utile. - 8. Echange. - 9. Un bon bourgeois. - 10. Un bon bourgeois. - 11. Un bon bourgeois.

1. Paraphrase. - 2. Agonie. Vient de. - 3. Rêver. - 4. Aléatoire. - 5. Des. - 6. Rose. - 7. Utile. - 8. Echange. - 9. Un bon bourgeois. - 10. Un bon bourgeois. - 11. Un bon bourgeois.

1. Paraphrase. - 2. Agonie. Vient de. - 3. Rêver. - 4. Aléatoire. - 5. Des. - 6. Rose. - 7. Utile. - 8. Echange. - 9. Un bon bourgeois. - 10. Un bon bourgeois. - 11. Un bon bourgeois.

1. Paraphrase. - 2. Agonie. Vient de. - 3. Rêver. - 4. Aléatoire. - 5. Des. - 6. Rose. - 7. Utile. - 8. Echange. - 9. Un bon bourgeois. - 10. Un bon bourgeois. - 11. Un bon bourgeois.

1. Paraphrase. - 2. Agonie. Vient de. - 3. Rêver. - 4. Aléatoire. - 5. Des. - 6. Rose. - 7. Utile. - 8. Echange. - 9. Un bon bourgeois. - 10. Un bon bourgeois. - 11. Un bon bourgeois.

1. Paraphrase. - 2. Agonie. Vient de. - 3. Rêver. - 4. Aléatoire. - 5. Des. - 6. Rose. - 7. Utile. - 8. Echange. - 9. Un bon bourgeois. - 10. Un bon bourgeois. - 11. Un bon bourgeois.

1. Paraphrase. - 2. Agonie. Vient de. - 3. Rêver. - 4. Aléatoire. - 5. Des. - 6. Rose. - 7. Utile. - 8. Echange. - 9. Un bon bourgeois. - 10. Un bon bourgeois. - 11. Un bon bourgeois.

1. Paraphrase. - 2. Agonie. Vient de. - 3. Rêver. - 4. Aléatoire. - 5. Des. - 6. Rose. - 7. Utile. - 8. Echange. - 9. Un bon bourgeois. - 10. Un bon bourgeois. - 11. Un bon bourgeois.

1. Paraphrase. - 2. Agonie. Vient de. - 3. Rêver. - 4. Aléatoire. - 5. Des. - 6. Rose. - 7. Utile. - 8. Echange. - 9. Un bon bourgeois. - 10. Un bon bourgeois. - 11. Un bon bourgeois.

1. Paraphrase. - 2. Agonie. Vient de. - 3. Rêver. - 4. Aléatoire. - 5. Des. - 6. Rose. - 7. Utile. - 8. Echange. - 9. Un bon bourgeois. - 10. Un bon bourgeois. - 11. Un bon bourgeois.

1. Paraphrase. - 2. Agonie. Vient de. - 3. Rêver. - 4. Aléatoire. - 5. Des. - 6. Rose. - 7. Utile. - 8. Echange. - 9. Un bon bourgeois. - 10. Un bon bourgeois. - 11. Un bon bourgeois.

1. Paraphrase. - 2. Agonie. Vient de. - 3. Rêver. - 4. Aléatoire. - 5. Des. - 6. Rose. - 7. Utile. - 8. Echange. - 9. Un bon bourgeois. - 10. Un bon bourgeois. - 11. Un bon bourgeois.

Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINTEL par le 11

Une étape vers la destitution du chef de l'Etat brésilien

Le Sénat a entériné les accusations de corruption formulées à l'encontre du président Collor

Le Brésilien a adopté, mercredi 2 décembre, le rapport de la commission parlementaire, qui avait accusé le président Fernando Collor de Mello de corruption, de forçage, et de destitution de M. Collor pourrait être votée à la fin de l'année.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Le vote de 17 des 81 sénateurs (3 d'entre eux ont voté blanc, 10 ont abstenu et l'un s'est abstenu) sur le rapport de la commission parlementaire préfigure la décision finale que le Sénat devra prendre. La majorité des sénateurs, sur la destitution définitive du président Fernando Collor de Mello, suspendu de ses fonctions depuis le 29 septembre. Par son ultime vote, les sénateurs interdiront à M. Collor, le président de la Constitution, la fonction publique pour les

huit mois à venir. Le président par intérim, M. Franco, deviendra alors le chef de l'Etat constitué du Brésil.

Le président écarté devra faire face, devant le Tribunal suprême, à des accusations pour crimes de droit commun, pour lesquels il risque plusieurs années de prison. Cette procédure, encore au stade préliminaire, pourrait durer quelques mois.

Depuis la mise à l'écart du président Collor par l'Assemblée nationale le 29 septembre dernier, le Brésil vit dans l'incertitude. La formation du gouvernement de M. Itamar Franco n'est pas terminée et de nombreux responsables manquent encore dans les principaux ministères. Le chef de l'Etat par intérim ne peut toujours pas adresser à la nation. Son premier discours, qui devait être prononcé devant l'Assemblée nationale, a été ajourné à plusieurs reprises, officiellement en raison de problèmes de santé de son père, de quatre-vingt-quatre ans, hospitalisé à la ville de Juiz-de-Fora.

Depuis son arrivée au pouvoir, M. Franco ne s'est guère pressé de clarifier ses intentions : « Que puis-je dire ? S'il s'agit de confier un poste à quelqu'un, que je mets un candidat neutre et que je change de lunettes, cela n'a aucun intérêt. Pour fournir des réponses aux questions du pays, j'ai besoin de temps », a-t-il affirmé, précisant qu'il renouait à l'expression de la « tradition complète de nos précédents ».

Excès de prudence

Soucieux de préserver avant tout la majorité fragile dont il dispose à l'Assemblée nationale, M. Franco joue la prudence. « Jusqu'à l'excès », commente un banquier en congé, « parfois les difficultés sont un cabinet de coalition hétéroclite, qui n'est en place que de manière temporaire ». « La fragile équilibre politique du cabinet, estime un observateur, est le reflet d'un parlementarisme qui s'installe, à

100 lieux du présidentisme impérial du gouvernement précédent.

Mais les commentaires sont cependant de plus en plus acides. M. Collor de Mello est même plusieurs fois sorti de sa réserve pour critiquer son successeur, en estimant que « l'équipe au pouvoir n'est pas commandée, n'a aucun programme, et risque de mettre en péril le plan de stabilisation économique » qu'il avait mis en place. Plusieurs anciens ministres portent aussi, en privé, un regard assez critique sur l'actuel gouvernement.

« Ce qui paraît confus à court terme peut constituer le début non seulement d'un processus de modernisation de l'économie, mais aussi d'un assainissement des mœurs politiques », dit l'ancien président de la Banque centrale, M. Carlos Langoni. Pour l'heure, les prévisions à court terme sont sombres, et, comme le résume un important industriel à propos des privatisations entamées, « le Brésil n'est, de toute manière, qu'un pays en transition ».

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Un arrêt du tribunal administratif de Pau

La déclaration d'utilité publique du tunnel du Somport est annulée

Il y avait foule, mercredi 2 décembre, au tribunal administratif de Pau, pour entendre la lecture du jugement annulant la déclaration d'utilité publique du tunnel du Somport (Pyrénées-Atlantiques). A commencer par Eric Pédini, ce berruyer pyrénéen incriminé à plusieurs reprises pour ses actions anti-tunnel.

« C'est une grande victoire pour nous », a indiqué M. Sylvie Godard, avocate de l'association de protection de la nature SEPANSO. En effet, le tribunal n'a pas invoqué seulement un vice de forme ou tel aspect secondaire de l'affaire. C'est tout le dossier qui a été rejeté.

De fait, les juges administratifs n'ont pas admis que les travaux soient lancés sans étude d'impact globale des effets de l'ouverture du tunnel, qu'il s'agisse des derniers ours des Pyrénées françaises ou de la vie des populations de la vallée. Les juges ont suivi en cela les conclusions du commissaire du gouvernement, M. Jean-Louis Rey, qui avait prononcé le 18 novembre pour l'annulation d'un projet dont la présentation, émise, n'a pas permis de faire une étude d'impact du trafic routier sur l'environnement. « La décision du

tribunal est exécutoire immédiatement », a affirmé M. Jean-François Blanco, député de France nature environnement qui a plaidé la cause au tribunal. « Les travaux doivent s'arrêter même en cas d'appel », a déclaré le ministre de l'Environnement, M. Ségolène Royal, a indiqué qu'elle ne ferait pas appel du jugement, car elle estime elle aussi que l'étude d'impact n'a pas évalué les effets à long terme du projet sur la vallée d'Aspe.

« Les élus pyrénéens », cependant, ont été surpris mercredi 2 décembre, par le ministre de l'Environnement et des transports, M. Jean-Louis Bianco. « Le ministre fera appel », a affirmé M. Michel Inchaurpe, député RPR des Pyrénées-Atlantiques, car le lien son Pays-Saragossais est un traité national approuvé par le gouvernement, ratifié par les Parlements français et espagnols, et dont les marchés sont signés.

Qu'il fasse ou non appel, l'actuel gouvernement est en tout cas sûr, il a trois mois des élections législatives, de laisser ce dossier en suspens à son successeur, comme cela s'était produit en 1988.

R. C.

EN BREF

■ **BULGARIE** : un ancien dissident chargé de former le gouvernement. - Le président bulgare, M. Jeliou Jeleu, a chargé, mercredi 2 décembre, l'ancien dissident Peter Bolandjiev de former un gouvernement, sur proposition du Parti socialiste (ex-communiste). Mathématicien emprisonné sous le régime communiste, M. Bolandjiev, cinquante ans, vivait jusqu'à récemment en exil en France. La Bulgarie est sans gouvernement depuis plus d'un mois. - (AFP, Reuters).

■ **ITALIE** : remaniement ministériel. - Le premier ministre M. Constantino Mitsotakis, a procédé, mercredi 2 décembre, à un remaniement ministériel carac-

térisé par l'arrivée de nombreux secrétaires d'Etat, mais qui ne touche pas les titulaires des principaux ministères. Les ministères des affaires étrangères, M. Michel Papasostantou, de l'économie et des finances, M. Ioannis Varvitiotis, et de la présidence du conseil, M. Sotiris Kouvelas, conservent leur poste. - (AFP).

■ **ITALIE** : deux anciens députés arrêtés pour complicité d'assassinat. - Deux anciens députés démocrates-chrétiens, un ancien maire de Reggio-de-Calabre (extrême sud de l'Italie), et un conseiller régional socialiste, lui aussi membre de la ville, ont été arrêtés, dans la nuit de mardi 1^{er} au mercredi 2 décembre par la

police. M. Reggio, en terme d'une enquête sur l'assassinat, en 1989, de l'ancien président des chemins de fer italiens, Ludovico Ligato, assassiné en août 1989 à Reggio. - (AFP).

■ **NICARAGUA** : les Etats-Unis rétablissent leur aide. - Les Etats-Unis octroieront à Managua, le 3 décembre, 54 des 104 millions d'aide qu'ils avaient gelés en juin, et le solde parviendra au Nicaragua avant la fin du mandat de l'administration Bush en janvier 1993. M. Antonio Lacayo, bras droit de M. Violeta Chamorro, en cours d'une tournée de presse à l'aide américaine, a déclaré à la presse d'emploi à l'agriculture, avait été interrompue par l'initiative du nouveau président M. Violeta Chamorro qui reprochait au gouvernement de M. Violeta Chamorro sa politique sur les terres et biens confisqués par les militaires et le contrôle exercé par ces derniers sur l'armée. - (AFP).

■ **M. Bérégovoy** réaffirme sa position en faveur du financement public des partis et des campagnes. - M. Pierre Bérégovoy, qui participait, mercredi soir, sur France 3, à l'émission « La marche du siècle », consacré à la corruption, a réaffirmé son attachement au financement exclusif public des partis politiques et des campagnes électorales. Il a dit « ne pas désemparer » de parvenir à réintroduire cette disposition dans le projet de loi au cours des nouvelles parlementaires ultérieures. Le premier ministre a ajouté que la commission de prévention de la corruption, présidée par M. Michel Boucheron - dont le rapport a servi de base au projet de loi - lui avait fait « deuxième avis » de propositions » et qu'il espérait « pouvoir présenter une deuxième loi ».

■ **Les communes alsaciennes** indemnisées après une pollution industrielle. - Les groupes Pechiney et Rhône-Poulenc ont accepté, mercredi 2 décembre, d'indemniser pour un montant de 31 millions de francs un syndicat de communes proches de Mulhouse pour les captures d'eau ayant été polluées par deux de leurs usines chimiques. Il aura fallu plus de quatre ans (le 10 mai 1988) pour que ces communes, obligées d'installer à leurs bords de nouveaux captages pour échapper au chloronitrobenzène, reçoivent un dédommagement.

SOLDES EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE à partir de 2 890 F
PANTALONS 895 F VESTONS 1 525 F
3 000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX ET PARDESSUS
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-43-70-61.
Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h

BUSINESS SCHOOL USA
Pourquoi préparer un BBA (avec Bac, Degré, MBA) ou un MBA (maîtrise) dans une Ecole Française alors qu'une année dans une grande université de Californie ou de Texas ne coûte pas plus cher : 50.000 F ?
Cours, logement, repas inclus.
Stage anglais préalable si nécessaire.
University Studies in America
CEPEX 42, avenue Bosquet 75007 PARIS
01 45 91 26 98

du 3 au 5 décembre
3 jours exceptionnels chez
DORMEUIL
Grand choix de pardessus, costumes, vestes, pantalons, chemises et tissus féminins.
19, rue d'Uzès - Paris 2^e
Tél. : 01 52 24
M^o Bourse ou Montmartre

SOMMAIRE

DÉBATS

Commerce : « Le téléphone et le chantage », par François-Henri de Vireu ; à Vive la GATT !, par Roger Fauroux. Revues, par François Gausson : « Ce que Mestrich ne dit pas... » 25

ÉTRANGER

La ratification du traité de l'Union européenne par le Bundestag... 18
Cambodge : les élections... 18
donner la priorité à l'organisation des élections... 18
Représentatives serbes contre la Roumanie... 18
Le... en Somalie... 18

POLITIQUE

La révision de la Constitution : le... 12
Le... 7
La commission d'enquête sur le sida a commencé ses auditions... 8
La préparation des élections législatives : l'UDF et le RPR ouvrent la discussion sur les investitures... 9

SOCIÉTÉ

Justice : le meurtre de Céline Jourdan devant la cour d'assises de l'Aisne... 10
Éducation : le congrès extraordinaire de la FEN à Perpignan... 11
Tennis : les... 22
Américains en finale de la Coupe Davis... 22

CULTURE

Cinéma : le Festival des trois continents à Nantes... 12
Théâtre : Arthur Miller et les docteurs de Brooklyn : le Festival de l'Union des théâtres d'Europe... 13

LE MONDE DES LIVRES

■ Livru Breanu, l'inconnu et mystiques ■

Demain dans « le Monde »

■ **Sans visa** : Bruxelles, la Grand-Place au cœur
A Bruxelles, dans l'esprit de tous, il n'existe qu'une place : la Grand-Place. Un livre consacré au bombardement de Bruxelles par Louis XIV en 1695 s'attache à retrouver l'aspect des bourgeois l'époque, qui, en quelques années, ont reconstruit le cœur de la ville.

■ **Espace européen** : la Suisse hésite à franchir le pas

Au référendum du dimanche 8 décembre sur l'adhésion à l'Espace économique européen, les petits cantons alémaniques risquent de faire pencher la balance en faveur du « non ».

Services

Abonnements... 20
Annonces classées... 17
Cartes... 22
Expositions... 14
Loto... 22
Marchés financiers... 20 et 21
Météorologie... 23
Mots croisés... 23
Radio-Télévision... 23

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde des livres » 25 à 36

Le numéro du « Monde » daté 3 décembre 1992 a été tiré à 472 256 exemplaires.

SCIENCE & VIE

ON PEUT FAIRE UNE BOMBE NUCLÉAIRE AVEC LE PLUTONIUM CIVIL

Au terme d'une enquête fouillée, SCIENCE & VIE publie le dossier économique, écologique et militaire sur le retraitement du plutonium. A lire d'urgence pour comprendre les risques et les enjeux.

■ **Cancer : nouvel espoir avec la thérapie génique**
■ **Un bleu noir au cœur de la Voie lactée ?**
■ **Enfin un vrai téléphone de poche**

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

سكس اسن الثملى

Le Monde ■ Vendredi 11 décembre 1992 25

Le Monde

DES LIVRES

Liviu Rebreanu, l'inconnu

Les ravages de l'amour racontés par le plus important romancier roumain d'entre les deux guerres

MADALINA
(Cloulandra)
de Liviu Rebreanu.
Traduit du roumain
par J.-L. Courriel.
Ed. Jacqueline Chambon,
224 p., 110 F.

Aîné d'une famille d'instituteurs qui comptait quatorze enfants, Liviu Rebreanu (1885-1944) est né aux confins orientaux de l'empire austro-hongrois sur le déclin, en Transylvanie, où vivent, à côté des Roumains majoritaires, des populations hongroises et germaniques. La formation de l'écrivain reflète la diversité ethnique de sa province natale : il fait ses classes d'abord dans un lycée roumain, ensuite hongrois et allemand, avant d'entreprendre des études supérieures dans la capitale magyare. Malgré sa passion pour la médecine, le manque d'argent le pousse vers la carrière militaire. En 1906, il est promu officier de l'armée austro-hongroise, mais découvre très vite que sa vocation est ailleurs.

A la veille de la Grande Guerre, l'effondrement de l'empire multinational se profile. Déjà les Roumains, frustrés par l'administration hongroise qui les exclut des affaires publiques, tournent le regard vers le petit royaume danubien, de l'autre côté des Carpates, où vivent leurs frères en latinité. Dépositaire d'une culture centre-européenne, Rebreanu gagne, en 1909, la Roumanie, indubitablement sa véritable patrie. C'est là que s'épanouira son grand talent d'écrivain.

Malgré son origine roumaine, il avait commencé par s'exprimer en hongrois. En reprenant sa langue maternelle, le romancier entendait, sans plus, rassembler avec les siens tout en affirmant son identité nationale. Ayant grandi au sein d'un empire où l'intolérance ethnique n'atteignait pas l'horreur à laquelle nous assistons aujourd'hui sur les champs de bataille des Balkans, Rebreanu n'est jamais tombé dans le piège de la dérive chauvine. Pour lui, partagé entre deux cultures et deux types de sociétés, la Transylvanie demeure une seule terre où plusieurs peuples, créateurs et porteurs de spiritualités différentes, devaient s'épanouir ensemble et non les uns contre les autres.

Son premier roman, *Ion*, est publié en 1920, après la réification - à la faveur du traité de Versailles - de cette province avec le royaume roumain. Si ce texte plonge ses racines dans les tensions sociales au sein d'un village transylvain, *La Forêt des pendus*, paru peu après, raconte la tragédie d'un jeune officier roumain de l'armée impériale contraint de tuer d'autres Roumains pen-



Liviu Rebreanu : entre deux cultures.

dant la première guerre mondiale. Avec ses romans, Liviu Rebreanu s'impose d'emblée comme le plus intéressant créateur épique de la nouvelle Roumanie.

De l'autre côté des Carpates, en ce pays danubien qui deviendra le sien, au nord des Balkans, l'écrivain découvre une réalité sensiblement différente de celle qu'il a connue en Transylvanie. Certes, ses compatriotes vivent dans leur propre État mais la misère des campagnes reste terrible. Loin de Vienne et de Budapest, Bucarest, en marge de l'Europe, fait figure de capitale barbare où règne le charme de l'esprit français mêlé aux langages orientaux.

Le soulèvement paysan de 1907 contre les propriétaires terriens, qui dépensent le produit de leur labeur en Occident, inspire à Rebreanu *La Révolte*, grande fresque de l'affrontement entre les masses du royaume et

leurs esclaves dépourvus du minimum nécessaire pour survivre. Depuis son arrivée en Roumanie, la création de l'écrivain se situe en ce lieu où se heurtent les traditions du monde villageois et la sophistication citadine - surgie avec la modernité - au milieu de la plaine étendue au sud des Carpates.

La danse qui rend fou

Ainsi, plus concentré, plus analytique aussi, le roman *Madalina*, publié en 1927, rappelle davantage, du moins par sa force dramatique et sa brièveté, les textes de Schnitzler ou de Zweig que les monumentales constructions auxquelles les lecteurs de Rebreanu étaient habitués. Pouliou Faranga est le dernier rejeton d'une illustre famille qui remonte à Vlad l'Empaleur, prince vale-

que considéré par les Roumains comme l'incarnation du mythe de Dracula. Polycarpe, le père de Pouliou, député, puis ministre, abandonne sa femme après une vie de noces, laissant pour son fils un avenir plus incertain.

Afin d'alléger une trop lourde hérité, le père Madalina que Pouliou épouse une jeune fille, entraîné par le rythme d'une danse étrange, la cloulandra, éprouve une attirance soudaine pour Madalina, fille de quinze ans. Adoptée par une tante du jeune homme après avoir été rachetée à sa famille, elle est envoyée par Polycarpe en Occident acquiescer « les bonnes manières ». Madalina, métamorphosée en Roumaine, Nouvelle Galatée, la petite paysanne, qui s'appellera dorénavant Madeleine, s'installe à « Tout Bucarest », ainsi nommé par ceux qui n'en faisaient pas partie. Comme elle, elle épouse le fils de son Polycarpe-Pygmalion.

Au début résigné à l'idée d'une femme, Pouliou répond d'abord par la fuite à ses tromperies. Il aime pourtant d'une obsessionnelle et dure demeure, pour lui, perdue dans un monde inconnu. La danse étrange entre les époux jusqu'au soir où le dernier des Faranga, exaspéré par le non-être trop présent de Madalina-Madeleine, finira par la ruer. Plus affolé par le sort qui attend son fils que par la mort de sa bru, le père fait jouer ses relations afin d'obtenir un non-lieu. Pouliou est interné dans une clinique élitiste en attendant que l'avocat puisse plaider l'irresponsabilité passagère du meurtrier.

Le médecin, originaire du même village que la victime, signera-t-il le certificat de complaisance que le très puissant Polycarpe Faranga lui demande d'établir? Commence alors une analyse sévère et serrée, combat impitoyable entre le tueur et le médecin, soupçonnant Madalina, suspecté par le père de vouloir envoyer Pouliou au bagne ou, au moins, pour assouvir un désir de revanche, le ruer d'une vieille et noble famille.

Au lieu d'une inévitable réaction aux enfers, on n'est pas d'un certificat de complaisance que bénéficie le jeune homme, mais d'une recommandation impérative d'internement dans un hôpital psychiatrique véritable. Sous les regards du père effondré, aux explications du médecin, le fils Faranga, dans une cellule, exécuté depuis de longues heures les pas de la cloulandra, la danse qui rend les hommes fous.

Edgar Reichmann
Lire la suite page 36

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Les joies de la famille

Michel Bazin publie sous le pseudonyme de Michel Braudeau des nouvelles, des poèmes et un livre d'entretiens. On y attend le même voix, un style qui se prolonge. Dans son nouveau roman, presque entièrement dialogué, Michel Bazin montre comment les personnages se débattent dans une situation délicate.

Page 30

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bult

Le retraité de Saint-Amour

On redécouvre Léon Werth, son ami de Larbaud et de Lucien Febvre. Après la *Maison du monde* et *Voyages avec ma pipe*, voici 33 jours, un récit de l'exode de juin 1940, la *Déposition*, son journal de guerre.

Page 28

ACTUALITÉS



Montreuil, capitale de la jeunesse

A l'occasion du huitième Salon du livre de la jeunesse de Montreuil, quatre pages au secteur le plus inventif et le plus dynamique de l'édition.

Pages 29 à 31

Cioran et les mystiques

Quand l'écrivain prônait l'élan barbare de l'inspiration

LE LIVRE DES LUMIÈRES
(Cartea magistrală)
de Cioran.
Traduit du roumain par Grigore
G. et Thomas Bazin.
Gallimard, coll. « Arcades »,
266 p., 38 F.

Voici en français le deuxième des quatre ouvrages que Cioran écrit dans sa langue natale, en 1936, à l'âge de vingt-quatre ans (1). À l'âge de vingt-quatre ans, l'écrivain français qui, après dix ans de séjour à Paris, se forgerait un style soustrait par la mesure aux flammes et aux coups de vent caractérisant les livres roumains - dans lesquels il prônait l'élan barbare de l'inspiration, le « chant du sang, de la chair et des nerfs » du lyrisme, « l'absolu » comme indispensable à la création, pour s'écrier enfin : « Vivons dans l'extase de l'illimité, aimons ce qui ne connaît pas de bornes, détruisons les formes et le seul culte qui nous exempt : celui de l'infini. »

Ceux qui admirent en Cioran un sceptique professionnel - dont, au reste, l'ingénieux pessimisme produit sur l'esprit, comme celui de Voltaire, le contraire de l'abattement - croient pouvoir imputer à son

passage d'une langue à une autre certaine métamorphose, mais aussi bien son écriture que sa pensée. En fait, ce qu'un esprit comme celui de Cioran connaît comme une rupture ou un véritable changement dans son œuvre, n'est qu'une « naturelle » évolution. Celle-ci apparaît, elle est évidente dans la période roumaine de l'écrivain, une discipline s'imposant, par le livre après livre, à la véhémence et à l'ivresse de l'expression, au même temps qu'il se produit un déplacement du point de vue, en regard de hautes idées, rendra les choses banales. Car, soit dit par parenthèse, Cioran est, plus que tout autre, l'homme de quelques obsessions, qu'il traitait vainement à classer parmi les philosophes - ces « pauvres esprits de l'absolu » (qui) font profession de prendre la vie au sérieux. »

Ainsi, celui qui naguère appelait la musique « la mystique », deux ans plus tard, ne faisait que résumer les thèmes majeurs qui se trouvent à l'origine du *Livre des lumières*, où ils s'entrelient et se répondent dans une sorte de dialogue permanent, au fil des pages, ouvrant, ici et là, des percées dans le ténébreux de l'âme et, par moment, dans une sorte d'impossible au-delà.

La musique, qui désagrége et réduit notre substance à un

rythme pur, nous faisant parvenir à une insouciance douce « où chercher même le moi n'a plus aucun sens » ; qui, avec Bach, « donne un contour sonore à la conception chrétienne du désaccord absolu entre temps et éternité » ; et, avec Mozart, nous apporte « la pureté de l'existence du paradis » et le « désir ». Alors que d'autres compositeurs nous offrent une manière de remords métaphysique, une inquiétude morale au marge de la vie : « Vous n'avez aucune faute à regretter, vous ne vous souvenez de rien, mais le passé vous envahit d'un infini de douleur. »

Puisque si le livre contre nos propres affections est si difficile, c'est parce qu'il existe en nous un fond de tristesse indépendante de toutes extérieures, un mal impossible à dominer. Et qu'il n'y a pas de destin sans le sentiment d'une condamnation et d'une malédiction.

Quant à la mystique, que Cioran considère comme une irruption de l'éternel dans l'Histoire - et dans les derniers bredouillages lui semblant plus proches du Divin que la *Kabbale* théologique - elle flambe et clame et gémît dans ces pages. Surtout l'évocation des mystiques femmes, davantage dans leur rôle, à ses yeux, que les hommes, la cause sans doute du rapport

plus naturel, que les uns et les autres établissent avec le Christ (2).

Certes, l'œuvre de Thérèse d'Avila - la seule, parmi les femmes, à avoir vraiment analysé ses visions pour déceler la part d'imaginaire qui aurait pu s'y mêler - aura compté pour Cioran presque autant que le *Livre de Job* ou l'*Écclésiaste*, et pas moins, car, comme les *Parables* de Kierkegaard, mais, ici, en la forme d'un livre, que sont les *Œuvres* de Foligno, les *Mystères* de Pazzi, et bien d'autres que l'Eglise a toujours regardées avec suspicion : parvint-elle, l'Eglise, au moins de la chair, et qu'elle, elle affirmait, faisant bloc avec leur corps, leur ignorance de l'obstacle les séparant du Dieu - ou Dieu qu'elles ont trouvé et vu et entendu, ainsi que les théologiens, de leur côté, cherchent, vaille que vaille, à le rendre possible.

Hector Bianciotti
Lire la suite page 36

(1) Cioran a également publié en français *Sur les cimes du désespoir* (1934), *Des larmes et des sangs* (1937), et le *Crépuscule des pensées* (1940). Les trois titres sont parus chez L'Harmattan en 1990, 1986 et 1991.

(2) Voir *Extases féminines*, de Jean-Noël Vernet (Hachette, 1991).

"Monumentale biographie, à ce jour la plus détaillée et la plus objective (...)
Pen de vies d'écrivains sont aussi extravagantes, diversifiées, emportées.
Un visionnaire génial ? Un traître à sa patrie ?
Un fou ?
Un illuminé ?
Un fanatique ?..."

PHILIPPE SOLLERS
LE MONDE



EZRA POUND
biographie

Humphrey Carpenter

1010 pages, 250 F.

belfond

LE GRAND MÉCHANT DOUX

d'Hervé Bazin. Grasset, 172 p., 90 F.

ŒUVRE POÉTIQUE

d'Hervé Bazin. Seuil, 188 p., 95 F.

HERVÉ BAZIN

entretiens avec Jean-Claude Lamy
Stock, 238 p., 98 F.

ON LIQUIDE ET ON S'EN VA

Michel Mohrt. Gallimard, 137 p., 75 F.

O n n'est pas toujours très juste avec les monstres sacrés, de leur vivant. Ils ont trop de gloire, trop d'argent, suppose-t-on, le dépassant trop d'air. Et ils ont par-dessus tout beaucoup trop de lecteurs, ce qui, pour la critique assise (les donneurs d'avis, de leçons, par opposition à la critique debout, qui va voir ailleurs si les autres y sont), n'est jamais exempt d'une certaine vulgarité. Le phénomène n'est pas français, du reste. John Irving raconte volontiers que, pendant toute la période où ses romans ne se vendent pas à plus de trois mille exemplaires, il lui a fallu plusieurs fois quelques titres, la presse distinguée fut très élogieuse à son égard. On le trouvait épatant dans la confidentialité, le succès d'estime, c'est-à-dire l'insuccès. Du jour où les ventes du *Monde selon Garp* dépassèrent les cent mille pour s'envoler bien plus haut encore, et dans le monde entier, la très chère et austère *New York Review of Books* cessa de lui trouver du talent. Certes, le nombre n'est jamais un critère ni vérité ou de qualité, mais il n'est pas non plus incompatible avec celles-ci. Nous avons tous lu les *Contes*.

Qu'il lui ait au succès, pour son image séduisante, une légende. Sagan conduisant un décapotable pieds nus et flambant d'auteur casino, c'était pain béni pour les gazettes en couleurs, un rêve de minidette. Un accident de voiture par-dessus le marché, le touche idéale de malheur qui fait les stars. Hervé Bazin n'a jamais conduit les pieds nus, à notre connaissance, et ça lui a peut-être nui. Difficile l'éponge sur ses milliers de lecteurs, avec son air si peu désarmé, son visage de chouchou, terrien coriace, sa vie de père de famille. Sans parler de ce fichu prix Lénine. Et puis, un président de l'Académie Goncourt, peut-on le traiter sans être suspect? Coincé entre la brosse à reluire et le silence prudent, autant ne pas le lire du tout. C'est ce qu'on appelle subir les infortunes de la vertu des autres.

Il y a dans les nouvelles du *Grand Méchant Doux* du rose et du noir, également répartis. Côté rose, l'histoire d'un pickpocket qui s'abrite derrière notre journal pour opérer dans le métro. « Charles se rapproche d'un pas, déploie le Monde, gazette sérieuse, posant son porteur et de format réduit, donc maniable, idéale pour masquer un tireur, malgré la discrétion de ses titres qui ne retiennent pas assez l'œil des victimes. » Il vole le portefeuille d'un quidam et se rend au Père-Lachaise pour dépiauter en toute paix son butin. La bonne surprise est de découvrir qu'il vient de dévaliser le commissaire qui l'a humilié plus d'une fois, et que le portefeuille contient des photos lestées, de la petite amie du poulet probablement. La surprise moins agréable est de constater, en examinant ces photos, que la créature en question n'est autre que sa propre femme. Cela précède la dernière ligne. Bazin s'arrange le plus souvent pour placer sa pointe, le coup de canif du récit, dans le tout dernier mot qui le conduit. Ou bien c'est un grand brave type, un

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Hervé Bazin: des nouvelles roses et noires.

Les joies de la famille

méchant doux, à qui sa fiancée en a préféré un autre — elle va se marier — et qui, tout emporté qu'il est, trouve miraculeusement la hargne et l'invention de faire capoter le cérémonial et de récupérer sa promise. Ou encore une famille de mendicants bien entraînée à fonder le cœur des riches au bon moment, moutards émouvants en renfort, et qui, se trouvant désespérés, s'en tire autrement et avec l'aide d'un garçon pas dupe et sympathique.

Mais c'est aussi l'histoire d'une jeune femme que son voisin espionne, une jeune maman, à en juger par les pleurs d'enfant qui sortent régulièrement de sa chambre. Ce ne sont point là que des

pleurs enregistrés d'un petit Jésus refroidi depuis longtemps. Ou le projet d'abri antatomique des grottes des bords de la Loire, avec établissement des provisions utiles et des réserves de sperme en palettes nécessaires à la repopulation du globe, projet pas si absurde, bien qu'il soit rédigé par un pensionnaire d'un asile psychiatrique. Ou encore le portrait désespérant du pourvoyeur des jours maigres qu'une mégère exploite, petit tableau très noir dans la plus sombre veine de *Vipère au poing*.

Le style est vif, prolixe, comme dans les poésies, où l'émotion se tempère souvent d'un comique prompt à la blague, et c'est particulièrement dans les proses qu'on trouve des préciosités, des mots qui poussent pas dans le tout-venant dictionnaires : *arguer*, *anérète*, *amorce*... Cela dit, c'est la même voix qu'on entend, ainsi que dans les entretiens avec Jean-Claude Lamy, d'une lecture fort divertissante. On y trouve nombre d'intéressantes sur l'Académie Goncourt, l'impérialisme que voulait exercer Aragon, avant de la quitter ; sur les illustres contemporains, sur l'infamie Mauriac écrivait le propos de René Bazin : « Votre oncle était un bon écrivain, un vrai chrétien, mais très peu intelligent. On a beau dire : bien que les romanciers trop intelligents subissent un handicap, mieux vaut cet excès que l'autre. Votre oncle dépassait la mesure. Etc. » ; sur la famille, surtout, les hommes originaux et la terrible mère, la Folcoche pétrée de haine, qui provoqua la vocation de son fils, et revint mourir chez lui. Une mère et une famille qui, pour leur survie, exigeaient une trêve d'acier.

DEPUIS Gide et son « *Famille, je vous hais* » — qui ne l'empêcha pas d'hériter, toutefois, — on sait que les liens du sang préparent et nourrissent les bons auteurs et les longues intrigues. Michel Mohrt a choisi de nouer celle de *On liquide et on s'en va*, titre qui avait déjà inspiré San Antonio, autour d'une maison au bord de la mer, Les Tilleuls, et des membres de la famille qui l'occupent le temps des vacances. Il y a la vieille M^{lle} L'Héritier, quatre-vingt-trois ans, sa fille, Hélène, et ses deux fils, Horace et Héli. L'un est marié, a deux grands enfants, Héliote et Hervé. L'autre non, mais on lui tourne autour. Hélène est écrivain, le caillat lui sied. Horace fait des affaires, de microbolantes et fragiles affaires, entourées d'un peu de mystère. Tout n'est pas limpide, bien sûr, il se pourrait que la femme d'Horace ait été la maîtresse d'Héli, et que le jeune Hervé soit le fils de son oncle plutôt que de son père. Brouilles.

Les choses se corrent à la mort de la vieille M^{lle} L'Héritier, clé de d'une cohabitation instable. Hélène est la plus attachée à la maison, mais n'a pas les moyens de racheter leur part aux autres, comme dans toute indivision qui se respecte, tout le monde se divise et se tûne.

Michel Mohrt rappelle la définition de la sorte par Littré : « *Pièce de notre ancien théâtre, au quinzième siècle et au commencement du seizième siècle, sorte de satire allégorique dialoguée, où les personnages étaient censés appartenir à un peuple imaginaire nommé le peuple sot ou fol, lequel représentait, aux yeux des spectateurs, les dignitaires et personnages du monde réel*. »

Le terme est on ne peut mieux approprié à *On liquide et on s'en va*, presque entièrement dialoguée (un producteur de cinéma ou de télévision devrait s'y intéresser). Michel Mohrt montre avec beaucoup d'intelligence et d'habileté comment nos conversations en famille peuvent abriter des ressentiments retors sous le drapeau d'une aimable idiotie. Ce n'est pas le jet noir de selche de Bazin ; ici, on est entre bourgeois, on travaille dans le gris familial, le bureau brétonne. Mais là, aussi, on finit par s'en aller.

DÉPOSITION

Journal (1940-1944)

de Léon Werth.

Présentation et notes

de Jean-Pierre Azéma,

avec Lucien Febvre,

et Viviane Hamy, 734 p., 190 F.

33 JOURS

de Léon Werth.

et Viviane Hamy, 154 p., 99 F.

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Le retraité de Saint-Amour



C e qui frappe Valéry Larbaud la première fois qu'il rencontre Léon Werth, ce fut son air de « bourgeois » du « froc » du moine. Il y a quelque chose de petites choses qui étonnent et qui fascinent. Après, ça s'interrompt pour comprendre ce qu'elles veulent dire. Comme il le mystère de la vie, Valéry et Léon Werth ont des amis, même s'ils se disputent souvent. Pendant les années 10, ils se livraient, tous les deux, à de longues parties de « *philosophie* ». Leur relation se heurtait si rudement que l'on aurait pu les croire fichés à la fin de leurs conversations.

Léon avait mauvais caractère. Il ne manquait pas d'exprimer ses dégoûts. Tandis que Valéry était, non pas indulgent, mais indulgent. « Je n'ai rien dit », disait-il, que la conversation c'est du temps perdu, et que s'occuper des imbéciles et des méchants c'est leur faire trop d'honneur. Cependant, il ajoutait : « Mon contradicteur me montrait mon devoir, qui était de fortifier moi-même mes évasions que j'aurais pu aller s'endormir. » Et Léon saurait gré à Valéry de n'avoir pas déconsidéré ses « *emportements* » : « Il m'a fait avoir « *raison* » au rang de « *la polémique* ». Il n'aimait pas ce mot. Allez savoir pourquoi ! A cause de l'idée de guerre, peut-être.

Dans les années qu'il envoyait à Léon Werth, Valéry Larbaud parlait de fleuves, de rivières et de l'espace humain. Il comparait les courbes de la Saône à des « mains de jeune » du

monde ». La Saône... C'est à ce moment d'elle que Léon Werth écrit son roman général d'histoire, quand il poursuivait ses études à Lyon. Son ami Lucien Febvre, qui était comme lui de l'année 1878, n'avait pas cette affaire, dans laquelle les deux généraux de 1814 : « Il était très chaud, très bas. (...) Febvre lui avait raconté du Rhône ou se laisser porter par les eaux du Rhône de la Saône... Comment résister? Léon Werth ne disait point. Sur la table de papier qu'on lui avait remise, il (...) inscrivait ce mot lapidaire : « Les deux généraux de 1814 furent des petits généraux de rien du tout. » Signé : Léon Werth. » Ensuite, il partit se baigner.

Il n'avait pas que pour éprouver sa prose qui paraît si simple et si facile, car il se font applaudir pour sa vulgarité, car les ont tous les deux à la conspiration de l'imposture... Et l'on sait que les époques se mélangent toujours de ce qui ne leur appartient pas. C'est ainsi que la guerre pour laquelle Léon Werth (qui mourut le 13 décembre 1955) a passé tant d'années « au purgatoire ».

DEPUIS quelques mois, on le redécouvre grâce à Viviane Hamy. Après avoir publié son roman, le *Monde blanc*, et les chroniques intitulées *Voyages avec ma pipe*, elle publie maintenant 33 jours et *Déposition*. 33 jours, c'est le récit que Léon Werth fit de l'exode de juin 1940. Ce récit était resté inédit jusqu'à présent. On a peine à le croire devant un tel récit de bra-

vement. Déjà, la préface est un petit chef-d'œuvre, dans sa simplicité : « C'était le temps où le monde était encore un monde, et qu'il y avait des leçons de politesse. » Quant à *Déposition*, ce livre raconte le journal que Léon Werth écrivait de l'été 1940 à l'été 1944.

Le 10 juin 1940, il se promenait sur les Champs-Élysées. Il se souvient en souriant que les pelouses bordant d'arbres arrosées. Lorsque la guerre arrive, elle paraît tellement incroyable que l'on se raccroche aux habitudes de la vie quotidienne. Et quoi de plus habituel que des pelouses ? Quel spectacle symbolise davantage la tranquillité de l'existence ? « Paris, c'est Paris, et il n'est pas possible que les Allemands y entrent », se disait Léon Werth. Il partit quand même à l'ouest, se persuadant

qu'il prenait comme il fallait la route de Saint-Amour, où se trouvait sa « maison de vacances », et qu'il y serait à l'après-midi. Chef-lieu du canton du Jura, Saint-Amour était à 400 kilomètres de la capitale. Et ce genre de voyage n'effrayait personne.

« Porte d'Italie, Villejuif, Thiais. La circulation est comme en semaine », raconte Léon Werth. Mais tout vite, la route s'encombre d'une foule de voitures. Et l'on s'arrête. Les hommes pris, écrit-il, dans une interminable queue. Le soir, il aura parcouru seulement 10 kilomètres. Car toute la France fuyait sur les routes. Et cette fuite au ralenti ressemblait à une fantasmagorie. « C'est le royaume du matériel », disait Léon Werth. On croirait que la France est le pays du matériel. Dans la nuit, française, l'exode de la

comme une sorte de cauchemar éveillé. C'était une drôle de façon d'apprendre la géographie. Un jour où se trouvait Montargis en Ouzouer-sur-Loire, par exemple.

L'essence devenait une obsession. Il fallait s'en procurer pour continuer le voyage. Mais rien n'était plus facile. L'essence et le carburant circulaient comme des mythes dont l'origine était toujours mystérieuse. Un hameau, Léon Werth reconnut « le visage de l'homme jeune » parmi les figures des paysans qui se tenaient sur la place. Malgré l'absence, il éprouva le sentiment de « n'être plus en France » quand il parcourut l'armée allemande. Jusqu'alors, il n'avait pas senti la trahison de la France. Il y songeait comme à ces gens malades que l'on espère ne pas avoir attrapés. Le récit est rempli de ces impressions, de ce genre, qui prouvent le courage de Léon Werth et d'Henri Lefebvre. Ils ont la même façon narquoise de s'étonner.

LÉON WERTH arriva le 13 juillet 1940, à Saint-Amour. Il avait parcouru 400 kilomètres. « Je me sentais très fatigué, la terre et le ciel familiers », écrit-il. Le village comprenait deux mille habitants. A 30 kilomètres de Bourg-en-Bresse, c'était « la France profonde », comme on dit. Mais cela convenait à Léon Werth, lequel était un caché, d'origine juive. Il allait vivre la majeure partie de l'Occupation dans cet endroit. C'est vers la fin de juillet qu'il commença à écrire son journal. Il le

présenterait comme le reflet de ses « *numérations* ».

Mais celles-ci composent l'un des témoignages les plus riches sur les « années noires ». Léon Werth a décrit les « *numérations* » de la population française, à travers le journal de Saint-Amour. La France avait le Ciel du monde pour traiter de la politique, de la guerre ou de la vie. La signification de l'existence, le championnat de football et le prix des pommes de terre. Aussi, Léon Werth passait des heures à la lecture de la gare, afin d'écouter les propos des gens. Les habitants de Saint-Amour adoptaient, en général, une attitude ou une philosophie que l'on appelle l'« *attentisme* ». Ils évaluaient les chances de la « *course* » anglaise ou allemande. Ils jouaient, en somme, à leur partie sans enjeu. A ce tableau du village, s'ajoutent les réflexions toujours aiguës de Léon Werth sur la nature, sur l'histoire et sur lui-même.

Fidèle de Lucien Febvre, qui était son « *voisin de campagne* », il ne manquait pas d'histoire et de géographie. Les pierres et les arbres de la vie. Mais, en 1940, l'histoire pénétrait chez Lucien Febvre, sans avoir été invitée. « Il paraît que le maréchal a le regard clair », écrivait Léon Werth, rappelant que « la ville du regard » était le trait commun des « *vieux militaires* » et des « *vieux domestiques* ». Et le 4 avril 1944, il notait : « Je me méfie de ceux qui parlent sans cesse de la France éternelle. (...) Je préfère Michelet, même la France comme une personne. Aux raisons que nous avons d'aimer un être s'ajoute celle-ci qu'il est fragile et unique. » C'est en janvier 1944 que Léon Werth retrouve Paris. Reclus dans son appartement de la rue d'Assas, il se promenait à la tombée de la nuit et se réjouissait quand il apercevait les lumières d'une modeste boutique.

A black and white illustration of a person with dark hair, wearing a light-colored shirt, sitting and reading a book. The person is looking down at the open book in their hands. The background is simple, with a dark, arched shape above the person's head, possibly representing a doorway or a shadow. The style is reminiscent of a woodcut or a simple line drawing.

PAUL COX IN « LA REVUE DES LIVRES POUR ENFANTS »

Sur la place de la Mairie, le chapiteau de 8500 mètres carrés, monté par les gens du cirque pour les gens du livre, s'est encore agrandi depuis l'année dernière pour cette huitième édition du Salon du livre de jeunesse de Montreuil, qui s'affirme chaque année davantage comme le grand événement dans le domaine du livre de jeunesse et le rend-vous obligé de tous les professionnels (ils étaient 15000 l'an dernier), des enfants et de leurs parents. Cette année, avec plus de 110 exposants, dont 85 éditeurs de livres et de presse enfantine de l'ensemble des pays francophones (Suisse, Belgique, Québec), avec des dizaines de milliers de livres, des débats, des expositions, des jeux, des concours, des auteurs, des professeurs, des illustrateurs, des libraires, des bibliothécaires, des lecteurs de tous âges, un budget de 11 millions de francs (dont 400000 F de l'État), Montreuil sera, jusqu'au lundi 7 décembre, la capitale du livre de jeunesse.

Car ce Salon « de bienlueu » s'est acquis en huit ans une importance nationale, et même internationale. « La réussite du Salon, explique Henriette Zouhebi, est fondatrice, réside dans une démarche originale : le mélange des publics ; le caractère ludique de la scénographie ; la volonté d'être à la fois une vitrine de la production et une défense de la création avec la présence d'auteurs et d'illustrateurs. Enfin, le décloisonnement, par un rapport intime entre littérature de jeunesse et littérature générale. »

■ ■ ■ Montreuil à l'initiative de la municipalité et du conseil général de Seine-Saint-Denis, le Salon aurait pu avoir tantôt, ■ ■ ■ son succès ■ ■ ■ la lourdeur ■ ■ ■ son investissement financier, l'émigrer vers Paris. Malgré le retrait annoncé pour 1993 de la mairie, le conseil général a estimé important de le conserver au Seine-Saint-Denis. Département jeune, ■ ■ ■ 40 % de la population a moins ■ ■ ■ trente ans, qui a subi les conséquences de la crise économique, et ■ ■ ■, plus qu'ailleurs, ■ ■ ■ était important d'avoir une véritable rencontre avec la création littéraire et artistique. Ainsi, Montreuil peut s'enorgueillir d'avoir été le premier ■ ■ ■ récompenser Patrick Chamoiseau ■ ■ ■ 1987 pour ses *Contes du pays Martinique*. Au ■ ■ ■ temps de l'antain, parus chez Hatier dans la collection de Michel Chailou (devenu Prix Goncourt avec *Texaco*, Chamoiseau sera au Salon de Montreuil dimanche 8 décembre).

Le thème de l'année, « L'invitation au voyage », célèbre sa manière la découverte de l'Amérique.

convient ■ visiteurs ■
renouer avec ■ tradition
du voyage dans l'art ■ la
littérature. Dès l'extérieur,
un ■ coloré relie le ■
■ le chapiteau, menant,
par un parcours magique
imaginé par le scénographe
Yves Cassagne, comme
dans un livre d'images, par
vers ■ îles, sept
cavernes dédiées
grands découvreurs de
l'Antiquité ■ nos jours :
grands voyageurs arabes,
Polo et le ■

merveilles du monde, Moctezuma ■ Cortés, Ulysse ■ Sindbad, voyages dans une autre dimension avec Alice, Gulliver, Pinocchio et Don Quichotte, ■ Les questions de l'aventure avec Tom Sawyer, Croc-Blanc et le Capitaine Nemo, ■ conquête ■ l'espace, de l'Océan, du cœur ■ Terre...

Précédant l'ouverture du Salon, dans le chapiteau vide, un colloque international sous le patronage ■ PUNESCO réunissait, lundi 30 novembre ■ mardi 1^{er} décembre, des historiens, des écrivains, des théologiens pour traiter ■ ces cinq cents ans d'Amérique latine 1492-1992, tandis que trois

■ ■ ■ illustrateurs, l'Uruguayen Alberto Breccia, l'Américain ■ ■ ■ Van Alburg, le Suisse Etienne Delessert, présentaient « cinq visions des Amériques » conçues pour le Salon. Après le lundi 7 décembre, ■ ■ ■ Salon ■ ■ ■ prolongera, comme ■ ■ ■ autres années, dans tout ■ ■ ■ département de la Seine-Saint-Denis, avec des expositions à Saint-Ouen (Alberto Breccia), à Saint-Denis (Etienne Delessert), ■ ■ ■ Bobigny (Chris Van Alsbury), ■ ■ ■ Pantin (jeunes illustrateurs), à Montreuil (l'Amérique latine en 700 livres). Tandis que des « mailles de livres » circuleront toute l'année dans les écoles, les collèges, ■ ■ ■ centres de loisirs.

Y a-t-il, en ce temps où les jeux électroniques ont réalisés en trois ans un chiffre d'affaires trois fois supérieur à toute l'édition jeunesse, un «*généralisme* Montreuil » ? ... On pourrait croire en suivant les slogans du Salon qui, d'année en année, font parler les enfants eux-mêmes : «*Demain, j'attire le chapitre suivant* » (1987), «*Je veux être* » (1988), «*Dans dix ans, l'an 2000* » (1990), «*Il n'y a que qui soupe qui grandit* » (1991), «*Est-ce que t'il y a des livres qui font grandir plus vite ?* », demande cette année, le garçon volontaire qui vous regarde droit dans les yeux. Parce qu'il a décidé de choisir. De ne pas lire n'importe quoi.

N Z.

L'édition pour la jeunesse, devenue un secteur très créatif, connaît depuis deux ans un fléchissement de son activité. Simple ralentissement ou vrai problème de croissance ?

L'édition pour la jeunesse entre-t-elle à son tour dans une ère d'incertitudes? Restructurations au sein des grands groupes, déflation du prix de la production, tassement du chiffre d'affaires en 1991 (1,196 milliard de francs, -0,33 % par rapport à 1990) : ce secteur serait-il aujourd'hui rattrapé par la « crise » de l'édition française ? L'incertitude semblait avoir plutôt bien résisté jusqu'à ce jour. Et les résultats de l'année 1992 viendront-ils ajouter à la prudence qui semble gagner depuis quelques mois l'ensemble de la profession ?

Si tel était le cas, ce fléchissement interviendrait après sept années de croissance ininterrompue. ■ point d'orgue à ■ phase d'expansion, l'édition-jeunesse a connu, en 1990, une progression de son chiffre d'affaires de 11,3 % par rapport à ■■, en francs constants, alors que le reste de l'édition ne progressait que de 0,5 % (1).

Les **autres industries** ont connu une **croissance** relative **bonne**. Entre 1988 et 1990, le nombre d'exemplaires vendus a été multiplié par 1,3 (passant de 55,8 à 77,3 millions), suivant en cela le nombre de titres édités, lui-même multiplié par 1,5 (7 245 en 1990 contre 4 850 en 1988). Des chiffres qui illustrent bien la vitalité de ce secteur dont le nombre total de titres et de nouveautés annuels a plus que doublé en vingt ans.

**« Nous sommes tous
des artisans »**

En 1991, l'édition jeunesse semble donc marquer le pas, avec près de cent vingt titres en moins et - 10,3 ■ d'exemplaires vendus. Au ■, elle représentait l'année dernière 9,3 % du chiffre d'affaires global de l'édition française.

■ se répartissent ainsi : 3,5 ■ pour les livres de fiction et les documentaires, 2,5 ■ pour les albums, 1,3 ■ pour les bandes dessinées spécialement conçues pour la jeunesse.

■ Quant à la part des premières éditions, elle est en moyenne de 60 %, mais varie considérablement aux dépens l'un ou l'autre. Bien que l'on puisse discuter — la signification réelle de ces chiffres — pour savoir, par exemple, où finit la jeunesse, comment classer Nîtin ou Astérix... Il faut bien mesurer, comme le souligne Jean Delas, directeur général de l'Ecole des loisirs, que « 1,2 milliard de chiffres d'affaires pour l'ensemble de la profession, cela représente un poids économique important ».

■ Mais, dit-il, il ne faut pas oublier, dans ce chiffre global, d'ajouter d'armoire de toilette, fait à lui seul un chiffre d'affaires plus important que toute l'édition française ! Au fond, cela signifie que nous sommes tous des artisans », conclut-il.

■ Quant au destinataire, l'édition dont le marché est constitué des onze millions d'enfants fréquentant les écoles maternelles, les écoles primaires et les collèges. Un public qui, dans 60 % des cas, déclare n'aimer « pas » lire ou juste

« un peu » (2).

Artisans, ces éditeurs le sont aussi. Ils ont même des degrés divers. La concentration qui se poursuit dans l'édition-jeunesse, comme dans le reste de l'édition, a considérablement renforcé le poids des deux leaders, Hachette et le Groupe de la Cité. D'après une étude de Jean-Marie Bouvaist, professeur à l'université Paris-Nord (3), « ces deux groupes se partageraient à eux seuls plus de 60 % du marché. Hachette - qui réalise seulement 20 % de son chiffre d'affaires avec le livre et environ 2 % avec l'édition-jeunesse - est toujours de très loin le leader de ce secteur, contrôlant

aujourd'hui, avec ses RH&A Grasset-Jeunesse, Le Livre poche-Jeunesse, Gautier-Languereau, Les Deux Coqs d'or et le partenariat Hachette-Disy, près de 40 % du marché et 60 % des profits.

Le Groupe de la Cité - avec Bordes, Presses Pocket, Nathan, Rouge et Or, Larousse, qui a créé une société avec Gallimard-Jeu-
[] et France-Loisirs, qui a monté avec Bayard-Presses un [] spécialisé dans la jeunesse - détiendrait un peu plus de 20 % de part de marché.

Toutefois, souligne Jean-Marie Bouvaist, malgré leur puissance financière et l'assise de leur distribution, « les grands groupes de l'édition ont le coup sûr sur les structures qui ont à la fois le moins innové et le plus mal supporté le nouveau critère de la rentabilité ». L'édition, depuis 1990, réorganisée, licenciemments sanctionnés des années 1980, « a voulu imposer trop brutalement aux marchés de l'édition-jeunesse les « recettes » mises au point durant les dernières décennies pour les « produits » grande consommation ». (...) Dans les grands groupes, on a eu le avantage dans le domaine des livres de jeunesse, de ne pas avoir subi la création éditoriale. La distribution conditionne le produit : il faut publier vite pour limiter les immobilisations de trésorerie, aller acheter des machines à distribuer, « occuper » linéaire ». Traduire ou adapter, exploiter des séries, voler sur les

Il y a la recherche d'auteurs d'importance. Après une percée spectaculaire, Gallimard-Jeunesse, qui fête cette année ses vingt ans, tiendrait aujourd'hui quelque 12 % du marché - le chiffre d'affaires de cette filiale représentant environ un tiers du chiffre d'affaires global de Gallimard.

malgré la plupart de ces éditeurs, le livre de jeunesse est une diversification : « la littérature générale (Flammariion, avec le « Castor », Albin Michel et, plus récemment, Le Seuil qui, avec l'arrivée de Jacques Binsztok, souhaite renforcer ce secteur) ; de la littérature (Casterman) ou du « livre scolaire (Hatier, dont dépend aussi Ragoz, Mango-Margaud-Jeunesse, Belin ou l'Ecole des loisirs, héritière de la « Pléiade ») ; de l'école, « indépendante », qui « a le droit » d'affirmer, depuis vingt-cinq ans, son exigence de qualité de texte et d'image. Viennent ensuite de plus petites structures – parmi lesquelles Syros, Circouflexe, Nord-Sud, Kaleidoscope, « Calligram, la toute dernière, lancée le 10 octobre par « L'Esprit » et Pascale Gallimard, – dont certaines fonctionnent même, « plus ou moins d'indépendance, « plus le giron d'éditeurs plus importants (Le Souriire qui mord dans Gallimard ou l'opinion d'Albin Michel) qui, pour leur diffusion ou leur distribution, se regroupent souvent autour de Gallimard » du Seuil (4).

Depuis quelques années enfin, de nouveaux appareils sont apparus. Ce sont les éditeurs de presse qui se diversifient en venant au livre et en soutenant leur production (Beyard Presse, Milan) ainsi que, sur tout autre canal de distribution, les entreprises spécialisées dans la vente en surface, comme Litto. Jesco ou Hemma (*lire ci-dessus*).

Il faut aussi ouvrir un album, un documentaire ou un roman illustré pour comprendre ce que l'économie du livre ne jeunesse a des spécificités. Des ouvrages tout en couleurs, en cartes, par même reliés, un beau papier, une iconographie importante :

« *Chaque livre d'enfant est un livre d'art* », explique Marcnaud, PDG de Gallimard.

Florence Noiville
Life in 19th-century Paris

(1) L'Édition de livres en France, Syndicat national de l'édition, statistiques 1991.
(2) Enquête *Disparos/Médiamétrie* 1990 sur la lecture des Français. Voir également l'article de J. F. Médiaspours n° 25 et *Savoir lire-Colemex* 1992 « Votre devenir... ».

Le *Journal de l'édition jeunesse* a été créé en 1992, selon le livre de jeunesse 1990. Voir également l'article de J. M. Médiaspours, « Tendances contradictoires dans l'édition jeunesse », *Médiaspours* n° 277.

(3) La diversité de l'offre de jeunesse dans « Textes et documents pour la classe » du 18 novembre.

Des livres dans les caddies !

On trouve de plus en plus d'ouvrages pour la jeunesse dans les supermarchés. Hermina, société d'édition franco-belge spécialisée dans la tranche d'âge 0-13 ans, et contrôlée à 40 % par les Presses de la Cité, est le leader du marché de la grande distribution et l'un des premiers fournisseurs de Carrefour et de Continent. En 1992, Hermina aura vendu à compte ferme (sans office ni retour) plus de quatre millions d'exemplaires.

Des structures réduites, une importante force de vente, des tirages cumulés avec ses sociétés implantées en Belgique, en Espagne, en Allemagne et aux Pays-Bas permettent de comprimer les coûts pour offrir des

livres à un prix moyen public de... 18 F ! Lofest, repackings, Jacques Lofest, directeur du marketing, se défend pourtant de faire ■ l'édition à répétition ■ en réutilisant des textes ou des images ayant déjà servi pour d'autres albums. « Aujourd'hui, 70 % de ■ fonds ■ de la création. » Comment arriver alors à ■ coûts de revient si ■ ? Avec des bouquins à 80 F, ■ gens ■. Alors, ici, ■ commence par fixer le prix, et après, on cherche... Grâce à cela, on est souvent plus présents dans les chambres d'enfants que beaucoup d'éditeurs connus. »

ELN.

SALON DU 2 - 7 déc 92 LIVRE DE M^o Mairie de Montreuil JEUNESSE

SEINE SAINT-DENIS



Seine-Saint-Denis
Conseil Général

L'Ecole des loisirs, le précurseur

« quand s'est créée l'École des loists, dans les années 60, on nous a trinités de fous. Quelques m'a dit : « Tu fais des livres d'art et d'espi, pour des parents d'art et d'espi ayant des enfants d'art et d'espi. » Des livres comme les Tristes Brigance, de Tomi Ungerer, ou Max et les Maximoustres, de Maurice Sendak, étaient perçus comme des solutions. Aujourd'hui, ce sont des classiques... Nous avons un fonds que nous réimprimons régulièrement, et le *« Petit poche »*, créé en 1975, était la première édition de poche pour enfants. Pour nous rendre complices de la création, la *« Bibliothèque »* constituer ce fonds. Il nous faut donc savoir être patients. Pour le dire, je voudrais citer comme exemple, dans la *« Bibliothèque »*, l'est la qualité qui paie. Même en les temps de crise, j'ai l'impression que les meilleurs livres résistent mieux que les autres. »



Redonner le premier à l'histoire, aux personnages, retrouver des écrivains qui savent s'approprier le monde dans lequel ils vivent, c'est remonter avec la grande tradition, pour l'esprit d'enfance. « Ce qui compte dans un livre, c'est le héros. Un canard qui est amoureux ou qui a des ennemis, s'il sait montrer qu'il est vraiment quelqu'un, on y croit », constate Arthur Hübenschmid, le directeur éditorial. Ces canards-ci entrent tout droit à l'École des journalistes depuis sa Suisse natale où il était apprenti typographe, muni de sa fascination pour Kurosawa, pour les farceurs de la beat generation et

En donnant toute sa place au roman, si souvent dénigré dès qu'il est dit « pour enfants », l'Ecole des loisirs a compris le privilège du livre de jeunesse : lui, au moins, a su ne jamais s'éloigner de l'humain du conte, de la tradition des histoires sans artifices.

**Marion Van Renterghem
et Florence Noiville**

La Souris noire de Joseph Périgot

In quelques années, les grands noms du polar français - Didier Daininckx, Thierry Jonquet, Frédéric Fajardie, Marc Villard,



tudes ■ Individus. ■ Meurtres, vols, transgressions ■ pour Joseph Périot, ■ d'audace ■ reposait avant tout sur

■ **Libre** volonté ■ « provocation contrôlée », Joseph Périgot, aujourd'hui séparé ■ Syros, continue de la revendiquer. ■ Elle permet tout de même de toucher des gamins ■ ■ ■ Mais elle ne justifie également pas le plan ■ ■ ■ raire. ■ ■ ■ Les gens qui ne dérangent pas ■ ■ ■ un texte qui ne veut rien. ■

FL. N.

RASSEMBLÉS
PAR LA FNAC,
350 LYCÉENS ONT
DÉCERNÉ "LEUR"
GRAND PRIX À
EDUARDO MANET.

Flammarion



Trois illustrateurs invités

Alberto Breccia, l'aristocrate engagé

Faut être parce qu'il n'est pas un Américain comme les autres : en 1919, bien sûr, du côté de la Grande, le Montevideo (Uruguay), mais Brasca ignore ce que fut le fameux mouvement pour sa vie. Il est sans doute une idée raisonnable pour laquelle Montreuil l'a choisi comme invité d'honneur. Pour son art, mais aussi pour la façon dont il a écrit son livre sur l'Histoire qu'il a écrit, depuis qu'il a commencé à peindre et à sculpter.

■ Les militaires
étaient ■ stupides ■

Un lot quotidien, pour lui, Uruguayen qui émigra il y a ~~vingt~~ ans en Argentine, sans jamais en tirer la conclusion, ce furent, presque sans interruption, les coups d'État, les révolutions, les révoltes toujours abhorrées ~~mais~~ malheureusement récurrentes dans les uniformes militaires et les ceux de la police, les disparitions d'amis latéraux à l'issue du laitier... Lui-même en fut le ~~premier~~. Pendant la ~~guerre~~ militaire, un plastique ~~une~~ demeure à cent mètres de la place d'Alfonso, un ~~grand~~ la

gemins qui ~~interdixit~~ ~~interdixit~~










Il porte les cheveux gris mais
brun, les grands yeux couleur
marron, vifs mais pleins, en fait
avec une voix Moustique assez
douce. Ses traits puissants
comme des battoirs, dont on
s'écarte qu'elles puissent aussi
s'écarter courir. Ses traits et
manier les gouches, ses traits
et ses beloues tendues, lui
donnent une dignité d'artiste
espagnol, les ceux qui Goya
aurait pu portraiturer, la ten-
sion du regard en prime. Et
l'humilité. « D'après que j'ai vu, il
s'apprend beaucoup de ses
débats », risque-t-il.

Sans préciser que l'École panaméricaine du Buenos-Aires, qu'il fonda en 1956 avec Hugo Pratt — la père de Corto Maltés — lui, composite de nombreux romans, romans, ajournement de Argentine en 1956, ce qui le porte tout le continent futur, prodige, et que les autres de son

Les expériences de Tolosa

En dépit de cette humilité et de ses projets, l'artiste ne manque pas de se vanter de ses « nécessités pressantes ». Lui pour qui l'écrivain Borges voudrait enfin pouvoir consacrer ses œuvres, après l'avoir fait pour sa pièce *Fin*, et celles d'autres auteurs, comme *Prodigieux Après-Midi* ou *Balthazar* de Garçon Marquez.

« Je n'ai jamais fait de différence entre littérature et BD », explique-t-il. Et puis continuer Perramus, « un ouvrage produit avec le soutien financier argentin Carlos Sempayo » dont le thème est « les grands traits de la civilisation et le noirceur les horreurs de la barbarie » et constituent un « tableau contre la torture et la répression. Et puis poursuivre sa quête de la vie, parcourant musées et notamment ceux qui renferment « les œuvres de Van Gogh, dont il se sent si proche.

Le graphiste  Etienne
Delessert a choisi  
Nouvelle-Angleterre. Grand
admirateur de l'œuvre philoso-
phique et pédagogique de son
controyen  Jean Piaget,  illus-
trant, qui fit  des
premières dans le dessin publi-
citaire, a été le premier à faire par-
tir des enfants à la conception
de son livre *Comment*
 reçoit une pierre sur
 et *dirige le monde* 
loisirs, 1971), un livre expé-
rimental  aux quatre-
six

La précision
Van Allsburg

Les œuvres d'Etienne Deleury
sert ont à la fois le mérite de la
simplicité et de l'inventivité. Elles
de littérature, comme *Alphaville*
Brecht, il a largement contribué
à la qualité et à la popularité de
livres pour enfants comme *Les
de Folio-Junior* – ou illustrant
les œuvres d'Oscar Wilde, par
exemple – ou la collection «*Le
Midi*» une fois que lui-même

« Il faut créer des images aux enfants avec lesquelles on grandit un peu plus fort », dit celui qui refuse la mièvrerie et se fonde à la fois sur le réservoir que constitue l'imaginaire enfantin et sur une rigueur pédagogique pour construire des images et le graphisme d'une œuvre qui réussissent à renouveler le genre du livre pour enfants. 70 (avec ceux d'Harlin-Quist, notamment).

Chris Van Allsburg est le dernier trió présent. **Vendredi** américain américain – il est né dans la région des grands lacs en 1949, – Chris Van Allsburg est l'un des auteurs les plus réputés d'outre-Atlantique. Il a été par fois lauréat du prix Caldecott (pour *Jumanji* et *Boreas Express*), la plus haute récompense américaine ce domaine.

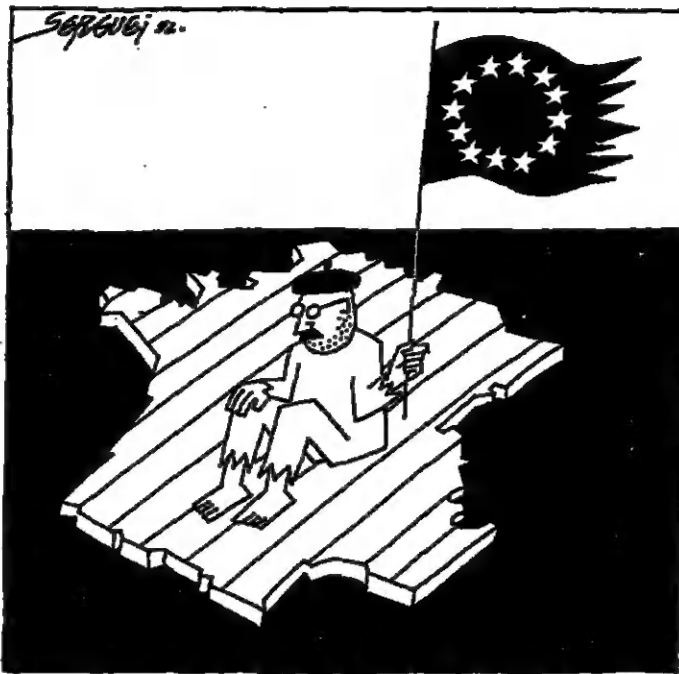
D'une minutie quasiment photographique, ■■■■■ à la fois précis et ■■■■■ n'évitent pas ■■■■ sujets contemporains et quotidiens, comme l'écologie, tout ■■■■ se nourrissant de fantastique ■■■■ d'onirisme.

Yves-Marie Labé

LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta

Les dérapages de la dérive



On se demande parfois si la rage des sondages est bien raisonnable ; si l'état de l'opinion peut s'évaluer seulement à coups de questions naïves et de pourcentages factieux. Les mouvements du vocabulaire ne devraient pas manquer d'instruire, même s'ils ne procurent pas toujours un plaisir extrême. Depuis deux ans, en gros, on peut constater, évidemment la mort dans l'âme, que les emplois de *dérivée* et de *dérivé* se multiplient, de façon troublante. Pour peu qu'on lise avec attention la presse française, et le Monde en particulier, les *dérivées* et les *dérivés* sautent aux yeux.

Par exemple, M. Baudis, très ému, voit le budget 1992 « en pleine dérive » et craint que « le déficit 1991 ne connaisse [un] dramatique dérapage » (le Monde du 21 octobre). Les journaux des lycéens inculquent le ministère « qui craint des dérapages » (le Monde du 7 novembre 1991). On partage les alarmes de M. Bosson quand il redoute « un dérapage à droite de l'UDF » (id. le 11 octobre 1991). Les plus stables, enfin, n'échappent pas à la nouvelle malédiction : naguère, le Canard enchaîné ne reculait pas devant le « scoop » : « Béré vient de dériver » ; le Monde non plus, qui épinglait « le dérapage de Valéry Giscard d'Estaing sur l'immigration ». En un mot, tout et tous dérangent.

Il y a plus grave : c'est la *dérive*. On pourrait croire que la France n'est pas immédiatement menacée quand on lit « le Zaire s'enfonce jour après jour dans une dérive politique extrêmement dangereuse » (le Monde du 11 octobre 1991). Un an après, le mal est fait ; la France est touchée — comme en témoignent deux articles récents, publiés dans la même page de ce journal (le 19 novembre). Pour pallier les drames qui surgissent bon en mal an, les démocrates traditionnels avaient « inventé une soupape, la démission ministérielle », dit Alain Minc. L'horreur est maintenant à son comble ; la France a perdu sa soupape. En effet, « l'rente ans de dérive monarchique auront eu raison [...] de ce dispositif ».

Plus bas, Olivier Duhameil pleide pour des « réformes décisives » ; s'imposent « plus que jamais au moment où le scandale du sang conduit aux dérives terribles que l'on sait — ou devrait savoir ». Quoi que juste, le paradigme des dérives n'est pas réjouissant : « la déliquescence de l'éthique, la loi du pouvoir et celle de l'argent, l'esprit de soumission ». Et il s'en faut que la liste soit exhaustive. Nous connaissons « la dérive léniniste de la droite » (le Nouvel Observateur, octobre 1991) ; « les dérives de la télévision », et

surtout « les dérives de TFI » (le Monde du 9 novembre 1991). L'an dernier, Jacques Chirac condamnait « la dérive monarchique et autoritaire du régime socialiste » (id.). Un an plus tard, le mal a plutôt empiré. Ce qui est « en coupe » maintenant, c'est « une dérive mercantile de notre société ». Le déstresse est tel qu'il rend nécessaire un second emploi du mot : « La tragédie du sang contaminé [...] éclaire d'un jour cru les dérives de notre époque » (id., le 25 novembre).

D'autres exemples encore ? Pour Jean-Pierre Chevènement, Maastricht, « c'est l'histoire d'une dérive : on part, mais on ne sait pas très bien où l'on va » (Libération daté 8-9 décembre 1991). Les institutions les plus nobles perdent aussi leur soupape. On stigmatise « les dérives de la science et de la médecine ». On ne sait plus à qui se fier : selon Édouy Pienel, même le ministère de l'intérieur « est à la dérive ».

En un mot comme en mille, à droite comme à gauche, tout dérape et tout dérive. Franchement, les sondages pourraient-ils faire mieux ? Il était grand temps que, pour notre consolation, l'Eglise publiât, d'abord en français, le Catechisme universel.

POUR notre édification linguistique, que importante elle aussi, il n'est pas « désordonné » de consulter le Littré et quelques autres dictionnaires plus contemporains. Dans les emplois qui nous retiennent, *dérivé*, *dérivée* et *déraper* (dérapage est encore à naître) sont des « termes de navigation » qui ne sont pas sans relation. Une ancre dérape, dit Littré, « quand elle n'est plus fixée au fond et laisse dériver le vaisseau ». Promis aux charmants emplois que l'on sait, dériver est, comme on s'en doute, un cadeau des Anglais ; sous la forme dériver (ou dérive) « encore utilisée », disent Bloch et Wartburg, au dix-septième siècle ». Poétiquement, Littré gloss : « poussé par les courants et l'effort du vent ». Toute la question est d'éviter le danger, en empêchant la dérive, « à l'ouest » par exemple. La préposition à est

ainsi disponible, pour toutes sortes de direction : à droite, surtout. L'agent humain ayant disparu pour quelque raison, le vaisseau va à la dérive, soumis à la seule force des éléments, « au gré, dit encore Littré, du vent et des flots » ; il est sans contrôle, ivre pour ainsi dire. Les métaphores s'emparent de si belles constructions. Témoignons celle-ci, tirée du Petit Robert : « entreprise à la dérive » ; et cette autre que retient le Petit Larousse 98 et qui manifeste le passage à l'animé : « adaptation à la dérive ». Rien n'interdit plus, hélas, d'écrire ou de dire : étudiants, chômeurs, vieillards à la dérive. Le malheur, pourtant, n'est pas si récent qu'on le croit. En 1932, Fréhel chantait *A la dérive*. Déjà, si l'on peut dire.

Les métaphores connaissent d'autres aventures encore, grâce à la théorie de Wegener qui fait « flotter les continents à la surface d'une masse visqueuse ». Depuis

1912, cela s'appelle « la dérive des continents ». Les métaphores proposent alors des articles nouveaux, plutôt graves ces temps-ci. Ce titre du Monde (19 novembre) n'est pas des plus rassurants : « Les banlieues, sous-continents à la dérive ». On peut même utiliser une simple équivalence comme « Mitterrand-PS : la dérive des continents » (Libération du 17 novembre). Le syntagme la dérive pouvant recevoir divers compléments en de, le champ des possibles s'agrandit hardiment : au besoin à l'aide du pluriel : outre un roman d'Yves Simon, *La dérive des sentiments*, on mentionnera les *dérives de la médecine* et les *dérives de la société*. On retiendra surtout la *dérive du pouvoir*, pour ce qu'elle permet au moins d'introduire un adjectif. En effet, le Monde nous informe que M. Mitterrand entend protéger la France contre toute « dérive monarchique du pouvoir » (le 12 novembre).

Et les adjectifs, tant aimés des Français, se mettent à proliférer au point que les exemples se bousculent. Voici quelques variétés de « nos dérives » : nationaliste, raciste, droitier, xénophobe, électoraliste, mercantile. Sans compter celle qui nous menace plus que jamais : la *dérive monarchique*. Bons dieux, il faut encore sauver la France ; au nom du Sacré Cœur.

L'URGENCE est d'autant plus grande que tous les dérapages sont possibles aussi. *Dérive* et *déraper* sont les deux manières de la France contemporaine ; elles apparaissent en complément de deux substantifs inquiétants. Qui, aujourd'hui, ne redoute les dangers ou les risques de dérive ou de dérapage ?

Déraper est un nouveau venu dans le vocabulaire français. Il naît avec les machines à roues : vélo, auto, moto. Le Dictionnaire Larousse du XX^e siècle (1929) prend acte de l'innovation. Le dérapage, c'est « l'action d'une averse, d'une roue de véhicule, etc., qui dérape ». Déraper pour un véhicule est défini toujours avec une grande réserve, puisque la glose se développe ainsi : « Abusivement, se dit d'une roue de bicyclette ou d'automobile qui glisse dans une direction oblique à son propre plan ». L'avertissement du lexicographe n'a pas suffi ; rien n'arrête le progrès ; ou la dérive.

On disait donc abusivement *l'auto d'Ernest a dérapé*. Mais les machines détestent rester ciblées, et poussent les surmales à « faire corps » avec elles. Ce qui engendre l'expression métonymique : *Ernest a dérapé*. Des lors, le verbe admet des sujets animés et inanimés, ferments aussi de métaphores. Tant et si bien que le Petit Larousse 93 admet : les prix

ont dérapé. Le Dictionnaire essentiel (Hachette) révèle aussi que l'art français par excellence est frappé : la conversation a dérapé. Cela paraît « absolument impensable. Comme pour moi d'avoir un enfant » ditait un évêque (auxiliaire, il est vrai) de New-York (le Monde du 24 novembre).

Alors que choisir, de la *dérive* droitier ou du *déraper* à droite ? Les deux mouvements se complètent : *déraper* note la perte du contrôle, et *dérive* l'absence de contrôle. Le dérapage est brusque, disent les dictionnaires ; ponctuel, diraient les grammairiens. La dérive, au contraire, est lente, continue, voire imperceptible. Et d'autant plus dangereuse. Mouvement non dirigé, *dérive* devient peu à peu l'antonyme péjoratif de progrès, qui dit l'action d'avancer dans la bonne direction. Les temps étant ce qu'ils sont, la vigilance s'impose. Selon le professeur Yves Dumez, (le Monde du 26 novembre), la biéotique hésite « entre la dérive et le progrès ». En clair, « le débat philosophique doit s'engager, et le chemin entre la dérive et le progrès est étroit ».

Où que *dérive* offre un échantillon de sujets plus fournis que *déraper* (les continents ne déraperont pas, jusqu'ici. Ni les banlieues, ni les sentiments, ni même le pouvoir), des élections approchent : il faut que les dérives se multiplient ; l'étrappe des (simples) dérapages est bel et bien dépeçée.

Au bout du compte, on comprend mieux, peut-être, pourquoi *dérive* et *déraper* ont tendance à éliminer leurs quasi-synonymes (bavures, faux pas, laisser-aller, à vau-l'eau). *Dérives* et *déraper* ne sont pas mouvements volontaires ; on les subit, vaillait que vaillait. Il suit que nul ne peut être tenu pour coupable, ou même pour responsable. Chéri-Bibi disait tout d'un mot : Fatalitas !

★ A SIGNALER. — Patrick Charnaud, *Grammaire du sens et de l'usage*, Hachette-Education, 927 p. ; *Histoire des idées linguistiques* (tome II) : *Le développement de la grammaire occidentale*, sous la direction de Sylvain Auriant, Ed. Mouton, 683 p. ; Michel Tomatis, *Dictionnaire de français régional des Ardennes*, Ed. Bonnetan, 157 p. ; 99 F. Anne-Marie Verpeas et Claude Michel, *Dictionnaire du français régional de Bourgogne*, Ed. Bonnetan, 191 p., 125 F.

HISTOIRE

Olivares autoritaire et malheureux

La vie politique d'un ministre tout-puissant et de l'Espagne du dix-septième siècle

OLIVARES (1587-1645)
L'Espagne de Philippe IV

de John H. Elliott.
Traduit de l'anglais
par F. M. Watkins
avec les concours de
Cl. Le Ho-Derriane,
introduction de B. Bannassar.
Robert Laffont, coll. « Bouquins »,
940 p., 155 F.

Six ans après sa parution américaine, c'est une valeur sûre que l'excellente collection « Bouquins » propose aux lecteurs français. John Huxtable Elliott, professeur à Oxford après un long séjour à l'Institut pour l'Advanced Study de Princeton, est un spécialiste éminent du dix-septième siècle ibérique, et son livre a déjà pris des allures de classique. Il s'agit en fait d'une histoire de l'Espagne à l'époque de Philippe IV, antécédente à la mort d'Olivares. Il n'est d'ailleurs pas sans intérêt de se demander pourquoi aujourd'hui tant de synthèses éprouvent le besoin de se présenter comme des biographies. Dans le cas d'Elliott, disons qu'Olivares tient lieu de

basse continue pour un récit qui dépasse largement l'histoire d'une vie, fût-elle celle d'un ministre tout-puissant.

Par-delà les effets de mode, et de marché, le cadre biographique sert peut-être d'excuse aux historiens de la seconde moitié du vingtième siècle pour adopter une posture d'auteur — une posture au fond romanesque — que l'approche des phénomènes historiques à partir des modèles élaborés par les sciences sociales avait paru rendre illégitime ou trop intimidante. Retour du refoulement littéraire donc, et cela dans l'historiographie la plus traditionnelle ? On pourrait le croire en découvrant les premières lignes de notre auteur : « J'ai fait la connaissance du comte-duc d'Olivares lors de ma première visite en Espagne, quand j'étais étudiant à Cambridge. Je me suis trouvé face au grand portrait équestre peint par Velázquez, au Musée du Prado. Impossible de rester froid devant ce personnage impérieux, avec son allure autoritaire, sa moustache retroussée et son regard vigilant ».

Et c'est ainsi qu'un projet scientifique d'histoire de l'Espagne surgit d'une rencontre, évoquée longtemps après par un historien qui écrit la préface de son livre : rencontre entre un ministre autoritaire mais malheureux et un historien débutant mais heureux, mieux entouré peut-être que le favori de Philippe IV, qui se plaignait constamment de l'absence de chefs à ses côtés.

De « l'héritage » — l'empire bâti par Charles Quint, consolidé par Philippe II — à « la perte de la réputation », en une petite vingtaine d'années, l'Espagne bascule du leadership au déclin, et le nom d'Olivares, aux affaires des 1621, reste devant l'histoire associé à cette tragique évolution. Après sa mort

(1645), ses compatriotes, qui avaient salué dans la joie sa disgrâce (1643), ont beaucoup fait pour l'oublier. Elliott mentionne la copie d'un tableau de Velázquez, le Prince Baltasar Carlos à l'école d'équitation, sur laquelle la silhouette du comte-duc a été soigneusement effacée. Les échecs du ministre sont patents : incapacité à conclure la paix avec les Provinces-Unies, à gagner la guerre contre la France après l'avoir choisie, déstresse surtout de la sécession portugaise et de la révolte catalane.

Le fardeau flamand

La comparaison avec Richelieu, le grand et plus heureux rival, vient immédiatement à l'esprit, l'un célébré comme héros national, l'autre rendu responsable d'échecs qui, en réalité, le dépassaient. Elliott a nourri cette comparaison dans un autre livre, mais il insiste ici sur la parenté des méthodes et des choix politiques, d'un côté et de l'autre des Pyrénées. Frappante surtout la proximité des positions sur la manière pour un favori d'exercer le pouvoir et de durer. Pour le reste, le poids des réalités politiques, sociales, institutionnelles, économiques, géographiques même, fut déterminant.

En réalité, l'empire espagnol, si riche et si puissant, était un monstre. Des « Indes » au Milanais, le soleil, comme chacun sait, ne se couchait pas. Mais il éclairait un ensemble disparate, travaillé par des maux difficilement curables, épuisé par la difficulté des communications, coûteuses, dangereuses et si lentes. Olivares a caressé de nombreux projets de réforme, centrés surtout sur l'amélioration du rendement de l'impôt et le resserre-

ment des liens entre entités politiques et territoriales, à l'échelle de la Péninsule au moins, et cela par la circulation des élites et « l'union des armées ».

Il n'a cependant jamais envisagé de remèdes radicaux comme l'abandon du fardeau flamand, trop lointain et trop difficile à défendre. Et c'est par nécessité, et comme malgré lui, qu'il a encouragé la promotion des *letrados*, ces bureaucrates sortis des universités, favorisés la prospérité des marchands au sang peut-être « impur » et soutenu la noblesse moyenne contre les grands. Chacun de ces aspects est traité au long, bien qu'une stricte progression chronologique soit respectée. Mais la plus grande place est accordée aux relations et tensions internationales.

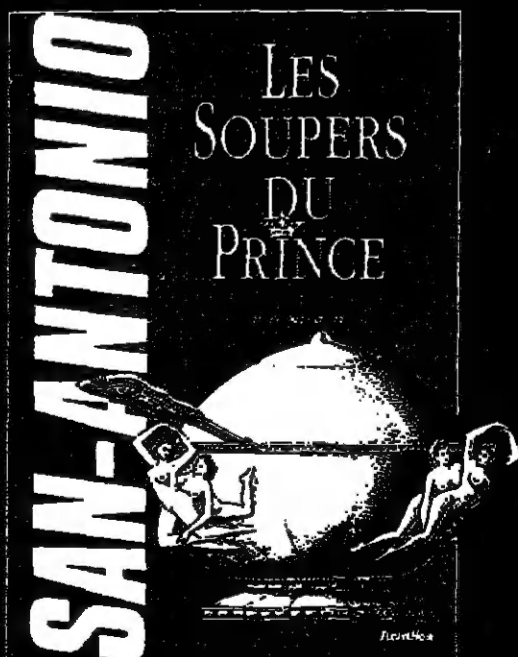
L'un des très grands mérites du livre, comme le souligne Bartolomé Bannassar dans sa présentation, est de nous faire suivre cette histoire du côté espagnol. Le récit des affrontements guerriers ou diplomatiques, l'analyse des rapports de forces et des enjeux, clairement présentés, chapitre après chapitre, trouvent pour le lecteur français, habitué depuis l'école primaire à un autre point de vue, comme une nouvelle fraîcheur et une nouvelle intensité qui donnent beaucoup de vie à un ouvrage par ailleurs compact.

Chronologie détaillée, index, glossaire viennent en outre faciliter la tâche du lecteur pressé ou novice et contribuent à faire de la synthèse désormais incontournable de John Elliott un précieux instrument d'initiation à l'histoire de l'Espagne et des pays ibériques au dix-septième siècle.

Christian Joshaud

"UN SAN-ANTONIO HAUT DE GAMME"

V.S.D.



"Le fabuleux talent de conteur de cet écrivain, aussi puissant dans la noirceur que dans la candeur... sa plume est tantôt un bistouri, tantôt une baguette magique."

Jérôme Garcin - L'ÉVÉNEMENT DU JEU DU

"Royal... son conte cruel, baroque et fellinien est aussi admirable que *La vieille qui marchait dans la mer*."

Jean-Claude Maurier - JOURNAL DU DIMANCHE

FLEUVE NOIR

Nous vous invitons à rencontrer
PATRICK CHAMOISEAU
PRIX CONCOURS 1992
pour « TEXACO »
(Ed. Gallimard)
le samedi 5 décembre,
de 17 h à 20 h.
Librairie Millepages,
174, rue de Fontenay, Vincennes.
TEL. : 43.28.04.15.

Althusser prisonnier de guerre

JOURNAL DE CAPTIVITÉ
Stratag. XA, 1940-1945
Edition établie
par Olivier Corpet
et Yann Moulier Boutang.
(IMEC/Stock, 355 p., 140 F.)

Personne ne peut prédire ce qu'il adviendra du communisme. Peut-être connaît-il aujourd'hui, et pour combien de temps, le sort de l'Eglise des catacombes ? Ce que la personnalité intellectuelle et morale de Louis Althusser semble en tout cas illustrer avec une parfaite clarté (qui n'exclut pas la complexité psychologique), c'est bien la continuité sans faille du christianisme catholique et du communisme marxiste au vingtième siècle. En somme, c'est la thèse défendue avec beaucoup d'intelligence et une information impressionnante par Yann Moulier Boutang dans sa biographie d'Althusser.

On n'a sans doute pas suffisamment dit ici la qualité de celle-ci en en rendant compte en même temps que de l'avenir d'un long temps, l'autobiographie qui a produit, ce printemps, un choc sur les esprits dont les effets sont encore sensibles et le resteront probablement tant que la question communiste ne sera pas épuisée (« Le Monde des livres » du 24 avril). Ce qui fait d'ailleurs que le deuxième volume de cette biographie est très attendu.

Le désir d'être écrivain

On imagine très bien aussi une biographie parallèle et contrastée de Roger Garaudy, l'adversaire et le pendant « humaniste » d'Althusser au sein du Parti communiste, et venu, lui, de la Réforme, pour aboutir à l'islam quand Althusser basculait dans la psychose. Et peut-être la double empreinte contradictoire du protestantisme et du catholicisme sur Sartre rend-elle compte de sa position médiane d'existentialiste à projet socialiste et libertaire, entre les deux penseurs du marxisme français des années 50 à 80.

Ce ne sont ici que questions soulevées pour indiquer l'intérêt « archéologique » des carnets de prisonnier de guerre et de divers écrits datant de cette période pour l'étude du cas Althusser. Yann Moulier Boutang, qui édite et présente ces écrits, avec Olivier Corpet, et qui s'en était servi pour le premier volume de la biographie, a dit l'essentiel au sujet de l'empreinte catholique – et catholique de droite – sur le jeune Althusser, et c'est à ce livre qu'il faut renvoyer le lecteur intéressé.

La lecture continue des carnets met au jour un désir profond, lié à l'extrême virginité morale de cet adolescent prolongé par la force des choses (avoir vingt ans au camp, en sortir à vingt-six) à quelle hibernation de l'être vif) et si patiemment, si passivement endurée...), le désir primordial d'être écrivain.

Et écrivain classique, sous la lumière de Pascal, Vauvenargues, Rilke, Montherlant, qui sont les grandes admirations de ce jeune homme douloureux.

« Tout Français naïf moraliste et devient ou ne devient pas écrivain », dit-il, à propos de Montherlant justement, dont il envie l'assurance. Le drame d'Althusser est de ne l'être pas devenu, pour avoir prolongé sa captivité par l'auto-internement à vie dans l'Ecole dont il ne sortira que par un passage à l'acte qui le libère trop tard et l'enferme dans l'écriture posthume, laquelle ne fait pas un écrivain, ou tout au moins un écrivain selon la conception qu'il avait de la littérature.

Ce n'est pas affaire de talent ; Althusser, on le voit dans ces carnets, n'en est pas privé pour le style : c'est affaire de constitution et de choix. La figure de cet homme éveillé, désarmé et immanquablement, plus de compassion que d'admiration.

Un autre regard sur ces carnets consiste à les prendre non plus comme document d'un pathos particulier, mais d'une posture d'écriture à l'intérieur d'un genre littéraire, le carnet de prisonnier ou le carnet de guerre, illustré notamment par Georges Hyvemaud, Raymond Queneau, Georges Friedmann, Sartre et sans doute beaucoup d'anonymes dont les écrits personnels n'ont pas vu le jour mais constituent un corpus de l'amerume devant l'accusation, souvent non formulée mais d'autant plus culpabilisante pour les prisonniers qui le sont restés longtemps, d'avoir été « embusqués » durant la guerre.

Un colloque qui s'est tenu il y a deux ans sur les « Journaux personnels » à Paris X-Nanterre et dont les actes doivent paraître prochainement a analysé un certain nombre de ces écrits. Ceux d'Althusser, qui n'ont pas été remplis avec l'idée de les publier ni même de les faire lire à quiconque, se joignent à ce corpus tourmenté, en apportant en propre leur spiritualité un peu évanescence.

Michel Costat

* A signaler aussi le numéro du *Magazine littéraire* (n° 304, novembre 1992) consacré à Louis Althusser, avec un « Journal de l'époque » inédit, une belle chronologie établie par Y. Moulier Boutang, et des articles d'André Green, Annie Leclerc, Jean-Paul Dollé, notamment.

**LES IDOLES
DE LA PERVERSITÉ**
Figures de la femme fatale
dans la culture fin de siècle
de Bram Dijkstra.
Seuil, 478 p., 320 F.

Il faut lire les *Idoles de la Perversité* de Bram Dijkstra et se perdre dans cette monumentale histoire des représentations de la femme fin de siècle. Le lecteur devra toutefois pardonner beaucoup à l'auteur ; tout d'abord, ses incursions dans l'économie et la sociologie. Bram Dijkstra, qui ne cesse de dénoncer la « faiblesse consensuelle du conformisme », casse les stéréotypes vides et multiplie les aporismes les plus cocasses – « *Ulysse met le cap sur l'autonomie financière* ».

Le pauvre Thorstein Veblen, l'inventeur de la classe de loisir et de la consommation ostentatoire, sert ici à tout, pour la plus grande lassitude du lecteur. En revanche, le livre ne contient aucune référence à l'histoire des pratiques sexuelles ; or, celle-ci est nécessaire à l'interprétation de tant de nudités offertes. La *Volonté de savoir*, de Michel Foucault, est curieusement absente d'un ouvrage consacré à un inépuisable discours pictural, contemporain de l'élaboration du catalogue des perversions par la première génération de sexologues.

Bram Dijkstra ne nous dit rien des normes qui organisaient alors le champ de la pudeur et qui imposent de subtils détours à l'artiste. Celui-ci ne peut peindre ni l'érection, ni l'éjaculation ; il doit donc s'en tenir à l'attente et à l'apaisement satisfait de la femme. En bref, il lui est imposé de focaliser l'attention sur les rythmes du désir féminin. Au spectateur de combler les blancs de la représentation. Car cette peinture est aussi éducation des sens (1) : elle a pour mission de suggérer habilement l'indécidable. Les Vénus blanches et rousses à la Bouguereau avaient la même mission que les peintures du « temps » : la production féminine étalée dans les peintures de vente aux enchères ou de butins barbares évoquait, à l'évidence, la chair à l'encan proposée dans les maisons de tolérance. Tant de similitudes invitaient clairement à la transposition.

L'érotisme de la morte

La contemplation de ces tableaux symbolistes convoque un empilement de stéréotypes anciens, dont seul le réaménagement présente de l'intérêt ; qu'il s'agisse du naturalisme de la femme ou des fureurs utérines du dix-huitième siècle, relues à la lumière de l'hystérie selon Charcot. L'auteur attribue à la fin de siècle tout le système de représentations de la féminité romantique. Or, le lys de pureté, la femme-aigle, l'ange ou l'androgyne, la chlorotique évanescence, la prêtresse lunaire, l'envol de la femme dans la fluidité aérienne sont autant de figures tout au plus réaménagées durant les dernières décennies du siècle.

Quant à l'Immaculée Conception, Bram Dijkstra – qui semble la confondre avec l'Incarnation et donc avec l'épisode de l'Annonciation – ignore visiblement que le dogme qui présente Marie du péché originel n'a rien à voir avec la conception virginale. L'auteur adopte souvent un ton préchi-précha et condamne les artistes fin de siècle qui méprisaient la femme ; à l'entendre, leur violence à l'égard du corps féminin est devenue insupportable à notre sensibilité, plus humaine. A croire qu'il n'a jamais ouvert d'albums de bandes dessinées, considérés les affiches du Minut rose, regardé des scènes de viol à la télévision.

Une fois surmontés ces agacements, le livre se lit avec un immense plaisir. Il s'agit, avant tout, d'un ouvrage sur les fantasmes masculins ; plus précisément, sur l'angoisse éprouvée par les hommes au moment où se brouillent les portraits de la femme honnête et de la courtisane, où se libère la menace que présente à leurs yeux la sexualité féminine, où se profile l'Eve nouvelle. Les artistes disent alors l'angoisse ; et Bram Dijkstra présente un magnifique recueil qui met en évidence cette crise de l'identité masculine, dont on a tant parlé. Le choix des œuvres est judicieux, l'analyse pénétrante et convaincante. Bram Dijkstra fait preuve de subtilité, d'humour et de brio.

Un contrepoint s'instaure entre la production artistique, l'élabo-



Arthur Hacker :
« Circe » (1893)

tion de la science du sexe et la diffusion des théories de l'évolution. La terreur inspirée par les risques de régression et de dégénérescence est vécue et traduite par les peintres et les sculpteurs. Souvent, ceux-ci ont anticipé la découverte scientifique. Ainsi, remarque Bram Dijkstra, Gustave Moreau crée bien des images archétypales : que les contemporains savaient décrypter et que les psychanalystes se sont contentés d'emprunter.

Les tactiques masculines inspirées tout à la fois par la fascination et par l'effroi sont minutieusement répertoriées. Convaincus de la supériorité de la jouissance de la femme, hantés par la menace de l'épuisement masculin, les artistes tentent d'exorciser les fantasmes de castration, de dévotion, d'engloutissement. Des cohortes de femmes passives, douces, apaisantes et protectrices, des séries d'« alanguissements » des murs des Salons ; sans oublier nombre de jeunes filles endormies et accessibles. Ce désir de passivité trouve son apogée dans l'érotisme de la morte.

Les peintres installent leurs modèles dans les arbres afin de leur faire jouer le rôle de dryades, ou autres femmes sylvestres qui, souvent, retombent nues, vulnérables, offertes à l'agression sur un tapis de feuilles mortes. Ils dessinent avec délectation des nymphes cambriées, figées dans l'attente masochiste de la servitude, espérant le mâle qui viendra les rejoindre dans leur monde « d'humus et de forêt ». Au même fantasme ressortit le « rêve torride » de la femme-enfant. Derrière l'hommage insistant à l'inno-

cence se profile, remarque Bram Dijkstra, une véritable pornographie pédophile.

L'essentiel est toutefois la profusion des figures de la féminité menaçante. Celle de la masturbatrice tout d'abord. Le livre présente un festival de jouissances gracieusement épuisées, dont la chasteté de la mise cache mal de ravageuses débauches solitaires. Le thème insistant de la féminité lunaire révèle la crainte de la froideur, du repli, de l'autosuffisance sexuelle. Nombre de Diane ou d'Artemis, de femmes associées à un vase, un bocal, une cage, inscrites dans un cercle, enfermées dans un globe, affublées d'un miroir sont absorbées dans la contemplation d'elles-mêmes. Ce silence de la femme inquiète, alors que son sommeil rassurait.

La menace féminine ne se traduit pas ici que par l'épuisement, la distance ou l'autosuffisance. La peinture fin de siècle, par-delà son symbolisme proclamé, est hantée par le stigmate de la dégénérescence que traduit la voracité sexuelle. *Idoles de la Perversité* est une lecture de la culture fin de siècle, de la culture de la « belle lèze d'intellectuel ». Façon de nous rappeler, qu'en effet, ce temps des idoles de la perversité est aussi celui de l'affaire Dreyfus et que cette lecture finit par conduire à la psychanalyse de l'intellectuel.

Alain Corbin

(1) Voir Peter Gray, *The Bourgeois Experience. Victoria to Freud*, t. 1 : « Education of the senses », Oxford University Press, 1984. L'auteur insiste sur le rôle de la fréquentation du musée dans ce processus.

(2) Claude Quiguet a consacré un beau livre au même objet que Bram Dijkstra : il en propose une autre lecture : *Femmes et machines 1900. Lecture d'une obsession Modern Style*, Paris, Klincksieck, 1979.

Et pourtant, elles pensent...

LA RAISON DES FEMMES
de Geneviève Fraisse.
Préface de Jacques Rancière.
Plon, 290 p., 150 F.

« L'esprit n'a point de sexe », affirme résolument Poulain de la Barre au dix-septième siècle. Au nom de l'idéalisme cartésien séparant l'âme du corps, il se fait l'audacieux défenseur de l'égalité de l'homme et de la femme, en combattant le préjugé dont cette dernière fait l'objet. Depuis lors, constate Geneviève Fraisse, « le double problème de penser la différence des sexes et de justifier leur égalité » n'a cessé d'être posé. C'est à l'histoire de cette longue argumentation, avec ses tâtonnements, ses progrès, ses régressions et ses points de rupture, qu'elle nous convie. Objets d'un débat dont elles sont d'abord exclues, les femmes y deviennent protagonistes et sujets.

Le thème de l'égalité fait son chemin souterrainement jusqu'à la Révolution. Pourtant, dans le sillage de l'événement qui proclame l'égalité de toutes devant la loi, les femmes sont évincées de la cité : leurs clubs sont fermés en 1793 et le Code civil établit leur non-citoyenneté. Une mise en ordre favorisée par l'Empire : elles auraient pris trop d'importance sous l'Ancien Régime et manifesté un « caractère excessif » dans la période révolutionnaire. Derrrière ces motifs liés aux événements, Geneviève Fraisse en identifie d'autres plus structurels, liés aux fondements de la société nouvelle.

Tout d'abord la peur de la confusion, du gémissement de l'éga-

lité à l'identité, qui, en abolissant la frontière entre le masculin et le féminin, réduirait l'amour à l'amitié dans la sphère privée et ne laisserait que des rapports de rivalité dans la sphère publique. Ensuite, la crainte que l'exception, tolérée sous l'Ancien Régime ne devienne l'exemple et la règle dans un régime démocratique. Enfin, en positif cette fois, l'attraction aux femmes du domaine des mœurs, reconnaissance d'un pouvoir et d'un savoir pratique circonscrits hors du politique.

Toutefois, pour fonder cette exclusion, on ne peut plus affirmer après la Révolution que les femmes sont dépourvues de raison. On dira donc qu'elles en usent autrement, car la dissémination des corps fera l'esprit différent. Les médecins affirment que l'utérus influence le cerveau féminin et les théories se multiplient sur cette articulation spécifique de la nature et de la raison qui les voue « au perfectionnement de l'espèce plus qu'à la perfectibilité du genre humain ».

Moment de recul donc, mais recul instable et provisoire, qui va être bousculé par la dynamique démocratique qu'il s'efforçait, précisément, d'enrayer, car la rupture révolutionnaire rend aussi possibles la naissance et l'essor du féminisme au dix-neuvième siècle. Ce dernier revive la réalité des principes égalitaires et exige pour la femme le bénéfice des droits de l'homme en tant qu'expression du droit naturel. Mais il s'appuie aussi sur les différences, les devoirs et les vertus attribués aux femmes pour promouvoir leur responsabilité dans la cité. C'est au nom de leurs qualités d'épouses, de mères

et de ménagères que les féministes de 1848 revendiquent leurs droits et entendent prouver la légitimité de leur participation à la vie publique : « *Eduquant les enfants, elles peuvent éduquer le société ; pratiquant l'économie domestique, elles peuvent œuvrer à la régénération de l'Etat* ». Ce rôle moral et social particulier des femmes, le positivisme le réaffirme au début du vingtième siècle, face à la guerre, et le surréalisme, lutteur pour la citoyenneté féminine, trouve dans cet engagement politique la preuve manifeste du bien-fondé de l'égalité civile réclamée.

Ainsi, entre mœurs et droit, entre spécificité, liberté et égalité, les arguments se croisent, se contredisent parfois, se conjuguent souvent. Attentive à cerner la complexité des discours et pratiques féministes, Geneviève Fraisse invalide, chemin faisant, quelques schémas préconçus. Le moralisme de la « mère éducatrice » n'était pas forcément réactionnaire. Et, contrairement à la lecture rétrospective qui prévaut, il n'y a pas eu successivement le temps de l'utopie et de la lutte pour les libertés, puis celui de l'égalité et des conquêtes juridiques. Non plus qu'une répartition simple de l'une et l'autre entre féminisme socialiste et féminisme bourgeois.

Ce livre, qui refuse les interprétations réductrices, opère un déplacement de perspective novateur en suivant avec érudition, mais non sans passion, à travers les tours et détours des prises de position individuelles ou collectives, cette raison des femmes à l'œuvre et à l'épreuve de l'histoire.

Nicole Lapiere

**Une
nation
pour
mémoire**

1889, 1939, 1989
trois jubilés
révolutionnaires

Pascal Ory

284 pages 124F

PRESSES DE LA
FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE
82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro : Saint-Sulpice
10 h - 13 h / 14 h - 19 h

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX ARTS
RÉGIONALISME

OUVERTURE EXCEPTIONNELLE
LES LUNDIS 7-14-21
DÉCEMBRE

**CATALOGUE
ÉDITIONS
ORIGINALES**

XIX^e et XX^e
Livres illustrés
sur demande

LIBRAIRIE DU BOIS

22, rue Duret, 75116 Paris
Tél : 45-00-17-60

هكزان الشعر

ve nouvelle

LE MONDE DES LIVRES
SCIENCES

Le grand jeu du savoir

Deux jeunes chercheurs proposent une méthode informatisée de diffusion des connaissances

LES ARBRES DE CONNAISSANCES
de Michel Auhthier et Pierre Lévy.
La Découverte, 170 p., 92 F.

C'est un grand jeu du savoir, auquel tous les citoyens sont conviés à participer. Une vue de l'esprit, qui pourrait peut-être, demain, devenir réalité. Elle est en tout cas la conviction des deux jeunes chercheurs qui ont conçu puis rédigé les Arbres de connaissances. Le premier, Michel Auhthier, a enseigné les mathématiques, avant de s'orienter vers la sociologie, l'histoire des sciences et le théâtre. Le second, Pierre Lévy, est chercheur au laboratoire privé Neurone Lab (Centre universitaire et de recherche d'Archamps, Haute-Savoie) et auteur de plusieurs ouvrages sur les implications culturelles de l'informatique et des sciences cognitives. Tous deux ont travaillé à ce projet en étroite concertation avec le philosophe Michel Serres, responsable de la mission pour l'Université de France (le Monde du 17 janvier) dont ils ont été membres.

Leur « jeu », unique au monde, repose sur l'usage convivial et désormais à peine futuriste de l'informatique et des images de synthèse interactives. Son but : constituer un dispositif totalement novateur d'acquisition et de validation des connaissances, tant pour la période scolaire que pour la formation professionnelle. Pour mieux en convaincre le lecteur, leur ouvrage débute par une série de saynètes ou de « reportages », qui se déroulent dans un avenir proche où les arbres des connaissances auraient été adoptés par la société.

Éléments du jeu : le « blason ». Schématisé sous la forme d'un arbre en croissance, il représente la somme des savoirs et savoir-faire de chaque individu, « y compris ceux qui sont nés de l'expérience », les « vérités de vie », qui ne sont pas intelligiblement reconnus par des diplômes. À mesure que son détenteur acquiert ou parvient à faire reconnaître de nouveaux savoirs, son blason évolue en s'enrichissant de nouvelles icônes, appelées « brevets ».

Déposés par des spécialistes des domaines concernés, ces brevets reconnaissent des savoirs élémentaires, modulaires, clairement identifiables. Ils sont attribués après passage d'une épreuve, qui peut prendre la forme d'un QCM, d'un exercice de simulation ou encore d'un mémoire. L'ensemble des brevets accessibles à une communauté est ainsi organisé en un arbre de connaissances, dont le tronc contient les savoirs de base et les feuilles les savoirs très spécialisés.

Pour tout comprendre de ce jeu du savoir et de ses potentialités, il faut encore découvrir la fonction-



NICOLAS GUILBERT

nement de ses quatre banques (dites des brevets, des formations, des blasons et des profits), s'initier à sa monnaie spécifique, le sol (Standard open learning unit, inconvertible en monnaie classique), se familiariser avec la dynamique et l'auto-organisation des différentes communautés de savoir qu'il pourrait impliquer. Comprendre les règles et surtout les perspectives des arbres de la connaissance, tel est l'objet de cet ouvrage. L'aventure est insolite, souvent drôle et formidablement intéressante. Car s'il ne s'agit encore, on l'a dit, que d'un projet, il ne tiendrait qu'à nous qu'il devienne opérationnel - avec toutes les conséquences, bonnes ou mauvaises, qui en résulteraient.

Michel Serres, dans sa préface, écrit : « Vous ne vous y attendez point en ces lieux d'école, voilà des outils universels : utilisables par n'importe qui, aussi aisément qu'un alphabet ou un code, qu'un bâton ou un levier, sans formation préalable, les arbres et les blasons, dans leur forme et leur usage, restent indépendants de tous les contenus d'expertise, de leur complexité ou de leur valeur sociale, de même de toute langue. D'où leur caractère d'autonomie, d'universalité, de circulation facile. (...) Révez, ce matin,

d'une société où toutes les images et tous les mots volent s'expriment sans que la violence et l'argent, le malheur de notre monde. »

Démocratiquement appliqué à tous, ce système de reconnaissance des savoirs pourrait, selon ses concepteurs, constituer une véritable alternative aux diplômes, améliorer l'adaptation des formations à l'emploi, mobiliser au mieux les compétences des entreprises et des organisations. Résolument utopique, la démarche de Michel Auhthier et Pierre Lévy ne peut néanmoins laisser indifférents ceux qui voudraient croire en une nouvelle citoyenneté, basée sur l'apprentissage et l'échange des connaissances.

Les techniques nécessaires pour faire exister - du moins à petite échelle - les arbres de connaissances sont d'ores et déjà imaginables (1). Reste, bien sûr, à en mesurer les implications sociales, éthiques, politiques et économiques. Mais tel n'est pas ici le sujet de leurs inventeurs.

Ca. V.

(1) Pour tous renseignements : Association pour le développement des arbres de connaissances (ADAC), c/o éditions La Découverte, 9 bis, rue Abel-Blondel, 75013 Paris.

La pensée et l'expérience

Les développements récents de la biologie moléculaire résultent plus de l'application de nouvelles techniques que de l'élaboration de nouveaux concepts

LES CORPS TRANSFIGURÉS
Mécanismes du vivant et l'imaginaire de la biologie
de Michel Tibon-Cornillot.
Seuil, 311 p., 150 F.

Depuis quelques années, les progrès de la biologie moléculaire et des techniques qui lui sont liées nourrissent une réflexion abondante. Ce n'est pas dans ce champ, celui de la biologie, que Michel Tibon-Cornillot entend s'inscrire. Las du face-à-face des positions normatives et des vérités scientifiques, il se situe en amont de ce débat. Les conséquences sociales et juridiques de la maîtrise du vivant, et du vivant humain, doivent être référées, plus fondamentalement, à l'horizon ouvert par la raison scientifique moderne.

La reconstitution ordonnée des étapes de la connaissance du vivant donne corps à ce projet. Pages impudiques, où chacun peut s'instruire du mouvement par lequel la biologie, de la table de dissection de l'anatomiste du quatorzième siècle à l'analyse du génome humain, assure le triomphe d'un programme réductionniste inauguré par Descartes.

De ces utiles rappels, on retiendra surtout la thèse d'une immanence réciproque de la science et de la technique. Comme François Dagognet le soulignait dans son ouvrage sur la maîtrise du vivant, « la biologie devient moins la science de la nature qu'une technique de sa métamorphose ».

La technique n'est pas une conséquence, mais un moment du travail scientifique. Extraire, conserver, stocker, monter et démonter, telles sont depuis des siècles les opérations par lesquelles la connaissance biologique progresse. Les développements récents de la biologie moléculaire résultent plus de l'application de nouvelles techniques que de l'élaboration de nouveaux concepts. Les performances scientifico-techniques, montre l'auteur, doivent autant à la raison militante qu'à la raison observante, à l'expérimentation comme mécanisation du vivant qu'à la théorisation.

L'auteur s'enquiert des origines de ces « deux versants de la raison » moderne. Si la mathématisation du réel renvoie à l'exercice platonicien de la raison, la rationalité militante à l'œuvre dans l'expérimentation s'enracinerait dans l'activisme chrétien. L'organisation d'un vécu temporel comme histoire du Salut, l'affirmation con-

traie d'une Création divine à laquelle les hommes participent contiendraient « une remarquable valorisation de l'action ». La raison scientifique, assure Michel Tibon-Cornillot, s'échappe sur des structures imaginaires collectives qui portent la marque de « l'activisme temporel et créationniste judéo-chrétien », toujours à l'œuvre de nos jours.

Dans son extrême généralité, cette thèse n'est pas sans dérouter. L'auteur ne minore-t-il pas l'importance de la révolution galiléenne, pourtant précisément décrite, afin de mieux associer la thèse d'un activisme chrétien toujours agissant dans la science moderne ? Pour autant que l'œuvre de Galilée assure le passage d'un monde clos à un univers infini d'où le Divin, peu à peu, est chassé, ne sommes-nous pas en voie d'en finir, à tort ou à raison, avec cette « anteriorité du sens » qui définit, selon Marcel Gauchet, les conceptions religieuses de l'existence ?

La démarche de Michel Tibon-Cornillot et son imagination de métaphysicien l'exposent à faire émerger d'une négativité sans finitude au profit de l'accroissement sur l'ancrage de la raison scientifique dans la tradition judéo-chrétienne.

Jean-Paul Thomas

AU FIL DES LECTURES par Catherine Vincent

Des atomes à Vénus

Spécialiste des étoiles doubles à l'Observatoire de la Côte d'Azur, Paul Conteau a le sens du voyage. Le suivre dans le Grand Escalier, c'est aller en douceur jusqu'à l'infini grâce à deux volées de marches. L'une descend vers les atomes et le monde des particules, l'autre s'envole vers les étoiles et les galaxies. On lui choisissent l'une ou l'autre voie, les explorateurs de la matière finiront pourtant par se rencontrer au bord d'un océan furieux et chaotique, un monde d'« attracteurs étranges » qui ordonnent et structurent l'univers.

De la symphonie des atomes aux nuits chaudes de Vénus, de la relativité générale aux cordes cosmiques, le chemin emprunté n'apprendra guère au lecteur averti. Les autres lui trouveront un tracé alerte et rigoureux, fondé sur les découvertes les plus récentes de la physique et de l'astronomie.

► Le Grand Escalier. Des quarks aux galaxies, de Paul Conteau. Flammarion, 270 p., 115 F.

Jacquard, savant et poète

Légende : le mot évoque un récit populaire, une épopée fabuleuse ou le texte qui accompagne une image. En réunissant ces trois sens, cette nouvelle collection de Flammarion propose une nouvelle manière de découvrir la science. Le généticien Albert Jacquard prête son talent de conteur à ce premier ouvrage. Scientifique mais aussi poète, il déroule le fil des religions, des mythes et des arts pour expliquer les mystères de la vie.

► La Légende de la vie, d'Albert Jacquard. Flammarion, 290 p., 295 F.

Psychologie de la vie quotidienne

Frustrations, agacements, colères, dérapages : notre lot quotidien est fait de mille heurts, dont le contrôle et même les raisons nous échappent pour l'essentiel. Tout est dans la tête, sans doute, mais il ne suffit pas de le savoir pour s'en accommoder. S'ils n'échappent pas toujours aux évidences qu'impose la vulgarisation des états de la conscience et de l'âme, les psychologues Alain Braconnier et Eric Albert jettent à tout le moins les bases d'une intéressante psychologie de la vie quotidienne : non pas une stratégie d'adaptation idéale, mais un idéal de l'adaptation.

► Tout est dans la tête, d'Eric Albert et Alain Braconnier. Odile Jacob, 252 p., 120 F.

Rêveurs de l'espace

De Cyrano de Bergerac à Asimov, en passant par Jules Verne, Alexandre Dumas ou H. G. Wells, de multiples écrivains ont expédié leurs héros dans l'espace. Ce livre nous fait revivre leurs rêves, ainsi que ceux, plus récents, des auteurs de B. D. et des maîtres du Space Art. Abondamment illustré et joyeusement mis en pages, il ravira tous ceux, petits et grands, pour qui l'exploration spatiale se conjugue encore avec fiction.

► Ils ont rêvé l'espace, de Pierre Poix. Hatier, 166 p., 145 F.

► A signaler dans la même collection : Partir pour l'espace, de Dietrich E. Koellie, et Habiter dans l'espace, de Jacques Collet.

Louis de Broglie, le solitaire

En 1923, Louis de Broglie émet une hypothèse inavouable : les électrons ne sont pas seulement des particules mais aussi des ondes. Six ans plus tard, le prix Nobel de physique lui est attribué pour la découverte des propriétés ondulatoires de la matière, dont les conséquences scientifiques et techniques se répercuteront sur toute la physique moderne. Il fut ainsi l'un des rares théoriciens de ce siècle, avec Planck, Bohr, Einstein et Schrödinger, qui eurent le privilège de changer notre vision du monde.

Descendant d'une vieille famille aristocratique d'origine piémontaise, Louis de Broglie aura toute sa vie durant fui les mondanités. Discrète et solitaire, travaillant acharné, il disait avoir lu dans sa vie plus de livres d'histoire que de physique. « J'aspire bien que vous n'allez pas vous perdre en détails biographiques qui n'intéressent personne, et que vous vous en tiendrez à la science », avait-il un jour recommandé au physicien Georges Lochak, avec qui il travailla pendant trente ans. Son colosse et ami n'a pas tout à fait tenu parole, et son portrait n'en est que plus attachant. Il redonne vie à un grand savant - un « esprit cosmique », dit Lochak - qui mourut il y a cinq ans, à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans, presque dans le silence.

► Louis de Broglie, un prince de la science, de Georges Lochak. Flammarion, 264 p., 120 F.

La famille Curie

Pierre et Marie Curie, découvreurs du polonium et du radium : leur fille Irène et son mari Frédéric Joliot, découvreurs de la radioactivité artificielle : trois prix Nobel à eux quatre (de physique en 1903 et 1911, de chimie en 1935) : on savait presque tout, déjà, de ces couples légendaires, initiateurs d'une part essentielle de la science moderne. Pour avoir pu consulter une part encore inédite de la correspondance des Joliot-Curie et les archives Curie de la Bibliothèque nationale (accessibles seulement depuis janvier 1990), l'Américain Rosalind Wiseman apporte quelques éléments nouveaux. Elle nous livre surtout une biographie extrêmement vivante de cette famille de physiciens exceptionnels.

► Marie Curie et sa fille Irène, deux femmes, trois Nobel, de Rosalind Wiseman. Belfond, 450 p., 145 F. A signaler : Des femmes Prix Nobel, de Marie Curie à Aung San Suu Kyi, 1903-1991, de Charlotte Kerner et Nicole Casanova. Éditions Des Femmes, 398 p., 170 F.

Le savoir alchimique

Préliminaire pour certains, ésotérisme pour d'autres, l'alchimie n'a pas la réputation d'être un savoir rationnel. Revue et commentée par le philosophe Bernard Joly, la traduction du *Manuscritum ad Fredericum*, texte écrit en 1653 par le médecin et alchimiste Pierre-Jean Fabre, disciple de Paracelse, témoigne pourtant de sa cohérence. Destinée à interpréter « très clairement les textes et les données les plus obscures des chimistes », ce traité expose en trente-trois courts chapitres les fondements théoriques de la doctrine alchimique, définit ses concepts essentiels et souligne les liens logiques qui les unissent.

Dans la deuxième partie de son ouvrage, Bernard Joly s'attache à démontrer à quel point la pensée alchimique, ni scolastique ni mécaniste, compte pour la plupart des philosophes et des savants de ce siècle. Leibniz, Spinoza, Newton et Descartes lui-même en faisaient les textes et tentaient d'en vérifier les expériences. Si « la plus trompeuse des recherches » (Leibniz) buta sur la réalité de la transmutation, elle ne s'en développa pas moins, à son époque, sur des bases rationnelles, sur une « philosophie chimique » dont les racines remontent sans doute au stoïcisme antique.

► Rationalité de l'alchimie au XVII^e siècle, de Bernard Joly. Éditions Vrin, collection « *Mathesis* », 408 p., 192 F. A signaler dans la même collection : L'évolution de la mécanique, de Pierre Duham (1903), 472 p., 147 F.

► Signaler également deux rééditions en poche : L'Origine des espèces, de Charles Darwin (1859). Texte édité par Daniel Bergeyrou, à partir de la traduction de Eugène Géraud. GF-Flammarion n° 685, 604 p. ; Réflexions sur les sciences physiques de quatuorzième, discours préliminaire, de Georges Cuvier (1812).

magazine littéraire

N° 305 - Décembre

LE DOSSIER

LA DROITE idéologies et littérature

LES AUTEURS DU MOIS

Didier Daeninckx

Julien Green

V.S. Naipaul

Julian Barnes

Beaux livres 92

LE GRAND ENTRETIEN

Elisabeth
Badinter

Chez votre marchand
de journaux : 30 F

OFFRE SPECIALE

6 numéros : 120 F.
Cocher sur la liste d'après
des numéros que vous choisissez :

- ☐ Littérature et mélancolie
- ☐ Le rôle des intellectuels
- ☐ Federico Garcia Lorca
- ☐ Flaubert et ses héritiers
- ☐ Écrivains arabes aujourd'hui
- ☐ Écrire l'infini
- ☐ André Breton
- ☐ Les écrivains de Prague
- ☐ Gilles Deleuze
- ☐ La Révolution française
- ☐ Jorge Luis Borges
- ☐ Francis Ponge
- ☐ Albert Camus
- ☐ Umberto Eco
- ☐ URSS la parastolka dans les lettres
- ☐ L'individualisme
- ☐ Littératures allemandes
- ☐ Collette
- ☐ Les passions fatales
- ☐ Les frères Goncourt
- ☐ Boris Vian
- ☐ Freud
- ☐ William Faulkner
- ☐ Baudelaire
- ☐ Héro Cabanis
- ☐ Virginia Woolf
- ☐ Albert Camus
- ☐ Barcelone
- ☐ Marguerite Duras
- ☐ Le nihilisme
- ☐ Jean Starobinski
- ☐ États-Unis
- ☐ Sartre
- ☐ Marguerite Yourcenar

Nom :
Adresse :

Règlement par chèque bancaire
ou postal

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères
75007 Paris - Tél. : 45.44.14.51

"Sans distinction de... race"

Faut-il supprimer
le mot "race" dans
la Constitution ?

sous la direction de
Simone Bonnaïous
Bernard Herséberg
Jean-Jacques Israël

400 pages - 125 F.
en vente le 11 décembre

PRESSES DE LA
FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SANS VISA

CRIMES ET CHÂTIMENTS

DANS L'ESPAGNE INQUISITORIALE

de Michèle Escamillo-Colin.
Préface de Pierre Chauvin.
Berg International, 2 vol.
sous emboîtement, 1 376 p., 560 F.

LES MORISQUES
ET LE RACISME D'ÉTAT

de Rodrigo de Zayas.
La Différence,
coll. « Les Voix du Sud »,
760 p. (dont 420 p. de documents),
198 F.

AVEC Torquemada, l'inquisition espagnole ne faisait que commencer... Fondée par Ferdinand d'Aragon et Isabelle la Catholique, avec l'approbation pontificale, dans ce pays particulièrement tolérant qui avait vu se mêler chrétiens, Maures et juifs, ce tribunal ecclésiastique allait pratiquer, à partir du dernier quart du quinzième siècle, une « épuration » par la torture et par le bûcher qui laisserait le souvenir d'une rigueur jusque-là inconnue. L'expulsion des juifs, malgré la procédure expéditive des juges inquisiteurs, était loin d'être achevée en 1492.

Abolite par Joseph Bonaparte en 1808, rétablie en 1814, définitivement supprimée en 1820, l'inquisition aura laissé une marque considérable dans toute l'histoire de l'Espagne, tant du point de vue religieux qu'intellectuel. Une marque qui ne pourra être effacée. Même après ce jour historique du 31 mars 1992, quand, dans la synagogue de Madrid, le roi Juan Carlos, le successeur des Rois catholiques, a solennellement mis fin à l'acte d'expulsion qui, depuis cinq siècles, condamnait à l'exil les juifs d'Espagne.

Que fut l'inquisition pendant les siècles qui suivirent ? Des fonds d'archives considérables en témoignent, des listes manuscrites transmises à Madrid par les tribunaux, périphériques, inexploitées, inexploitées sans l'aide de l'informatique et qu'une universitaire, Michèle Escamillo-Colin, a étudié pendant plus de vingt ans pour une thèse de doctorat d'Etat, sous la direction de Pierre Chauvin, et qui, légèrement réduite, vient de paraître sous un titre justement dostoïevskien : *Crimes et châtiments dans l'Espagne inquisitoriale* (l'éditeur nous a fait grâce du sous-titre de la thèse : *Essai de typologie délictive et punitive sous le dernier Habsbourg et le premier Bourbon*).

Un ouvrage universitaire passionnant, accessible, savant, qui, grâce à la justesse du ton et à l'esprit de synthèse, et de détail, de l'auteur, se lit aisément, non pas avec plaisir (ne soyons pas sadiques, comme l'étaient les spectateurs des autos-da-fé), mais avec une horreur croissante devant l'abondance et la variété des sup-

plices, physiques et moraux, inventés par les hommes au nom de leur combat contre l'hérésie. Un ouvrage qui nous fait toucher, sous le laconisme et la froideur des greffiers, sous le papier du document, la chair et le sang d'êtres vivants et qui contient sûrement la matière de cent films et de plus de romans encore ! « Qui dira l'émotion ressentie lorsque, dans l'auspère confort d'une salle d'archives, on a sous les yeux, et sous les doigts, d'innombrables timbres, paraphes et signatures, les procès-verbaux, dressés sur-le-champ d'une exécution », écrit-elle. Des centaines de personnes dont la vie simple s'était trouvée soudain bouleversée, brisée, parfois détruite à jamais, broyée en silence par la machine inquisitoriale. Page après page s'égrènent ainsi des destins furieusement entrecroisés, des ombres qui très vite reprennent corps à nos yeux, de manière quasi obsessionnelle, exigeante.

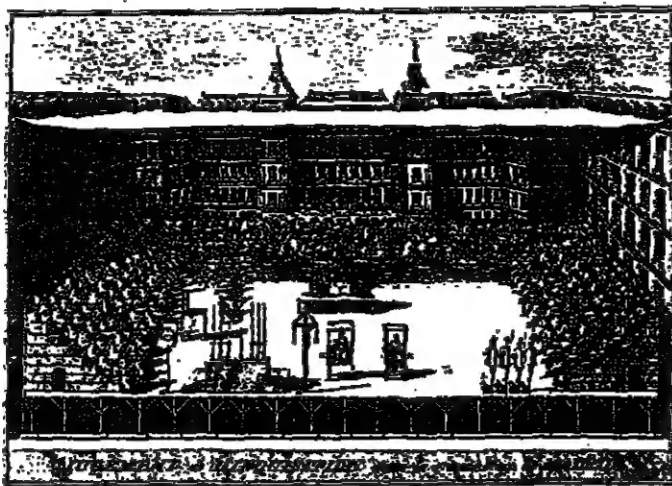
MICHELLE ESCAMILLO-COLIN a décrypté deux registres des Archives nationales qui vont de 1669 à 1722, soit le règne de Louis XIV, la fin du Siècle d'or, et en ce qui concerne l'inquisition, le début du déclin. Après Jean-Pierre Dedieu, qui s'était attaché à montrer la responsabilité de l'inquisition dans le retard économique de l'Espagne (1), elle a cherché à capter, dans le recensement de quelque quatre mille condamnés, la réalité quotidienne de la souffrance. Elle a réussi à démontrer le système inquisitorial, cette police idéologique qui travaille dans le secret, et dont l'autodafé n'est que la pointe visible de l'iceberg.

« Le jeu très ibérique entre lumière et ombre oppose ici délibérément l'impénétrable secret de la procédure à la fracassante publicité de l'acte expiatoire », écrit-elle, commentant un superbe tableau du peintre Francisco Risi représentant un autodafé célébré à Madrid en 1680 en présence du Roi et du Grand Inquisiteur, des nobles et du peuple. Un formidable spectacle qui ressemble à une corrida ! « Il y aura une fête le 30 de ce mois », écrit la marquise de Villars à Madame de Coulanges à la veille de cet événement. Elle ne se fait que de cinquante en cinquante ans. On y brûle

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Le sang pur



Madrid. L'autodafé de 1680.

beaucoup de juifs ; et il y a d'autres supplices pour des hérétiques et des athées.

Il n'est pas question pour ces spectateurs d'évaluer l'horreur du supplice. Il y a souvent plus de femmes que d'hommes condamnés au feu. Certains sont étranglés avant, d'autres brûlés vifs ; d'autres refusent d'abjurer comme Leonor Margarita de Yuste, vingt-deux ans, « brûlée vive après s'être jetée précipitamment dans le brasier, sans avoir attendu que l'exécuteur de justice l'y jetât attachée à un madrier comme il était prévu ».

Le nombre des exécutions peut paraître infime au regard de l'époque contemporaine : « La mort expiatoire par le feu était une sentence exceptionnelle réservée à ceux qui, malgré la torture, refusaient d'abjurer », écrit l'auteur bouillonnant ainsi nos idées reçues. Elle n'a frappé que 6,5 % des personnes jugées. Et n'a pas été exécutée dans la moitié des cas. » Cependant la prison qui les attend, souvent à vie, n'est pas un régime enviable pour ces êtres réduits à la misère, leurs enfants à la mendicité ou bien endoctrinés pour renier père et mère. Ou bien, cachés loin des villes, paralysés pendant des siècles par la peur, cette armée majeure du Saint-Office, et pratiquant leur religion en secret comme les Marranes de Trás-os-Montes à la frontière portugaise (2).

L'ouvrage passe en revue les « délices » par ordre d'importance : en premier lieu la répression du crypto-judaïsme, de ces nouveaux chrétiens, faux chrétiens, conversos, Portugais arrivés après l'annexion du Portugal en 1580 et suspects de judaïsme, marranes qui judaïsaient en secret. Un édifiant fait de la délation, pour tout chrétien, une obligation religieuse et de chaque paroissien un agent de l'inquisition, et dresse, pour les suspects, un catalogue circonstancié des attitudes suspectes, leur transmettant ainsi les règles d'observance de la religion abhorrée. L'essentiel, en effet, est d'éradiquer ce peuple hébreu qui constitue « une erreur de la Création, l'ivraie de l'Evangile ». Un peuple de trop.

Tous les moyens de coercition sont pratiqués. L'emplot de la torture (qui « sert surtout à révéler aux médecins spirituels que sont les Inquisiteurs la mortelle blessure et le poison malin que porte dans son cœur l'hérétique perfide ») est le plus souvent passé sous silence. Avec quelques exceptions : « Dona Maria Carles, emprisonnée avec son nourrisson de quatre mois, condamnée de judaïsme, supporta héroïquement la torture et fut libérée avec un bras cassé et un oriel arraché par un bourreau maladroite » (9 juin 1675).

Pour clore cette quête historique de la souffrance enfouie, une dernière partie traite des « défaits secondaires », c'est-à-dire ceux qui touchent les vieux croyants : les hérésies et les déviances diverses (l'irrévérence envers Dieu et ses saints, profanation de l'hostie, faire gras pendant le Carême, illuminisme, molinisme, etc.), la sorcellerie, les prêtres mariés ou séducteurs, le blasphème, la polygamie, la sodomie. Autant de condamnés qui n'encourent pas le bûcher, mais reçoivent des peines diverses en plus de la flagellation : envoyés aux galères, déportés, chassés de leur couvent, etc. Un chapitre traite aussi du « cas particulier des mahométans », esclaves qu'affranchissent pour la plupart d'origine maghrébine, épargnés dans le royaume en cette fin du dix-septième siècle, alors que, depuis 1609, les Morisques, ces Maures qu'on avait forcés à se convertir, avaient été expulsés d'Espagne.

A partir de ce sujet mal connu de la persécution des Morisques, un Espagnol de Séville, descendant d'une famille sarabe convertie, Rodrigo de Zayas, a composé, en français, un long essai intitulé *Les Morisques et le racisme d'Etat*. Partant de cent quatre-vingt-sept feuillets manuscrits qu'il a pu acheter en 1989 et qui comptaient quelque cinquante rapports de l'inquisition et des lettres royales relatives au problème des Morisques dans le Royaume de Valence à la fin du seizième et au début du dix-septième siècle – la collection de Lord Holland –, il a écrit un livre hétéroclite, hétérodoxe qui ne se veut pas une étude historique, mais qui tient de l'essai, du pamphlet, ce qu'il appelle « une sorte d'alberge espagnole où chacun peut trouver les éléments de ses propres opinions à condition d'y apporter une réflexion critique ».

Dans un désordre volontaire, pas toujours limpide, il dresse une réquisitoire contre le gouvernement responsable de la déportation de 1609, le duc de Lerma, « un des plus grands criminels de l'histoire espagnole ». Il dénonce une Espagne raciste qui a éliminé les quelque 600 000 Maures qui vivaient dans le Royaume de Grenade avant 1492, une Espagne de l'inquisition dont l'activité était davantage orientée vers la recherche de la pureté du sang que vers le constat d'hérésie. « La pureté et la limpidité du sang proviennent des ancêtres qui, après avoir reçu la vraie foi catholique du Christ, notre Seigneur, dans le baptême, l'ont conservée avec constance et courage sans jamais s'en écarter », écrit-il au dix-septième siècle Escobar del Corro, célèbre théoricien de la pureté du sang. Ce qui va conduire l'Espagne du seizième siècle à élaborer une législation selon laquelle tout individu désirant entrer dans les universités, dans les ordres religieux, dans l'armée ou dans l'administration devait apporter la preuve d'une ascendance chrétienne irréprochable.

Attaché à faire reconnaître la monstrueuse injustice faite aux musulmans d'Espagne, Rodrigo de Zayas livre un livre qui va sans doute donner lieu à des discussions passionnées. Surtout du dix-septième siècle espagnol à un Etat français pétaîniste où l'Etat et l'Eglise sont d'accord pour l'application d'un « statut des juifs » afin d'« aryanniser » le pays, il commente le sacrilège de comparer deux idéologies coercitives. L'inquisition, en instituant le premier « racisme d'Etat », aurait-elle été l'ancêtre et l'inspiratrice des lois de Vichy, demande-t-il.

(1) Jean-Pierre Dedieu : *L'inquisition* (Cairn, 1987).
(2) Voir Frédéric Brenner et Yusef Yurushalim : *Les Marranes* (La Différence, 1992).

Le roman de Saint-Sulpice

David Shahr décrit les charmes et les leures de Paris

LES NUITS DE LUTÈCE

de David Shahr.
Traduit de l'hébreu
par Madeleine Neige
Ed. François Bourin,
221 p., 119 F.

L'écrivain hébreu David Shahr n'a pas fini de nous surprendre avec sa grande fresque du Palais des vases brisés, dont il continue le cours. Commencée en 1978, l'œuvre évoquait dans ses cinq premiers tomes, tous traduits chez Gallimard, la Jérusalem du mandat britannique, à travers les souvenirs d'enfance du narrateur qui ressemblait à l'auteur comme un frère. Une foule de personnages pittoresques en jaillissent, de provenances très diverses, tous peints dans leurs paroles véhémentes ou douces, des femmes, des poètes, des juifs, des arabes, des officiers britanniques... Entre les communautés régnait alors, quoique précaire, une harmonie que devaient rompre les émeutes de 1936. Une localité tragique planait sur l'ensemble.

Puis, le Palais des vases brisés changea de maison d'accueil et de registre. Les *Marches du Palais* introduisit un épisode joyeux dans cette fresque sombre et nostalgique. Il n'y fut plus question de l'âme, des rayonnantes amours de jeunesse d'un des personnages les plus en vue de la composition. Une coquaine histoire d'adultère s'agrandissait jusqu'aux étoiles par la magie du verbe. La part du comique monta. Les *Nuits de Lutèce*, septième tome du Palais des vases brisés, relié à l'ensemble par des liens assez lâches, paraît relever presque entièrement de la comédie. Mais il est en même temps le roman des fausses certitudes, des occasions manquées, des amours inaccomplies et quels que soient son rythme et sa gaieté, il dépose

dans le cœur une nuance d'amertume. Nous ne sommes plus à Jérusalem, mais à Paris, en 1988. Israël a juste quarante ans. Le narrateur, toujours le même, a atteint l'âge de la maturité qui ne lui a pas enlevé le goût des femmes. Celui-ci va s'éveiller devant une bien étrange personne, une jeune et belle protestante française, qui a quitté sa famille riche et bourgeoise pour se marier et vivre parmi les Tziganes qui hantent la foire de Clichy et le parvis de Saint-Sulpice. Elle est en son deuxième mariage, seul survivant tzigane en langue française, et elle s'apprête à le quitter pour un amour journaliste en qui le narrateur croit retrouver un de ses amis d'enfance à Jérusalem qui, lui, ne le reconnaît pas. Feinte ? Oubli ? Erreur d'identité ?

Le roman pourrait reposer sur ce mystère mais il bifurque sur une autre voie : la conquête de la jeune femme par le narrateur, les manèges qui l'y conduisent et sa déception finale. La tentation qu'exerce cette Circé n'aboutira qu'à la rupture entre l'inflamnable don Juan sans le sou et l'insupportable femme qui l'emploie, l'héberge et dont par défi il est devenu l'amant. C'est une poétresse américaine, professeur, moralisante et féministe dont les envolées poétiques sont vouées à la « pure combinaison des mots ».

Un homme pris entre deux femmes antithétiques, telle est l'histoire, somme toute simple, que David Shahr nous conte pour évoquer ses nuits de Lutèce à lui, du temps où il fréquentait les petites hôtels de la rue Mouffetard, les cabarets de la Montagne-Sainte-Geneviève, la librairie Shakespeare and Company et le Caveau des Oubliettes. « Je ne puis écrire que sur ce qui m'est arrivé à moi, sur les choses que j'ai vues et les gens au milieu desquels je suis né et j'ai grandi, sur mes sentiments et mes imagi-

nations », fera-t-il dire à l'écrivain tzigane qui parle en son nom. Ne prenons pourtant pas les *Nuits de Lutèce* pour une autobiographie. C'est une composition chargée d'évoquer Paris, son charme et peut-être ses leures.

Dans tous les lieux parcourus, David Shahr situe des anecdotes, monte des spectacles souvent bouffons, inscrit des mélodrames. Ces motifs entretiennent entre eux échos et reflets. Puis la trame serrée du récit le happe et les fond dans l'ensemble par un jeu d'associations, de souvenirs, d'hallucinations et de rêves.

La principale surprise qu'apporte le livre, c'est la place qu'y occupe l'église Saint-Sulpice. Elle y trône. Saviez-vous qu'une inscription en lettres hébraïques portant le nom de l'Eternel, Ya Hoveh, orne sa tour de gauche ? Les fresques de Delacroix dans la chapelle des Saints-Anges, sont, elles, célèbres. Mais comme traduction de la Bible, elles sont erronées. Le peintre a représenté Jacob luttant avec un ange emporté dans ses ailes. Or, il n'y a jamais eu d'ange dans le combat biblique. C'est avec un Dieu fait homme que se mesure Jacob et c'est Lui qu'il vainc.

Les rendez-vous de la belle Tzigane avec l'un ou l'autre de ses amoureux se passent sous cette fresque. La scène qu'elle illustre, même fausement, possède sans doute aux yeux de Shahr une valeur symbolique que je ne déchiffre pas. Mais il y a le reste, les personnages, les scènes, les décors, les violons tziganes qui mettent l'amour en tête et la danse dans le corps... Comique, fantastique, philosophique, biblique et en même temps proche de la vie, c'est un bien curieux livre, les *Nuits de Lutèce*, ce roman de Saint-Sulpice.

Jacqueline Piatier

Cioran et les mystiques

Suite de la page 25

C'est qu'elles captent des images sans relation avec les dogmes et, par conséquent, peu utilisables pour étayer la doctrine ; et que leur émotion, en outre, suffit à les renseigner sur l'objet qui la provoque : Dieu en personne.

Aussi bâtissent-elles une connaissance par elles-mêmes, n'essayant pas d'expliquer l'inconnu, du moment où elles s'identifient à celui-ci. Mais ce qui efface encore plus l'Eglise, c'est la jouissance latente des corps ainsi confrontés : le leur, et celui du dieu incarné, le Fils ; leur corps, comme dans l'érotisme, n'a fait que poursuivre le

moment extrême où le plaisir ridiculise la pensée et où, le temps d'une extase, il a contenu l'infini.

Or – et cela a dû combler Cioran – la traversée de la Divinité par ces mystiques, débouche souvent dans le plus pur néant. Angèle de Foligno le chante : « Oh ! néant inconnu ! L'âme ne peut jouir d'une plus belle vue en ce monde qu'en observant son propre néant, tout en restant dans sa prison. » Tandis que Maria Magdalena de Pazzi – laquelle, revenue sur terre, ne se souvenait de rien – soulève pour sa part que l'amour suprême de Dieu est l'amour mort, lequel ne désire, ni ne cherche, ni ne convoite rien :

« ni Le connaître, ni Le comprendre, ni en jouir ».

Et Cioran d'en jubiler : « Gâcher sa vie pour rien, toucher au sublime dans l'inutile absolu », disait-il alors, tout jeune homme, dans ce livre où, pour ce qui touche au style, on voit bien qu'il incline déjà à condenser ses banalités en aphorismes – ce « genre » où il excelle, non sans le décrier : n'assure-t-il pas qu'il est cultivé uniquement par ceux qui ont connu la peur au milieu des mots, la peur de crouler « avec tous les mots » ?

C'est juste, mais c'est aussi vouloir oublier – par modestie – que l'âme s'émouvait que le mot juste et la phrase brève et pure lui faisaient entendre le long discours intérieur de la pensée. Car l'aphorisme est cette condensation précieuse, ce diamant dans le chaos, auquel, seule, la vraie littérature est en mesure d'aboutir. Et d'où elle peut renaitre, émuotillée, éprise d'un autre songe, pour exploser, gerbe d'étoiles soudaines, dans un secret lendemain.

Hector Bianciotti

Rebreanu, l'inconnu

Suite de la page 25

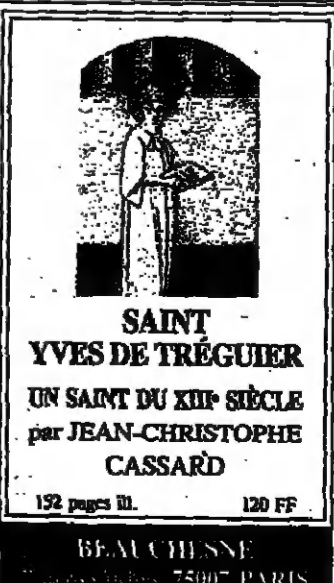
Claudia était le titre original de ce beau récit, où la tragédie individuelle transcende, mais sans l'occultier, le message politique et social. Ce titre curieux, exotique, mais si vrai méritait-il vraiment d'être modifié ?

Plus choquante est l'inconvenance surgie dans la postface, signée par le traducteur, reprise par la quatrième de couverture. En effet, le terme « occupation », relatif à la présence hongroise vieille de neuf siècles en Transylvanie, intervient d'une manière récurrente comme pour entretenir une maladroite ambiguïté. Faut-il rappeler que, selon les dictionnaires français usuels, « occupation » signifie essentiellement « mode d'acquisition de la propriété résultant de la prise de possession d'un bien vacant », sinon « action de s'emparer par les armes d'une ville, d'un territoire, de s'y installer en substituant son autorité à celle de l'Etat envahi », avec pour exemple la France fut occupée par les Allemands

– 1940-1944 ? Précisons qu'au début du dixième siècle, lorsque les Hongrois s'installaient en Transylvanie, il n'y avait ni villes ni Etat roumain construit sur les territoires où ces migrants s'établissaient, mais que ces lieux n'étaient point vides car une population d'origine latine et slave y vivait, éparpillée au creux des montagnes, que les nouveaux arrivants tentèrent en vain d'assimiler. Pourquoi, en ce cas, évoquer une « occupation » de la Transylvanie du dixième siècle jusqu'en 1918 alors que ce terme n'est pertinent que pour la seconde guerre mondiale, quand le nord de cette province fut effectivement occupée par la Hongrie, avec l'appui de l'Allemagne hitlérienne ?

Enfin, est-il indispensable que les conflits interethniques qui déchirent l'Europe orientale et centrale trouvent écho dans une postface destinée à faciliter la compréhension d'un très beau texte littéraire.

Edgar Reichmann



**SAINT
YVES DE TRÉGUIER**
UN SAINT DU XIII^e SIÈCLE
par JEAN-CHRISTOPHE
CASSARD

152 pages ill. 120 FF

BEAUCHESSNE
75007 PARIS